

id contrôle

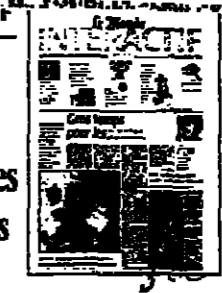
es
logies

Le Monde

LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII

59^e ANNÉE - N° 16857 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE
MERCREDI 7 AVRIL 1999
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ Les pirates informatiques
■ Emploi : 13 pages d'annonces classées



Le procès de Lockerbie

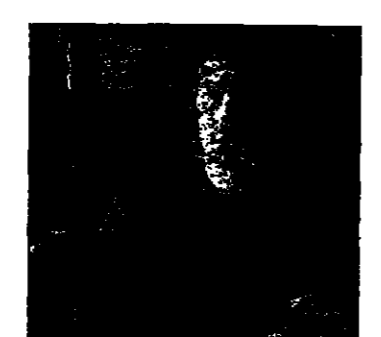
Les sanctions de l'ONU contre la Libye ont été levées dès que les deux suspects de l'attentat contre un avion de la PanAm sont arrivés aux Pays-Bas. Mais le procès ne devrait pas commencer avant plusieurs mois. p. 40

Restructuration chez Elf

Le groupe a décidé de réduire de 20 % les effectifs mondiaux de sa branche exploration-production. L'Aquitaine serait la région la plus touchée. p. 22

Banques : résultats records

La reprise de la consommation et de l'immobilier permet aux banques françaises d'afficher d'excellents résultats pour 1998. p. 23



Endormissement mortel au volant

Des chercheurs ont mis au point des instruments capables de traquer les premiers signes d'hypovigilance. L'endormissement est l'une des premières causes d'accidents mortels sur la route. p. 28

Ambroise Roux, ce grand patron

Familier du pouvoir politique, Ambroise Roux a régné pendant vingt ans sur la Compagnie générale d'électricité avant de devenir l'émancipation grise d'une nouvelle génération de patrons. Il est mort le 4 avril. p. 18

Euro Disney, ville

C'est une véritable ville que va construire Euro Disney, avec 4 000 logements, 30 000 m² de bureaux, 12 000 habitants, à côté de son parc de loisirs à Marne-la-Vallée. p. 16

P'tite faim

Notre chroniqueur gastronomique a testé deux restaurants traditionnels, entré daube des familles et œuf mayonnaise soudé à sa légende. p. 32

Financer les productions

La Bourse aux coproductions permet aux auteurs de télévision de financer leurs émissions en partenariat international. p. 24

Légion d'honneur

La liste des nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur parues au Journal officiel, dimanche 4 avril. p. 12 et 14

Abonnement : 3 DM; Autriche : 3,90 F; Belgique : 4,50 F; Canada : 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire : 350 F CFA; Danemark : 18 DKK; Espagne : 225 PTA; Grèce : 1,2 \$; Italie : 2,50 L; Luxembourg : 48 FL; Maroc : 30 DH; Norvège : 14 NOK; Pays-Bas : 3 FL; Portugal : 250 PTE; Royaume-Uni : 9 P; Suède : 60 F CFA; Suisse : 18 SFR; Thaïlande : 2,10 THB; Tunisie : 12 Din; USA (NY) : 2 \$; USA (autres) : 2,50 \$.

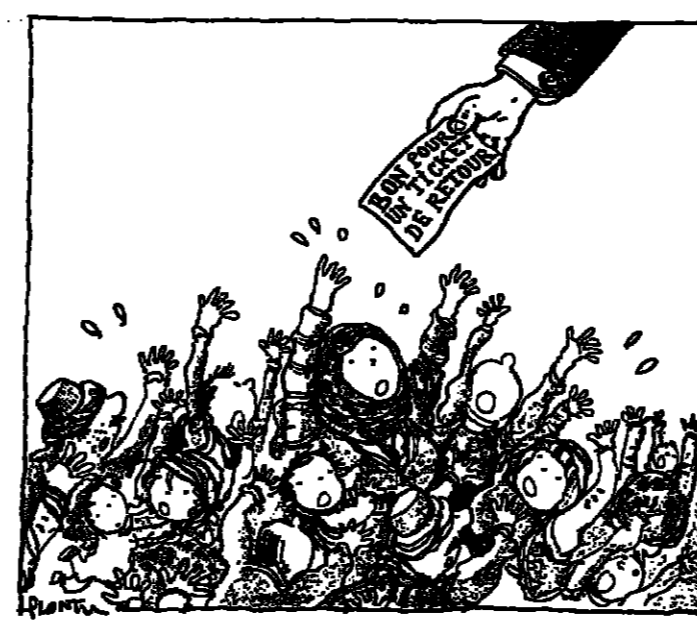
M 0147-407-7,50 F

Kosovo : que faire des réfugiés ?

● L'afflux des Kosovars aux frontières conduit les alliés à infléchir leurs objectifs ● L'OTAN s'affirme déterminée à assurer leur retour ● L'hypothèse d'une intervention terrestre en est renforcée ● Selon M. Kouchner, il y aurait une centaine de morts parmi les réfugiés en Macédoine

DEVANT l'afflux continu des réfugiés aux frontières du Kosovo, Américains et Européens ont accentué leur campagne de bombardements sur la République fédérale de Yougoslavie (RFY), mais entendent la plus grande confusion sur leurs objectifs. Le nombre de Kosovars chassés par la vague d'épuration ethnique que mènent les forces serbes était évalué, lundi 6 avril, à quelque 400 000 personnes. L'ampleur du drame paraît avoir conduit les Etats-Unis, au moins, à modifier sensiblement les objectifs qui avaient initialement été fixés à l'opération « Force allée » : ramener Slobodan Milosevic, le président de la RFY, à la table de négociation; imposer à Belgrade la formule de Rambouillet, celle d'une autonomie poussée pour le Kosovo.

Lundi, à Washington, on disait la formule de Rambouillet condamnée, sans indiquer par quoi on la remplaçait. On s'interrogeait sur la possibilité de négocier encore avec M. Milosevic : « Il y a le sentiment croissant (...) qu'il sera de plus en



● Le sort des réfugiés, par nos envoyés spéciaux p. 2
● Polémique en France sur le retour des Kosovars p. 3
● L'OTAN révisé ses objectifs stratégiques p. 4

plus difficile de s'asseoir à une table de négociations avec quelqu'un qui est politiquement responsable de ces horribles actes barbares. » La secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, a dit envisager de faire inculper M. Milosevic devant le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie. Enfin, en filigrane des déclarations, apparaît l'éventualité d'une opération au sol, condition nécessaire au retour des Kosovars.

En Albanie, en Macédoine et au Monténégro, des milliers de réfugiés ont continué à affluer dans des conditions de dénuement absolu. Selon Bernard Kouchner, une centaine de personnes sont mortes en Macédoine. La question du retour des réfugiés au Kosovo provoque des polémiques en France. Les avions de l'OTAN ont conduit, dans la nuit de lundi à mardi, l'un de leurs raids les plus massifs, depuis le 25 mars, début de l'opération « Force allée ».

● La colère des Serbes de Bosnie, reportage p. 6
● La peur qui taraude l'Europe : débats p. 20 et 21
● Editorial, revue de presse, chroniques p. 19, 38 et 40

Le cri et l'angoisse de Sabri Hamiti, écrivain albanais du Kosovo

BLOIS de notre envoyée spéciale

Universitaire et auteur albanais du Kosovo, Sabri Hamiti a pu trouver refuge en France, depuis le 29 mars, grâce à l'aide du Parlement international des écrivains. Cette association de défense des artistes menacés a pris contact avec lui après qu'il eut été blessé devant sa maison à Pristina, en septembre 1998, lors d'une agression éclair qu'il attribue aux « forces de sécurité serbes ».

Né en 1950, ce spécialiste de littérature contemporaine, auteur de poésie, de théâtre et de roman, appartient à la génération des intellectuels qui, dans les années 70, ont voulu faire émerger une littérature albanaise au Kosovo. « L'université de Pristina a ouvert en 1970. Nous formions un cercle autour de mon ami Ibrahim Rugova, et nous voulions propager la culture et les débats d'idées contemporains. Très vite, nous avons traduit les livres de Roland Barthes, dont Rugova avait été l'élève, ou de linguistes comme André Martinet », explique-t-il. Autour de ces jeunes gens qui ont souvent approfondi leurs études dans d'autres universités

yougoslaves ou étrangères, des revues se créent, ainsi que des émissions littéraires à la radio. Sabri Hamiti suit un troisième cycle à Zagreb, consacré à la littérature européenne contemporaine, puis étudie un an à l'Ecole des hautes études en sciences sociales de Paris. A son retour, il traduit des essais de théorie littéraire de Gérard Genette.

A partir de 1986, quand l'Association des écrivains, présidée par Ibrahim Rugova, lance ses critiques contre la politique de Slobodan Milosevic, la situation devient « très cruelle pour les intellectuels », affirme Sabri Hamiti. Pour le pouvoir serbe, l'Albanais cultivé constitue une menace. La plupart des écrivains, qui étaient universitaires, éditeurs ou journalistes, ont perdu leur emploi.

Les écrivains albanophones ont perdu contact avec leurs confrères de l'ex-Yougoslavie. L'isolement et la répression se sont amplifiés. Les éditions Rilindja, qui publiaient les œuvres de Sabri Hamiti - poèmes, pièces de théâtre, romans et ouvrages de critique littéraire, non traduits en français -, ont fermé. Jusqu'à ces dernières semaines, « seuls trois à

quatre éditeurs privés ont continué à publier des romans et de la poésie. Les livres n'étaient presque plus distribués et les tirages sont tombés à mille ou deux mille exemplaires. Rares étaient les nouvelles œuvres, car chacun était happé par les problèmes de survie ».

Accueillis par la ville de Blois pour un an, Sabri Hamiti et sa femme sont arrivés directement d'Allemagne, où il était soigné depuis plusieurs semaines pour les séquelles de son agression. Ils devaient retourner chez eux à Pristina, avant de gagner la France pour y retrouver leurs deux fils. Les événements ne l'ont pas permis. Le couple a passé ses premiers jours dans l'Hexagone « en pleine confusion », perdu au téléphone avec le Kosovo, où ils ont tout abandonné, y compris leur précieuse bibliothèque. « Je passe mes journées à téléphoner, à écouter les informations, à lire les journaux, dit-il. Pour écrire, il faut un minimum de tranquillité. Je ne peux pas faire de la littérature en criant et, actuellement, c'est le temps du cri et de l'angoisse. »

Catherine Bélarida

La lutte contre les discriminations raciales à l'embauche

COMMENT rendre plus efficace la lutte contre les discriminations raciales à l'embauche ? Dans un rapport rendu public, mardi 6 avril, le conseiller d'Etat Jean-Michel Belorgey prend position pour une réforme profonde de l'organisation des institutions chargées d'agir en France dans ce domaine. Sévère sur les pratiques de l'administration, il préconise la création d'une autorité indépendante, calquée sur la CNIL ou le CSA, qui serait notamment chargée d'instruire les réclamations des personnes qui s'estiment victimes du racisme d'un employeur. Il prône également la séparation entre les services qui gèrent les flux d'immigration et ceux qui œuvrent pour l'intégration. Cette coupure permettrait, selon lui, de préserver la politique d'intégration des débats sur les étrangers.

Lire pages 10 et 11

Justice contre crimes de guerre

L'ASSEMBLEE nationale devait débattre, mardi 6 avril, d'une nouvelle révision de la Constitution, nécessaire pour pouvoir ratifier le traité approuvé à Rome, le 17 juillet 1998, par cent vingt pays, créant une Cour pénale internationale. Celle-ci se mettra en place quand soixante Etats auront ratifié le traité. La Cour aura pour objet la sanction, à l'avenir, des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, de ceux qui les auront commis et de ceux qui, ayant le pouvoir de les empêcher, les auront laissés commettre. A la demande de la France, un Etat pourra récuser la compétence de la Cour pour des crimes de guerre pendant sept ans après la date de ces crimes.

Lire page 8

Une voix du rock américain



« LES MODES passent, les chansons restent », affirme l'ex-vocaliste des Replacements, Paul Westerberg, dans son album, *Suicide Crow*, en même temps que ses cadets du groupe Wilco (*Summer Teeth*), qui se réclament de lui : « Paul Westerberg a été l'un des songwriters les plus importants pour ma génération », confie Jeff Tweedy, le leader de Wilco, en visite à Paris.

Lire page 36

POINT DE VUE Pourquoi cette rage anti-américaine ?

par Pascal Bruckner

A peine les premières bombes larguées sur la République fédérale de Yougoslavie par l'OTAN, s'est réveillée l'une des plus vieilles passions de l'intelligentsia et de la classe politique française : l'anti-américanisme. Mais il a pris une forme démesurée qu'on ne lui avait pas vue depuis longtemps, comme si une rancoeur mal contenue depuis la chute du Mur pouvait s'épancher en toute innocence.

Tout de suite a triomphé le principe d'équivalence : parce que cette guerre est « une forfaiture », « un conflit destructeur voulu et décidé par les Etats-Unis » (Jean-François Kahn dans *Marianne*), on renvoie dès à dos les frappes euro-américaines et la politique de déportation de Belgrade. « Ni bombardements ni purification ethnique », proclament les banderoles de la manifestation organisée à Paris le 1^{er} avril par le Parti communiste français et le Mouvement des citoyens.

Bref, on met sur le même plan ceux qui veulent sauver les Kosovars et ceux qui veulent les liquider. Ou bien, dans une pétition signée notamment par Pierre Bourdieu et Pierre Vidal-Naquet, on exige simultanément l'arrêt immédiat des missions de l'OTAN et l'autodétermination des Kosovars. Par quel bond magique passera-t-on de l'un à l'autre ? Mystère. L'essentiel, c'est la pose anti-impérialiste, si frivole soit-elle. Amérique : il faut être contre. Ainsi l'exige le conformisme intellectuel, à gauche comme à droite.

Il y a plus : pour beaucoup, cette guerre injuste, ignoble, qu'une superpuissance mène contre un petit pays souverain (pour des brouilles, explique avec délicatesse Jean-François Kahn : « Parier d'épuration ethnique au Kosovo est une formidable sottise ») devrait nous inciter à une tâche primordiale : libérer l'Europe.

Bref, on met sur le même plan

Pascal Bruckner est écrivain.

Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS Au sommaire du numéro d'avril

La Russie est mal partie
Dégradation de l'économie et du tissu social, instabilité politique, un président malade et de prochaines élections rendent plus hypothétique une perspective de redressement.

La démocratie en Europe

Plus : LES CLÉS DE L'INFO 12 F - 1,83 €
4 pages pour décoder l'actualité

مكتبة الأمل

BALKANS L'afflux de réfugiés en Macédoine et en Albanie a contraint les pays occidentaux à mettre en place une logistique importante pour leur venir en aide. Un pont aé-

rien a été mis en place pour acheminer vivres, médicaments et tentes, et transférer vers les pays d'accueil des dizaines de milliers de Kosovars. ● L'OTAN devrait envoyer en Alba-

nie une force de 6 000 hommes qui ne seront pas confinés dans des tâches humanitaires. En Macédoine, elle dispose déjà d'un contingent de 12 000 hommes bâti à partir de la

force d'extraction en place depuis décembre. ● LES OCCIDENTAUX sont contraints de réviser leurs objectifs, devant la situation dans les Balkans et notamment face à l'ampleur de

l'exode des Kosovars, pour briser le potentiel militaire serbe et permettre, ensuite, le retour des réfugiés au Kosovo. (Lire aussi notre éditorial page 19.)

Pont aérien et aides d'urgence pour atténuer la tragédie des réfugiés

L'OTAN livre par avion des tentes, des vivres et des médicaments, mais ne peut empêcher les premiers décès dans les camps. Comment prévoir le retour des Kosovars ? La question divise les Occidentaux, qui doivent réviser leur stratégie en fonction de ce nouvel objectif

LES ÉTATS-UNIS ont ostensiblement durci le ton, lundi 5 avril, à l'égard du président yougoslave, Slobodan Milosevic, de plus en plus diabolisé par l'administration américaine. L'évacuation d'exilés forcés du Kosovo a commencé lentement, tandis que l'aviation de l'OTAN a accru la pression sur les forces serbes.

● Les États-Unis, qui tiennent un langage de plus en plus sévère envers M. Milosevic, ne semblent plus exclure d'en finir avec lui. « Il y a un sentiment croissant au sein de ce gouvernement et chez nos alliés qu'il sera de plus en plus difficile de s'asseoir à une table de négociations avec quelqu'un de politiquement responsable de ces horribles actes barbares », a déclaré lundi le porte-parole du département d'État, James Rubin. « On ne peut pas totalement exclure [de négocier avec lui] s'il y a de l'intérêt de la paix souhaitée par les Kosovars et des objectifs que nous avons décrits, mais cela devient de moins en moins plausible », a ajouté M. Rubin.

● Le président Bill Clinton a rejeté par avance toute demi-mesure que proposerait le président yougoslave pour obtenir un cessez-le-feu. « De nouvelles promesses creuses ne serviront à rien. Un engagement à mettre fin aux tueries dans un Kosovo privé de liberté et vidé de sa population ne se-

ra pas acceptable », a déclaré le chef de l'exécutif américain. « Nous savons que nous sommes confrontés à un dictateur qui a montré à de multiples reprises qu'il préfère exercer le pouvoir en campant sur des ruines plutôt que de ne pas l'exercer du tout. »

● La responsabilité directe de M. Milosevic est désormais clairement signifiée par Washington. La secrétaire d'État, Madeleine Albright, a affirmé qu'« il n'y a aucun doute que des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité sont en train d'être commis au Kosovo. De même qu'il ne peut y avoir aucun doute que les ordres pour commettre de tels actes sont donnés » par de hauts responsables.

« Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour aider le Tribunal pénal international à réunir les preuves et prononcer les inculpations », a-t-elle ajouté. Et d'après David Scheffer, ambassadeur itinérant américain chargé des crimes de guerre, les témoignages concordants des réfugiés démontrent que « la responsabilité politique [des crimes] incombe au président Milosevic ».

● Les forces serbes ont utilisé quelque 500 Albanais du Kosovo comme boucliers humains pour se couvrir lors de tirs de l'OTAN samedi et dimanche au Kosovo, ont rapporté lundi des réfugiés. Deux exilés forcés interrogés, l'un par l'AFP, l'autre par le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) de

l'ONU, ont indiqué que 500 hommes ont servi de boucliers humains dans une attaque lancée par l'armée serbe contre l'Armée de libération du Kosovo (UCK) à proximité de Kraljevo, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Pristina. D'après M. Scheffer, la Serbie se livre à « des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité ».

● L'évacuation vers des nombreux pays des exilés forcés du Kosovo, qui continuent d'arriver par dizaines de milliers aux frontières, et dont le nombre, selon le HCR, avoisinerait désormais les 400 000, a commencé lundi. Quelque 1138 réfugiés acheminés de Macédoine sont ainsi arrivés en Turquie à bord de cinq avions. Ankara, qui s'est déclaré disposé à accueillir un maximum de 20 000 déportés, doit en recevoir 6 000 dans un premier temps. Un autre groupe de 91 réfugiés, eux aussi en provenance de Macédoine, est arrivé mardi à l'aube en Norvège, laquelle est disposée à en accueillir un maximum de 6 000. D'après l'OTAN, ce sont 100 000 réfugiés kosovars qui devraient être évacués vers des pays lointains. Les États-Unis se disent prêts à en recevoir 20 000 sur la base militaire américaine de Guantanamo, à Cuba. La France,

l'Italie et la Grande-Bretagne craignent que ces éloignements n'entérinent le nettoyage ethnique.

● Cinquante-six pays traditionnellement donateurs aux agences d'aide humanitaires de l'ONU devaient se réunir, mardi, au siège des Nations unies, à Genève, pour discuter du financement de l'aide et de la répartition des charges entre les différents pays. La commissaire européenne à l'action humanitaire, Emma Bonino, a réclamé une « carte d'identité provisoire » pour les centaines de milliers de déplacés. L'aide commence à arriver sur place. Des hélicoptères français, américains et italiens ont effectué lundi plusieurs rotations en Albanie - pays qui accueille le plus grand nombre de déportés - pour livrer tentes, sacs de couchage, lits, couvertures, produits pharmaceutiques et alimentaires.

● L'aviation de l'OTAN a diversifié ses cibles et intensifié ses raids à la faveur du beau temps qui a prévalu sur la Serbie au cours des dernières vingt-quatre heures. Si l'on en croit les sources serbes, plusieurs villes ont été visées : Belgrade, Sombor, Pristina, Nis, Aleksinac, Novi Sad, Vrbaski, Loznica. Le porte-parole du Pentagone, Kenneth Bacon, a indiqué pour sa part que vingt-quatre objectifs ont été atteints à travers le

pays, soit un nombre « sensiblement plus important que la veille » ou l'avant-veille. Les bombardements « commencent à avoir des effets », a ajouté M. Bacon, tout en admettant que les raids n'avaient « pas encore arrêté l'armée serbe ». Un responsable de l'OTAN à Bruxelles a affirmé que les conditions météorologiques, supposées bonnes jusqu'à jeudi, allaient permettre de maintenir un rythme intensif. Cent quarante avions ont décollé entre dimanche et lundi de la base aérienne d'Aviano, en Italie. Belgrade a affirmé avoir abattu deux avions de l'OTAN au-dessus de Novi Sad, mais l'Alliance a démenti. Un missile tiré par un avion de l'OTAN est tombé sans exploser sur le territoire macédonien.

● Confirmant le trouble qu'avaient suscité ses premières déclarations, le chef modéré des Albanais, Ibrahim Rugova, a déclaré lundi à Pristina, après avoir rencontré l'ambassadeur de Russie à Belgrade, Iouri Kotor, que l'OTAN devait « arrêter les bombardements ». Il a également souligné que Belgrade soit « plus coopératif » avec la communauté internationale. Il a demandé « à sortir de Pristina, à aller à Skopje [Macédoine] et dans d'autres pays pour contribuer au processus » de pacification, indiquant qu'il attendait une réponse des autorités serbes à sa demande.

La guerre des ondes et des tracts

L'armée de l'air américaine a mis en service, à bord d'un avion C-130 Hercules dénommé « Commando Solo », une station de radio-télévision émettant à destination de la Yougoslavie, selon une méthode éprouvée dans le Golfe et en Bosnie. L'avion vole de jour et de nuit pour tenter d'être le plus souvent capté sur des fréquences FM ou TV. Il peut transmettre des images en couleur, compatibles avec le système de télévision en vigueur en Yougoslavie. La station a pour mission de dire au peuple serbe ce qui se passe réellement au Kosovo, déclare-t-on à l'OTAN, et, en dépit du brouillage, des télespectateurs ont capté, lundi 5 avril, une image peu visible, montrant l'emblème de l'OTAN et des incrustations en serbe signifiant « La Voix aux Kosovars ». Simultanément, des avions ont largué des tracts, expliquant en cyrillique que l'OTAN ne fait pas la guerre au peuple serbe, au-dessus du sud de la Roumanie de manière que les vents les poussent vers le nord de la Yougoslavie.

« Depuis des jours, sans eau, sans nourriture ni assistance médicale »

SKOPJE de notre envoyé spécial
Dés son arrivée à la frontière de Blace, mercredi 31 mars, Azem a retrouvé ses réflexes de paysans. Il

REPORTAGE Les exilés se heurtent à l'obstructionnisme des Macédoniens

a grimpé dans un arbre pour couper des branches, emporté ses fils ramasser du bois mort pour le feu et s'est mis en devoir de construire une tente pour abriter les douze membres de sa famille, chassés d'un petit village proche de Vucitrn (30 kms au nord de Pristina). Entassés sous cet abri de fortune couvert d'un patchwork de couverture, de cartons et de films de plastique, la famille d'Azem désespère de pouvoir sortir de ce camp solidement gardé par la police et l'armée macédoniennes.

La vie quotidienne s'organise autour des corvées d'eau jusqu'au canyon citrine, de la quête de rations alimentaires. Laura, jeune mère de famille, exhibe son trésor : un pot de nourriture pour bébé, une rareté. « Depuis samedi, il ne pleut plus et on nous distribue plus à manger, surtout du pain et du lait. La situation est meilleure qu'au début », explique-t-il. Une rafale d'armes automatiques claque en l'air au-delà d'un petit pont. Une poignée de réfugiés refuse. L'espace libre qu'ils convoitaient au bord de la rivière

n'est clairement pas en Macédoine. « Le problème, reprend Azem, imperturbable, c'est le papier blanc. » Sans beaucoup de succès jusqu'à présent, Azem et sa famille se relaient jour et nuit dans une file interminable pour tenter d'arracher ce fameux « papier blanc », document délivré par les douaniers qui attesterait de leur entrée sur le territoire macédonien. Il leur permettrait d'avoir accès à l'aide humanitaire accordée aux réfugiés du Kosovo et de pouvoir demander un titre de séjour temporaire à la police macédonienne. Mais pour le moment, le « papier blanc » semble inaccessible. Les autorités macédoniennes n'ont ouvert qu'un seul bureau, abrité sous une tente dressée en bordure du camp, juste en dessous des bâtiments de la douane. L'attente dure plusieurs jours sous le regard soupçonneux d'un cordon de policiers hamachés dans leur tenue anti-émeutes, casque sur la tête, gilet pare-balles sur le poitrail.

A Blace, ils sont ainsi plusieurs dizaines de milliers - 55 000 selon le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) des Nations unies - à espérer ce véritable sésame. On ne sait pas précisément combien de milliers d'autres attendent, au Kosovo, de l'autre côté de la frontière, victimes de la terreur serbe avant de subir l'obstructionnisme des Macédoniens. Seulement deux à trois mille réfugiés sont enregistrés quotidiennement par les autorités macédoniennes. Environ 5 000 personnes ont été évacuées, dimanche, par bus du camp improvisé de Blace en direction des centres de transit montés ces derniers jours par l'OTAN à Neptostine, Bojane, Radusa, Senokos et Brazda. « Nous attendons encore la venue d'un fonctionnaire pour enregistrer les gens », a dénoncé, lundi, Paula Ghedini, porte-parole du HCR en Macédoine. « Le gouvernement doit accélérer les procédures », a-t-elle exigé. « Il freine des quatre fers, ajoute le représentant d'une grande ONG française, nous avons trois avions d'aide bloqués en douane pour de mauvaises raisons administratives et nous ne parvenons pas à obtenir l'agrément des ministères de la santé, de l'intérieur et des affaires étrangères, nécessaire pour pouvoir travailler dans les camps », explique-t-il.

Résultat, les réfugiés kosovars ne sortent qu'au compte-goutte du camp de Blace. La situation sani-

taire y est relativement sous contrôle. Ce qui n'est pas le cas pour les milliers de réfugiés qui sont bloqués sur les routes au Kosovo, en amont des postes frontières macédoniens. « Nous ne disposons pas de beaucoup d'informations mais nous supposons que la situation y est dramatique. Beaucoup sont là depuis des jours, sans eau, sans nourriture ni assistance médicale », explique Hannu Pekka Laiho, porte-parole du Comité international de la Croix Rouge.

FAMILLES SÉPARÉES

A Jazhinic, poste frontière situé à une dizaine de kilomètres plus à l'ouest, la situation devient alarmante. Au cours des dernières quarante-huit heures, les Serbes canalisent des flots de réfugiés vers ce petit village. Selon les témoignages, la file d'attente atteignait,

lundi, 25 kilomètres. Afin y est arrivé avant que la situation ne se bloque totalement. Après deux jours passés à dormir à bord de sa voiture, il a décidé de tout abandonner pour partir à pieds vers le poste frontière où en raison de son âge et grâce à un billet de 50 deutschemarks, les douaniers macédoniens l'ont laissé passer. Le mention tremblant d'émotion il explique qu'au Kosovo « l'essence est devenue aussi précieuse que de l'or. Mon réservoir était vide, je ne pouvais plus faire tourner le moteur pour chauffer l'habitacle ». Lundi, ce retraité, séparé de sa famille à son départ de Pristina, erre comme une âme en peine dans les allées du centre de transit de Neptostine érigé au pied des montagnes, sur un champ terrassé par les engins de l'armée allemande. Les tentes militaires ont été montées à une vitesse record par les soldats de

l'OTAN en Macédoine. Elles sont vides pour la plupart. Les autobus ont récupéré moins de 600 réfugiés alors que la capacité d'accueil sera très prochainement de 6 000 personnes (1 600 actuellement). Au total, l'OTAN prévoit que les camps déjà ouverts plus ceux à venir pourront accueillir 40 000 personnes. L'aide humanitaire a commencé à se déverser sur le pays au rythme d'un avion gros porteur toutes les heures.

« Pour le moment, les autorités de Skopje préfèrent monter des coups en direction de son opinion publique pour faire croire qu'elles maîtrisent la situation. C'est scandaleux », confie sous couvert d'anonymat un membre du HCR. Lundi, les Macédoniens ont ainsi chargé sept avions de réfugiés à destination de la Turquie sous le regard des caméras de la télévision macédonienne, mais dans le dos des organisations

humanitaires et des agences internationales spécialisées. « Les policiers et les personnels de bord portaient des masques chirurgicaux sur la bouche et des gants de latex pour trier les réfugiés. Dès qu'un groupe de 150 personnes était constitué il était chargé dans l'avion. Des familles étaient séparées, des enfants couraient sur le tarmac de l'aéroport de Skopje. Des parents criaient. Ils ne savaient pas pour quelle destination ils étaient embarqués », ont raconté plusieurs témoins. Les autorités de Skopje sont demeurées insensibles, jusqu'à présent, aux reproches des organisations humanitaires.

Mais la pression ne devrait probablement pas cesser de monter pour faire plier le gouvernement, surtout depuis que l'OTAN est entrée dans le jeu humanitaire.

Christophe Châtelot

A Tirana, des témoins racontent les maisons brûlées, les marches forcées et les cadavres...

TIRANA de notre envoyé spécial
Slobodan Milosevic doit envier Joseph Staline, qui pouvait se permettre, en mots de deux jours, de

REPORTAGE Des récits encore trop parcellaires pour pouvoir dresser un bilan

déporter tous les Tatars de Crimée au Kazakhstan et tous les Kalmyks vers la Sibérie. Pour vider le Kosovo de ses habitants albanais, le dictateur serbe a dû employer tous les moyens : la pression psychologique, la peur, la force, la ruse. Il a fait brûler des maisons. Il a fait vider des villages. Il a obligé les Albanais à se cacher dans les campagnes pour les débusquer quelques jours après. Et puis il a fait tuer.

Combien de victimes ? Pour l'instant, il est impossible de déterminer l'ampleur des tueries. Le drame est loin d'être terminé. Qui peut dire ce qui se passe en ce moment dans les villages qui ont abrité des militants indépendantistes et qui n'ont pas encore été « nettoyés » ? Les témoignages des réfugiés sont encore trop parcellaires

pour pouvoir dresser un bilan, même provisoire. Dans certaines régions, l'intimidation a suffi aux milices serbes pour pousser les Kosovars à partir. Dans d'autres, elles ont recouru à la violence. Les habitants de nombreuses zones n'ont pas encore franchi la frontière et n'ont donc pas pu raconter ce qui s'est réellement passé chez eux.

EXORCISER LA PEUR

Traumatisés par les semaines de calvaire qu'ils viennent de vivre, certains réfugiés ont aussi tendance à confondre la réalité et l'image qu'ils se sont faite de cette réalité. Qui pourrait leur jeter la pierre et les accuser de « falsifier l'histoire », alors qu'ils ne font qu'exorciser la peur qui les a pris au ventre pendant des semaines ?

Nous avons rencontré, au hasard, huit réfugiés et leurs familles dans un des centres d'accueil de Tirana. Ils racontent ce qu'ils ont sûrement vu, ce qu'ils ont entendu, ce que leurs amis ont dit avoir vu.

— Sali, 45 ans, agriculteur : « Il n'y a pas eu de massacre chez nous. Mais j'ai entendu dire qu'ils avaient tué 80 personnes dans un village voisin. Ils les ont tués et, après, ils les ont brûlés. »

— Kastrati, professeur, 40 ans : « J'ai vu les corps de sept personnes

qui ont été tués dans mon village. Les Serbes nous avaient prévenus la veille : parties, sinon vous serez tués. Sept personnes, trois vieilles femmes et quatre hommes, n'ont pas accepté de partir. Le lendemain, quand nous sommes revenus de la montagne, les maisons avaient été brûlées et nous avons découvert les sept corps. Nous les avons mis dans des couvertures et nous les avons enterrés. Je les connaissais. Si vous voulez, je peux vous donner leurs noms. »

— Memet, 38 ans, paysan : « Ils ont d'abord mis les tanks autour des villages et ils ont bombardé. Nous avons pu partir, sauf quatre personnes, trop vieilles, qui sont restées. Quand nous sommes revenus, elles étaient mortes. »

— Beissa, lycéenne : « Ils nous ont fait marcher pendant des heures, et, après, pour nous fatiguer, ils nous ont fait revenir à notre point de départ. On nous a dit qu'un vieux n'avait pas pu suivre et était resté sur le bord de la route, presque mort. On est passés dans un village et on a vu des morts, par terre. On ne sait pas combien, car c'était trop triste et on a tourné la tête. »

— Bajram, 70 ans, retraité : « Le 27 mars, j'ai vu deux femmes tuées devant leurs enfants. Une jeune et une vieille. (...) Je n'étais pas là mais j'ai entendu les coups de feu. Moi, les Serbes m'ont mis un couteau sur

la gorge et m'ont battu pendant deux heures. Puis ils m'ont dit de partir et ils m'ont tiré dessus. Ils m'ont raté. Peut-être voulaient-ils uniquement me faire peur. On m'a aussi dit qu'ils avaient tué un maître d'école devant ses enfants. »

— Isuf, 50 ans, chauffeur : « J'ai vu des colonnes de cadavres dans les rues. Près de 100 personnes. (...) Peut-être pas cent, mais au moins dix. Je passais très vite, alors je n'ai pas fait très attention. Ma sœur n'a aussi dit qu'ils avaient assassiné un cheikh très connu chez nous, cheikh Zenel Dervish Dana. »

— Ibrahim, 40 ans, menuisier : « J'ai vu un camion transportant une cinquantaine de cadavres d'enfants qui passait en dessous de chez moi. (...) Oui, je crois que c'étaient des enfants, même si nous étions assez loin de la route. Je ne suis pas vraiment sûr du chiffre mais il y en avait beaucoup. (...) Après, il y avait du sang sur le trottoir. »

— Collaku, 35 ans : « Nous sommes arrivés en voiture et nous avons vu trois cadavres sur la route. »

Parce qu'il faut du temps pour oublier ses morts et la douleur de ses morts, la mémoire collective d'un peuple dira un jour le chiffre des martyrs du Kosovo.

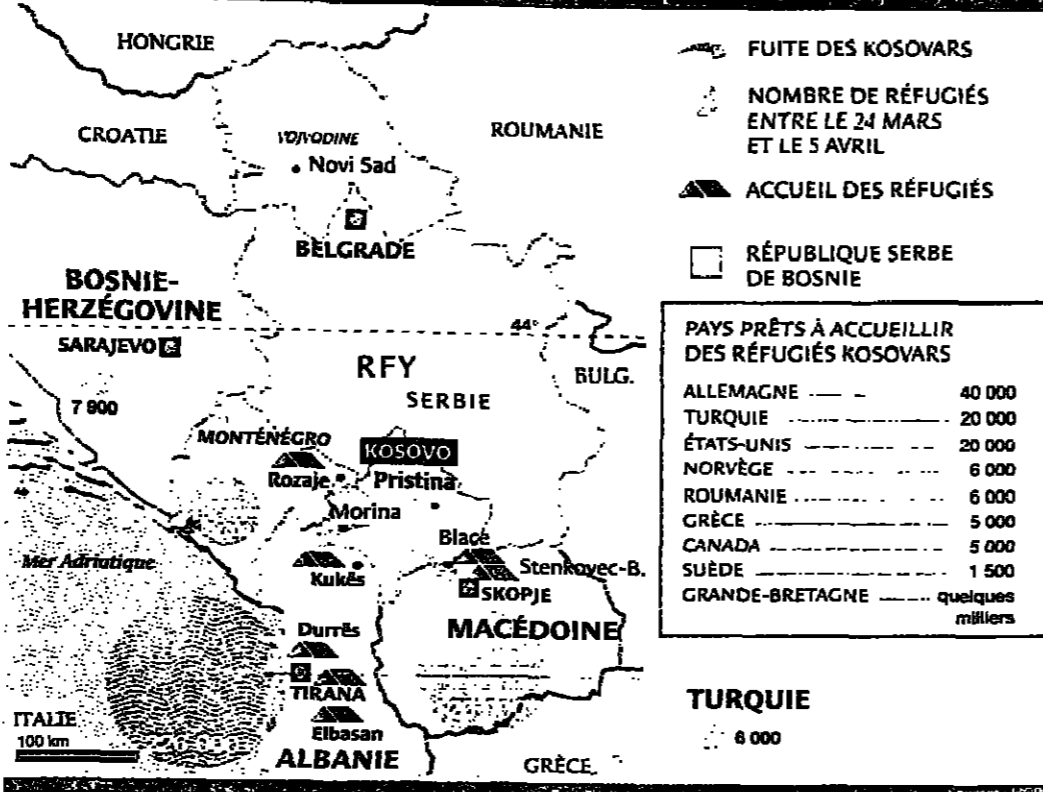
José-Alain Fralon

OISE
L'anglais à Oxford
L'anglais à Bristol
L'allemand à Heidelberg
L'anglais à Cambridge
L'anglais aux USA
OISE est l'organisme de formation fondé à Oxford spécialisé dans les stages intensifs de langues. Selon l'école, les stages s'adressent aux adultes, étudiants, lycéens ou collégiens. Avec logement en famille, voyage et loisirs.
© Informations et inscriptions :
Bordeaux 05 56 00 97 99 - Lille 03 20 49 28 36
Lyon 04 78 24 60 74 - Paris 01 53 57 44 43
Rennes 02 99 79 78 44 - Strasbourg 03 88 45 35 35

مكتبة من الأصل

HORIZONS ANALYSES
L'OTAN CONTRE LA SERBIE

L'exode des réfugiés enflé au rythme de plus de 30 000 par jour



L'évacuation des Kosovars hors des Balkans a commencé à partir de la Macédoine

Un « sanctuaire international » a été créé près de Skopje

L'évacuation hors des Balkans des réfugiés, qui continuent à déferler aux frontières du Kosovo, s'est timidement esquissée lundi 5 avril, au lendemain de l'engagement de plusieurs pays de l'OTAN d'accueillir temporairement quelque 100 000 d'entre eux. Un pont aérien a été mis en place.

L'ACCUEIL des réfugiés du Kosovo dans les pays occidentaux a commencé, lundi 5 avril. Quelque 800 réfugiés sont ainsi arrivés en Turquie, à bord d'avions en provenance de Macédoine (voir article ci-dessous). Une centaine de Kosovars sont arrivés mardi en Norvège, dont les autorités ont annoncé qu'elles accueilleraient 6 000 déportés.

Ces déplacements de réfugiés paraissent encore dérisoires quand on les compare aux chiffres publiés lundi midi par le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) des Nations unies : près de 400 000 personnes ont fui le Kosovo depuis le déclenchement des bombardements, le 24 mars. 226 000 d'entre elles ont trouvé refuge en Albanie, 120 000 en Macédoine, 35 700 au Monténégro, 7 900 en Bosnie et 6 000 en Turquie. Selon le HCR, le flux de Kosovars chassés de leur province continue à s'accroître à raison de « 30 000 tous les jours ».

Localement, en Macédoine, l'initiative la plus notable a été l'ouverture d'un « sanctuaire international » géré par le HCR, annoncée lundi par le ministre britannique des affaires étrangères, Robin Cook. Situé à Braze, tout près de la frontière entre la Macédoine et le Kosovo, ce camp devait accueillir 20 000 réfugiés, et plus de 100 000 à terme.

TROIS QUESTIONS À... BERNARD KOUCHNER

1 Secrétaire d'État à la santé et à l'action sociale, quels risques sanitaires redoutez-vous avant la montée en puissance du plan humanitaire occidental ?

La situation médicale et sanitaire s'aggrave. Du côté albanais, la mission d'évaluation du Samu n'a pas observé d'épidémie massive ni de décès en nombre. Du côté macédonien, les conditions sont très difficiles. On dénombre déjà une centaine de morts.

Il faut compter avec la pathologie habituelle d'une population aussi nombreuse : de la chirurgie usuelle et des blesses par éclats de grenades lors des expulsions ; de la médecine courante, et des accouchements par terre ou des accidents ; les affections des camps, dermatoses, affections pulmonaires, oculaires, dysenteries, etc. Il y a encore l'épuisement physique et moral, qui entraîne une moindre résistance, la hantise des épidémies qui nécessite une surveillance précise. Pour tout cela, nous envoyons des équipes spécialisées. Mais n'oublions pas ceux des déportés qui errent encore à l'intérieur du Kosovo et pour lesquels, hélas, on ne peut encore rien.

2 Qu'en est-il de la politique des « sanctuaires internationaux » engagée en Macédoine ? Et combien la France prévoit-elle d'accueillir, à titre temporaire, de « déportés » ?

Difficile de parler de sanctuaire au moment où tout le Kosovo semble se vider. La Macédoine semble à nouveau ouvrir sa frontière. L'OTAN ouvrirait un camp de 70 000 personnes à 15 kilomètres à l'intérieur du pays. En Macédoine, la cellule d'urgence du Quai d'Orsay nous demande des équipes d'évaluation en santé publique, aux côtés de la sécurité civile. Elles partent aujourd'hui. En Albanie, la France propose de prendre certains camps en charge et vient d'établir un premier pont aérien de ravitaillement.

La France, comme l'Italie, en accord avec l'Albanie, estime qu'on ne peut pas cautionner la politique de Milosevic en s'attribuant des « quotas » de déportés. Nous devons déjà penser au retour de tous ces déportés au Kosovo, dans la paix retrouvée. Mais la France respectera la convention de Genève et accordera l'asile territorial à ceux qui le souhaitent.

3 Pourquoi un tel manque de préparation du système d'accueil des réfugiés, avant même le début des frappes, puis cette improvisation, alors que la réaction des forces serbes était prévisible ?

Il y a certainement eu des carences et des responsabilités mal assumées. Mais qui aurait imaginé une telle déportation de masse en cette fin de siècle ? Ni nos stratégies ni nos services secrets ne l'avaient prévue. Comme toujours, on critique l'humanitaire à la place du politique.

Propos recueillis par
Erich Inciyan

Nicole Pope

L'accueil des Albanais du Kosovo provoque un vif débat en France

LES ACCUEILLIR ou pas ? Le sort des réfugiés kosovars - que la France entend aider sur place, dans les camps de fortune installés aux frontières de la Yougoslavie, alors que plusieurs pays de l'alliance envisagent des rapatriements par soulèvement humanitaire (Le Monde du 6 avril) - alimente un vif débat. Jack Lang (PS), président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, défend la position du gouvernement. « Nous ne devons en aucune manière nous détourner de notre stratégie première : vaincre Milosevic et obtenir que les Kosovars puissent ainsi revenir sur leurs terres et y vivre libres et en paix », a-t-il expliqué lundi 5 avril.

Pour M. M. Lang, « organiser l'admission d'une partie de ses habitants vers des pays lointains, ce serait involontairement faire le jeu de Milosevic, dont le seul rêve est le nettoyage ethnique du Kosovo ».

Cette position est également défendue par Paul Quilès (PS), président de la commission de la défense, pour qui le gouvernement « a apporté une réponse tout à fait adaptée à la situation », l'objectif étant le retour des réfugiés chez eux. La décision annoncée par Lionel Jospin recueille aussi des approbations au sein de l'opposition.

« Le premier ministre a raison de rappeler que toute cette opération de l'OTAN n'a pour but que de ramener les réfugiés dans leur foyer », explique, lundi, Pierre Leclerc (RPR). La pire des choses que nous pourrions faire serait de ratifier le fait accompli qu'essaie de nous imposer Milosevic ».

De nombreuses voix s'élèvent, cependant, pour critiquer une attitude d'où la part d'humanitaire serait trop absente. Malgré ce qu'il appelle « un devoir de réserve », le professeur Marc Gentilini, président de la Croix-Rouge française, a déclaré, lundi sur France-Info, qu'il « y a un devoir d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité de faire une Europe humaine, humanitaire », et que « l'occasion nous en est fournie ». Pour lui, il est « un peu gênant vis-à-vis de nos partenaires européens » que la France, « patrie des droits de l'homme, refuse d'accueillir des réfugiés ».

M. Gentilini a souligné qu'« on ne prend pas un risque important de voir s'implanter durablement en France des réfugiés », car « ceux qui fuient leur pays n'ont qu'une envie, c'est d'y retourner ».

Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Verts aux élections européennes, qualifie d'« inadmissible », dans Libération de mardi, le refus du gouvernement de participer à l'accueil des réfugiés. « C'est, en fait, la position de Chevenement qui s'impose », dit M. Cohn-Bendit. Son plus grand souci était de ne pas voir arriver des réfugiés kosovars en France. Selon lui, M. Jospin « développe un argument hypocrite quand il affirme qu'accueillir ces gens, ce serait faire le jeu de Milosevic ».

« Accueillir les réfugiés chez nous, ce serait un aveu d'échec. Ne pas les accueillir, ce serait les laisser "pourrir sur place" »

« Le fond de sa pensée, conclut-il, c'est qu'on ne peut accueillir toute la misère du monde et qu'il ne faut pas relancer le débat sur l'immigration en France ».

Partageant cette analyse, Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), a dénoncé, lundi, le « cynisme total » du gouvernement. Il estime que « tout doit être fait » pour aider les Kosovars, « y compris en les accueillant sur notre sol ». Les Kosovars, a-t-il ajouté, sont à la fois victimes de la répression de Milosevic et des frappes de l'OTAN, qui l'aggrave.

Quelques propos, enfin, témoignent d'un certain embarras devant la complexité de la situation. Le communiste Francis Wurtz, député européen, s'est déclaré mardi « d'accord avec la position de principe » du gouvernement sur les réfugiés, tout en estimant que « si la guerre se prolonge », l'accueil risque de devenir « incontournable ».

Interrogé par Le Parisien, Max Gallo, historien et romancier, proche de Jean-Pierre Chevènement, a répondu : « Les accueillir chez nous, ce serait un aveu d'échec, mais ne pas les accueillir, ce serait les laisser "pourrir sur place", tout en risquant, en même temps, de déstabiliser toute une région. On nous a engagés décidément dans une voie sans issue ».

Même ambivalence chez Alain Madelin, président de Démocratie libérale, qui a expliqué, mardi à Nourmah, où l'a emmené la campagne électorale européenne : « Les femmes, les enfants dans les situations les plus difficiles doivent pouvoir être hébergés au-delà de la Macédoine, du Monténégro ou de l'Albanie ». Il a ajouté : « Accueillir massivement des réfugiés kosovars dans le reste du monde serait, certes, donner raison à Milosevic. Je pense néanmoins qu'il faut le faire et que la France doit prendre sa part de cet accueil pour la partie la plus fragile des réfugiés ».

Jean-Marie Le Pen, enfin, cherche à relativiser le drame des Kosovars en « rappelant », mardi dans Le Parisien, « qu'il y a eu beaucoup d'autres exodes, dont celui, encore proche de nous, d'un million de pieds-noirs et de harkis chassés d'Algérie ».

annoncé qu'elle participerait à une éventuelle intervention terrestre au Kosovo, s'apprête également à mettre sur pied deux camps de réfugiés supplémentaires en Albanie et en Macédoine. Deux avions chargés de matériel se sont envolés lundi et treize camions du Croissant-Rouge doivent quitter mardi la Turquie avec des tentes, de la nourriture, des cuisines de campagne et des couvertures. Quinze personnes superviseront l'installation de deux camps de tentes devant abriter dix mille personnes chacun.

Au total, la Turquie envisage de prendre en charge quelque quarante mille réfugiés kosovars. Les autorités turques insistent cependant sur le fait que ces arrangements doivent demeurer temporaires. « Nous ne pouvons pas participer aux plans serbes de vider le Kosovo des Kosovars », a déclaré le premier ministre Bülent Ecevit, en ajoutant : « L'OTAN doit s'assurer que les victimes de ce génocide puissent retrouver leurs maisons, leurs terres et leurs emplois ».

Depuis le début de l'offensive contre la Serbie, quelque 5 500 réfugiés sont déjà arrivés en Turquie. Seuls 262 d'entre eux ont, jusqu'à présent, pu être logés au camp de Kirdarelli où vivent encore 300 réfugiés bosniens. Les autres ont trouvé refuge auprès de membres de leurs familles qui forment une communauté d'Albanais installés en Turquie. Des liens historiques, qui remontent à l'époque de l'empire ottoman, se sont tissés entre les Albanais du Kosovo et la Turquie. En raison de ces liens ethniques et culturels, la Turquie, qui a

Transfert des premiers groupes de réfugiés en Turquie

ISTANBUL
de notre correspondante
Sept avions civils ont atterri, lundi 5 avril en fin de soirée, sur l'aéroport militaire de Cordu, dans l'ouest de la Turquie. Ils transportaient les premiers groupes de réfugiés kosovars en provenance de zones de concentration insalubres à la frontière de la Macédoine et du Kosovo. Les 1138 Albanais du Kosovo ont été transférés par autobus au camp de Kirdarelli, situé près de la frontière bulgare, à une centaine de kilomètres de l'aéroport.

Dans le hall d'arrivée bondé, des équipes médicales ont pris en charge ceux des réfugiés qui réclamaient des soins urgents. Les plus malades ont été transférés à l'hôpital local. Partagés entre le soulagement d'avoir survécu aux horreurs et le désespoir d'avoir dû abandonner leurs proches et leurs domiciles, de nombreux réfugiés, épuisés, choqués et couverts de boue, étaient en larmes. Pour la plupart, le bol de soupe chaude, le pain, le fromage, les tomates et les petits gateaux qui leur ont été servis ont été leur premier repas depuis plusieurs jours.

La Turquie, dont onze avions participent aux raids aériens de l'OTAN, a annoncé qu'elle accueillera vingt mille réfugiés. Environ trois mille d'entre eux seront logés dans des maisons préfabriquées érigées il y a dix ans pour abriter la minorité turque qui avait fui le régime communiste bulgare. Cinq mille tentes vont être dressées sur un terrain boisé à proximité du camp pour abriter les milliers de Kosovars attendus dans les prochains jours.

LIENS HISTORIQUES
Depuis le début de l'offensive contre la Serbie, quelque 5 500 réfugiés sont déjà arrivés en Turquie. Seuls 262 d'entre eux ont, jusqu'à présent, pu être logés au camp de Kirdarelli où vivent encore 300 réfugiés bosniens. Les autres ont trouvé refuge auprès de membres de leurs familles qui forment une communauté d'Albanais installés en Turquie. Des liens historiques, qui remontent à l'époque de l'empire ottoman, se sont tissés entre les Albanais du Kosovo et la Turquie. En raison de ces liens ethniques et culturels, la Turquie, qui a

RECHERCHE

TRAFIC AÉRIEN Comment éviter le chaos

À LIRE AUSSI :

Entretien avec
Walter Kohn
prix Nobel de chimie
1998

Tuberculose :
saura-t-on juguler
l'épidémie ?

N° 319 • AVRIL 1999 • EN KIOSQUE • 38 F

مكتبة من الأصل

Washington ajuste ses objectifs politiques selon l'évolution de la situation

Les accords de Rambouillet paraissent désormais dépassés

Bien que le langage officiel reste inchangé, la situation dans les Balkans, et notamment l'ampleur de l'exode des Kosovars, oblige les Occ-

identaux à réviser leurs objectifs politiques. Il s'agit moins d'amener Slobodan Milosevic à signer un accord qu'à briser le potentiel militaire

serbe pour permettre, ensuite, le retour des réfugiés dans la province, dont l'avenir politique est de plus en plus incertain.

DANS la définition de leurs objectifs politiques, les Américains donnent l'impression d'improviser en pratiquant au jour le jour des ajustements en fonction de l'évolution de la situation. Des déclarations des différents responsables, qui s'expriment tous les jours à la télévision (lire page 5), il ne ressort pas à proprement parler un changement de stratégie, écrit notre correspondant aux Nations unies, Afsané Bassir Pour, mais la mise en circulation d'idées nouvelles pour faire face à des événements que l'administration ne semble pas avoir anticipés. C'est vrai, surtout, de l'exode des Kosovars, dont la brutalité avait été largement sous-estimée : « Nous savions que les bombardements de l'OTAN pourraient accélérer l'épuration ethnique du Kosovo, reconnaît un haut fonctionnaire, mais ni le rythme ni l'ampleur n'étaient prévisibles. »

Avec près de 400 000 réfugiés dans les pays limitrophes du Kosovo et un exode qui se poursuit au rythme de quelque 30 000 personnes par jour, le retour des Kosovars dans leur pays est devenu par la force des choses un objectif prioritaire, que la communauté internationale n'était pas en mesure d'envisager il y a quelques semaines. Comment l'assurer ? La réponse à cette question reste tributaire des résultats de la campagne de bombardements en cours sur la Serbie. Avec le prochain déploiement de deux bataillons d'hélicoptères d'attaque Apache, venant s'ajouter aux avions A-10, les Américains se donnent les moyens de détruire les unités blindées des forces serbes au Kosovo. En même temps, l'OTAN devrait envoyer en Albanie une force de 6 000 hommes qui ne seront pas confinés dans des tâches humanitaires. En Macédoine, elle dispose déjà d'un contingent de 12 000 hommes bâti à partir de la



force d'extraction, en place depuis le mois de décembre.

« ENVIRONNEMENT PERMISSIF »

Ces troupes sont-elles l'avant-garde de la force que l'OTAN pourrait envoyer au Kosovo pour accompagner les réfugiés ? Peut-être. Reste à définir les conditions. Les Occidentaux ont toujours affirmé qu'une force internationale commandée par l'OTAN devrait être déployée au Kosovo pour surveiller l'application d'un éventuel accord, mais qu'il n'était pas question d'envoyer des troupes de combat. C'est ce que les Américains ont appelé l'« environnement permissif ». La nature de cet « environnement permissif » est en train d'évoluer. A l'origine, il s'agissait d'un accord politique, le texte de Rambouillet prévoyant que les forces de l'OTAN seraient stationnées au Kosovo « à l'invitation » des belligérants, donc du gouver-

nement de Belgrade. Aujourd'hui, les responsables américains parlent d'un accord politique ou d'une réduction suffisante de la puissance de l'armée serbe, de telle sorte qu'elle ne représente plus une menace. Alors que, pendant des jours, Washington a répété qu'il était exclu d'envoyer des troupes au Kosovo sans un accord politique, le secrétaire à la défense, William Cohen, a déclaré, lundi 5 avril : « Pour avoir une force au sol, si jamais nous devons avoir ce type de campagne aérienne intensive qui peut durer des semaines. »

La notion même d'accord politique est en train de changer. Officiellement, les Occidentaux se réfèrent toujours à Rambouillet mais, en privé, aucun responsable ne conteste que le texte de Rambouillet est désormais caduc. Tout au plus peut-on en sauver

les « principes ». Mardi, la Maison Blanche a réitéré son opposition à l'indépendance comme à la partition du Kosovo (lire page 5). Mais la question de savoir si, après le nettoyage ethnique dont ils sont l'objet, les Kosovars voudront vivre, même avec « une autonomie substantielle », dans le cadre de la Serbie, reste officiellement sans réponse. Il est fort probable cependant que la guerre a renforcé la volonté d'indépendance de la population albanaise.

AVEC QUI SIGNER UN ACCORD ?

Autre question dont la réponse échappe aujourd'hui : avec qui signer un éventuel accord ? Plus la guerre dure, moins le président yougoslave apparaît comme l'interlocuteur qu'il était encore lors du déclenchement des bombardements. « Milosevic sera vraisemblablement inculpé comme criminel de guerre. Il ne peut plus se cacher derrière un Karadzic ou un Mladic », explique un responsable du département d'Etat, qui ajoute aussitôt : « Cela dit, si demain Milosevic acceptait les termes de Rambouillet, on pourrait peut-être arrêter la campagne militaire. La différence est que les troupes serbes ne pourraient en aucun cas rester au Kosovo. » (L'accord de Rambouillet prévoyait le maintien d'un contingent de 1500 soldats chargés de la protection des frontières.)

Les Américains ne seraient pas mécontents que la poursuite de la campagne aérienne provoque un revirement de l'opinion serbe et la chute du régime Milosevic. Mais si l'homme fort de Belgrade se disait prêt à céder devant la force, ils ne pourraient éviter de traiter avec lui.

Daniel Vermet
avec Afsané Bassir Pour
(à New York)
et Patrice de Beer
(à Washington)

La « guerre parallèle » subit son baptême du feu

Le chef d'état-major interarmées américain prône le découplage entre la guerre électronique et aérienne et la menace d'intervention au sol

DURANT la guerre du Golfe, en 1990-91, le président des Etats-Unis, George Bush, avait complètement enfoncé les thèses de son chef d'état-major interarmées, le général Colin Powell, qui s'était déclaré partisan d'une doctrine plutôt musclée. Face à un adversaire, les Etats-Unis devaient ne s'engager qu'en force, à terre et dans les airs, et ne pas se contenter de pratiques des demi-mesures. De surcroît, il leur fallait, dès le départ, obtenir un soutien total de l'opinion, être garantis d'une haute probabilité de l'emporter sur le terrain et, naturellement, suivre une ligne stratégique clairement déterminée.

Pour le Kosovo, mais pas seulement pour ce cas-là, Bill Clinton s'est affranchi de cette doctrine. En Afghanistan et au Soudan, pour lutter contre le terrorisme international, mais aussi en Irak et au Kosovo, pour casser une machine répressive au service de dictateurs, il a estimé devoir cibler les actions militaires sur les « centres de gravité » — les commandements des forces et les installations qu'ils contrôlent — par le biais de frappes aériennes à distance, sélectives ou plus globales. Une fois ce but atteint, il compte au Kosovo sur la paralysie du pays et le démantèlement d'unités aphyssiées et privées de leur système nerveux.

MAÎTRISE A DISTANCE

Ce n'est plus la théorie du « zéro mort » à proprement parler, une théorie plus en vogue chez les politiques que dans les états-majors. C'est plutôt ce qu'on appelle désormais, outre-Atlantique, la « guerre parallèle », celle qu'on fait en évitant d'être trop en première ligne ; pour ne pas risquer de prendre des coups, et en cherchant à infliger des pertes significatives à son adversaire tout en déconnectant stratégie aérienne et stratégie terrestre. Cette « guerre parallèle », préconisée par l'armée de terre américaine, M. Clinton l'a fait sien : elle ne permet pas des succès mirobolants d'entrée de jeu, mais elle est censée épuiser, à la longue, l'adversaire et écarter les désastres rencontrés précédemment en Corée, au Vietnam et en Somalie par les Américains.

Sur la foi de ce que prétendent les industriels, dont les matériels « gadgetisés » sont toujours considérés comme efficaces à 100 % lors des présentations en temps de paix sur ordinateur, les chefs militaires des Etats-Unis ont ainsi développé l'idée qu'on pouvait obtenir à distance la maîtrise d'un théâtre d'opérations. On contrôle et on surveille tout à distance. C'était vrai déjà de l'armée de l'air américaine. C'est aussi devenu la théorie propre à son armée de terre. La marine s'est plutôt ralliée au concept d'une force qui, depuis la mer, participe à la projection et au soutien des deux autres armées et du corps des « marines ».

Pour l'armée de l'air comme pour l'armée de terre, un équipe-

ment moderne et sophistiqué doit aujourd'hui leur permettre, mais à distance, d'être omniprésentes, omniscientes et omnipotentes. Cela tient, à la fois, de « Big Brother » et de Robocop pour l'armée de terre et de Top Gun pour l'armée de l'air. Dans le foisonnement des idées qui agitent en permanence les armées américaines, la guerre devient un laboratoire pour tester le tout-technologique, le tout-électronique et le tout-informatique. Les généraux Henry Shelton, chef d'état-major interarmées, et Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées en Europe, ont, de toute évidence, été sensibles à cette conception pour la Yougoslavie.

En Irak, dès la phase « Boudier du désert », la coalition anti-Saddam Hussein avait couplé stratégie terrestre et stratégie aérienne à partir de l'Arabie saoudite. Si bien que l'armée irakienne a été fixée sur son propre sol par cette stratégie aéroterrestre, et elle a commis l'erreur de se concentrer pour arrêter toute invasion éventuelle. Le dispositif irakien s'effrita, dès lors, en cible potentielle au matraquage aérien de la campagne « Tempête du désert », laquelle dura moins de sept semaines.

En Bosnie, notamment en août et septembre 1995, il y eut, dans le même temps, combinaison du marteau, représenté par les frappes aériennes de l'OTAN, et de l'enclume, symbolisé par les troupes bosno-croates, puis par la force de réaction rapide franco-britannique et ses canons, sur le mont Igman. Et, malgré ses extrêmes bosno-serbes Radovan Karadzic et Ratko Mladic, Slobodan Milosevic s'est assis à la table des discussions.

Rien de tout cela en Yougoslavie. L'OTAN a choisi, dès le début, de dissocier stratégie aérienne et stratégie terrestre, et elle a avoué, publiquement, que l'Alliance écartait une option terrestre d'envergure. Au risque, en menant deux types d'opérations — qui s'ignorent et qui seront décalées dans le temps — dans le cadre d'une « guerre parallèle », dont les deux modes d'action ne s'interpénètrent pas, de sous-estimer l'engagement de M. Milosevic et la capacité des Serbes à encaisser des frappes aériennes de plus en plus sévères. Un temps, les alliés ont cru que l'armée de libération du Kosovo (UCK) serait l'atout qui harcelait au sol les forces serbes et aurait rendu leurs positions intenablement sous les bombardements de l'OTAN. L'UCK, médiocrement armée et encadrée, n'a pas joué le même rôle que les forces croates et musulmanes en Bosnie.

En privilégiant l'arme aérienne, l'OTAN s'est placée dans la situation d'un boxeur qui, en montant sur le ring, se serait interdit d'emblée d'utiliser des deux poings à la fois. Le combat n'en est que plus difficile.

Jacques Isnard

Les bombardements de l'OTAN s'étendent et s'intensifient

Les relais de télévision figurent désormais parmi les cibles des frappes occidentales

BRUXELLES

de notre correspondant

Les responsables de l'OTAN avaient prévu : les frappes aériennes, qui n'avaient pas pu avoir toute l'efficacité désirée en raison d'une météorologie défavorable, allaient s'intensifier dès que le ciel se dégagerait au-dessus de la Yougoslavie. Dans la nuit du dimanche 4 au lundi 5 avril, vingt-sept cibles, réparties sur tout le territoire, ont été atteintes par des attaques de missiles et des sorties aériennes qui ne semblent pas s'être heurtées, selon le porte-parole du général Clark, à une riposte des batteries antiaériennes yougoslaves. La radio serbe fait état de cinq morts et de vingt blessés à Aleksinac, ville minière du sud du pays.

La nuit de lundi à mardi a été le théâtre de bombardements encore plus intenses, détruisant des objectifs dans cinq grandes villes de Serbie. Les cibles incluaient des dépôts de carburant, des ponts, des stocks de munitions, des hangars de Mig, la piste de l'aéroport Slatina de Pristina, l'aéroport de Nis (la deuxième ville de Serbie), un pont sur le Danube (à Sombor, à 200 kilomètres au nord-ouest de Belgrade), des mines de charbon (à Aleksinac, à 200 kilomètres au sud), la raffinerie de Novi Sad, des relais-émetteurs à Bogutovac, Cmil

Vrh et des stations de la radiotélévision serbe RTS dans la région de Kragujevac (à 120 kilomètres au sud de Belgrade), qui, depuis, ne reçoit plus de programmes.

Ces attaques prouvent, s'il en était encore besoin, que les phases 1, 2 et 3 définies par l'état-major de l'OTAN lors du lancement de l'opération « Force allée » sont maintenant hors de propos. Officiellement, on se trouve toujours dans la phase 2, celle qui prévoit des attaques contre des objectifs militaires situés au sud du 44° parallèle. Or les attaques menées les deux nuits précédentes ont frappé de l'extrême nord à l'extrême sud du pays, de Sombor, près de la frontière hongroise, à Nis, située près de la frontière macédonienne.

On a également singulièrement élargi la notion d'objectifs militaires, en frappant tout d'abord les lieux où « se planifie, se conçoit et se dirige l'épuration ethnique du Kosovo », selon la formule de Jamie Shea, le porte-parole. Maintenant, les cibles comprennent toutes les infrastructures jugées utiles à l'exercice du pouvoir de Slobodan Milosevic. L'attaque des relais de télévision indique que l'OTAN est maintenant décidée à mener une guerre psychologique visant à dissocier la population de ses dirigeants.

Les vingt-quatre hélicoptères de combat antichars Apache, envoyés par les Américains en Albanie, appuyés par une force de deux mille hommes et des éléments d'artillerie ainsi que de missiles sol-sol pourraient, de l'avis de nombreux experts de l'Alliance, être l'avant-garde d'une force repoussant hors du Kosovo les éléments armés yougoslaves pour protéger le retour des réfugiés. On insiste cependant, dans les couloirs de l'Alliance, sur le fait que l'entrée au Kosovo des troupes de l'OTAN ne pourrait être que postérieure à un « accord » avec les autorités yougoslaves. Cet accord s'apparenterait plus à un armistice qu'à un cessez-le-feu qu'à un accord de paix en bonne et due forme du type de l'accord de Rambouillet. Mais on

en est pas encore là, souligne-t-on, et l'essentiel reste de porter des coups décisifs à la capacité d'action de l'armée de Slobodan Milosevic, ce qui n'est pas encore le cas, de l'aveu même des chefs militaires.

Deux autres problèmes sont au centre des préoccupations des responsables de l'OTAN : la question humanitaire et l'inquiétude des pays de la région. Les forces de l'OTAN stationnées en Macédoine ont été mobilisées pour assurer la logistique de cette aide. Giorgio Balanzino, secrétaire général adjoint de l'OTAN, a commencé, lundi, une tournée d'explication en Roumanie, Albanie, Bulgarie et Macédoine.

Luc Rosenzweig

La proximité du conflit ne peut qu'inquiéter la Hongrie

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

« Je crois que les frappes aériennes de l'OTAN permettront d'atteindre le but politique de l'opération, c'est-à-dire la tenue de négociations. » Le général Ferenc Vegh, chef d'état-major de l'armée hongroise, d'abord silencieux au début des raids aériens contre la Yougoslavie, a ensuite jugé nécessaire, face à « l'inquiétude » de l'opinion magyare devant le risque de débordement régional de la guerre, de procéder à certains éclaircissements. La position de la Hongrie est délicate, reconnaissent volontiers les officiels : seul pays membre de l'OTAN ayant une frontière commune avec la Yougoslavie (sur environ 100 kilomètres), elle doit en outre se soucier du sort de quelques 300 000 Magyars vivant en Voïvodine, dans le nord de la Serbie.

Dans un entretien au Monde, le général Vegh est resté prudent quant à l'éventualité d'un échec

des bombardements de l'OTAN. Dans le cas où Slobodan Milosevic refuserait de se plier aux injonctions des Occidentaux, « ce serait un autre problème. Pour une opération au sol, il faudrait à l'OTAN un autre mandat et cela créerait une situation différente. Ce serait une escalade », dit-il. L'idée d'une intervention terrestre suscite une certaine nervosité en Hongrie. Le gouvernement s'est rapidement distancé d'une déclaration du ministre de la défense, Janos Szabo, selon lequel tout envoi de troupes occidentales en Yougoslavie se ferait « par la Macédoine » et non par la Hongrie. Craignant de voir le pays trop impliqué dans le conflit, les autorités de Budapest ont par ailleurs démenti que le pilote de l'avion furtif américain tombé en Yougoslavie ait été récupéré par une équipe de sauvetage partie du territoire hongrois.

« Nous ne ressentons pas de menace militaire directe », dit le général Vegh. « Je ne pense pas que le

but des forces yougoslaves soit d'attaquer la Hongrie. Simplement, nous réagissons en fonction du risque évalué », ajoute-t-il. Des mesures ont été prises pour renforcer la sécurité à la frontière sud. Des « sous-unités » ont été mises en alerte, indique le général Vegh. La Hongrie, dont l'armée compte 60 000 hommes, héberge depuis 1995 à Taszar, dans le sud, une importante base militaire américaine qui appuie la SFOR en Bosnie. La Hongrie a aussi récemment mis son espace aérien et ses aéroports à la disposition de l'OTAN dans le cadre des opérations contre la Yougoslavie. Le général Vegh affirme toutefois qu'« aucune installation militaire hongroise » n'a encore été utilisée depuis le début des frappes.

CONTACT MAINTENU

« Parce que nous sommes voisins de la Yougoslavie et un membre à part entière de l'OTAN, nous voulons avoir une approche équilibrée, pru-

dente », souligne le général. La raison en est simple : « La minorité hongroise [de Voïvodine] pourrait être prise en otage par la population serbe. » Cette minorité « éprouve déjà des difficultés d'approvisionnement, notamment en carburant », estime-t-il. Une opération d'évacuation des Hongrois de Voïvodine serait-elle envisageable ? « Je ne crois pas que cela sera nécessaire. »

Le général Vegh, qui a suivi une formation dans une académie militaire américaine, s'attend à ce que la campagne de raids aériens contre la Serbie soit « longue ». « Souvenez-vous : la guerre du Golfe a duré six semaines », rappelle-t-il. Il précise aussi qu'entre militaires hongrois et yougoslaves, tous les canaux de communication n'ont pas été rompus : « Leur état-major nous a fait savoir l'autre jour qu'ils ne considéraient pas la Hongrie comme un ennemi. »

Natalie Nougayrède

BAC + 1
REORIENTEZ-VOUS VERS UNE
GRANDE ECOLE DE COMMERCE **ISG**
L'AFIG
(ANNEE DE FORMATION INITIALE A LA GESTION)
VOUS PREPAREZ A INTEGRER
L'INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION
Contactez Francis Pasteur : 45, rue Spontini - 75116 Paris
Tél. 01 56 26 11 12

هكذا من الأصل

La confusion règne
Clinton sur la final

La confusion règne au sein de l'administration Clinton sur la finalité des opérations militaires

Madeleine Albright évoque le jugement des « hauts responsables » serbes

Divers porte-parole à Washington ont cherché, lundi 5 avril, à contraindre d'avance toute « demi-mesure » visant à garantir un cessez-le-feu et

toute « offre de paix bidon ». Mais sur la question du traitement politique de la question des réfugiés et sur celle de l'envoi de troupes d'in-

tervention au sol, ces mêmes représentants de l'administration et de l'armée ont multiplié les déclarations embarrassées et contradictoires.

WASHINGTON

de notre correspondant
Pour la première fois, lundi 5 avril, Washington a fait état d'un plan de Slobodan Milosevic pour décréter un cessez-le-feu dans les prochains jours, une fois son objectif de se débarrasser de la population albanaise du Kosovo atteint. Dans l'objectif de diviser les alliés, le président serbe « est probablement en train d'essayer de se positionner afin de déclarer son travail achevé et d'annoncer qu'il accepte la paix », estimait la Maison Blanche. « Nous ne serions pas surpris de voir dans les prochains jours des tentatives pour prêter des demi-mesures ou des faux cessez-le-feu. Cela ne sera pas acceptable pour un arrêt des bombardements », a prévenu son porte-parole, Joe Lockhart. « Les pays membres de l'OTAN n'accepteront pas la première offre de paix bidon », a renchéri James Rubin au département d'Etat. Pour le moment, dit-on à Washington, la seule « ouverture » envisageable, c'est la « capitulation » de Milosevic.

La journée n'a pas été bonne pour l'administration Clinton, qui a semblé s'embrouiller à plaisir dans la définition des conditions d'envoi de soldats au Kosovo pour aider les réfugiés à rentrer chez eux dès lors que ce sera possible. Au Pentagone comme à la Maison Blanche, c'était à qui accumulerait le plus de confusion. Alors que Bill Clinton

réaffirmait son intention de « persister jusqu'à ce que nous l'emportions », son porte-parole a paru dans l'impossibilité de fournir une définition consistante du terme d'« environnement permissif », condition mise par Washington au franchissement de la frontière du Kosovo par ses GI.

Pour que cette condition soit remplie, a expliqué M. Lockhart, il

dégradera et même détruira, parfois, sa capacité militaire à imposer sa volonté (...), et il aura cessé de représenter une menace. Mais plus tard, M. Lockhart est revenu sur ses propos pour assurer que cet « environnement permissif » était impossible sans « une sorte d'accord ».

Pour avoir tenu les mêmes propos, le porte-parole officiel du Pen-

hommes se sont toutefois efforcés de réduire les divergences entre la Maison Blanche et les militaires sur l'organisation des opérations, ces derniers ayant dès le départ averti les politiques qu'une guerre aérienne serait insuffisante pour parvenir aux objectifs prévus, comme l'écrivait, lundi, le Washington Post. Mais, alors que les partisans de l'envoi de l'infanterie défilent sur les écrans de télévision, l'administration Clinton ne donne pas, pour l'heure, l'image de la détermination sans faille et du leadership.

En attendant, la question d'un jugement des responsables de l'actuelle épuratoire ethnique est de plus en plus évoquée à Washington. Lundi, lors d'une cérémonie en l'honneur de la présidence du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Gabrielle McDonald, Madeleine Albright a déclaré : « Nous voulons faire répondre de leurs crimes les hauts responsables d'atrocités », tout en s'abstenant de citer nommément Slobodan Milosevic. Elle avait auparavant pris connaissance du rapport de David Scheffer, ambassadeur itinérant des Etats-Unis chargé des crimes de guerre, lequel dénonce « les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité » commis par les forces de répression serbes au Kosovo, décelant dans leurs actes des « indicateurs de génocide ».

Patrice de Beer

Pas d'« indépendance » pour le Kosovo

Le porte-parole de la Maison Blanche, Joe Lockhart, est sans doute allé plus loin qu'aucun officiel américain en affirmant son opposition à toute perspective d'indépendance du Kosovo. Réitérant la nécessité d'un statut du type de celui de Rambouillet pour la province, il a expliqué que, « si l'on regarde le Kosovo tel qu'il est, ce n'est pas une entité politique ou économique viable en soi, et il restera un point de conflit régional ». Interrogé sur un éventuel rattachement à l'Albanie voisine, il a répondu : « Nous pensons que la meilleure solution est celle qui a été prévue par les accords de paix de Rambouillet ». M. Lockhart a par ailleurs reconnu qu'une partie de l'aide qui avait été positionnée en prévision d'un exode de la population albanaise avait été stockée... à Belgrade. — (Corresp.)

faudrait « un accord politique prévoyant l'autonomie du Kosovo, le retrait des forces serbes, le retour des réfugiés et le déploiement d'une force dirigée par l'OTAN pour assurer leur sécurité ». Très bien, mais, lui a-t-on demandé, que se passerait-il si M. Milosevic refuse d'obtempérer ? « Il sera contraint de donner son accord, parce que la punition qu'il reçoit et qu'il va continuer de recevoir — par l'aviation —

tagone, Ken Bacon — pourtant connu pour une extrême prudence exprimée en langue de bois —, s'est vu infliger un démenti cinglant par le porte-parole du chef d'état-major suprême : « Le chef d'état-major suprême, pour lequel je travaille, et les autres chefs d'état-major ont toujours estimé qu'un environnement permissif signifiait un accord avec M. Milosevic », a déclaré le capitaine Pietropaoli. Les deux

Cinq leçons d'une guerre pour l'Europe du XXI^e siècle

LA GUERRE du Kosovo n'est pas une simple reproduction de la guerre en Bosnie. Les images de réfugiés, le « nettoyage ethnique », la crainte renouvelée des débordements

ANALYSE

Le conflit du Kosovo ouvre une ère nouvelle dans les relations internationales

ments dans les pays voisins, les menaces de l'OTAN contre Slobodan Milosevic, finalement mises à exécution, créent une similitude trompeuse. La guerre du Kosovo représente, à plusieurs titres, une « première » qui marque une nouvelle ère dans les relations internationales. Elle est annonciatrice de tendances qui marqueront l'Europe du XXI^e siècle — des tendances « d'après-guerre froide ».

● **Le sacro-saint principe de la souveraineté des Etats** est un peu ébranlé. Dans la nuit du vendredi 2 au samedi 3 avril, une grande capitale européenne a subi un bombardement aérien pour la première fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Pour la première fois, l'OTAN, alliance défensive, a fait usage de la force contre un Etat souverain pour des problèmes de politique interne à cet Etat. En Bosnie-Herzégovine, la communauté internationale a tenté de sauver un Etat, issu certes d'une fédération multinationale, mais dont elle avait reconnu l'indépendance et la souveraineté en mars 1992. Par les accords de Dayton, elle a restauré, au moins en théorie, l'intégrité de cet Etat, qui était mise en cause de l'intérieur et de l'extérieur. Dans le conflit actuel, l'Occident fait fi de la souveraineté de la Yougoslavie tout en reconnaissant que le Kosovo fait partie intégrante de la Serbie et en refusant l'indépendance de la province, peuplée à 90 % d'Albanais.

● **La prépondérance de l'OTAN, clé de la sécurité en Europe**, est affirmée. Après la chute du mur de Berlin, dans la période de l'après-guerre froide, l'OTAN occupait une place dans ce qu'on appelait « la nouvelle architecture de sécurité en Europe ». Sans être une organisation comme une autre, elle était plus ou moins mise sur le même plan que d'autres, l'ONU, l'OSCE, quand elle ne leur était pas subordonnée. La menace soviétique disparue, cette organisation, qui assure la présence militaire des Etats-Unis sur

le Vieux Continent, paraissait à l'écart n'empêcher à terme « l'interopérabilité » entre les armées alliées.

● **Les clivages issus de la guerre froide réapparaissent.** Désireuse de justifier sa pérennité alors que le Pacte de Varsovie se défaisait, l'OTAN « nouvelle manière » a voulu tendre la main à une Russie résolument hostile à l'élargissement du pacte atlantique à certains de ses anciens satellites (Pologne, Hongrie, République tchèque). Le point d'orgue de cette politique d'apaisement par rapport à Moscou fut la signature, en mai 1997 à Paris, de l'Acte fondateur entre l'organisation atlantique et la Russie et la création du Conseil conjoint. Sans doute, les Occidentaux avaient-ils refusé ce que les Russes réclamaient, à savoir un droit de veto sur les décisions de l'OTAN, mais une sorte de participation à la formation du consensus était implicitement reconnue à Moscou.

En se passant d'un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU par crainte d'un veto russe, les alliés affirment, au Kosovo, que le développement de la coopération avec la Russie n'est pas leur première priorité, au risque de recréer les lignes de fracture de la guerre froide. Autre membre permanent du Conseil de sécurité, la Chine est tout aussi furieuse d'avoir été

court-circuitée. Avec Moscou, elle est résolument hostile à l'affaiblissement en cours du principe de la souveraineté des Etats pour des raisons qui, dans un cas, peuvent s'appeler Tchétchénie, par exemple, et, dans l'autre, Tibet ou Taiwan.

● **La justification humanitaire** l'emporte sur le principe de souveraineté. L'invocation de la catastrophe humanitaire menaçante pour justifier l'action de l'OTAN sans mandat formel de l'ONU crée un précédent que les Américains et les Britanniques voudraient voir codifier dans le « nouveau concept stratégique » de l'Alliance. Certains responsables occidentaux sont allés plus loin, comme Javier Solana. Le secrétaire général de l'organisation a justifié l'intervention de l'OTAN au Kosovo par l'impossibilité de tolérer, dans la nouvelle Europe en gestation, un régime dictatorial bafouant les droits de l'homme, même si ces violations ont lieu à l'intérieur de frontières internationalement reconnues. Corollaire de l'affaiblissement du principe de souveraineté, le droit d'ingérence humanitaire prend une valeur supérieure au respect des frontières, un des piliers de l'ordre ancien. C'est une nouvelle Europe qui se dessine.

Alain Frachon et Daniel Vernet

Ibrahim Rugova demande à sortir du Kosovo

LE CHEF modéré des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova, a reçu lundi 5 avril, à son domicile de Pristina, étroitement surveillé par la police, la visite de l'ambassadeur de Russie à Belgrade, Iouri Kotov, puis celle du vice-premier ministre yougoslave, Nikola Sainovic. Entre les deux, il a pu s'entretenir avec des journalistes, dont celui de l'AFP.

« Il faut vraiment trouver une solution à cette situation aiguë, et je demande à Belgrade d'être plus coopératif avec la communauté internationale », a-t-il déclaré devant la presse. « Il faut arrêter les bombardements » et instaurer une « surveillance » de la situation au Kosovo, a-t-il ajouté sans être plus explicite. « J'espère que cela va être discuté au niveau international. Ce n'est pas une question pour moi actuellement. Ici je suis sans mon peuple ».

« J'ai dit à M. Kotov que je suis intéressé à sortir de Pristina, à aller à

Skopje et dans d'autres pays pour contribuer à ce processus et arrêter la situation actuelle, parce que je suis ici sans mes collaborateurs », a-t-il ajouté. « Je ne peux pas travailler et apporter une contribution, ici à Pristina. Je pense que je peux contribuer davantage si je travaille actuellement hors du Kosovo. J'ai dit aussi aux autorités serbes que c'est ma demande. J'attends une réponse de ce côté », a-t-il indiqué.

SPECULATION

Interrogé par un journaliste sur sa liberté de mouvement, M. Rugova a répondu : « Je suis ici. La police de sécurité serbe est ici. J'ai demandé à sortir du Kosovo afin d'aider la partie serbe et aider la partie albanaise. » Plusieurs dirigeants occidentaux ont invité ces derniers jours M. Rugova à venir s'entretenir avec eux.

L'ambassadeur russe, Iouri Kotov, a dit avoir évoqué la question

avec Nikola Sainovic, vice-premier ministre yougoslave. « Sainovic m'a confirmé que vous êtes libre de vos mouvements et qu'ils [les Serbes] se soucient surtout de votre sécurité personnelle, et je crois que cette situation pourra être résolue », a-t-il déclaré en s'adressant à M. Rugova. Interrogé à propos des doutes émis en Occident sur sa rencontre avec M. Milosevic, dont la RTS, la télévision de Belgrade, avait diffusé des images, M. Rugova a répondu : « C'est de la spéculation. J'ai été à Belgrade ».

Le Centre d'information serbe (MC) à Pristina a diffusé un « communiqué conjoint » d'Ibrahim Rugova et de Nikola Sainovic, affirmant que les deux hommes se sont déclarés « entièrement prêts » à engager « un travail commun » dans deux domaines : le processus politique en vue d'un règlement du problème du Kosovo, et le retour dans leurs foyers des réfugiés et des personnes déplacées. — (AFP)

smart notes



Un plaisir raisonnable.

La smart vous offre des raffinements souvent coûteux sur certaines voitures plus grandes. Quelle autre voiture de sa catégorie a un moteur turbo ? Et un équipement de sécurité standard aussi complet ? Le tout à des conditions de financement aussi favorables ?

Financement :

Au prix de 53 900 F TTC (tarif au 8 mars 1999), la smart & pure peut être financée en Crédit "Ballon" au T.E.G. de 3,95%, avec un apport minimum de 10% : 5 390 F. Soit un montant financé de 48 510 F composé de 35 mensualités de 717 F et d'une mensualité finale (échéance "ballon") de 27 960 F*. Coût total du crédit hors assurances facultatives de 53 055 F. Cette offre est valable jusqu'au 15 avril 1999 sous réserve d'acceptation par smartstart finance, département de Mercedes-Benz Financement SA, BP 114, 78150 Rocquencourt.

*Votre smart Center vous assure la reprise de votre véhicule pour le montant de l'échéance "ballon" sous réserve d'un kilométrage annuel de 10 000 km. (Modèle présenté : smart & pulse avec options)

Équipement complet :

La smart bénéficie d'un équipement de très grande qualité : SOFTIP, boîte de vitesse séquentielle semi-automatique à 6 rapports, verrouillage centralisé, vitres teintées... Suivant les modèles : climatisation, toit vitré, jantes en alu, antibrouillards, etc. L'équipement de sécurité de série est très complet : cellule TRIDION en acier, ABS, système électronique de stabilité TRUST, 2 coussins gonflables, prétensionneurs et limiteurs d'effort.

Options très accessibles :

Pour personnaliser et optimiser votre smart, vous pouvez l'équiper de nombreuses options : boîte de vitesse automatique SOFTOUCH, alarme, coussins gonflables de sécurité latéraux et bien d'autres aménagements encore.

Pour plus d'informations, sur les avantages de la smart appelez le 0 801 803 803 ou venez nous voir dans votre smart Center.

reduce to the max. = réduire au maximum.

smart
reduce to the max.

هكذا من الأصل

DÉPÊCHES

RÉFUGIÉS

Le nombre des réfugiés du Kosovo « s'est accru plus rapidement que prévu » et leur total pourrait atteindre 900 000 dans le futur, a estimé, mardi 6 avril, le haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés (HCR), M^{me} Sadako Ogata, interrogée par un quotidien japonais. « Nous nous attendions à ce que le nombre de réfugiés soit d'environ 500 000 », a-t-elle déclaré depuis Genève, selon Asahi Shimbun. Interrogée sur la situation au Kosovo, elle a indiqué n'avoir « aucune information » en raison de la fermeture de la province. « Les mesures d'expulsion se sont étendues à d'autres régions (du Kosovo), je ne sais pas quand cela finira », a-t-elle ajouté en excluant la création d'un « sanctuaire » pour les réfugiés kosovars. « Créer un sanctuaire dans un seul pays entraîne de nombreux problèmes militaires, économiques et sociaux. (...) Je ne crois pas qu'il y ait aucun exemple (de sanctuaire) qui ait réussi ». (AFP)

VOJISLAV SESEJL, EXTRÉMISTE SERBE

« Toutes les zones d'habitation au Kosovo sont sous notre contrôle, l'UCK est défaite (...) mais nous n'arrêtons pas nos opérations que lorsque le dernier soldat aura été exterminé. Vendredi l'ultimatum pour la reddition des soldats de l'UCK a été diffusé. Ceux qui ne se rendent pas seront exterminés », confie le vice-premier ministre serbe, Vojislav Seselj au quotidien moscovite Moskovski Komsolet. L'ultra-nationaliste, dont l'entretien est publié mardi 6 avril dans le quotidien, stipule encore : « Les terroristes albanais seront détruits jusqu'au dernier. Seuls resteront au Kosovo les Albanais qui respectent la Serbie et son Etat ». Puis au sujet du retour des réfugiés : « Nous étudions encore la question. En principe, pourront revenir ceux qui ont un passeport serbe et ceux qui n'ont jamais participé à des actions séparatistes. Mais ceux qui ont été subordonnés aux Américains n'ont qu'à aller en Arizona, au Nevada ou au Nouveau Mexique ». (Corresp.)

COMBAT

Selon le site Internet de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), de violents affrontements ont lieu actuellement entre les combattants albanais et les forces serbes dans les villages de l'ouest et du centre de la vallée de la Drenica, notamment à Shtuticë, Verboc, Abri, Likoc. D'autre part des milliers de Kosovars seraient actuellement sur les routes, privés d'eau et d'approvisionnement. Une colonne formée par les habitants de Kozhica qui ont quitté leur village après en avoir été chassés s'est trouvée prise dans un champ de mines.

FRANÇAIS

Côté français, quatorze avions de transport ont décollé lundi 5 avril de la base militaire d'Istres (Bouches-du-Rhône), pour livrer en Macédoine et en Albanie 24 tonnes de fret humanitaire, dans le cadre de l'opération « Trident humanitaire ».

MANIFESTATION PARISIENNE

Plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés, lundi 5 avril, à l'initiative de l'UJP (Union des jeunes pour le progrès), devant l'église Saint-Germain-des-Prés, afin de dénoncer le régime de M. Milosevic et « la politique d'épuration du régime serbe ». De nombreux membres de la communauté albanaise de Paris et de Bruxelles étaient présents ainsi que des représentants du Comité Kosovo. Le nom de l'UCK (l'Armée de libération du Kosovo) était scandé avec force, interrompant plusieurs discours pressant l'OTAN d'intensifier sa pression sur Belgrade.

MORT D'UN BÉBÉ

Un bébé de huit mois, qui faisait partie d'un groupe de 17 réfugiés kosovars, est mort dans la nuit de lundi 5 à mardi 6 avril, pendant la traversée du Canal d'Otrante de l'Albanie vers l'Italie. Le bébé, enveloppé dans un sac en plastique pour être protégé du froid et des embruns, est mort asphyxié, selon les médecins qui ont constaté son décès. (AFP)

« Quand on est pacifiste, on doit quitter les Verts »

En Allemagne, les militants écologistes critiquent leur parti

Environ 50 000 personnes ont participé en Allemagne aux marches de la Paix ce week-end. Les défilés regroupaient des militants écologistes qui dénoncent

violamment la prise de position du leader des Verts, Joschka Fischer, des communistes, des jeunes socialistes et des serbes immigrés outre-Rhin.

COLOGNE

de notre envoyé spécial
« Je suis un âne, j'ai voté Verts dans le passé. » Sur les bords du Rhin, à Cologne, le pacifiste Günther est amer : le leader des Verts, le ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, n'est-il pas en train de rentrer dans l'histoire comme celui qui aura approuvé les bombardements de la Luftwaffe hors d'Allemagne pour la première fois depuis 1945 ? « Dans ce parti, on ne peut plus rien changer. Quand on est pacifiste, on doit quitter les Verts », explique-t-il. En compagnie d'environ cinquante mille manifestants, il participe aux marches de Pâques pour la paix.

Nées à la fin des années 50, lorsqu'il était question d'équiper la Bundeswehr d'armes atomiques, ces marches sont tombées en désuétude lors de l'arrivée du social-démocrate (SPD) Willy Brandt à la chancellerie, en 1969. Elles ont retrouvé une nouvelle jeunesse dans les années 80, lorsque l'OTAN a décidé de déployer de nouveaux missiles nucléaires en Allemagne, mais elles ont de nouveau perdu leur raison d'être avec la fin de la guerre froide.

Les bombardements alliés en Yougoslavie leur redonnent un peu de dynamisme. « Les années précédentes, nous n'étions pas plus de cinq cents. Aujourd'hui, nous sommes plusieurs milliers », se réjouit Detlev, l'un des organisateurs, qui est aussi membre du KPD, groupuscule communiste orthodoxe qui tente de récupérer le mouvement.

La manifestation, qui part d'un monument à la mémoire des homosexuels victimes du nazisme,

pour s'achever à l'exposition sur les crimes de la Wehrmacht, est hantée par les souvenirs nazis. « La honte est passée. L'Allemagne mène de nouveau une guerre agressive », affirme une pancarte.

« ROUGE SANG-VERT KAKI »

« C'est une tragédie internationale que des soldats allemands marchent de nouveau vers la Yougoslavie », proclame un professeur d'histoire, membre du PDS, les communistes rénovateurs, qui ont repris ces dernières semaines le flambeau pacifiste des Verts. « La situation est décriée de manière partielle. Bien sûr Milosevic est coupable, mais les autres le sont aussi et on ne le dit pas », reproche-t-il, estimant que « le gouvernement Rouge-Vert n'a pas de conscience historique ». Au contraire, une militante reproche à la manifestation pacifiste d'être manipulée par le KPD et de passer sous silence les crimes de Milosevic.

Les pancartes se livrent à des surenchères violentes : La coalition de M. Schröder est rebaptisée « rouge sang-vert kaki ». Un pancarte prétend que « l'OTAN fait avec les Serbes comme Hitler avec les Juifs ».

À la tribune, un orateur affirme : « L'Allemagne a provoqué l'explosion de la Yougoslavie en reconnaissant la Slovénie et la Croatie ». Deux lycéennes, membres des Jeunesses socialistes – les Jusos – et qui se disent marquées par le passé de leur pays, sont elles aussi venues pour demander l'arrêt des bombardements : « La loi allemande dit qu'on doit seulement se défendre, mais que l'on ne doit pas agresser », estime l'une d'entre elles. Peter,

quarante ans, entré au SPD il y a plus de vingt ans, a rendu cette semaine sa carte du parti : « Je ne veux pas que mon fils de neuf ans ait dans le futur honte de nous, comme nous avons eu honte de nos parents et de nos grands-parents ».

Mais les manifestants sont bien en peine de trouver un moyen d'empêcher les exactions au Kosovo : « L'ONU est faite pour cela », dit l'un d'entre eux. Les pacifistes estiment que les bombardements de l'OTAN ont plutôt empiré les choses. Rejetant l'argument humanitaire de l'intervention alliée, un orateur accuse l'Allemagne de dépenser « quarante fois plus dans son intervention militaire qu'en aide humanitaire aux réfugiés ».

À la manifestation se sont joints des Serbes (750 000 en Allemagne) qui ont affiché sur leur poitrine une cible indiquant à l'OTAN où viser. Ils affirment avoir aussi été déportés par centaines de milliers en 1995. Ils reçoivent le soutien de la communauté grecque (360 000), venue nombreuse. Enfin, les Kurdes (400 000 à 500 000) de Cologne profitent de l'occasion pour rappeler leur cause. Le cas des Kurdes est bien pratique pour condamner les bombardements sur Belgrade. « Des bombes pour Belgrade, des armes pour la Turquie », accuse un manifestant. « Nous avons une morale double », accusent de nombreux militants Verts et SPD. « Il y a des génocides ailleurs dans le monde. Les Kurdes aussi veulent devenir autonomes. Mais cela ne viendrait jamais à l'idée de l'OTAN d'intervenir ».

Arnaud Leparmentier

Dans leur fief de Pale, les Serbes de Bosnie ressassent leurs désillusions

Pas de soutien « complet » au président serbe

PALE

de notre envoyé spécial
A Pale, les anciens francs-tireurs qui ont fait le siège de Sarajevo tiennent l'ennemi à la terrasse des cafés.

REPORTAGE

« Milosevic n'a pas fait ce qu'il devait faire pour les Serbes d'ici »

Ils clignent des yeux sous le soleil, les mâchoires serrées. « Je ne veux pas parler. Ce serait plutôt des insultes que j'ai à vous cracher », dit l'un. « C'est par la force qu'on peut vous répondre », menace l'autre. « Nos mots n'ont plus d'effets. Si cela doit se terminer, cela doit se terminer : nous serons tous exterminés », ajoute une femme.

Certains n'ont pas peur de descendre, la nuit, à Sarajevo, prendre un verre dans les bars, où ils espèrent ne pas être identifiés. Les plus culottés y ont même trouvé un travail, et remontent, le soir, à Pale. D'autres sont terrorisés à l'idée de pénétrer dans la capitale bosniaque qui leur a échappé. Ils se sentent condamnés à vivre dans ce gros village de montagne, à l'entrée duquel, en guise de consolation, on a planté la pancarte indiquant « Pale, Sarajevo serbe ». Les autorités politiques de la République serbe de Bosnie ont préféré s'installer à Banja Luka. Les chefs militaires ont pris le maquis. Personne, à Pale, n'aurait descendre dans la rue pour soutenir « complètement » Milosevic, expliquent ses habitants. D'ailleurs, personne, à Pale, n'aurait de leader politique,

d'« idole à qui se fier aveuglément », précisent-ils. « Milosevic n'a pas fait ce qu'il devait faire pour les Serbes d'ici, car nous avons perdu Sarajevo. Maintenant, nous comprenons mieux pourquoi il a été forcé de signer les accords de Dayton consacrant la partition de la Bosnie, ajoutent-ils.

Les uns et les autres regardent les images de leur télévision, la chaîne de la République serbe de Bosnie. Lundi, ils ont appris qu'un monastère, à Gracanica (en Voïvodine), aurait été détruit par les frappes de l'OTAN. Milosevic ou pas, « la question ne repose plus sur un leader : la communauté internationale s'est engagée dans une action qui va faire disparaître tout un peuple », se révolte Natacha, quarante-deux ans, une ancienne habitante de Sarajevo. Elle n'arrive pas à y croire : « Quand même ! Ne me dites pas que les Américains, les Français, les Italiens préfèrent des musulmans, des Albanais, au peuple serbe ! », s'exclame-t-elle.

« PLUS DE RETOUR POSSIBLE »

La purification ethnique ? « Je ne peux que rire. Comment cent mille Serbes vivant au Kosovo peuvent-ils mettre en danger deux millions d'Albanais ? Les Américains, les Français savent-ils compter ? D'ailleurs, les images de réfugiés que je vois sur CNN ne font aucun doute : les Albanais ont davantage peur des bombes de l'OTAN que des Serbes. Ils n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes. (...) Au Kosovo, ils peuvent connaître la liberté, comme les minorités vivant en Voïvodine : jamais ils n'auront l'indépendance. Le terrorisme doit être éteint, et que le monde, l'Europe, nous laisse en paix. Les Albanais vont le regretter. Au Kosovo, ils avaient tout. En Albanie, ils n'auront rien, seulement la nostalgie », dit celle qui se définit comme une réfugiée et précise : « Avec Sarajevo, le cordon a été coupé. Il n'y a plus de retour possible ».

« Quelqu'un nous a détruits », réplique-t-elle. Souvent, elle évoque un « complot », une jalousie. « La Yougoslavie était le plus beau pays, on nous volait nos passeports, tellement ils étaient précieux ; nous étions les seuls à pouvoir voyager en Occident comme dans les pays de l'Est. » « On a toujours accablé le cours des événements dans le même sens : pour mettre toute la culpabilité sur le dos des Serbes. L'Amérique, l'Allemagne surtout, ont réussi. Ce qui nous fait le plus souffrir, c'est que la France soit entrée dans la guerre. Nous avions tellement de choses en commun. »

À Pale, elle a eu le temps de réfléchir sur la précédente guerre qui l'a exilée. « Tout le monde a été coupable, en Bosnie. Tout le monde a fait de la purification ethnique. On aurait dû négocier plus tôt, on n'en serait pas là. » Elle redoute que les États-Unis cherchent à faire entrer la République serbe de Bosnie dans le conflit, aujourd'hui. « Nous, on a déjà eu l'expérience, et on n'en a pas envie. » Elle revient sur ce pouvoir occulte et « mondial qui manipule Clark, Clinton » : « Ce sont les cerveaux fous de militaires rotés », affirme-t-elle. « Peu importe le nombre de Serbes survivants, ils combattront toujours pour qu'éclate, un jour, la vérité ». Bosnie, Croatie, Serbie, « trois nations indétruisibles, les peuples de l'avenir, nous savons vivre en harmonie », s'enflamme-t-elle.

À la terrasse d'un café, un ancien combattant de trente ans passe l'après-midi à se lever et à changer de table. Il marche quelques pas dans la rue, revient, se rassure. L'hésitation passée, il meurt d'envie de poser la question à une jeune Bosnienne de passage : « Alors, c'est comment, Sarajevo ? » La jeune fille lui raconte que « rien ne bouge vraiment, ça ne va pas de l'avant ». Lui : « C'est à cause des étrangers. » « C'est avant tout à cause de nous », lui dit-elle en souriant, en le regardant dans les yeux. Le jeune homme est gêné, réticent, quelques secondes. « Oui, en partie. Mais c'est surtout de la faute des étrangers », réplique-t-il avant de passer, aussi avidement, à une deuxième question : « Tu vas où, dans les bars ? » « Moi, je vais partout », lui répond-elle sèchement, tout en le quittant.

Sophie Shihab

Dominique Le Guillaudoux

Les médias serbes ignorent toujours le drame des Kosovars

LES MÉDIAS serbes officiels continuent, lundi 5 avril, à faire silence sur le sort des dizaines de milliers de réfugiés du Kosovo qui attendent toujours, sans nourriture ni abri, de franchir la frontière, rapporte le service d'écoutes de la BBC. Le « deuxième front » humanitaire de l'OTAN est également ignoré, alors que les « divisions » présumées au sein de l'Alliance sont abondamment commentées.

L'hebdomadaire de l'armée

serbe, Vojksa, affirme ainsi qu'au « sein de toutes les communautés militaires de l'OTAN, à l'exception des États-Unis, l'attitude dominante est que l'agression contre la Yougoslavie a seulement causé de grands problèmes, sans produire les effets désirés ». « Les forces de l'OTAN font face à une défense hautement organisée de l'armée de l'air et de la défense antiaérienne », poursuit l'hebdomadaire, soulignant que les planificateurs de l'Alliance ont « abandonné leur plan de bombar-

dement par étapes ». Il prétend qu'un « certain nombre de pilotes de l'OTAN ont accusé les dirigeants de leur pays et l'OTAN de les avoir impliqués dans une aventure très risquée ». La radio serbe, elle, s'est inquiétée du « désastre écologique » provoqué par le bombardement de l'usine chimique dans la ville de Lucane, tout en multipliant, comme la télévision, les interviews de citoyens exprimant leur détermination à combattre l'OTAN et à soutenir le gouverne-

ment. En Russie, les chaînes de télévision, dans leur ensemble, ont aussi ignoré pendant douze jours le sort fait aux Albanais du Kosovo. Mais un tournant s'est produit le 4 avril, quand NTV, seule grande chaîne privée, a diffusé dans son programme hebdomadaire *Itogi* un premier reportage sur les réfugiés, évoquant l'épuration ethnique et montrant des images de la cassette vidéo portant sur un massacre diffusé dimanche sur la BBC (Le Monde du 5 avril). Le directeur de la chaîne, Evgueni Kisselev, a reconnu que les journalistes russes à Belgrade, qui ne parlaient que du courage des Serbes soumis aux raids aériens d'un agresseur insensé, étaient « étroitement surveillés et leurs rapports soumis à la censure militaire ».

Commentant ce revirement subit, le politologue Andreï Piontkovski a estimé qu'il a été provoqué par « la crainte de notre intelligentsia libérale de voir son sursis panslave aboutir à un retour au pouvoir des communistes », qui jetteront ces libéraux en prison. Mais un autre responsable de NTV a assuré que le changement de ton de la chaîne s'explique seulement par l'arrivée d'un de leurs envoyés spéciaux en Macédoine, laquelle fut retardée par un « manque de moyens matériels, NTV ayant, contrairement aux chaînes occidentales, des ressources limitées ».

À contre-courant de la vague montante d'anti-américanisme en Russie, l'hebdomadaire d'opposition libérale *Novaya Gazeta* a aussi comparé, lundi, la campagne du président Milosevic contre les Albanais du Kosovo à celle qu'avait menée Boris Eltsine contre les Tchétchènes. Selon un politologue du bureau moscovite de la Fondation américaine Heritage, cité par le quotidien moscovite de langue anglaise *The Moscow Times*, les autres chaînes télévisées russes vont être obligées de suivre leur concurrent NTV, maintenant que celui-ci a brisé le tabou. « Tout le monde comprend que les bombardements de l'OTAN sont mauvais, mais personne ne veut voir les passions s'écarter et tout balayer : ni Eltsine ni Primakov ne veulent renforcer les communistes », a précisé Evgueni Volk.



Le Monde

CORRUPTION INTERNATIONALE

COMMENT LES ENTREPRISES S'ADAPTENT-ELLES AUX CONTRAINTES LÉGALES CONTRE LA CORRUPTION DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL ?

MARDI 13 AVRIL 1999 (de 9 heures à 18 heures)
Hôtel Royal Monceau - Paris

Conçu spécialement pour les dirigeants des entreprises exportatrices françaises, ce séminaire a trois objectifs :

- Expliquer, avec le concours des hommes de loi les plus au fait de ce dossier, le texte de la convention OCDE sur la lutte contre la corruption dans les transactions internationales, et discuter du projet de loi de réforme du code pénal, de la non-déductibilité des commissions, du devoir de diligence des commissaires aux comptes et des poursuites judiciaires possibles.
- Écouter le point de vue des entreprises françaises, notamment dans le secteur du BTP et de l'armement, qui se préparent non seulement à s'adapter aux nouvelles contraintes légales, mais aussi à en tirer arguments et bénéfices dans la conduite de leurs affaires.
- Exprimer, avec Dominique STRAUSS-KAHN, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, la détermination de l'administration française de ne plus « fermer les yeux » et de combattre effectivement la corruption dans les relations commerciales de la France avec l'étranger.

Renseignements et inscriptions auprès de :
Annie BOECE ou Christelle TORRES
NORD SUD EXPORT (groupe « Le Monde »)
Tél. : 01-47-42-25-74 - Fax : 01-47-42-11-86
E-mail : nselm@compuserve.com

سكزا من الأمل

Dans leur fief de Pa les Serbes de Bosn ressassent leurs désill Pas de soutien complet

Zhu Rongji est aux Etats-Unis pour un séjour délicat

WASHINGTON. Premier chef de gouvernement chinois en visite officielle aux Etats-Unis depuis quinze ans, Zhu Rongji, s'est rendu, mardi 6 avril, à Los Angeles, première étape d'un voyage de neuf jours. Ce déplacement promet d'être délicat. La condamnation virulente par Pékin des bombardements de l'OTAN contre la Serbie s'est ajoutée aux différends accumulés entre les deux pays : espionnage, transferts de technologies sensibles, financement politique, divergences sur Taiwan, droits de l'homme, différends commerciaux, admission de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

La Chine a démenti, lundi, des informations selon lesquelles son chef des renseignements militaires, le général Ji Shengde, aurait versé 300 000 dollars au Parti démocrate en 1996 pour contribuer à la campagne présidentielle de Bill Clinton. Les deux pays sont presque arrivés à un accord sur l'ouverture accrue du marché chinois réclamée par les Etats-Unis pour faciliter l'adhésion de Pékin à l'OMC, mais il semble exclu qu'il soit signé durant la visite. De nouvelles interpellations de dissidents ont eu lieu ces derniers jours à Pékin à l'occasion, le 5 avril, de la Fête des morts. (Corresp., AFP)

Le président soudanais annonce un cessez-le-feu unilatéral

KHARTOUM. Le président soudanais Omar Al-Béchir a déclaré unilatéralement, lundi 5 avril, un cessez-le-feu global dans le sud du pays dès le 15 avril, date d'expiration du cessez-le-feu partiel en vigueur. « Afin de souligner notre position inchangée en faveur de la paix, nous déclarons un cessez-le-feu global dans tous les Etats du sud du Soudan », a affirmé le général Béchir dans une allocution à l'Assemblée nationale soudanaise. Il a appelé l'armée de libération des peuples du Soudan (SPLA, rebelles sudistes) à répondre positivement à cet appel pour un cessez-le-feu global. Le gouvernement soudanais et la guérilla sudiste, en guerre depuis 1983, ont prolongé en janvier un cessez-le-feu dans la région du Bahr el-Ghazal, qui doit expirer à la mi-avril. (AFP)

Les candidats rivaux de M. Bouteflika dénoncent ses appuis au sein du pouvoir

ALGER. Quatre candidats en vue à l'élection présidentielle du 15 avril en Algérie dénoncent dans un communiqué commun la partialité de l'administration en faveur d'Abdelaziz Bouteflika, ancien ministre des affaires étrangères du défunt président Houari Boumedienne. « Les méthodes et documents électoraux utilisés pour truquer les élections législatives précédentes (en 1997) refont surface malgré nos protestations répétées. L'administration et les services publics se dévouent à un candidat en particulier », affirment-ils dans un communiqué commun. Faisant clairement allusion à Abdelaziz Bouteflika, présenté comme le candidat du « consensus » d'une partie au moins du puissant lobby des généraux, ce texte émane de l'ancien ministre des affaires étrangères islamisant Ahmed Taleb Ibrahim, de l'ancien premier ministre libéral Mouloud Hamrouche, du candidat islamiste modéré Abdallah Djaballah et d'un représentant du socialiste kabyle Hocine Ait Ahmed. (Reuters)

DÉPÊCHES

■ **ETHIOPIE** : deux membres d'une équipe de l'organisation non gouvernementale Action contre la faim (ACF) - dont un hydraulicien français - ont été enlevés, samedi 3 avril, par des « éléments armés non identifiés » en Ogaden, région éthiopienne jouxtant la Somalie. Dans un communiqué diffusé lundi à Addis Abeba, l'organisation humanitaire confirme ne plus avoir de nouvelles de son équipe depuis quarante-huit heures. (Reuters)

■ **CONGO-KINSHASA** : Kofi Annan, le secrétaire général des Nations unies, a nommé, lundi 5 avril, Moustapha Niasse, ancien ministre sénégalais des affaires étrangères, émissaire spécial pour la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre). M. Niasse est chargé de déterminer, après consultation des dirigeants de l'Afrique centrale, quel rôle les Nations unies peuvent jouer dans le rétablissement de la paix en RDC, de nouveau en guerre depuis août 1998. (Reuters)

■ **INDE** : le gouvernement indien conduit par les nationalistes hindous du BJP (Parti du peuple indien) est de nouveau menacé après la démission des deux ministres de son principal allié sudiste. Mécontente du refus du gouvernement de satisfaire ses exigences - réintégration du chef d'état-major de la marine limogé en décembre et changement du ministre de la défense -, l'ancienne actrice reconverte en politique, M^{me} Jayalalitha, a demandé à ses deux représentants de démissionner et annoncé qu'elle allait de nouveau réétudier son soutien au gouvernement. M^{me} Jayalalitha, dont le parti a dix-huit députés au Parlement, n'en est pas à sa première menace, mais sa rencontre la semaine dernière avec la présidente du Parti du Congrès, M^{me} Sonia Gandhi, laisse à penser qu'elle pourrait changer d'alliance, au risque de faire tomber le gouvernement de M. Atal Bihari Vajpayee. (Corresp.)

■ **CHILI** : neuf anciens officiers de l'armée de terre ont été arrêtés, lundi 5 avril, dans le cadre d'une enquête ouverte sur l'assassinat en 1982 d'un dirigeant syndicaliste, Tucapel Jimenez, opposant au régime du général Augusto Pinochet. Tucapel Jimenez avait été tué après avoir lancé un appel à la restauration de la démocratie au Chili et à lutter contre le régime militaire dirigé par le général Pinochet. Il y a une semaine, la justice chilienne avait demandé l'arrestation de douze officiers, dont les neuf qui ont été mis en détention lundi. (AFP)

■ **RUSSIE** : le président Boris Eltsine a suspendu, la semaine dernière, le procureur fédéral Iouri Skouratov, qui enquêtait sur des affaires de corruption au plus haut niveau de l'Etat, et fait apposer des scellés sur son bureau. Toutefois, c'est le Sénat russe, le Conseil de la Fédération, qui, constitutionnellement, doit entériner son limogeage. Le 17 mars, le président Eltsine avait déjà tenté d'écarter le procureur et le Sénat avait refusé de voter sa mise à l'écart. Une enquête criminelle a été ouverte à l'encontre du procureur, prétexte à sa mise à l'écart.

Washington déplore le contrat conclu entre Elf et l'Iran

WASHINGTON. Les Etats-Unis sont « profondément déçus et sérieusement préoccupés » par la signature, la veille, d'un contrat avec l'Iran, par les groupes pétroliers français Elf et canadien Bow Valley, a déclaré, lundi 5 avril, le porte-parole du département d'Etat, James Rubin. « Les Etats-Unis demeurent fortement opposés à tout investissement dans le secteur pétrolier iranien », a ajouté M. Rubin. Elf et Bow Valley ont signé dimanche à Téhéran un contrat de 300 millions de dollars avec l'Iran pour exploiter un gisement pétrolier dans le Golfe. « Comme dans les cas similaires, nous allons examiner de près les faits et nous évaluerons les implications aux termes de la législation (D'Amato) qui prévoit des sanctions pour des investissements effectués en Libye et en Iran », a précisé M. Rubin. (AFP)

Xanana Gusmao, le leader indépendantiste du Timor-Oriental, appelle à reprendre les armes

Washington lui demande de revenir sur sa décision

A la suite d'un raid de miliciens pro-indonésiens qui a fait dix-sept morts, le leader indépendantiste timorais Xanana Gusmao a appelé la guérilla

à reprendre le combat. Washington lui a demandé de revenir sur une décision dont l'objet paraît être d'attirer l'attention sur la dégrada-

tion de la situation dans le territoire envahi en 1975 et annexé unilatéralement par l'Indonésie l'année suivante.

BANGKOK

de notre correspondant

en Asie du Sud-Est

Xanana Gusmao a appelé, lundi 5 avril, la guérilla est-timoraise à reprendre les armes contre l'armée indonésienne après avoir appris que des miliciens pro-indonésiens avaient tué 17 personnes lors d'une attaque à une cinquantaine de kilomètres de Dili, capitale de l'ancien territoire portugais. Washington a aussitôt réagi en demandant au leader timorais, assigné à résidence à Djakarta, de revenir sur sa décision. Tout « en réaffirmant son attachement à la poursuite » des négociations menées sous l'égide de l'ONU et qui doivent reprendre le 22 avril à New York, Lisbonne a exprimé « son indignation la plus forte ».

L'appel de Xanana Gusmao représente un revirement : ces derniers mois, il avait demandé à ses partisans de faire preuve de retenue et de ne pas répondre aux provocations des milices ou de l'armée. En apprenant, en mars, que Portugais et Indonésiens s'étaient entendus pour organiser, sous l'égide de

l'ONU, une « consultation directe » des Timorais de l'Est sur le statut de leur territoire, Xanana Gusmao avait donné son aval. Au même moment, à Djakarta, l'ancien chef de la guérilla timoraise s'était entenu avec Joao Tavares, chef des milices timoraises pro-indonésiennes, pour jeter les bases d'un « cessez-le-feu » entre leurs partisans respectifs. Alors qu'une bien fragile paix civile au Timor-Oriental est régulièrement menacée par des manipulations, celui qui fut longtemps, pour Djakarta, l'homme à abattre est devenu, par sa modération et son prestige, la cheville ouvrière d'un règlement timorais.

« COUP DE GUEULE »

Madeleine Albright, qui l'a rencontré en mars à Djakarta, s'est dite « très impressionnée » par cet ancien fonctionnaire du territoire portugais devenu chef du Fretilin (Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor-Oriental), fondé en 1974, dans la foulée de la « révolution des œillets ». En 1974, Gusmao venait d'obtenir un prix de poésie

et s'installait en Australie quand la guerre civile a commencé à déchirer le Timor-Oriental, que les Portugais s'approprièrent à évacuer sans avoir assuré de relève. Laisant sa femme et leurs deux enfants à Melbourne, où il avait adhéré au Fretilin, José « Xanana » Gusmao avait regagné son pays en novembre 1975, une semaine avant l'invasion indonésienne. Il avait gagné la forêt pour diriger le Falintil, bras armé du Fretilin, jusqu'à sa capture, en 1992, dans une banlieue de Dili. La justice indonésienne l'a condamné, en 1993, à perpétuité, sentence commuée sous pression internationale en vingt ans de prison.

Début février 1999, le gouvernement indonésien a annoncé qu'il ne s'opposait plus à l'indépendance du Timor-Oriental. Deux semaines plus tard, Gusmao a été assigné à résidence dans une villa à Djakarta, afin de faciliter sa participation aux négociations.

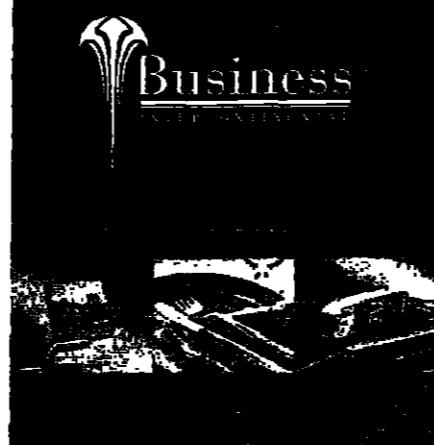
Si Djakarta semble prêt à offrir aux Timorais le choix entre une large autonomie et l'indépendance, au cours d'une « consultation »

dont la nature et la date n'ont pas encore été déterminées, l'attitude de l'armée indonésienne est plus ambiguë. Malgré ses démentis, on la soupçonne d'armer des milices locales levées parmi une minorité favorable à l'intégration. Ces manipulations et l'incertitude qui pèse sur l'avenir du territoire contribuent à y entretenir un climat de peur, y compris chez les Indonésiens, qui tiennent l'administration et l'essentiel du commerce.

Xanana Gusmao réclame une « présence internationale » pendant une période de transition assez longue, ce que proposent également les Américains, ainsi qu'un retrait militaire indonésien progressif et le désarmement des milices timoraises levées par Djakarta. Son « coup de gueule » de lundi a pour objet d'attirer l'attention sur un engrenage inquiétant. Il a d'ailleurs fait savoir, mardi, qu'il reviendrait sur son appel si les Nations unies intervenaient dans l'ancienne colonie.

Jean-Claude Pomonti

Enfin seuls.



Découvrez la nouvelle classe Business Intercontinentale d'Iberia et profitez d'une expérience de niveau international sur une compagnie mondiale. Distancer la concurrence, c'est notre objectif. A ce sujet, la distance entre votre siège ergonomiquement conçu et celui situé devant vous pèse à 132 cm. Un atout qui s'ajoute à un confort sur-mesure pour votre plus grand bien-être. Découvrez-vous, profitez des 130° d'inclinaison que notre siège vous offre et oubliez le temps en regardant films, sport ou informations sur votre écran personnel. Entre autres possibilités, vous pouvez aussi téléphoner avec le combiné intégré à votre siège, ou déguster l'un de nos trois menus inspirés de la gastronomie méditerranéenne. Enfin, quand vous aurez atterri, et que vous repenserez à ce que vous venez de vivre, vous ne vous demanderez plus pourquoi Iberia est aujourd'hui l'une des premières compagnies aériennes d'affaires au monde. www.iberia.com

IBERIA
N°1 VERS L'ESPAGNE ET L'AMERIQUE LATINE.

مكتبة من الأهل

JUSTICE La procédure de ratification du traité de Rome, créant une Cour pénale internationale (CPI), a commencé, mardi 6 avril, avec l'examen, par les députés, d'un projet de

révision de la Constitution, le Conseil constitutionnel ayant, le 22 janvier, jugé le traité incompatible avec la Loi fondamentale dans sa rédaction actuelle. Le principe de la CPI avait don-

né lieu à débat au sein de l'exécutif. **LES DÉPUTÉS**, dont la commission des lois a approuvé le projet de loi constitutionnelle, sans difficulté, le 31 mars, devraient faire de même en

séance publique. Les « souverainistes » s'inquiètent, cependant, d'un nouvel abandon de souveraineté. **LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL** avait saisi l'occasion de ce traité pour

intervenir dans le débat sur l'immunité pénale du président de la République, mais il avait relevé d'autres contradictions entre le droit national et le statut de la CPI.

Les députés valident la création d'une Cour pénale internationale

Le Conseil constitutionnel, saisi par Jacques Chirac et Lionel Jospin, l'ayant jugé nécessaire, la Constitution doit être modifiée avant la ratification du traité signé à Rome le 18 juillet 1998. La Cour pourra poursuivre les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité

LE TRAITÉ portant création d'une Cour pénale internationale (CPI) devait être examiné, mardi 6 avril, par les députés, que l'actualité, depuis un an, aura sensibilisés à la notion de crime international. Mission d'enquête sur le génocide de 1994 au Rwanda; arrestation, à Londres, du général Pinochet; semi-remise des anciens lieutenants de Pol-Pot au Cambodge; événements du Kosovo: tout s'est enchaîné pour faire prendre conscience du devoir de lutter contre l'impunité.

L'adoption du projet de loi constitutionnelle - la ratification du traité de Rome nécessitant une adaptation préalable de la Constitution - ne devrait donc pas poser de problème. Cependant, la guerre en Yougoslavie devrait inciter les parlementaires à un débat sur le fond, dont ils ont jusqu'à présent évité de traverser les fortes tensions qui ont traversé l'exécutif pendant le long processus de la négociation.

D'un bout à l'autre de l'échiquier politique - à l'exception de l'extrême droite -, on s'est converti aux vertus de la justice internationale au moment de l'arrestation spectaculaire d'Augusto Pinochet,

à Londres, en octobre 1998. Tant mieux; mais l'objet de la future Cour n'est pas là. Ce tribunal, en effet, n'aura pas de compétence rétroactive et ne pourra connaître que des crimes survenus après sa création. Le simple pragmatisme en a voulu ainsi: on imagine l'engorgement qui l'étoufferait d'emblée s'il avait à juger tous les grands crimes impunis de ce siècle. Cette non-rétroactivité signifie aussi que le projet de Cour internationale est d'une autre nature que la seule restitution de la mémoire et l'exercice d'une justice posthume: il s'inscrit dans le présent, comme un outil de dissuasion judiciaire et de répression, qui prétend contribuer à arrêter ou à éviter les grandes entreprises criminelles en cours ou à venir.

C'est à la lumière des événements d'aujourd'hui qu'il faut mesurer l'ambition du projet comme ses difficultés. La référence utile, c'est la Yougoslavie: d'une part, parce qu'un tribunal international s'en occupe déjà - le Tribunal pénal international (TPI), installé à La Haye, qui a fait office de laboratoire dans la conception de la future Cour; d'autre part, parce que l'intervention militaire alliée per-

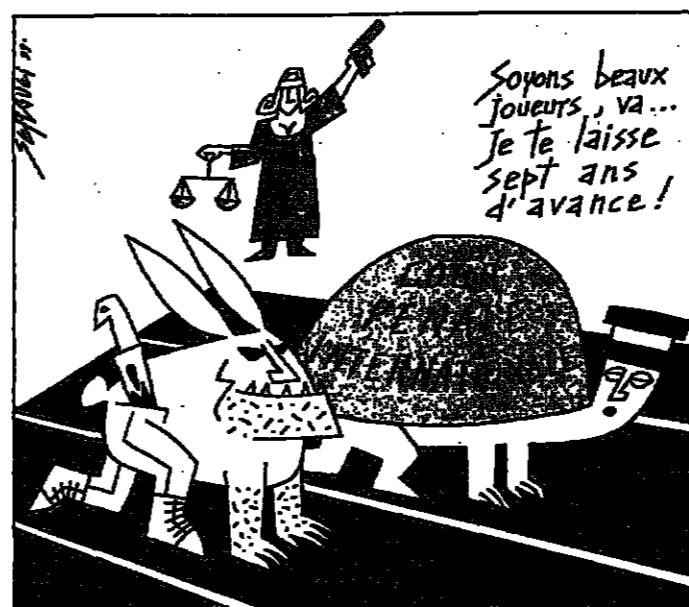
met de mieux comprendre certaines des polémiques qui ont eu lieu tout au long de la négociation.

On le voit au Kosovo: la dissuasion judiciaire ne fait pas de miracles là où la dissuasion militaire elle-même a échoué. Mais on peut se dire, à l'inverse, que, sans le TPI, un autre grand criminel, Radovan Karadzic, serait toujours, aujourd'hui, le leader des Serbes en Bosnie, et qu'aucune entreprise de pacification n'aurait pu être engagée dans cette république. On peut supposer, aussi, que l'existence du TPI condamne à terme M. Milosevic, s'il ne finit pas autrement. Les déportations massives de populations sont évidemment un crime contre l'humanité, et les preuves de la responsabilité directe du président yougoslave devraient être moins difficiles à rassembler ici que pour les événements de Croatie ou de Bosnie.

AUTONOMIE LIMITÉE

Les dirigeants politiques et militaires sont considérés comme responsables, aux yeux du TPI comme de la future Cour, non seulement pour les crimes qu'ils ont commandés, mais pour ceux qu'ils avaient le pouvoir d'empêcher. C'est le sens de la lettre adressée, fin mars, par le procureur du TPI, Louise Arbour, à Slobodan Milosevic, son gouvernement et son état-major: « Je compte, écrit-elle, que vous usiez de votre autorité sur vos subordonnés afin de prévenir toute commission de crimes, et que vous preniez toutes les mesures nécessaires pour punir vos subordonnés coupables de crimes. »

M. Arbour est, en principe, seule juge de l'opportunité des poursuites. Le procureur de la fu-



ture Cour internationale n'aura pas cette totale autonomie. Le traité prévoit, en effet, que le Conseil de sécurité de l'ONU pourra lui demander de suspendre toute enquête et poursuite pendant un an, renouvelable. Ce fut un des grands débats dans la négociation, opposant les tenants d'une totale indépendance de la justice à ceux qui défendaient les prérogatives du politique, au premier rang desquels les membres permanents du Conseil de sécurité, dont la France. On peut imaginer que ces derniers n'auraient pas autorisé, par exemple, des poursuites contre M. Milosevic au moment des négociations de Dayton ou, même, de celles de Rambouillet; on peut se demander s'ils auraient accepté qu'un mandat d'arrêt international

soit lancé contre Laurent-Désiré Kabila, par exemple, lors de sa venue à Paris pour le dernier sommet franco-africain.

Les autres limites de l'indépendance du procureur concernent les poursuites abusives. A voir les banderoles « Clinton, Chirac - Hitler » dans les manifestations hostiles à l'intervention alliée, on peut se représenter ce à quoi pourrait donner prise, par exemple, une frappe qui, ratant sa cible, produirait de dramatiques dommages collatéraux. Le souci de se protéger et de protéger leurs soldats a été poussé très loin par les deux Etats qui interviennent le plus à l'étranger, à savoir les Etats-Unis et la France.

Les Etats-Unis n'ont finalement pas signé le traité de Rome; la

France, si, mais moyennant la mise en place d'une chambre préliminaire de juges, chargée de trancher en cas de contestation de la légitimité des poursuites. Les Justices nationales, d'autre part, gardent la primauté sur la Cour internationale, ce qui veut dire qu'un soldat français qui se rendrait coupable de crimes pourrait être jugé par la justice française (lire ci-dessous).

Malgré toutes ces précautions, l'hostilité à la Cour internationale était telle, dans les milieux militaires, que Paris a dû introduire dans le traité une clause permettant à chaque Etat signataire de récuser pendant sept ans la compétence de la Cour pour les crimes de guerre. C'est sur la base de ce compromis que Lionel Jospin a finalement tranché le débat qui, pendant des mois, avait opposé, schématiquement, le ministère de la Justice et celui de la Défense, ce dernier étant soutenu par l'Élysée.

Les milieux dirigeants font valoir qu'avec cette clause des sept ans il s'agit d'éviter des mises en cause abusives d'Etats pour des actes isolés, accidentels, non commandés. Mais la définition des crimes de guerre n'est pas du tout celle-là, répondent les organisations non gouvernementales (ONG), qui reprochent à la France d'affaiblir considérablement la future Cour en excluant de sa compétence la catégorie de crimes dont relèvent les exactions les plus fréquentes et d'être en recul par rapport aux conventions de Genève, signées il y a cinquante ans. Le Parlement n'ayant pas le pouvoir de modifier les traités, le débat, à ce niveau, ne peut être que théorique.

Clair Tréan

Soixante ratifications pour l'entrée en fonction

● Le traité de Rome. Le traité créant une Cour pénale internationale a été adopté, le 17 juillet 1998, et signé à partir du 18, à Rome, par les représentants de cent vingt pays. Les Etats-Unis, la Chine, l'Inde, la Turquie, l'Irak, l'Iran, Israël, notamment, ne l'ont pas approuvé.

● Signataires et ratifications. Soixante-dix-neuf Etats, à ce jour, ont signé le traité. Un seul Etat, le Sénégal, a déjà ratifié le traité de Rome, déjà ratifié par de nombreux pays, la ratification suppose, comme en France, une révision constitutionnelle. Il faut soixante ratifications pour que la Cour entre en fonction.

LETRE OUVERTE A MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE

L'AFFPA, Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes, membre du SPE (Service public de l'emploi), placée sous la tutelle de Martine AUBRY, Ministre de l'Emploi et de la Solidarité, vient de signer son deuxième contrat de progrès avec l'Etat.

Ce contrat de progrès fixe pour les années 1999 à 2003 les objectifs de l'AFFPA. Avec celui de l'ANPE, il vise à mobiliser tous les moyens en faveur de la lutte contre le chômage dans une logique de complémentarité des offres de service.

LE PNAE

Cette complémentarité se concrétise, en particulier, par une participation active de l'AFFPA dans la mise en œuvre du PNAE (plan national d'action pour l'emploi) - volet "nouveau départ" - adopté par votre Gouvernement en avril 1998. Ce contrat de progrès précise que les missions de l'AFFPA sont de qualifier les actifs et de contribuer aux politiques de l'emploi et de la formation.

Nicole PERTY, Secrétaire d'Etat à la Formation Professionnelle a récemment déclaré que si le niveau de formation des actifs ne s'améliorait pas, notre "cours de chômage" risque d'avoir une accélération redoutable dans 5 ou 6 ans, rappelant que "40 % de la population active a un niveau de formation inférieur au CAP".

Pourtant les moyens alloués, tant en personnel que financiers, ne sont pas en adéquation avec les enjeux que vous fixez.

Dans ces conditions, les prestations de l'AFFPA n'offrent plus aux usagers les meilleures garanties d'accès à la formation et à la qualification.

Par ailleurs, ceci se concrétise par une détérioration des conditions de travail et une déprofessionnalisation du personnel.

LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Le personnel de l'AFFPA n'admet pas que Martine AUBRY n'applique pas à une Association sous sa tutelle ce qu'elle demande aux entreprises, à grand renfort de communication.

La réduction du temps de travail permettrait de créer des emplois, d'améliorer le service rendu aux usagers et de faciliter la mise en œuvre des conditions indispensables pour réussir les nouvelles missions confiées à l'Association.

Pourtant, notre directeur général prétend ne pas pouvoir débiter des négociations sur ce thème, faute d'un mandat de Martine AUBRY, qui, elle, se retranche derrière son collègue de Berry.

Ces constats ont conduit :

- plus de 70 % des salariés à cesser le travail à l'initiative des 5 syndicats de l'AFFPA (CFTC, CGT, CFT-FO, CFTC et CFE-CCG), le 21 janvier 1999.
- 700 élus du personnel des 180 établissements de l'AFFPA à manifester le 23 février devant le ministère de l'emploi et de la solidarité.
- 10.000 agents à signer une pétition, à votre attention, remise aux Préfets de région le 11 mars.

Par cette lettre ouverte, les 11.500 salariés de l'AFFPA, par l'intermédiaire des organisations syndicales, vous demandent instamment, Monsieur le Premier Ministre, d'intervenir pour créer les conditions nécessaires à la mise en œuvre d'un service public de l'emploi efficace et réactif, en faveur de nos concitoyens.

Les syndicats CFTC, CGT, CFT-FO, CFTC, CFE-CCG de l'AFFPA
13 place du Général de Gaulle - 93100 MONTREUIL

La mise en garde des « souverainistes » contre des pouvoirs jugés « exorbitants »

PROMPTS à se plaindre de ne pas avoir été saisis préalablement aux opérations militaires au Kosovo, les députés auraient dû se passionner pour la création d'une Cour pénale internationale qui, un jour, permettra de punir les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Or c'est dans une certaine indifférence que le projet de loi constitutionnelle permettant la ratification du traité créant cette cour a été examiné, en commission des lois, le 31 mars. Selon le rapporteur, Alain Vidalies (PS), seuls sept députés étaient présents: cinq de la majorité et deux du RPR.

Le texte a été approuvé sans modification, Thierry Mariani (RPR, Vaucluse) s'abstenant, mais sans expliquer pourquoi. « Nous n'avons pas vu le coup venir, alors que ce texte est un des plus importants de la législature », regrette Jacques Myard (RPR, Yvelines), qui avait fait partie des « souverainistes » les plus pugnaces lors de la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam. M. Myard se promettrait de se rattraper en séance publique, car, selon lui, le projet de loi n'est qu'un « apparement » consensuel.

« S'il s'agit de juger des gens comme Milosevic ou Pol Pot, je suis évidemment d'accord, expliquait-il, décidé à s'abstenir plutôt que de vo-

ter contre, mais on risque de donner à des juges internationaux des pouvoirs sans limites, en partant de l'idée que les démocraties qui les nomment seront toujours majoritaires sur la planète. Si la situation se modifie, ces pouvoirs se retourneront contre nous ! »

RENDRE COMPTE AU POLITIQUE

Bien que, à la demande de la France, le traité prévoit des garde-fous contre toute dérive de la justice internationale, M. Myard estime que le procureur de la Cour « aura des pouvoirs exorbitants », car « il n'aura pas besoin du consentement de l'Etat pour enquêter, dès lors que la chambre préliminaire aura donné son accord ». « Si l'on a un procureur à la Kenneth Starr, on va s'amuser... », plaisante le député. La France pourrait alors payer cherement les abandons de souveraineté qu'elle s'approprie à consentir: « Il ne serait pas possible de tourner certaines pages de notre histoire », comme le prévoient les lois d'amnistie. « En outre, estime M. Myard, on prend le risque de voir le chef de l'Etat, qui ne bénéficierait plus de l'immunité, accusé d'ignominies. »

M. Myard rappelle que la France s'était opposée - « à juste titre » -, en 1997, à ce que ses

militaires comparassent comme témoins devant les tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda. Le ministre de la Défense, Alain Richard, avait déclaré, en novembre 1997, qu'ils n'iraient « jamais » témoigner à La Haye, et avait dénoncé la « justice-spectacle » de ce tribunal. M. Myard lui donne raison: « D'abord les militaires n'ont à rendre de comptes qu'au pouvoir politique, et non aux juges. En second lieu, il faut se mettre dans la tête qu'il n'y a pas de guerre "propre" et que nos militaires, devant un tribunal, peuvent se retrouver en position d'accusés, alors qu'ils auront tenté d'aider une population. »

Quant à la clause, voulue par la France, qui permet de récuser pendant sept ans la compétence de la Cour pour les crimes de guerre, elle paraît insuffisante à M. Myard. « Comme ces crimes sont imprescriptibles, le problème se repose dans sept ans: on ne fait que reculer pour mieux sauter », dit-il. Ce qui, aux yeux des défenseurs des droits de l'homme, est un insupportable facteur de retard est considéré par les « souverainistes » comme un verrou trop fragile.

Rafaële Rivals

Le gouvernement tient à éviter les controverses

« LA RÉPUBLIQUE peut reconnaître la juridiction de la Cour pénale internationale (CPI) dans les conditions prévues par le traité signé le 18 juillet 1998 », en proposant au Parlement d'insérer ce court article additionnel dans le chapitre de la Constitution consacré aux traités et accords internationaux, le gouvernement a choisi la commodité. Certes, dans sa décision du 22 janvier, le Conseil constitutionnel avait insisté sur l'ensemble des dispositions du statut de la future CPI, qui sont en parfaite conformité avec les principes constitutionnels, notamment la sauvegarde de la dignité de la personne humaine contre toute forme d'asservissement et de dégradation; mais le juge constitutionnel avait jugé contraires à la Loi fondamentale trois dispositions du statut de la CPI.

La première concerne l'appli-

cation du statut de la CPI « à tous de manière égale, sans aucune distinction fondée sur la qualité officielle », en contradiction avec les régimes d'immunité dont bénéficient, en France, le président de la République, les ministres et les parlementaires. Si la décision du Conseil à propos de la responsabilité pénale du chef de l'Etat a suscité de vives polémiques (Le Monde du 26 janvier), il ne fait pas de doute que le débat aurait pu rebondir de façon aussi animée à propos de l'immunité des parlementaires, chapitre sur lequel ces derniers sont très sourcilieux.

Les deux autres dispositions contestées par le juge constitutionnel dessinent les zones de friction possibles entre la Cour pénale internationale et les juridictions nationales. Le premier article du statut de la CPI établit fermement que cette dernière « est complémentaire

des juridictions criminelles nationales ». Aux yeux du juge constitutionnel, cette complémentarité - qui donne, en quelque sorte, la primauté aux juridictions nationales - pourrait être écornée dans deux hypothèses où seraient affectées les conditions essentielles

d'exercice de la souveraineté nationale.

D'une part, la CPI pourrait être saisie et intervenir en contradiction avec l'application d'une loi d'amnistie ou avec les règles françaises en matière de prescription (pour les crimes de guerre, par exemple). D'autre part, le procureur de la Cour pénale internationale est autorisé, par l'article 99 du statut, à effectuer des investigations sur le territoire national, sans être assisté des autorités judiciaires nationales compétentes, « quand cela est déterminant pour la bonne exécution de la demande ». En soumettant au Parlement le principe même de la ratification du traité créant la CPI, sans entrer dans le détail, le gouvernement entend donc esquiver bien des controverses.

Gérard Courtois

PREPARATION stages intensifs
Pré-congrès, Noël, Fêtes, Pâques
Méth. Pyramide, l'écrit, l'oral, le débat
de la Thèse et l'écrit, l'écrit, l'écrit
cours à domicile
nos livres en vente :
Intervenir, l'écrit, l'écrit, l'écrit
Gratuit, l'écrit, l'écrit, l'écrit
01 46 60 15 72
Nouveaux livres : l'écrit, l'écrit, l'écrit
Nouveaux livres : l'écrit, l'écrit, l'écrit
Nouveaux livres : l'écrit, l'écrit, l'écrit
Nouveaux livres : l'écrit, l'écrit, l'écrit

هكذا من الأصل

Les collectivités publiques recrutent désormais leurs avocats par appels d'offres

Le Conseil d'Etat doit dire si cette obligation est compatible avec la déontologie professionnelle

La moralisation de la vie publique justifie-t-elle que l'Etat ou les collectivités locales passant des contrats avec des avocats mettent ces profes-

sionnels en concurrence ? Oui, répond le commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat, à condition que l'appel d'offres respecte

les principes déontologiques qui régissent la relation avocat-client, ce que ne permet pas de faire, actuellement, le code des marchés publics.

AU DÉBUT de l'année 1999, un avis d'appel public à la concurrence publié par *La Gazette du Palais* a fait sursauter le milieu des avocats. L'union des maires de l'Oise lançait un marché négocié, ayant pour objet le « recrutement d'un cabinet d'avocats » pour « une durée d'un an », et demandait au candidat d'indiquer les « références et expériences professionnelles » témoignant de « sa compétence ». Le directeur de cette publication, Jean-Gaston Moore, s'est senti obligé d'expliquer, dans un article en date du 16 mars, que « l'avis est conforme à la loi », car « la prestation de l'avocat est assimilée à un marché », bien que « cette procédure heurte notre sensibilité ». Il ajoutait que « fort heureusement, grâce à la vigilance de

deux avocats », M^{re} Françoise Toubol-Fischer (du barreau de Paris) et M^{re} Gérard Bismuth (du barreau de Marseille), « il est possible d'espérer que le Conseil d'Etat l'annulera ».

MISE EN CONCURRENCE

Le Conseil d'Etat, réuni en assemblée du contentieux, a examiné, le 26 mars, ce recours, qu'ont appuyé deux ordres et un syndicat d'avocats. Les requérants demandaient l'annulation d'une disposition d'un décret du 27 février 1998 aux termes de laquelle les marchés de services juridiques d'un montant égal ou supérieur à 300 000 francs annuels doivent désormais faire l'objet d'une mise en concurrence. Ils faisaient valoir que cette disposition méconnaît

les grands principes régissant la profession d'avocat : secret professionnel, libre choix du défendeur par toute personne privée ou publique, indépendance de l'avocat par rapport à son client.

Le commissaire du gouvernement (magistrat indépendant), Henri Saviole, a d'abord écarté l'argument selon lequel le décret violerait la règle du secret professionnel, dans la mesure où il inciterait les avocats à dévoiler l'identité de leurs autres clients. Il a affirmé que les avocats seront invités seulement à indiquer la taille de leur cabinet, ses spécialités, le nombre de personnes qu'ils sont susceptibles d'affecter au traitement de l'affaire et le niveau approximatif de leurs honoraires. Il a estimé que le principe du libre choix ne serait

pas « restreint » mais, au contraire, « éclairé » par ces données. Il a donc jugé que la mise en concurrence préalable au choix d'un avocat ne méconnaît pas ces principes professionnels.

En revanche, M. Saviole a critiqué l'insertion de cette procédure dans le code des marchés publics, qui modifie la nature du contrat passé entre l'avocat et son client. Constatant que l'obligation, pour une collectivité locale, de transmettre ce contrat au préfet, afin qu'il exerce son contrôle de légalité, est contraire au principe de confidentialité, il a souligné qu'en matière de marchés publics le co-contractant de l'administration ne peut pas se dégarer, à tout moment, de l'exécution du contrat, ce qui est contraire au principe d'indépendance des avocats.

Le commissaire a observé aussi qu'un marché public doit indiquer précisément l'objet de la prestation, sa durée et son prix, ce qui est pratiquement impossible en matière de contentieux. Jugant donc, au total, que les règles des marchés publics ne peuvent s'appliquer à la relation contractuelle qui unit l'avocat à son client, M. Saviole a proposé au Conseil d'Etat de dire que la disposition contestée est, pour cette raison, illégale. Toutefois, il a affirmé que, « si le gouvernement le souhaite, il pourra reprendre un texte qui soumettra à une mise en concurrence » les contrats juridiques, « mais en prévoyant, alors, un certain nombre d'ajustements par rapport aux règles des marchés publics ». Le Conseil d'Etat doit rendre son arrêt dans les prochains jours.

Rafaële Rivais

Jacques Chirac rend hommage à Ambroise Roux

LE PRÉSIDENT de la République a exprimé, mardi 5 avril, sa « profonde tristesse » après l'annonce du décès d'Ambroise Roux (*Le Monde* du 6 avril, lire aussi page 18). « Par son intelligence, par son rayonnement et par son action dans les différentes fonctions qu'il a occupées, tant au sein des entreprises françaises qu'au sein du CNPF, Ambroise Roux incarnait une des grandes figures du capitalisme français », a affirmé Jacques Chirac.

Le président du Medef, Ernest-Antoine Seillière, a salué « le rôle et la mémoire » d'Ambroise Roux, « une personnalité centrale de l'establishment des affaires françaises ».

L'UNEF favorable à un syndicalisme étudiant réunifié

LORS de son 79^e congrès, qui s'est tenu du 2 au 5 avril à Pantin (Seine-Saint-Denis), l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) s'est prononcée en faveur d'une réunification du syndicalisme étudiant, en réponse à la proposition formulée par Carine Seiler, présidente de l'UNEF-ID (*Le Monde* du 19 mars).

Estimant « le temps venu de créer une nouvelle structure, un nouveau syndicat uni et rassembleur qui ne soit pas simple addition d'appareils », Karine Delpas, réélue présidente de l'UNEF, a évoqué l'ouverture de discussions, en mai, avec d'autres organisations (Fédération générale des associations d'étudiants, SUD-étudiants...). Elles pourraient aboutir à des assises de réunification avant la fin de l'année.

DÉPÊCHES

■ **CONJONCTURE** : le moral des ménages reste au plus haut. Selon l'« Indicateur résumé » publié, mardi 6 avril, par l'Insee, le solde des opinions optimistes et pessimistes des ménages sur leur situation financière était négatif de seulement 7 points en mars, comme en février. Début 1999, ce solde était négatif de 38 points.

■ **ACCIDENT** : quatre adolescents, âgés de quinze à dix-huit ans, sont morts, mardi 5 avril, au cours d'un accident de la route près de Macheren (Moselle). Deux autres jeunes, également passagers du véhicule, sont grièvement blessés. De retour d'une discothèque, le conducteur aurait perdu le contrôle du véhicule en raison d'une vitesse excessive et heurté la façade d'une habitation.

■ **JUSTICE** : un vigile de supermarché tué dans un quartier de Strasbourg (Bas-Rhin) a été mis en examen, lundi 5 avril, et écroué pour « tentative d'homicide » pour avoir blessé par balle, samedi 3 avril, un jeune homme de dix-sept ans. L'incident serait intervenu après une altercation entre un groupe de trois adolescents et les vigiles du magasin.

■ **FAIT DIVERS** : un homme de quarante et un ans a été mis en examen, lundi 5 avril, pour « meurtre aggravé » et écroué à Brest après avoir reconnu le meurtre de sa compagne, mortellement blessée, samedi soir, de plusieurs coups de couteau, à Plouézec (Finistère), près de Morlaix. Il aurait invoqué l'abus d'alcool pour expliquer son geste.

■ **MÉDECINE** : la cour d'appel de Versailles a miné, dans un arrêt rendu vendredi 2 avril, la responsabilité du vaccin contre l'hépatite virale de type B commercialisé par la firme SmithKline Beecham dans certains cas de sclérose en plaques (*Le Monde* du 10 juin 1998). La cour a demandé à un collège d'experts médicaux de réaliser une analyse approfondie du dossier des deux plaignantes.

La CGT contre un report des échéances pour les 35 heures

DEUX MOIS après son arrivée à la tête de la CGT, Bernard Thibault réaffirme, dans un entretien publié, mardi 6 avril, par *Les Echos*, son inquiétude devant le bilan « encore modeste », en matière d'emplois créés, de la première loi portant sur la réduction du temps de travail. M. Thibault craint ainsi que « les suppressions de postes résultant des fermetures de sites, des délocalisations, etc. soient plus importantes que les emplois créés par la réduction du temps de travail ». C'est pour la CGT, ajoute-t-il, « un énorme sujet de préoccupation ».

SALAIRE MINIMUM ET ANNUELISATION

La seconde loi, qui devra entrer en vigueur, à l'automne, les modalités d'application du passage aux 35 heures, ne devra pas seulement tenir compte, à ses yeux, des accords passés mais aussi des « désaccords exprimés », et de « la représentativité des syndicats qui ont paraphé ces textes ». La loi devra « réévaluer le salaire minimum », « aucun syndicat » ne s'accommodant d'un double SMIC, et elle devra, aussi, « corriger les excès

de l'annualisation », insiste M. Thibault. « La proposition du Medef de taxer les heures supplémentaires de 5 % seulement n'est pas une base de proposition sérieuse », ajoute-t-il.

Le secrétaire général de la CGT invite, enfin, le gouvernement à être « logique avec lui-même ». « Il n'y a aucune raison que la fonction publique reste à l'écart », M. Thibault repousse l'idée d'une période de transition, après le 1^{er} janvier 2000, en arguant qu'« il n'y a pas de raison de reporter les échéances car on ne peut juger qu'il est urgent d'infléchir la courbe du chômage et donner des souplesses supplémentaires aux entreprises alors qu'elles ont eu largement le temps de négocier ».

Au sujet des retraites, M. Thibault continue de récusar les solutions envisagées par le rapport Charpin. « L'augmentation de la durée de cotisation pour les salariés du régime général, en 1993, a été plus subtile qu'acceptée », déclare-t-il, en soulignant qu'il « ne serait pas aberrant de consacrer une part plus importante au financement des retraites ».

Le risque.

Couvert par le Groupe Allianz.

Où que vous soyez. Quoi que vous fassiez. Une société du Groupe Allianz est toujours à vos côtés.

Pour nous, la gestion du risque, c'est envisager l'impensable de manière à identifier les risques avant qu'ils ne surviennent. La compétence de nos collaborateurs, notre savoir-faire technique et notre puissance financière – tant au niveau international que national – nous le permettent. Et c'est précisément cette étroite coopération avec nos filiales, telles que les AGF en France, qui fait du Groupe Allianz le partenaire sur lequel vous pouvez compter, quels que soient l'endroit et le moment où vous avez besoin de nous. Allianz. La puissance à vos côtés.

AGF

AGF est un membre du Groupe Allianz la compagnie d'assurances leader en Europe. Un des plus importants prestataires de services financiers dans le monde: Allianz Group.

مركز من الأهل

Un rapport préconise une « autorité indépendante » contre les discriminations

Dans un document remis à Martine Aubry, le conseiller d'Etat Jean-Michel Belorgey propose la mise en place d'une institution, calquée sur la CNIL ou le CSA, qui instruirait notamment les réclamations des personnes s'estimant victimes du racisme d'un employeur

Le conseiller d'Etat Jean-Michel Belorgey a rendu public, mardi 6 avril, son rapport intitulé « Lutter contre les discriminations » rédigé à la demande de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité. Dans

ce document, il prend position pour la mise en place d'une autorité indépendante, calquée sur la CNIL ou le CSA, qui devrait notamment instruire les réclamations des personnes qui s'estiment victimes d'une

discrimination raciale à l'embauche. M. Belorgey préconise également une séparation entre les services de l'Etat chargés de gérer les flux migratoires et ceux qui œuvrent pour l'intégration. Pour rendre cette poli-

tique d'intégration plus efficace, celle-ci serait menée par une agence, sur le modèle de celles qui agissent dans le domaine de la santé publique. Jusqu'à présent, la justice n'est parvenue que très rarement à

condamner un employeur pour discrimination. Ceux-ci se retranchent souvent derrière le racisme de leur clientèle. Les textes européens pourraient obliger la législation française à évoluer à court terme.

DU CONSTAT à l'action, il y a un grand pas. En particulier lorsqu'il s'agit de passer de la dénonciation des multiples discriminations dont sont victimes des personnes d'apparence étrangère à la lutte efficace contre ces pratiques qui compromettent l'intégration de millions d'acteurs de la société française et attisent la violence. Les propositions formulées par Jean-Michel Belorgey, conseiller d'Etat, dans le rapport intitulé *Lutter contre les discriminations*, remis, fin mars, à Martine Aubry et rendu public, mardi 6 avril, tentent de sauter ce pas décisif, comme semble le souhaiter l'opinion publique.

Huit personnes sur dix estiment injustifiée la discrimination à l'embauche contre une personne d'origine maghrébine, selon un sondage CSA réalisé en novembre 1998. Il n'était que six sur dix un an plus tôt (*Le Monde* du 25 mars 1999). La réalité, familière des intéressés, n'a été reconnue officiellement que récemment.

« ROMPRE LA LOI DU SILENCE »

Il faut « rompre la loi du silence » face à une « évolution (...) de nature à saper les fondements mêmes du modèle français d'intégration », avait lancé, en octobre 1998, le Haut Conseil à l'intégration (HCI). Dans le sillage de ce rapport, M^{me} Aubry avait annoncé la création d'un simple « observatoire des discriminations ». Mais elle avait simultanément chargé Jean-Michel Belorgey d'« évaluer la pertinence de l'organisation administrative française » dans ce domaine.

Son diagnostic, solidement étayé, l'affirme : lutter sérieusement contre les discriminations suppose la création, par la loi, d'une véritable « autorité indépendante » sur le modèle de la CNIL ou du CSA, puisqu'aussi bien l'administration elle-même n'est pas exempte de pratiques discriminatoires. Mais cette innovation doit s'accompagner d'une audacieuse réforme des structures administratives chargées de l'intégration. Il s'agit de séparer les services qui gèrent les flux d'immigration de ceux qui œuvrent à l'intégration. Autrement dit, d'en finir avec une administration censée simultanément mettre en application la police des étrangers et les intégrer, « ce qui est souvent difficilement compatible ».

Au fond, la lutte contre les discriminations à l'égard de toute « personne étrangère ou que son origine, son patronyme, son apparence physique conduisent à supposer tel » n'est, pour M. Belorgey, qu'une nouvelle manière de poser la question de l'intégration. Dans cet esprit, il invite à déplacer le projecteur « d'une réflexion sur les carences de l'intégration vers une réflexion sur les raiders de la société d'accueil ».

Un tel changement d'optique n'est pas sans conséquences : engager la France dans la lutte contre les discriminations suppose d'abord de dépasser « le cadre étiqué de l'intégration républicaine », en reconnaissant que les populations d'origine étrangère « n'ont pas à effacer le souvenir de leur par-

cours antérieur ». Cela suppose aussi, insiste M. Belorgey de poser des questions conflictuelles comme la double peine, le droit de vote des étrangers aux élections locales, ou l'accès aujourd'hui interdit, des étrangers à certaines professions libérales.

« ÉVÉNUELS DÉRAPAGES »

Enfin, agir contre les discriminations exige de les mesurer, et donc de réformer l'outil statistique pour permettre la prise en compte des « caractéristiques d'origine ethnique ou nationale » tout en veillant à « se prémunir contre d'éventuels dérapages ».

Pour bousculer de tels tabous, « une autorité administrative indépendante (...) peut vraisemblablement se révéler (...) en meilleure position que les autorités politiques ou que les administrations traditionnelles », constate M. Belorgey, qui juge avec sévérité les actions déjà engagées par l'administration. S'appuyant sur des exemples européens, en particulier celui de la Commission for racial equality brit-

tannique, le conseiller d'Etat confirme que « seule » cette autorité indépendante « est de nature à permettre le franchissement d'un seuil significatif d'efficacité ».

Baptisée Conseil supérieur de l'intégration et de la lutte contre les discriminations, cette institution « légère » serait composée de quinze membres nommés par le président de la République sur proposition du premier ministre. Elle pourrait être constituée par simple transformation de l'actuel Haut Conseil à l'intégration, dont la composition vient d'être renforcée (*lire ci-contre*) et qui a lui-même suggéré cette mutation.

Contrairement à la pratique britannique, les simples citoyens saisiraient l'autorité indépendante non pas directement mais par l'intermédiaire d'un syndicat, d'une association (antiraciste, familiale, de parents d'élèves, de locataires, de consommateurs) ou d'un élu. La nouvelle « autorité indépendante », émanée par l'observatoire déjà créé, aurait le pouvoir d'instruire des réclamations et de saisir

à son tour la justice ou d'autres administrations. Elle négocierait aussi avec les administrations, les syndicats, les organismes patronaux ou logeurs, des « chartes de bonnes pratiques » et des programmes d'action. Elle serait obligatoirement consultée par le gouvernement sur tout projet de texte comportant d'éventuelles conséquences discriminatoires.

SOLIDES RELAIS

Mais la nouvelle « autorité » ne sera efficace, souligne M. Belorgey, que si elle dispose de solides relais dans l'administration. Son rapport propose de renforcer le pouvoir des inspecteurs du travail en leur permettant de dresser des procès-verbaux en matière de discrimination et de procéder à des mises en demeure, comme en matière de sécurité. Parallèlement, il suggère d'autoriser les syndicats à porter plainte en la matière comme c'est déjà le cas en cas de discrimination sexuelle.

Passant trop rapidement sur la question de la charge de la preuve

de la discrimination devant un tribunal, qu'il propose de laisser en l'état, il détaille en revanche la petite révolution administrative qui consisterait à déconnecter la gestion des actions d'intégration des pressions politiques. S'inspirant des institutions créées en matière de santé publique depuis le scandale du sang contaminé, il prône la création d'une « Agence de l'intégration et de la lutte contre les discriminations », regroupant le Fonds d'action sociale (FAS), une partie de la Sonacotra et de la Direction de la population et des migrations (DPM) relevant aujourd'hui du ministère de l'emploi et de la solidarité. Cette Agence, bras séculier de l'Autorité indépendante serait placée sous la tutelle de la direction des affaires sociales.

Reste à savoir si Martine Aubry saura se saisir de ces propositions iconoclastes, mais cohérentes, pour rompre avec l'inertie qui a caractérisé sa gestion des questions d'intégration depuis bientôt deux ans.

Philippe Bernard

Philippe Bataille, sociologue

« Il faut éviter que le débat s'enlise dans les polémiques législatives »

« En tant que chercheur au Centre d'analyse et d'intervention sociologique de l'Ecole des Hautes études en sciences sociales, auteur de *Racisme au travail* (Seuil, 1997), à quoi attribuez-vous l'émergence actuelle de la question de la discrimination dans le domaine de l'emploi ?

— A l'essouffement du discours sur l'intégration. Notamment pour les publics visés par ce discours : celui des « quartiers », où il existe actuellement un très net sentiment de « vas-le-hol ». En outre, la question s'est déplacée. Aujourd'hui on s'interroge moins sur les résistances idéologiques ou politiques à l'intégration que sur les blocages qui la freinent. On travaille plutôt sur le vécu, sur la société française et ses institutions : l'école, la justice ou la police. Dans la mesure où le racisme est décliné sans être revendiqué, l'affrontement entre racisme et antiracisme est moins central alors que la notion de discrimination le devient.

» Bien entendu, la discrimination renvoie au racisme, mais à un racisme moins assumé, plus banalisé et plus diffus. Un racisme qui n'est pas dit. Un racisme qui, sous la forme de la « discrimination indirecte », touche pourtant au cœur des principes égalitaires sur lesquels est fondé notre ordre républicain. Ne constate-t-on pas que dans certaines villes le chômage touche 35 à 40 % des enfants d'origine nord-africaine ? Que les chances de trouver du travail entre les jeunes de moins de vingt-cinq ans, peuvent varier de 1 à 3 selon qu'ils soient originaires du Maghreb et d'Afrique ou d'origine française ?

— Faut-il à votre avis encourager les victimes de discrimination dans le monde du travail à porter plainte devant la justice ?

— Evidemment. Si on a une preuve, on condamne. Mais, en plein débat sur la présomption d'innocence, je suis de ceux qui préfèrent ne pas s'engager sur une controverse législative qui porterait sur le renversement de la charge de la preuve (imposant

à l'employeur accusé et non plus au plaignant d'établir qu'il n'a pas usé de critères discriminatoires dans sa décision d'embauche).

— Que pensez-vous du « testing » pratiqué par certaines associations qui consiste à provoquer des situations de discriminations à l'embauche, dans le but de susciter la preuve de ce racisme non-dit ?

— Je la trouve, après tout, utile, compte tenu des blocages dont j'ai parlé. Provoquer des flagrants délits devant huissiers et journalistes, y compris avec un accompagnement institutionnel, peut réveiller une société qui a du mal à reconnaître ses blocages. Le temps est à la prise de conscience du problème par les acteurs sociaux, notamment, avec un certain retard, dans les syndicats.

— Le rapport Belorgey propose la mise en place d'une institution indépendante, sur le modèle britannique. Y êtes-vous favorable ?

— Je pense avant tout qu'il conviendrait de « reformater » et repenser les outils traditionnels qui traitent les problèmes de l'intégration, le Fonds d'action sociale, la Direction de la population et des migrations. D'autre part, il faut noter que l'essentiel des résultats de la Commission pour l'égalité des races britannique ont été obtenus moins par des procès mais que la seule ouverture des enquêtes. Tout le monde « met son casque » quand arrive l'inspecteur du travail... Je pense aussi qu'il faut éviter que le débat s'enlise dans une polémique législative, qui a « plombé » la discussion sur l'immigration depuis quinze ans. C'est la mobilisation des acteurs sociaux, des médias, des syndicats, plus que l'invention de nouvelles procédures qui permettra, à mon avis, de prendre à bras-le-corps le problème de la discrimination, et de la combattre à la source plutôt qu'au niveau de son expression. L'une de ces sources, c'est le silence qui l'entoure. »

Propos recueillis par Nicolas Weil

SFR



Com
pou
que so
C'est simple

Nouveau

هكذا من الأصل

re les discriminations

mise en place d'une institution, victimes du racisme d'un employeur

condamner un employeur pour discrimination. Ceux-ci se retranchent souvent derrière le racisme de leur clientèle. Les juges européens pourraient colmater la brèche française à évoluer à court terme.

Philippe B...



Le Haut Conseil à l'intégration est élargi

Le Haut Conseil à l'intégration (HCI), instance créée en 1989 pour apaiser les tensions sur l'immigration et éclairer les choix gouvernementaux, vient d'être renforcé au moment même où son rôle et son positionnement sont plus que jamais incertains. Le nombre de ses membres est passé de neuf à vingt au maximum, en vertu d'un décret du 17 mars pris par Martine Aubry. La nomination des nouveaux « sages » a fait l'objet d'un décret de Jacques Chirac quelques jours plus tard.

Outre la confirmation de la nomination de Roger Pauroux, ancien ministre de l'Industrie, à la présidence du HCI, on y note désormais la présence de Bernard Binsinger (PCF), maire de Bobigny (Seine-Saint-Denis), d'Hanifa Cherif, médiatrice de l'éducation nationale pour les affaires de foulards, d'Anne-Marie Létour (UDF-Alliance), députée des Yvelines, de Nacer Kettane, président de Beur-FM, de Christine Lazerges (PS), députée de l'Hérault, de Michèle Tribalat, démographe, et de Gaye Petek-Salom, sociologue.

La justice parvient rarement à établir la preuve d'une discrimination à l'embauche

Les employeurs condamnés invoquent souvent le prétendu racisme de leur clientèle

BIEN QUE les preuves de la discrimination à l'embauche soient souvent difficiles à établir devant la justice, quelques « affaires » ont néanmoins, ces derniers mois, pu aboutir à condamner des employeurs et entraîner des condamnations – généralement assorties de sursis –, ainsi que des amendes. Pour autant, il n'est pas certain que ces jugements aient suffi à convaincre les condamnés eux-mêmes de la gravité d'un délit pour lequel l'article 225-2 du code pénal prévoit jusqu'à deux années d'emprisonnement.

Selon le dernier rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, seulement quatre condamnations ont été prononcées en 1997 pour l'ensemble des discriminations dans l'emploi (treize en 1994, dix en 1997).

Comme le remarque M^e Evelynne Lasserre, avocate d'une jeune étudiante en sciences politiques originaire du Sénégal et victime de discrimination sur son lieu de travail, « il est frappant que l'employeur accusé se défende en prétendant ne réprouver que le prétendu racisme de la clientèle, au lieu de dire qu'il va ».

Une boutique dont l'une des employées était, elle aussi, d'origine africaine. « Deux Noires dans un magasin, ce n'est pas possible. Il faudra me la déporter », dira au téléphone le directeur commercial qui prétendait avoir simplement voulu changer la jeune femme de magasin, et non la licencier.

« Deux Noires dans un magasin, ce n'est pas possible. Il faudra me la déporter »

Le haut-parleur ayant été branché, c'est le témoignage d'une collègue qui emporte le 28 mai 1998, la condamnation du directeur à une amende de 15 000 F – tout en le dispensant de peine – devant la 12^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris. L'instruction avait permis de confirmer, sinon les termes, du moins la teneur des propos que le condamné niait avoir tenus.

Le préjugé d'autrui est ainsi non seulement dénoncé mais instrumentalisé pour « justifier » une exclusion à base ethnique dans le domaine de l'emploi. Le tout sous invocation des

lois du marché et de la concurrence. Un pharmacien français d'origine marocaine, Zakaria Chakib, en a fait les frais. Alors que cet ancien conseiller municipal socialiste de Beuvrage (Nord) présentait sa candidature à un poste dans une officine de Solesmes (Nord), il se voyait opposer par l'employeur – et cette fois par écrit – le peu de goût supposé de la clientèle pour ses « origines étrangères » (Le Monde du 12 janvier). Le pharmacien, Jacques Vantine, sera condamné, le 23 février, par le tribunal correctionnel de Cambrai à trois mois d'emprisonnement avec sursis et trente mille francs d'amende. Aujourd'hui, Zakaria Chakib regrette le peu de solidarité manifesté, à quelques exceptions près, par son milieu professionnel. Après l'épisode pénal, celui-ci entend à nouveau porter l'affaire devant le conseil régional de l'ordre des pharmaciens : « C'est la première fois que je vis cela depuis vingt ans que je suis en France », déclare-t-il. La situation empire et c'est pour cela que je vais continuer à me battre. Quand j'ai reçu la lettre de mon confrère, je me suis posé plusieurs questions : est-ce que je m'en vais avec mes trois enfants ? Est-ce que j'arrête tout au niveau associatif ? Qu'est-ce qui se passe ? Oh j'en suis sûr ? Depuis, j'y pense tous les jours. »

Ce sont encore les éventuelles réactions de la clientèle qui furent mises en avant par un couple de charcutiers, Josiane et Guy Beaufremetz de Valence-d'Agen (Tarn-et-Garonne), pour repousser la candidature d'une jeune fille, Fatima, de nationalité française comme son père. Fatima – une mineure de dix-sept ans et demi – cherchait une place d'apprentie avec l'aide de la mission locale pour l'insertion professionnelle des Jeunes. Quand son père se présente avec sa fille, le 9 septembre 1997, c'est pour entendre de la bouche du charcutier que la place était déjà prise. L'arrêt prononcé par la cour d'appel de Toulouse, le 24 septembre 1998, rappelle que M. Roland, membre de la mission locale, « avait alors téléphoné à M^{me} Beaufremetz, qui lui avait indiqué qu'elle "ne voulait pas avoir de personne comme cela", qu'elle ne pouvait se permettre du fait de sa clientèle d'avoir une personne maghrébine au comptoir ». Le tribunal a confirmé la condamnation des deux époux, malgré leur dénégation, respectivement à un mois de prison avec sursis. Fatima, quant à elle, n'a toujours pas retrouvé d'emploi : « Depuis ce truc, dit-elle, je ne peux pas aller chercher du travail. J'ai peur qu'il arrive la même chose. »

N. W.

L'Union européenne bouscule la pratique française

SUR LE PAPIER, tout est dit : le code pénal français sanctionne d'une peine maximum de deux ans de prison et de 200 000 francs d'amende le délit de « discrimination » qui consiste à « refuser la fourniture d'un bien ou d'un service », à « entraver l'exercice normal d'une activité économique quelconque », à « refuser d'embaucher », à « sanctionner ou à licencier une personne », à « subordonner une offre d'emploi » ou la fourniture d'un bien ou d'un service en opérant « toute distinction » reposant notamment sur l'origine, le sexe, la situation de famille, l'appartenance ou la « non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée ». Les sanctions sont encore renforcées si l'auteur du délit est une « personne dépositaire de l'autorité publique ».

Dans la réalité, ce texte impeccable n'est appliqué que de façon rarissime. A la difficulté pour la victime de surmonter son humiliation pour saisir la justice s'ajoute la quasi-impossibilité pour elle de rapporter la preuve des faits discriminatoires dans les formes exigeantes du droit pénal français, où cette charge repose exclusivement sur le demandeur, présomption d'innocence oblige.

C'est sans doute de l'Europe que pourrait provenir l'inspiration pour sortir de cette situation insatisfaisante et régulièrement dénoncée. La jurisprudence de la Cour européenne de justice prend en compte depuis 1981 la difficulté de rapporter la preuve d'une discrimination sexuelle en matière de rémunération en acceptant un raisonnement en deux temps. Le demandeur doit d'abord démontrer, éventuellement à l'aide de statistiques, la réalité de la discrimination. C'est ensuite à l'employeur de la nier en justifiant la décision qu'il a prise.

CHARGE DE LA PREUVE Cette pratique a été consacrée dans la directive du 15 décembre 1997 du Conseil de l'Union européenne qui dispose, en matière de discrimination fondée sur le sexe : « Les Etats membres (...) prennent les mesures nécessaires afin que, dès lors qu'une personne qui s'estime lésée par le non-respect à son égard du principe d'égalité de traitement établit devant une juridiction (...) des éléments de fait qui permettent de présumer l'existence d'une discrimination ; c'est à la partie défenderesse de prouver qu'il n'y a pas eu violation du principe d'égalité de traitement. »

Cette répartition de la charge de la preuve est déjà mise en œuvre dans la législation française en matière de discrimination sexuelle mais elle s'applique uniquement en matière civile (demande de dommages-intérêts). Certaines associations antiracistes, comme la LICRA, revendiquent une application de ce mécanisme en matière de discrimination raciale. A l'échelle européenne, l'incitation à renforcer les mécanismes antidiscrimination est appuyée par l'inclusion dans le traité d'Amsterdam d'une disposition qui permet au Conseil de « prendre les mesures nécessaires en vue de combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle ».

Lorsque le traité entrera en vigueur, des directives plus précises pourront être adoptées et obliger chaque Etat. Déjà, un projet de directive demande à chaque Etat membre de mettre en place des structures aptes à recevoir les plaintes pour discrimination qui soient « dotées de tous les pouvoirs nécessaires pour enquêter sur ces plaintes ». Le même projet prévoit qu'une fois les présomptions exposées par le demandeur il appartiendra à la personne mise en cause d'apporter la preuve contraire.

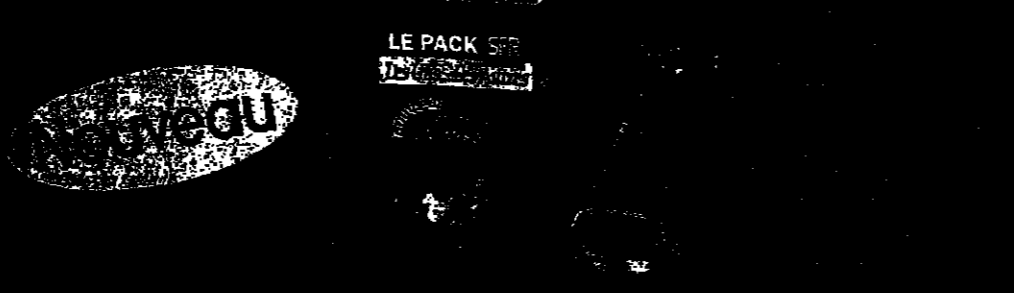
Ph. B.

Comment fait Antoine pour jouer pendant que sa femme le quitte ?

C'est simple, il n'est pas au courant.

Il coupe toujours son portable pour ne pas être dérangé par le boulot après le boulot. Sauf que cette fois-ci, c'était pas le boulot, mais sa femme qui l'appelait. Ah ! si Antoine avait eu un portable avec deux numéros : un pour le boulot, un pour empêcher sa femme de partir. Pack SFR Les Uns... Les Autres... pour se couper des uns sans se couper des autres.

SFR invente le premier portable avec 2 numéros.



Pack SFR Les Uns... Les Autres.

SFR est une marque de cegetel

مكونا من الأصل

HORIZONS AMÉRICAINS
(Publicité)L'AMÉRICAIN ACHETÉ EN 1999 "ET"
LE MONDE ACHETÉ EN 1999 "ET"

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

COMMERCE ET ARTISANAT

INDUSTRIE

DEFENSE

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES

AUX ENCEINTES MILITAIRES



OFFREZ VOUS 3 HEURES DE CONGÉS PAYÉS.

SIÈGE INCLINABLE À 120°. Confortablement installé dans votre siège en 1ère classe, vous n'êtes plus en voyage d'affaires entre Paris et Londres, mais en voyage tout court.

EUROSTAR. DANS HOMME D'AFFAIRES IL Y A HOMME.



هكذا من الأصل

La première maison de disques au Monde, est aussi une maison.



PolyGram et Universal créent Universal Music.

Une maison de disque n'est rien sans ses artistes. En accueillant les artistes de Universal et de PolyGram, Universal music devient la première maison de disques en France, en Europe et dans le monde. Elle compte désormais plus de 30 labels qui ont tous leur culture, leur histoire... et des artistes qui font rêver.



tous les talents du monde



Publicis / Procter & Gamble

مكتبة من الأصل

En Seine-et-Marne, Euro Disney construit sa ville

D'ici à 2015, une cité de 12 000 habitants aura vu le jour au sud du parc de loisirs. L'entreprise doit concilier les projets des promoteurs et les souhaits des pouvoirs publics. Ce projet s'inscrit dans les tentatives de rééquilibrage à l'est de l'Île-de-France

LES « ANTI-DISNEY » pourront, certes, y voir un « cauchemar climatique », une cité aussi désespérément aseptisée que celle construite en studio, pour mieux enfermer le héros du film *The Truman Show* : à côté de son parc de loisirs, c'est une véritable ville que va construire Euro Disney. Une ville avec 4 000 logements, 30 000 m² de bureaux, des rues et des avenues, une gare RER, des équipements publics, un parc d'activités et un centre commercial.

Cette cité de 12 000 habitants n'aura pas une existence administrative propre : le Centre urbain du Val d'Europe sera à cheval sur trois communes. Son acte de naissance officiel devra être signé dans les toutes prochaines semaines par l'Etat, le conseil général de la Seine-et-Marne et l'un des deux Syndicats d'agglomération de la ville nouvelle (SAN) de Marne-la-Vallée, qui regroupent Serris et Chessy, deux des trois communes touchées - avec Montévrain - par ce projet gigantesque. Plus de 4,5 milliards de

francs (686 millions d'euros), dont plus de 700 millions d'argent public, vont être investis dans ce programme d'ici à 2015. Par ailleurs, le lancement d'un deuxième parc de loisirs thématique, axé sur le cinéma, devrait être officialisé à la mi-avril.

L'aménagement du Centre urbain du Val d'Europe sera une opération d'urbanisme d'un type très particulier, puisqu'elle se fera sous la responsabilité d'Euro Disney. La compagnie, maîtresse chez elle pour ses parcs à thème et ses hôtels, ne pourra, cette fois, décider seule ni des grandes orientations - en matière de logements, par exemple -, ni des équipements, ni du style architectural de cette ville. « Même si Euro Disney veut réaliser une opération en cohérence avec le parc de loisirs, elle est obligée d'imaginer une ville qui devra être gérée par les élus des communes ou leurs représentants », explique Michel Drech, président des établissements publics qui seront les maîtres d'œuvre délégués des collectivités locales, et de Disney,



pour réaliser les infrastructures. Cette complexité justifie le luxe de précautions qui préside à l'élaboration du projet. Euro Disney veut éviter d'être accusée, à nouveau, de « colonialisme culturel ».

« Nous n'allons surtout pas chercher à faire une ville à la Disney, s'empresse de dire Dominique Coquet, directeur général adjoint, chargé du développement. Nous voulons au contraire rester dans le style de la région. » L'architecture du Centre urbain du Val d'Europe sera finalement à mi-chemin entre la tradition haussmannienne et le modernisme de Marne-la-Vallée. Disney a voulu, au moins pour les façades, une pierre de taille, aussi différente que possible du stuc du Royaume enchanté que du béton des grands ensembles de Marne-la-Vallée. Et les commerces, les bureaux, la médiathèque, le conservatoire de

danse et de musique tenteront de donner une âme à une ville surgie de nulle part.

Euro Disney doit assurer la cohérence entre les projets des clients (promoteurs ou industriels) pour les programmes du Centre urbain et les souhaits de l'aménageur public. Il aura fallu, jusqu'au dernier moment, une longue concertation. Seuls les emplacements des grandes infrastructures sont prévus de longue date. La gare RER de Montévrain-Serris sera réalisée en 2000, comme l'achèvement de l'avenue de l'Europe et le boulevard du boulevard circulaire autour du « périmètre » Disney. Enfin, un nouvel échangeur routier en 2003 le site à l'antenne A.A. « Disney voulait des avenues de 50 mètres de large, nous avons dû leur expliquer que leur entretien risquait de coûter trop cher, raconte Olivier Bourgeon, le maire (RPR) de Chessy. Mais ils cherchent ainsi, souvent, à utiliser à leur profit le produit fiscal qu'ils génèrent. »

« RESTER MAÎTRE CHEZ SOI »

La discussion reste difficile sur l'emplacement des autres équipements publics : annexes de mairie, postes, écoles, terrains de sport... En souhaitant commercialiser au meilleur prix les 40 hectares du secteur de la gare RER, Disney s'est heurté aux communes, d'autant que chacune réclame ses propres équipements : il y aura ainsi deux demi-groupes scolaires au lieu d'un seul établissement. Et le tracé de la place principale pose encore problème.

Conçu pour une zone de chalandise de 400 000 personnes, le centre commercial régional de

90 000 m² est en construction, de part et d'autre des voies du RER. L'idée est d'assurer un lien entre la gare et les quartiers résidentiels, ainsi qu'entre les communes de Serris et de Chessy. Son architecture, inspirée des halles de Baltard, a été choisie par Disney, qui a trouvé les promoteurs pour les grandes surfaces, les boutiques et les pavillons de la mode, consacrés aux bonnes affaires des grandes marques du luxe.

Marchandage fiscal

La négociation pour la réalisation de la deuxième phase du programme Disney s'est accompagnée d'un marchandage fiscal : Euro Disney a demandé des réductions de ses bases d'imposition, acceptées en partie par Bercy. La première phase d'aménagement d'Euro Disney a permis de créer 10 000 emplois directs et environ 30 000 indirects. Le montant total de la TVA sur les activités et les retombées économiques s'est élevé à près de 1 milliard de francs en 1995. Les taxes foncière, professionnelle et de séjour ont atteint 173 millions la même année. En 1998, Euro Disney a réalisé un chiffre d'affaires de 5,39 milliards de francs et un bénéfice de 290 millions. La production annuelle, au sens le plus large, a été estimée à 18,5 milliards de francs en 1995, dont 9 milliards pour la production indirecte, liée aux dépenses des visiteurs hors du site. Les visiteurs internationaux du parc apportent près de 20 % du total des devises générées par les touristes étrangers en Île-de-France.

L'implantation du parc d'activités de 33 hectares a été plus difficile. Au bord de l'A 4, à proximité du RER et surtout d'une gare desservie chaque jour par 32 TGV, il devra attirer des entreprises à haute valeur ajoutée. Mais les communes intéressées n'appartiennent pas toutes au SAN, seul en mesure de partager équitablement les ressources fiscales. « Je suis prêt à accueillir 1 700 logements et 720 chambres d'hôtel, en urbanisant 100 hectares de ma commune, presque la moitié de toute l'opération du Val d'Europe. Mais à une seule condition : il faudra créer un emploi pour un actif, souligne Renaud Vié Le Sage, le maire (PS) de Montévrain. C'est pour cela que je n'ai pas voulu rentrer dans le SAN. Je veux rester maître chez moi, et avoir les moyens de construire les équipements pour accueillir de 7 000 à 9 000 habitants en plus des 3 000 actuels. »

Tous les partenaires de cette opération hors du commun ont intérêt à sa complète réussite. Disney d'abord, qui doit trouver des promoteurs pour ces programmes, sous peine d'avoir à recréer ses droits à construire à l'Etat, après en avoir porté les frais financiers. Les collectivités locales ensuite, qui attendent avec impatience une nouvelle manne financière pour pouvoir se doter d'équipements adaptés à leur explosion démographique. L'Etat, enfin, qui voit dans la réussite du Val d'Europe le moyen de développer ce secteur de la ville nouvelle, en atteignant le seuil nécessaire pour déclencher un véritable rééquilibrage à l'est de la région parisienne.

Christophe de Chenay

2 000 hectares à aménager en trente ans

● 18 décembre 1985 : Michael Eisner, président de Walt Disney, et Laurent Fabius, premier ministre, signent une lettre d'intention sur l'implantation d'un parc de loisirs en France.

● 24 mars 1987 : signature de la convention entre Michael Eisner et Jacques Chirac, premier ministre. Les 2 000 hectares du périmètre réservé par l'Etat doivent être aménagés en trente ans. Financement par l'Etat et les collectivités locales d'une gare de TGV et de RER, après

prolongement de la ligne A vers Marne-la-Vallée. Aide des pouvoirs publics estimée à 2,7 milliards de francs, prêt bonifié de la Caisse des dépôts de 4 milliards. Réduction à 7 % de la TVA pour tous les parcs de loisirs. ● 12 avril 1992 : ouverture du parc de loisirs. 5,2 milliards de francs de pertes pour la première année d'exploitation. Les 61 banques qui avaient prêté plus de 20 milliards abandonnent 1,6 milliard de francs et acceptent un différé de remboursement sur trois ans.

UNE JOURNÉE À STRASBOURG

Le Monde LA POSTE

Vendredi 23 avril 1999

LE MONDE ET LA POSTE vous invitent à

Rencontrer

Acteurs des métiers de la communication et responsables de la rédaction du Monde

Découvrir

Le Monde, La Poste, le multimédia et l'espace philatélie

Débatte

« Vivre à Strasbourg »

à 18 heures

un grand débat dont vous êtes les acteurs : les questions des Strasbourgeois sur l'avenir de la cité aux responsables politiques, économiques, culturels...

au PALAIS DES FÊTES à partir de 14 heures 5, rue Sellenick, Strasbourg

Entrée libre et gratuite

Posez vos questions sur l'avenir de Strasbourg

Question : _____

A retourner par courrier à : LE MONDE, Marcel SCOTTO
Parlement européen - Centre de presse
12, avenue du Président-Robert-Schuman
67000 Strasbourg

Les présidents de conseils généraux à la recherche d'un nouveau souffle

LES COUPS sont d'abord venus de la droite. En juillet 1998, Dominique Perben, ancien ministre RPR de la fonction publique et de la décentralisation, déclarait aux Echos : « L'effacement progressif des départements est nécessaire et inévitable. » En 1998 encore, Edouard Balladur s'était prononcé pour leur disparition. Quant à Alain Juppé, il les a enterrés dans le quotidien Sud-Ouest à la veille de 1999, en les jugeant dépassés. Deux anciens chefs de gouvernement et un ancien ministre gaullistes qui, en l'espace de quelques mois, s'en prennent au département : pour l'Assemblée des présidents de conseils généraux (APCG), « armée de molles-soldats départementalistes », selon la définition d'un élu, il y avait là une agression caractérisée, qu'il ne fallait surtout pas prendre à la légère.

Puis les salves sont venues de la gauche. Le projet de loi portant réforme de l'aménagement et du développement durable du territoire, présenté par Dominique Voynet, ne comportait « dans sa version initiale pas une fois le mot département », se souvient Jean Puech, président de l'APCG, par ailleurs président (DL) du conseil général de l'Aveyron. Le « pays », conçu comme un nouvel outil d'aménagement du territoire dans la loi présentée en janvier à l'Assemblée, a vite été perçu comme un instrument de l'affaiblissement de l'échelon départemental. Il a fallu beaucoup de force de persuasion à quelques sénateurs RPR et UDF pour convaincre le président de l'APCG, également sénateur (RI), de ne pas livrer une bataille frontale - et perdue d'avance.

« LAISSEZ-NOUS RESPIRER »
Le projet de loi de Jean-Pierre Chevènement sur l'intercommunalité, en discussion cette semaine au Sénat, a tout autant alerté l'APCG, qui voit dans le renforcement de la coopération intercommunale une menace potentielle sur les compétences actuelles des cantons. Les départements sont « agressés », résume M. Puech : « Nous sommes sous les tirs croisés d'un gouvernement qui, par ailleurs, recentralise sans le dire. » A ces menaces inter-

nes s'ajoutent celles de l'Europe, qui a sa préférence pour l'échelon régional... « Laissez-nous respirer ! », supplie M. Puech.

Asphyxiés, les départements ont choisi l'air du large. Du mercredi 7 au vendredi 9 avril, M. Puech réunira les assises de l'APCG à Deauville. C'est du fief d'Anne d'Ornano (DL), présidente du conseil général du Calvados, qu'il lancera sa riposte. Si les conseils généraux sont mal aimés, c'est parce qu'ils sont mal connus des Français, veut-il expliquer, en substance. Partant de ce diagnostic, le président a l'intention de proposer des réformes susceptibles de renforcer l'identité des conseils généraux.

Afin de lutter contre l'indifférence, facteur d'abandon, il devra proposer que les conseillers généraux, élus actuellement par moitié tous les trois ans, le soient désormais en une seule fois tous les six ans. Défendue par Pierre Joxe, alors ministre socialiste de l'intérieur, la réforme avait été votée en 1990, puis abrogée en 1994. Charles Pasqua avait fait rétablir l'actuel mode de scrutin. M. Puech entend aussi suggérer le redécoupage des circonscriptions cantonales. Le recensement en cours le permettra (Le Monde du 3 avril) : les écarts démographiques entre cantons, qui peuvent aller de un à dix, fragilisent la représentativité politique des conseils généraux.

L'APCG, par la voix de M. Puech, devrait également proposer que les

conseillers généraux deviennent conseillers « départementaux ». Le conseil général deviendrait ainsi conseil « départemental ». Sans attendre, l'APCG devrait décider à Deauville de se rebaptiser. A l'avenir, elle s'appellera Association des départements de France (ADF). M. Puech a encore l'intention de rouvrir le débat sur les compétences des départements. Il pourrait proposer que les conseils généraux s'impliquent davantage dans la politique de la ville.

« BOURDE MONUMENTALE »

La nouvelle stratégie de l'APCG ne convainc pas pour autant tous les présidents de conseil général. Pour la première fois depuis qu'il préside l'APCG, M. Puech doit faire face à une contestation ouverte de ses orientations. Dans une lettre adressée à son président, Pierre Méhaignerie, président UDF du conseil général d'Ille-et-Vilaine, reproche à l'APCG de laisser l'Etat reprendre en main des pans entiers de l'action sociale des départements. M. Méhaignerie reproche à M. Puech le vote en novembre 1998, par le conseil général de l'Aveyron, d'une résolution demandant que la prestation spécifique dépendance (PSD) gérée par le département devienne une prestation de Sécurité sociale ; en clair, repasse entre les mains de l'Etat. « Ce vote est une bourde monumentale », explique-t-on à l'APCG, où l'on assure que M. Puech a fait amende

honorale. Le président de l'APCG reste favorable au transfert à l'Etat, prévu par le projet de loi de Martine Aubry sur la couverture maladie universelle (CMU), de l'aide médicale gratuite. Le différend entre M. Méhaignerie et M. Puech - deux anciens ministres - recouvre un clivage ancien, mais qui s'accroît, entre départements urbains et départements ruraux. Ces derniers ont tendance à vouloir se délester de la gestion « lourde » de l'action sociale, y compris du volet insertion du RMI, qui est à leur charge.

« Si demain les départements ne servent plus qu'à s'occuper de la voirie et qu'à distribuer des aides aux communes, ils n'ont plus de raison d'être », affirme M. Méhaignerie, qui boycottera les assises de Deauville. Tout comme deux autres présidents de conseils généraux, Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire) et Franck Borotra (RPR, Yvelines). Autre absent, à gauche, cette fois : Jean-Pierre Balligand, député PS et nouveau président du conseil général de l'Aisne. « Il faut que les départements profitent de l'urgence des pays et des agglomérations pour innover. Au lieu de se cantonner dans une résistance conservatrice, je ne veux pas participer à la ringardisation des départements ! », lance le maire de Verrières. M. Balligand devait cosigner avec Michel Dinet, président PS du conseil général de Meurthe-et-Moselle, un texte adressé à M. Puech. La teneur du document, favorable aux pays et à l'intercommunalité, réjouira M. Voynet, M. Chevènement et Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, présents à Deauville.

Mais M. Puech pourra se consoler de ces notables défections en évoquant, devant les quelque 1 300 conseillers généraux annoncés à Deauville, sa rencontre avec Jacques Chirac, le 30 mars, à l'Élysée. « Je ne pourrai pas être des vôtres, mais je vous envoie ma femme ! », lui a glissé le président de la République. Conseillère générale de la Corrèze, Bernadette Chirac saura, elle, défendre la cause historique des départements.

Béatrice Jérôme

DATE: 10-08-2008

၇၅၀၁၄၄၄၄၄၄၄

1. *Prüfung der Aufgabenstellung:* Was ist die Aufgabe? (z.B. Text verstehen, Berechnung durchführen, Skizze zeichnen).
 2. *Planung:* Welche Schritte sind notwendig, um die Aufgabe zu lösen? (z.B. Skizze zeichnen, Formeln aufstellen, Berechnungen durchführen).
 3. *Durchführung:* Wie wird die Aufgabe gelöst? (z.B. Skizze zeichnen, Formeln aufstellen, Berechnungen durchführen).
 4. *Kontrolle:* Wie wird die Lösung überprüft? (z.B. Einsetzen der Werte, Nachrechnen).
 5. *Reflexion:* Was hat man gelernt? (z.B. Welche Schritte waren wichtig? Welche Fehler sind gemacht worden?).

... ..

1. 1990年12月15日，在“九七”香港回归前夕，香港各界人士纷纷发表文章，讨论香港回归后的前途。其中，有人提出“一国两制”是香港回归后的最佳方案。

● 2010年10月1日

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100
101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200
201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216
217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
250
251
252
253
254
255
256
257
258
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
290
291
292
293
294
295
296
297
298
299
300
301
302
303
304
305
306
307
308
309
310
311
312
313
314
315
316
317
318
319
320
321
322
323
324
325
326
327
328
329
330
331
332
333
334
335
336
337
338
339
340
341
342
343
344
345
346
347
348
349
350
351
352
353
354
355
356
357
358
359
360
361
362
363
364
365
366
367
368
369
370
371
372
373
374
375
376
377
378
379
380
381
382
383
384
385
386
387
388
389
390
391
392
393
394
395
396
397
398
399
400
401
402
403
404
405
406
407
408
409
410
411
412
413
414
415
416
417
418
419
420
421
422
423
424
425
426
427
428
429
430
431
432
433
434
435
436
437
438
439
440
441
442
443
444
445
446
447
448
449
450
451
452
453
454
455
456
457
458
459
460
461
462
463
464
465
466
467
468
469
470
471
472
473
474
475
476
477
478
479
480
481
482
483
484
485
486
487
488
489
490
491
492
493
494
495
496
497
498
499
500
501
502
503
504
505
506
507
508
509
510
511
512
513
514
515
516
517
518
519
520
521
522
523
524
525
526
527
528
529
530
531
532
533
534
535
536
537
538
539
540
541
542
543
544
545
546
547
548
549
550
551
552
553
554
555
556
557
558
559
560
561
562
563
564
565
566
567
568
569
570
571
572
573
574
575
576
577
578
579
580
581
582
583
584
585
586
587
588
589
590
591
592
593
594
595
596
597
598
599
600
601
602
603
604
605
606
607
608
609
610
611
612
613
614
615
616
617
618
619
620
621
622
623
624
625
626
627
628
629
630
631
632
633
634
635
636
637
638
639
640
641
642
643
644
645
646
647
648
649
650
651
652
653
654
655
656
657
658
659
660
661
662
663
664
665
666
667
668
669
670
671
672
673
674
675
676
677
678
679
680
681
682
683
684
685
686
687
688
689
690
691
692
693
694
695
696
697
698
699
700
701
702
703
704
705
706
707
708
709
710
711
712
713
714
715
716
717
718
719
720
721
722
723
724
725
726
727
728
729
730
731
732
733
734
735
736
737
738
739
740
741
742
743
744
745
746
747
748
749
750
751
752
753
754
755
756
757
758
759
760
761
762
763
764
765
766
767
768
769
770
771
772
773
774
775
776
777
778
779
780
781
782
783
784
785
786
787
788
789
790
791
792
793
794
795
796
797
798
799
800
801
802
803
804
805
806
807
808
809
810
811
812
813
814
815
816
817
818
819
820
821
822
823
824
825
826
827
828
829
830
831
832
833
834
835
836
837
838
839
840
84

144

— 2 —

•

•

1000 1000

$\frac{1}{2}$

100

10

[illegible]

100

100

2 Abba • Claudio Abbado • Ace Of Base • Bryan Adams • Cannonball Adderley • Isabelle Adjani • Afro Jazz • Akosh S • Aktivist • Alliance
 Graeme Allwright • Amadou & Mariam • Amina • Maurice André • Loïs Andrea • Ange • Antibiotic • Antidote • Marc Antoine • Aqua • Martha
 Argerich • Arielle • Louis Armstrong • Claudio Arrau • Artificial Joy Club • Vladimir Ashkenazy • Ashlee • Badi Assad • Hugues Aufray • Albert
 Ayler • Bob Azzam • Marcel Azoula • Yves B • B 52's • Burt Bacharach • Erykah Badu • Julien Baer • Chet Baker • Daniel Balavoine • Barbara •
 Gato Barbieri • Barclay James Harvest • Brigitte Bardot • Kenny Barron • John Barry • Cecilia Bartoli • Alain Bashung • Count Basie • Axel
 Bauer • Baz Baz • Marc Beacco • Beautiful South • Beaux Arts Trio • Sidney Bechet • Beck • Bee Gees • A. Benedetti Michelangeli • George
 Benson • Leonard Bernstein • Chuck Berry • Jane Birkin • Björk • Black Eyed Peas • Blackstreet • Art Blakey • Perry Blake • Blankass • Mary
 J Blige • Fred Blondin • Bloodhound Gang • Tristan Boccaro • Andrea Bocelli • Karl Böhm • Marie Boine • Claude Bolling • Bon Jovi • Tracy
 Bonham • Barbara Bonney • Mathieu Boogaerts • Catherine Bott • Pierre Boulez • Pierre Boussagnet • Boyz II Men • Boyzone • George
 Brassens • Michael Brecker • Goran Bregovic • Jacques Brel • Alfred Brendel • Eddy Bricekell • Jonathan Brooke • Big Bill Broonzy • Bobby
 Brown • Clarence G. Brown • Clifford Brown • Foxy Brown • James Brown • Gavin Bryars • Yuri Buenaventura • Chris De Burgh • Burning
 Spear • Bush • Cake • JJ Cale • John Cale • Terry Callier • Carmen Campagne • Vinicius Cantuaria • Cardigans • The Carpenters • Regin
 Carter • France Cartigny • Sergio Celibidache • Riccardo Chailly • The Chameleons • The Charlatans • Les Charts • Clifton Chenier • Don
 Cherry • Eagle Eye Cherry • The Christians • Christophe • Myung-whun Chung • Mino Cinelu • Jimmy Cliff • La Cliqua • Clock • Pierre
 Cochereau • Cocteau Twins • Lloyd Cole • Ornette Coleman • Collapsis • John Coltrane • La Compagnie Créole • The Commodores • Johnny
 Copeland • Chick Corea • Cornu • Sylvain Cossette • James Cotton • Bing Crosby • Counting Crows • Cowboy Junkies • The Cranberries •
 Cream • Régine Crespin • Sheryl Crow • The Crusaders • Laurent Cugny • The Cure • Dominique Dalcanc • Dalida • Damien • Miles Davis •
 2 Source • Dee Dee Bridgewater • Def Leppard • Definition of Sound • Delaivoix • Michel Delpech • Chaka Demus • Deus • Raymond Devos •
 Bo Diddley • Dig • Wasis Diop • Dire Straits • Diva Surprise • Dj Fou • Doctor L • Dolls Head • Plácido Domingo • Donya • Doriand • Driver • Dru
 Hill • Augustin Dumay • Charles Dutoit • D'abuz • E 17 • E-Type • Teddy Edwards • Eels • Eliastica • Electras • Arno Elias • Duke Ellington •
 Elysian Fields • Emilia • Era (Eric Levi) • Christian Escoudé • Essai • Melissa Etheridge • Gil Evans • Bill Evans • Lara Fabian • Fabulous Trobadors •
 Marianne Faithfull • Mylène Farmer • Fastball • Faudel • Fenua • Jean Ferrat • Leo Ferré • Nino Ferrer • Ysa Ferrer • Kathleen Ferrie • Aude
 Feuillat • Dietrich Fischer-Dieskau • Ella Fitzgerald • Renée Fleming • Robben Ford • Claude François • Kirk Franklin • Freakpower • Dj Fred
 & Arnold T • Free • Ferenc Fricsay • Wilhelm Furtwängler • Serge Gainsbourg • Galliano • Patrick Gallois • Jan Garbarek • John Eliot Gardiner •
 Errol Garner • Marvin Gaye • Gloria Gaynor • Gene • Valéry Gergiev • Stan Getz • Angela Gheorghiu • Roland Gift • Astrud Gilberto • Joao
 Gilberto • Dizzy Gillespie • Girls Vs Boys • Ivry Gitlis • Reinhard Goebel • Matthias Goerne • Chantal Goya • Stéphane Grappelli • Johnny Griffin •
 Guns 'N Roses • Buddy Guy • Arthur H • Charlie Haden • Sammy Hagar • David Hallyday • Johnny Hallyday • Lionel Hampton • Herbie Hancock •
 Hanson • Roy Hargrove • John Harle • Donald Harrison • Antonio Hart • PJ Harvey • Hasheem • Clara Haski • Havana Delirio • Coleman Hawkins •
 Graham Haynes • Sister Hazel • Heavy D • Helmet • Joe Henderson • Barbara Hendricks • Jimi Hendrix • Pierre Henry • John Hiatt • Hijack
 Johnny Hodges • Christopher Hogwood • Hole • Billie Holiday • David Holmes • Shirley Horn • James Horner • Vladimir Horowitz • Human Box •
 Bobby Hutcherson • Ideal J • Immature • Incognito • Inxs • Israel Vibration • The Jam • Ahmad Jamal • Etta James • James • Joe Jackson • Al
 Jarreau • Keith Jarrett • Screamin' Jay Hawkins • Jeff • Antonio Carlos Jobim • Elton John • J.J. Johnson • Elvin Jones • Grace Jones • Hank
 Jones • Quincy Jones • Louis Jordan • Ronny Jordan • Leila Josefowicz • Jovanotti • Patrick Juvet • K.Reem • K-Ci & JoJo • Mory Kante • Herbert
 von Karajan • Katherine • Wilhelm Kempff • Rodney Kendrick • Kent • Khaled • Angélique Kidjo • B.B. King • Albert King • Kiri te Kanawa •
 Roland Kirk • Kiss • Carlos Kleiber • Jack Knight • Gladys Knight • Mark Knopfler • Oliver Knussen • Zoltan Kocsis • Lee Konitz • Kool & The
 Gang • Magdalena Kozczna • Diana Krall • Gidon Kremer • Rafael Kubelik • Kuhn/Humair/Jenny-Clark • Fela Kuti • Femi Kuti • LL Cool J •
 Patti Labelle • Katia et Marielle Labèque • Sonia Lacen • Pascal Lafa • Alexandre Lagoya • Lady Laistee • Roby Lakatos • Lamb • Lando • Bobby
 Lapointe • Marc Laurens • Bernard Lavilliers • Maxime Le Forestier • John Lee Hooker • Ann Lee • Michel Legrand • Ute Lemper • J.B. Lenoir •
 James Levine • Lighthouse Family • Lilicub • Abbey Lincoln • Espen Lind • Little Rabbits • Live • LKJ • Ismaël Lo • Frédéric Lo • Lisa Loeb •
 Lost Boyz • Helmut Lotti • Joe Louis Walker • Louseau • Down Low • Paco De Lucia • Christa Ludwig • Lunatic Calm • Radu Lupu • Kami
 Lyle • Lynrd Skynyrd • Maïdi • Mischa Maisky • Russell Malone • The Mamas & The Papas • Manau • Mangu • Marilyn Manson • Bob Marley •
 Eva Marshall • Rosco Martinez • Matt • Maurane • Paul Mauriat • Curtis Mayfield • MBS • Christian Mc Bride • Paul Mc Creesh • Maria Mc Kee •
 John Mc Laughlin • Melky Sedek • Helen Merrill • Metallica • Pat Metheny • Method Man • Charles Mingus • Marc Minkowski • Eddy Mitchell •
 Yves Montand • Wes Montgomery • The Moods • Moody Blues • Moos • Nina Morato • Van Morrison • Nana Mouskouri • Gerry Mulligan •
 Viktoria Mullova • I Musici • Anne-Sophie Mutter • Mya • Billie Myers • Le mystère des Voix Bulgares • Naab • Navis • Matthew Neil • Nejma
 New Radicals • Niagara • Nina • Nirvana • No Doubt • Noa • Noir Désir • Jessye Norman • Claude Nougaro • Nourth • Ocean Colour Scene • L'œil
 Ollano • Orpheus Chamber Orchestra • Joan Osborne • Anne Sofie von Otter • Seiji Ozawa • Page & Plant • Florent Pagny • Suzanne Palmer • Paper
 Dolls • Vanessa Paradis • Le Park • Charlie Parker • Rashaan Patterson • Luciano Pavarotti • Nicholas Payton • Danilo Perez • Lee Scratch
 Perry • Paul Personne • Lucky Peterson • Oscar Peterson • Edith Piaf • Pierpoljak • Pills • Courtney Pine • Pitchshifter • Ivo Pogorelich •
 The Police • Maurizio Pollini • Portishead • Bud Powell • Jesse Powell • Presteej • André Prévin • Denez Prigent • Primus • Pulp • Push •
 Puya • Quatuor Amadeus • Quatuor Takacs • Sun Ra • Rakim • Karen Ramirez • Real Big Fish • Eric Reed • Reel Soul • Conner Reeves • Django
 Reinhardt • Calvin Richardson • Lionel Richie • Sviatoslav Richter • Rico • André Rieu • The Rimes • Rita • Max Roach • Pascal Rogé • Sonny
 Rollins • Aldo Romano • The Roots • Rosana • Diana Ross • Alex Rossi • Mstislav Rostropovich • Christophe Rousset • Denis Roussos • The
 Rubettes • Rudeluck • Ray Ruffin • Thomas Sabry • DJ Sakin • Luis Salinas • Pharoah Sanders • Carlos Santana • Christine Schäfer • Lalo
 Schiffrin • Andreas Scholl • John Scofield • Rhoda Scott • Patrick Sébastien • Semisonic • Brian Setzer Orchestra • Gil Shaham • She Moves
 William Sheller • Archie Shepp • Wayne Shorter • Mort Shuman • Horace Silver • Yves Simon • Nina Simone • Tommy Sims • Talvin Singh
 Siouxsie & The Banshees • Roni Size • Memphis Slim • Smash Mouth • Jeffery Smith • Elliot Smith • Jimmy Smith • Snoop Doggy Dog • Snot •
 Snowpory • Soledad • Sir Georg Solti • Soundgarden • Gérard Souzay • Space Monkeys • Spicy Box • Spoon Nation • Status Quo • Steely Dan •
 Steppenwolf • Cat Stevens • Aline Stoll • Stone Roses • Sting • Stradi Virus • The Style Council • Izzy Stradlin • Supertramp • Sublime •
 Sugarcubes • Donna Summer • Joan Sutherland • T-Rex • Rachid Taha • The Talis Scholars • Tanger • Gregory Tardy • Tarkan • Faouzi Tarkhani •
 Art Tatum • Koko Taylor • Tears For Fears • Renata Tebaldi • The Temptations • Tenor B • Bryn Terfel • Texas • Therapy? • Jean-Yves Thibaudet •
 Toots Thielemans • Tindersticks • Touloulou • Trade Union • Randy Travis • Treponem Pal • Trio Esperança • Tricky • Lennie Tristano • Rosalyn
 Tureck • Ike & Tina Turner • Steve Turre • Shania Twain • 22 Pistepirkko • McCoy Tyner • U2 • Unwritten Law • Les Valentins • Valmont • Tania
 Valmont • Sylvie Vartan • Sarah Vaughan • Suzanne Vega • Caetano Veloso • Velvet Underground • Vengaboys • Veruca Salt • Boris Vian •
 Vibe • Rufus Wainwright • Tom Waits • T. Bone Walker • The Wallflowers • Dinah Washington • Muddy Waters • Webb • Ben Webster • Paul
 Weller • Weezer • Bugge Wesseltoft • Randy Weston • Wet Wet Wet • Sonny Boy Williamson • White Zombie • Barry White • The Who •
 Sebastian Wild • Kim Wilde • Howlin' Wolf • Stevie Wonder • X Men • Yana • Yello • Narciso Yepes • Lester Young • Zamfir • Zazie • Zebda •
 Zhane • Krystian Zimmermann • Zucchero • Marco Zuddas...



tous les talents du monde

هكذا من الأصل

Ce proche de Georges Pompidou a régné pendant vingt ans sur la puissante CGE, avant d'entrer en résistance contre le programme commun de la gauche et de devenir l'éminence grise d'une nouvelle génération de grands patrons. Il est mort le 4 avril à 77 ans



B. GUERY / L'ESPION

A l'époque de la splendeur d'Ambroise Roux, il y avait hussier en tenue à chaque étage du siège de la Compagnie générale d'électricité. L'« ascenseur du président », où l'on entrait par une lourde porte de fer forgé, conduisait à l'interminable « couloir du président », au bout duquel se trouvait, donc, le bureau du président. Il y avait même une « salle de projection du président », où ce cinéophile convoitait, certains soirs, ses amis du monde des affaires et de la politique. En souvenir, peut-être, de cette année 1968 où il fut remarquablement absent de la négociation de Grenelle – les questions sociales ne le préoccupant guère – mais où il prit la défense de la Cinémathèque d'Henri Langlois.

Entre 1970 et 1982, il était l'un des plus puissants patrons de France, régnant, dans ce décor suranné, sur une galaxie de filiales dirigées par des hommes qu'on nommait des « barons ». Elles produisaient, entre autres, des turbines pour EDF, des locomotives pour la SNCF, et des centraux téléphoniques pour l'administration des PTT. C'était au cours de sa première vie, avant que l'arrivée de la gauche au pouvoir ne le fasse basculer vers les coulisses, devenir le « parrain » du capitalisme français et tirer les ficelles dans l'ombre, jusqu'à son décès, dimanche 4 avril (Le Monde du mardi 6 avril). Personnage déjà lauréat, cultivant quelques excentricités, dont une passion pour la parapsychologie, il devint alors vraiment celui que sa biographe, la journaliste Anne de Caumont, a surnommé « le prince des affaires ».

Cette éminence grise du régime pompidolien recevait ses visiteurs avec une grande courtoisie accompagnée d'une distance parfaitement calculée. Il laissait ses yeux bleus délavés vagabonder en direction des volutes de fumée de son gros cigare, puis refermait ses paupières dans une attitude quasi reptilienne, laissant croire à un assoupissement passager. Pendant ce temps, un collaborateur ténébreux, assis à bonne distance du bureau présidentiel, attendait le retour du regard bleu. Se ferait-il charmeur ou parfaitement glauque ?

Le président Roux, comme on le nommait avec déférence, aimait alors expliquer docilement à ce que devait être l'entreprise moderne. Elle devait, bien sûr, « aspirer à la dimension mondiale ». Quant à ses dirigeants, ils devaient

Ambroise Roux, grand patron « à la française »

s'intéresser « au profit », comme les Américains, et se démarquer de la déplorable tradition française du « patronat de droit divin ».

Pourtant, nul ne fut plus monarque d'entreprise que ce capitaliste sans capitaux, qui se targuait de n'avoir jamais investi un centime de son argent dans les affaires qu'il dirigeait, tout en touchant sans état d'âme le premier salaire de France. Malgré ses discours, on se souviendra de lui comme le prototype du patron « à la française » : familier du pouvoir politique et construisant des stratégies en parfaite connivence avec ses réseaux. Lui-même en convenait. « Il n'y a guère que vingt ou trente hommes en France qui font l'essentiel des décisions, confiait-il à Anne de Caumont. C'est cela, l'establishment. Lequel se définit aussi, selon lui, « par la capacité de ses membres à se précipiter au chevet d'une entreprise malade et à la sauver, et ce en préservant au mieux les intérêts de la collectivité ».

CES principes, il les a mis en pratique en venant secourir Marc Viénot, le patron de la Société générale, lors du raid lancé en 1989 contre la banque par les amis de Pierre Bérégovoy, ou en volant à la rescousse de la Compagnie générale des eaux, menacée d'OPA par Saint-Gobain. Et cela d'autant plus facilement qu'il fut, à l'heure où triomphait l'industrialisme des années Pompidou, le plus pur produit de la technocratie aujourd'hui aux commandes des grandes entreprises françaises. Polytechnicien, Ambroise Roux avait frayé dans les cabinets ministériels avant d'entrer en entreprise. Conseiller, puis directeur de cabinet de Jean-Marie Louvel, ministre MRP de l'Industrie et du Commerce entre 1951 et 1954, il s'y était constitué un formidable carnet dont il saura user à la CGE, où il entre comme directeur général adjoint en 1955.

Né en 1921, fils unique d'une famille bourgeoise – sa mère était liée aux Poulenc, dont les laboratoires pharmaceutiques firent al-

liance avec les usines du Rhône –, Ambroise Roux prétendait avoir été, un temps, tenté par le journalisme. Un milieu auquel il avait eu accès, très jeune, par l'intermédiaire de son père, administrateur des journaux du groupe Prouvost.

Mais la presse restera pour lui un vague rêve de jeunesse. En fils respectueux, après son bac passé en 1938 au collège Stanislas, Ambroise se présente à l'Ecole normale supérieure et à l'Ecole polytechnique, est admis aux deux, et opte pour l'« X ». En 1940, année de sa promotion, l'école se replie à Lyon. Si les circonstances sont plutôt noires, il y fait la connaissance d'un de ses futurs compères en affaires : Guy Dejouany, futur patron de la Compagnie générale des eaux.

A vingt-trois ans, le jeune Ambroise – « Bob » pour les intimes – a en poche les diplômes des Ponts et Chaussées et de Supélec. Sa voie est tracée. Un premier poste dans l'administration – celle de l'électricité – lui donne le temps d'épouser Françoise Marion, une jeune fille de bonne famille qui habite son immeuble et lui donnera deux enfants. C'est là, dans l'administration, que Jean-Marie Louvel, lui-même X-Ponts, vient le chercher pour le faire entrer dans son cabinet.

L'arrivée de Pierre Mendès France au pouvoir le contraindt, en 1955, à chercher un point de chute dans l'industrie. Les « X » accaparaient les postes à responsabilité dans les entreprises stratégiques, l'affaire est vite conclue. Enlle Martier, le président de la CGE, lui tend une main secourable. Ambroise Roux, devenu directeur général de la CGE, fera preuve du même esprit de corps avec son ancien mentor, Jean-Marie Louvel, en appelant à la présidence du groupe en 1965. Ambroise Roux lui succédera à sa mort, en 1970.

Dans l'entre-temps, Ambroise Roux fait son entrée au CNPE, en 1961, grâce au parrainage d'un X-Mines, Henri Lafont, banquier et membre de nombreux conseils d'administrations. Vite reconnu

par ses pairs, il s'offre le luxe de refuser d'être candidat à la succession du « patron des patrons », Georges Villiers. Il sera, plus tard, vice-président. Mais c'est à la tête de la Commission économique générale, boîte à outils du patronat, qu'il fait merveille en planchant sur l'intéressement, la participation, ou la mensualisation.

Ambroise Roux, dans le cadre de ces activités patronales, fait la connaissance de Georges Pompidou, alors premier ministre, et de ses proches collaborateurs, comme Bernard Esambert, aujourd'hui membre éminent des groupes Bolloré et Lagardère. Ou encore Edouard Balladur, auquel il confiera, lors de sa traversée du désert, des directions de filiales dont celle, demeurée célèbre, de GSI, pourvoyeuse de confortables stock-options (actions offertes aux dirigeants).

Nul ne fut plus monarque d'entreprise que ce capitaliste sans capitaux

Comme Georges Pompidou, Ambroise Roux revendiquait des racines suveraines, par le truchement d'un « ancêtre laboureur de Flammeur » ! « Donnez-moi des nouvelles du pays », lui lance rituellement le premier ministre lorsqu'il lui rend visite à Matignon. Plus tard, le patron de la CGE évoquera une « relation filiale », voire « l'amitié et la complicité de deux paysans ». Le PDG a tout d'un « ministre bis de l'Industrie ».

C'est l'époque des Meccano industriels bannis du pouvoir, et Ambroise Roux plaide pour sa chapelle. Il signe, en 1969, le « Yalta de l'électronique » avec son éternel rival, Thomson : à la CGE, les turbines et les trains d'Alsthom et la haute main sur les équipes

ment téléphoniques ; à Thomson la futeuse industrie de l'armement. Mais Ambroise Roux perd, en 1975, la bataille du nucléaire en faveur de Creusot-Loire, puis celle de l'informatique : entrée au capital de CIT-Honeywell-Bull, la CGE est prise de céder la place à Saint-Gobain, qui n'y fera pas long feu. Le giscardisme conviendrait-il moins bien à Ambroise Roux que le pompidolisme ? Son malentendu soutient à Jacques Chaban-Delmas, à la présidentielle de 1974, n'y serait pas étranger.

« Quand je suis arrivé à la CGE, il y avait 18 000 personnes, quand j'en suis parti, il y en avait 180 000. Nous avons construit dans l'intervalle trois usines tous les deux ans, et investi en rachetant toute une série d'entreprises (...). » Quand il quitte la CGE, au lendemain de la publication de la loi sur « l'extension du secteur public », dans le Journal officiel du 13 février 1982, c'est en devançant l'appel. François Mitterrand, qu'il connaît depuis 1977 grâce à des amis communs, lui avait pourtant fait savoir qu'il espérait le voir rester. Et cela par l'intermédiaire de son frère, Robert, que la CGE avait recruté en 1975 – à toutes fins utiles.

Ambroise Roux n'écoute pas les sirènes. Le 15 décembre 1982, il réunit à l'Hotel Crillon ses amis de l'Association des grandes entreprises françaises faisant appel à l'épargne (Agref), un « mouvement » patronal dont il est président. Une douzaine de PDG au total, dont le fidèle Guy Dejouany, Marc Fournier (Navigation mixte), Gilberte Beaux (Générale occidentale), Alain Chevalier (Moët-Hennessy), Jérôme Monod (Lyonnaise des eaux), Paul Dubrule et Gérard Pellissier (Accord), François Dalle (L'Oréal)...

« Le capitalisme est gravement menacé, je souhaite me porter à son secours pendant cette période tragique, et le défendre. Etes-vous d'accord pour constituer une nouvelle association ? », leur lance le patron déchu. Sous le nom d'Association française des entreprises privées (AFEP), celle-ci devra faire

de la pédagogie sur les entreprises auprès du gouvernement. Un lobby très sélect, façon « Jockey club », selon le terme d'Ambroise Roux, qui ira en personne exposer à François Mitterrand les raisons de son entrée en « résistance » contre le programme commun de la gauche.

UNNE partie des « mises-sages », grâce à ses visites régulières à François Mitterrand, Pierre Bérégovoy ou Robert Badinter, finissent par passer : le carry-back, méthode qui consiste à faire bénéficier les entreprises déficitaires d'un crédit d'impôt, la baisse du taux de taxation sur les plus-values financières, la réforme des marchés financiers, la perpétuation de l'autocontrôle, permettant de rester « entre soi », sont du miel pour les grands patrons. Lesquels, un à un, rejoignent le club. Ils sont aujourd'hui près de soixante-dix, dont Claude Bébér (Axa), David de Rothschild, Bernard Arnault (LVMH), Paul-Louis Halley (Promodès) et Vincent Bolloré.

L'arrivée de la gauche devait sonner l'heure d'une retraite anticipée. Elle lui a redonné du poil de la bête. Et la cohabitation l'a complètement remis sur orbite. A l'unisson d'Edouard Balladur, Ambroise Roux apporte sa touche personnelle à la constitution des « noyaux durs » censés préserver les entreprises privatisées des appétits insatiables. Naguère chef d'entreprise, le voilà devenu l'éminence grise de patrons « pesant » des centaines de milliards de francs. Il collectionne les postes d'administrateur : Alcatel, Barclays Bank, Groupe Rivaud, Banque du Louvre, Générale des eaux, Paribas, Schneider, et Pinaut-Printemps-Redoute, dont il présidait le conseil de surveillance depuis 1992, en remerciement de nombreux services rendus, dont deux décisifs : avoir fait entrer François Pinaut à l'AFEP en 1983, à une époque où personne ne parlait sur sa montée en puissance, et l'avoir aidé à conquérir la Fnac.

« Ambroise n'est jamais las de conseiller », disait de lui un grand banquier. S'il a été de bon conseil pour ses poulains, ses recommandations politiques ont été nettement moins heureuses. Celui qui se disait monarchiste par coquetterie, mais trahissait avec les gaullistes, prônait, il y a six mois, la conclusion d'accords entre la droite et le Front national. Peu à peu, la relève s'était organisée. Didier Pincus – Valenciennes, tout juste délogé de la présidence de Schneider, a pris les commandes de l'AFEP en novembre 1998.

Anne-Marie Rocco



nd
ise » U

Le Monde

HORIZONS-ANALYSES

LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII

LE MONDE / MERCREDI 7 AVRIL 1999 / 19

« Fuir là-bas, fuir ! » par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

TANGER, Avril.
Anniversaire d'Izieu. C'est le 6 avril 1944 que les nazis ont rafé les quarante-quatre enfants juifs cachés dans l'Ain pour les conduire vers les fours d'Auschwitz. A deux mois du débarquement allié en Normandie, menacé sur tous les fronts, Hitler n'a pas de but de guerre plus impérieux, y compris l'acheminement de ses propres renforts, que d'exterminer une population pour « crime d'être né ».

Aucune purification ethnique n'égale celle-là, spécifique. Mais le devoir de ne pas oublier incite celui de refuser ce qui y ressemble. Les petits Kosovars patageant dans la boue à la frontière albanaise rappellent toutes les innocences suppliciées. Souvenons-nous de la honte attachée aux pays qui fermaient leurs frontières à des « déplacés » de la dernière guerre. Cette tâche ne va-t-elle pas marquer la France de 1999, même si son rejet des réfugiés tient au refus de servir indirectement le dessein serbe ? N'avait-on pas déjà pris le risque de le favoriser, ce dessein, avec les frappes aériennes ? Ne pouvait-on prévoir ces conséquences en chaîne ? Ou bien se vante-t-il, une fois de plus, que la stratégie est une chose trop sérieuse pour être confiée aux militaires ?

Nous n'oublions pas les raisons données aux

raids de l'OTAN : pas question, pour les Européens, de tolérer les manquements de Belgrade aux droits de l'homme « sur notre sol ». L'expression « notre sol » a été utilisée à plusieurs reprises par la France, « d'une seule voix ». On notera l'implacable absence de réciprocité du possessif, à dater du 3 avril : si nous sommes « chez nous » à Pristina et dans son ciel, les Pristiniens, eux, n'ont aucun droit à fouler notre terre, fût-ce sous la tente. Voilà qui a le mérite de la clarté, mais qui va révéler dans le passé le temps où les French Doctors et le drapeau tricolore étaient acclamés sur les routes d'exode du monde entier.

La fin de l'hospitalité française ne se remarque pas seulement sur notre flanc Est. Au Sud aussi sonne le glas de la générosité européenne. Il n'y a pas plus de rapport entre les Balkans et Schengen qu'entre Izieu et le Kosovo, mais la chasse aux clandestins atteste à tout le moins que, si l'extrémisme de droite plane dans les sondages et les urnes, il prospère dans les esprits et les comportements officiels. Par centaines, les Africains retenus à Ceuta ou les Maghrébins *ahragas* (« en errance », « en partance ») du port de Tanger éprouvent dans leur chair ce qu'il en coûte de rêver d'une feuille de paie en Europe. Arrachés

aux essieux des camions, aux barcasses hasardeuses des passeurs, ils plâtrèrent devant la porte du festin, dont ils se disputent les épluchures.

Par crainte d'être réexpédiés vers leur patrie – qui n'en est pas une, car qu'est-ce qu'un pays qui ne vous nourrit plus ? –, ils ont avalé leur passeport, croyant accéder ainsi au statut sûr, enviable, sacré dit-on, d'ETRES HUMAINS. Dernier leurre du siècle ! Des dizaines, des centaines de ces êtres humains auront péri noyés dans le détroit de Gibraltar en regardant scintiller les enseignes de nos grandes surfaces.

« Fuir là-bas, fuir ! » L'appel à survivre, ailleurs, retentit un peu partout, pour cause de dictature, de persécution, de famine. La route belle mondialisation, l'incontournable modernité, ne profite qu'aux spéculateurs, dont les placements, contrairement aux bébés, ignorent les visas. Comment ne pas établir de rapprochement, sinon de causalité ? Plus l'argent voyage vite et sans douane, plus la misère hante les esprits et les comportements officiels, passe et repasse les vieilles frontières villageoises, ultimes prétextes à l'égoïsme, à la haine.

La République orne ses frontons du beau mot de Fraternité. Le mérite-t-elle encore ?

Le raid de la BNP fait une première victime : l'Etat

C'EST PEU DIRE que le « raid » lancé par la BNP sur la Société générale et Paribas a des enjeux considérables pour l'économie française. Même si l'issue de cette gigantesque bataille, sans précédent dans l'histoire du capitalisme français, est encore incertaine – les deux « agresseurs » devaient une nouvelle fois réunir leur conseil d'administration, mardi 6 avril, pour confirmer leur refus de l'offre de l'« agresseur » –, elle façonnera durablement le paysage bancaire européen pour les années à venir.

Au-delà, c'est aussi une toute autre partie qui se joue. Dans la confrontation ancienne entre l'Etat et l'économie marchande, l'affaire risque de constituer un point de bascule ou si l'on préfère un changement dans les rapports de force anciens. Avec pour grand vainqueur les marchés, qui vont départager les protagonistes, et pour grand perdant la puissance publique qui, pour la première fois, n'a pas eu son mot à dire dans une question pourtant décisive.

Pour la gauche qui, même si elle s'est aujourd'hui convertie aux privatisations, affiche toujours son ambition de voir jouer un rôle de régulation à l'Etat, le constat est évidemment ravageur. A Matignon comme à Bercy, on s'insurge donc contre cette présentation des choses. On fait ainsi valoir que le gouvernement n'avait, certes, pas le pouvoir d'intervenir directement dans le dossier, mais qu'il n'est pas resté inerte.

Il aurait beaucoup pesé, dans les coulisses, pour faire connaître ses exigences. En résumé, il aurait ainsi

fait savoir son attachement à la constitution d'un grand pôle bancaire français, capable de jouer les premiers rôles dans la compétition mondiale ; mais il aurait, aussi, mis en garde sur les éventuelles conséquences sociales pouvant découler de la juxtaposition des deux réseaux de la BNP et de la Société générale ou, encore, affirmé son hostilité à l'intrusion d'un investisseur étranger dans la mêlée boursière. Autant de conditions, pourrait-on croire, qui ont été, au moins en partie, entendues. Dans *Le Figaro*, le patron de la BNP rappelait ainsi, le 2 avril, qu'il avait pris des engagements très fermes en matière d'emploi, puisqu'il les a même fait figurer dans la notice de la Commission des opérations de Bourse, « ce qui est, à ma connaissance, une première ».

Pour le gouvernement, les apparences sont donc sauves. Il peut arguer que, à la différence des Etats-Unis, la « *shareholder value* » (la recherche de la valeur pour l'actionnaire) n'est pas, ici, la seule logique qui guide l'opération. Si la France, longtemps rétive aux grandes OPA, en devient une terre d'accueil, la question sociale n'est pas, pour autant, balayée. De surcroît, le gouvernement peut aussi souligner que si, en certains dossiers, il ne monte pas en première ligne, car il n'en a pas le pouvoir, il s'efforce, à chaque fois qu'il en a la possibilité, de contenir les avancées débridées du marché, par exemple, dans la banque, en renforçant autant que possible le secteur mutualiste.

Tous ces arguments masquent,

pourtant, le constat qui, pour les socialistes, est le principal : les marchés financiers ont acquis, au fil des derniers mois, en France, un pouvoir croissant, au point de disputer à l'Etat le pouvoir d'arbitrage qui était jusqu'à présent le sien. Et en parallèle, la doctrine ancienne de la gauche en sort totalement ébranlée.

« Déboulément » des participations croisées, éclatement des « noyaux durs » des groupes privés, montée en puissance des investisseurs étrangers dans le capital des firmes hexagonales : le capitalisme français ne présente, en effet, plus du tout le même visage que celui que l'on connaissait voici encore trois ou quatre ans. Et Lionel Jospin, qui s'était dit opposé, lors des législatives de 1997, à l'ouverture du capital de France Télécom, a dû en tenir compte, conduisant désormais une politique active de privatisation.

Or ce n'est pas ce qui s'est passé.

Le Comité des établissements de crédit s'est prestement réuni, le 29 mars, et a donné son agrément. Du même coup, les pouvoirs publics ne disposent plus d'aucun moyen de pression. Comme le dit M. Pébereau, son offre « est désormais soumise au jugement du marché ». Au marché et seulement à lui ? L'affaire n'est évidemment pas aussi simple, car de nombreux autres paramètres sont aussi sur le dossier.

Des paramètres politiques, par exemple : on peut supposer que, si le gouvernement s'est montré d'une extrême prudence, c'est aussi parce qu'il ne souhaite guère affronter de face le très puissant patron d'AXA-LBP, Claude Bébéar, allié pour la circonstance à M. Pébereau. Des paramètres psychologiques ensuite : même si, de l'avis d'un très bon connaisseur du dossier, certains des protagonistes de cette bataille ont récemment « accepté de bouger », entendant les recommandations discrètes des pouvoirs publics, d'autres s'y refusent toujours, et dit-on en haut lieu, pour une seule raison, qui tient à « leurs egos absolument démesurés ».

Il reste pourtant que pour la première fois, pour une affaire de cette importance – et elle est considérable –, le ministre des finances n'a pas eu son mot à dire. Même si le ministre des finances dispose d'une autorité dans le milieu des affaires dont ne jouissaient pas nombre de ses prédécesseurs, il en est réduit à un discret jeu d'influence. Désormais le marché commande, même si cela n'interdit pas la diplomatie secrète.

C'est en cela que l'affaire BNP a valeur de test pour l'avenir. Car, après avoir renoncé à user des pouvoirs de régulation que la loi lui offre pour garantir le « bon fonctionnement du système bancaire », via le Comité des établissements de crédit, quel argument de droit le gouvernement pourrait-il faire valoir pour s'opposer, le cas échéant, à l'intrusion d'un investisseur étranger dans un jeu qui pour l'instant n'est que franco-français, mais qui, par la force des choses, ne le restera pas longtemps ?

REVERS MAJEUR

On peut poser la question différemment : à quoi sert encore le ministère des finances ? Quels que soient l'habileté et l'entregent de celui qui le dirige, cette grande mêlée apporte une réponse qui ne fait guère de doute : plus à rien. Ou à tout le moins, plus à grand-chose. Et pour la gauche, il s'agit d'un revers majeur.

En guise de répartie, on aime, en haut lieu, user d'une métaphore sportive. En quelque sorte, l'Etat, dans ses nouvelles relations avec le marché, devrait maintenant se conduire tel un judoka, qui, plutôt que de s'opposer à la force brutale de son adversaire, prendrait appui sur elle pour en jouer à son avantage. Métaphore périlleuse : avec cette bataille boursière qui commence, on sent, pour la première fois, que les marchés ont pris soudainement du muscle et que l'Etat est maintenant si peu assuré de lui-même qu'il n'ose pas même approcher le tatami pour jouer les arbitres.

Laurent Mauduit

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 8
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Réfugiés : le non-dit français

QUE l'on ait sous-estimé la monstruosité de Slobodan Milosevic ou surestimé la capacité de l'OTAN à le ramener à la raison, le résultat est le même : plus de 350 000 réfugiés. Et le flot s'accroît chaque jour davantage. Et, avec lui, autant de détresse, de malheurs, de destins individuels et familiaux brisés, quand ce n'est pas la mort qui, déjà, serait venue frapper une centaine de ces Kosovars forcés par les troupes serbes à l'exil en Albanie, en Macédoine ou au Monténégro. Au treizième jour de la campagne de bombardements de l'OTAN sur la République fédérale de Yougoslavie, mardi 6 avril, il y a au moins un résultat que personne ne conteste : l'incapacité avérée, pathétique, de ces raids à empêcher le « nettoyage ethnique » du Kosovo ordonné par M. Milosevic.

D'où l'afflux des réfugiés et le « problème » qu'ils posent aux alliés. Le porte-parole de l'OTAN a annoncé que certains pays membres de l'Alliance allaient accueillir quelque 100 000 Kosovars, au moins à titre provisoire. La France n'est pas d'accord. Elle a manifesté son extrême réticence à accueillir des réfugiés. Elle a fait valoir de bonnes et solides raisons pour défendre son point de vue. Accepter une forte immigration kosovare serait, ni plus ni plus, entériner l'épuration ethnique ». Ce serait faire le jeu du président Milosevic. Ce serait accepter une manière de complaisance indirecte dans ce qui constitue sans doute un crime de guerre.

Le premier ministre a parlé net : « L'objectif, c'est que ces hommes et

ces femmes retournent chez eux. Nous n'acceptons pas le fait accompli des déportations perpétrées par les Serbes », a dit Lionel Jospin. Certains l'accusent d'avoir en tête un objectif bien différent et beaucoup moins noble : éviter, en fermant la porte aux réfugiés, de relancer en France le débat sur l'immigration. De fait, la position du gouvernement français serait plus claire, et insoupçonnable d'arrière-pensée, si M. Jospin était allé au bout de sa logique. Car s'il s'agit vraiment de ramener les réfugiés – au moins un certain nombre d'entre eux – au Kosovo, autant dire, haut et fort, ce que cela suppose : une forme ou une autre d'intervention terrestre. Même un retour négocié imposera une protection au sol des Kosovars qui auront bien voulu prendre le risque de retourner sur des lieux d'où ils furent chassés par la terreur.

L'alternative, dangereuse, c'est l'installation pour longtemps des réfugiés dans des camps aux frontières du Kosovo. L'implantation en ces lieux de cellules de la branche armée du mouvement kosovar, bref, le risque d'une déstabilisation des pays d'accueil, déjà fragiles, et la prolongation du conflit. Au rythme actuel des expulsions, que n'enrayer pas les frappes, l'OTAN estime que le Kosovo sera vidé de sa population d'origine albanaise d'ici dix à vingt jours. La question des réfugiés se posera de manière plus dramatique encore. Peut-être serait-il temps de dire la vérité : la défense du droit au retour des réfugiés est un slogan vide de sens si l'on continue à catégoriquement exclure l'envoi de troupes au sol.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE.
Président du conseil de surveillance : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Addey, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Rémy Pénard
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Fournier, Pierre Georges, Jean-Yves Lhonnau
Directeur artistique : Dominique Royette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Fourment, Eric Lacroix (Éditions et analyses) ;
Laurent Gressmann (Suppléments et cultures spécialisées) ; Michel Kajman (Débats) ;
Eric Le Bouché (Internationales) ; Patrick Lureau (France) ; Franck Moulin (Sport) ; Claire Blandin (Entreprises) ;
Jacques Bado (Littérature) ; Isabelle Sanghaï (Culture) ; Christian Massol (Secrétariat de rédaction) ;
Rédacteur en chef technique : Eric Azou
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pénard, directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Roubert, directeur des relations internationales : Daniel Vermet ;
partenaires audiovisuels : Bernard Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Manc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Associés directeurs : Hubert Beau-Mery (1944-1949), Jacques Fauret (1949-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Louveau (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde.
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde,
Fonds commun de placement des personnes du Monde,
Associations Héros-Brette-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Express, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

L'épuration en Bulgarie

S'IL EST un événement qui en dit long sur la crise que traverse le communisme stalinien dans les démocraties populaires, depuis la rébellion de Tito, c'est bien la gigantesque épuration dont la Bulgarie est actuellement le théâtre. Car enfin Traicho Kostov, vice-président du conseil bulgare, qui vient d'être destitué, était non seulement l'un des grands chefs, mais peut-être aussi la personnalité la plus représentative du Parti communiste bulgare. Bien plus que Gueorgui Dimitrov lui-même, président du conseil, qui a vécu de longues années à Moscou.

Il est bon de rappeler que Kostov, homme solide et cultivé, a joué entre les deux guerres un grand rôle dans l'organisation du parti, dont il était en fait le véritable cerveau. Il est bon d'insister également sur le fait que Kostov était un ardent ami de la Russie

soviétique, qui l'avait chargé avant la guerre de distribuer les fonds nécessaires au Parti communiste bulgare. Ces dernières années encore Kostov était membre du fameux comité des cinq chargé par Moscou d'assurer le contrôle de l'Etat et du Parti communiste bulgare. Pourtant, malgré tous ces titres à la pleine confiance de Moscou, Kostov est aujourd'hui éliminé.

Intimement lié au petit peuple bulgare dont il a toujours partagé la vie, et par surcroît excellent économiste, Traicho Kostov a dû s'apercevoir bien vite que les intérêts bulgares étaient toujours et constamment soumis aux intérêts soviétiques. A ces derniers tout devait être sacrifié. Kostov n'a sans doute pas accepté ce sacrifice complet des intérêts permanents de la Bulgarie.

(7 avril 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

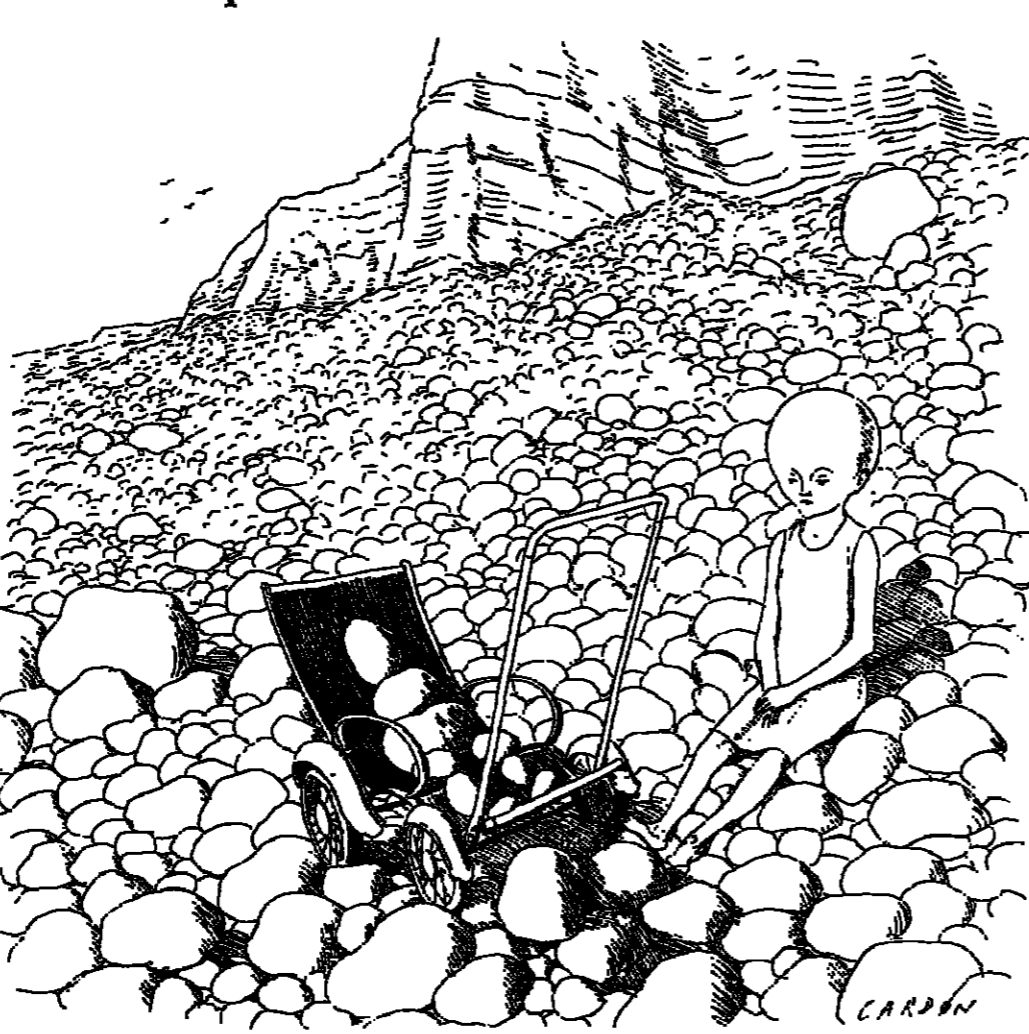
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-06-76-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Rencontre par Cardon



سكنا من الأصل

La peur qui taraude l'Europe

par Jean-Jacques Delfour

L'ÉPISEME actuel du Kosovo et l'incertitude de ses issues ne sont qu'un moment dans un processus historique qui dépasse les Balkans et concerne l'histoire profonde de l'Europe. Plutôt que le rôle joué par la « fin » de la guerre froide dans le développement des guerres ethniques dans l'ancienne Yougoslavie, plutôt que les atermoiements de l'Europe, plutôt que d'improbables raisons médiologiques, l'intéressant ici est cette énigme : quels sont les motifs de l'aveuglement patent des Européens face à l'entreprise génocidaire de Milosevic ? Le crime ethnique y est toujours « invisible ». L'information pourtant assez abondante, l'existence de personnalités politiques et intellectuelles informées et actives, la circulation d'images assez explicites, tout cela a été impuissant à réveiller une opinion publique étonnamment somnambulique.

Un fait peut servir de point de départ à une tentative d'interprétation : la peur domine à la fois le débat autour du Kosovo et les actions entreprises. La peur, et non l'hésitation. Officiellement et médiatiquement, on se contente de parler des risques d'une intervention terrestre. Est-ce seulement parce qu'elle est susceptible de donner lieu à des pertes humaines parmi les soldats ? Cela a pourtant été admis dans d'autres opérations militaires d'envergure (guerres du Golfe ou des

Malouines, opérations de maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine). Dans ce dernier cas, cependant, il n'était pas question de faire la guerre, seulement d'y maintenir une étrange paix dont l'aspect le plus frappant a été qu'elle a permis aux Serbes de Bosnie, durant assez longtemps, d'agir dans l'impunité.

Cette impunité ne dépend pas du seul fait que la guerre froide, finie officiellement et idéologiquement, continue en réalité sous la forme plus discrète de structures implicites de pensée et d'action. L'impunité est peut-être principalement la conséquence du caractère invisible des crimes commis, invisibles, c'est-à-dire inconscients, plus précisément refoulés. Nous ne voulons pas prendre conscience de ce qui se passe là-bas, nous ne voulons rien en savoir.

Admettre ces crimes, ce serait accepter d'agir selon les principes humanistes modernes, ceux qui s'expriment dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et au nom desquels ont été justifiés la guerre contre le nazisme, le procès de Nuremberg, etc. Mais, plus profondément et plus péniblement, ce serait admettre que quelque chose d'analogue aux crimes nazis se déroule aujourd'hui, qui plus est « à nos portes ». L'insistance à vouloir croire que cela se passe ailleurs, plus loin, au-delà de la limite du monde civilisé, manière de dire que conséquemment cela échappe à « notre »

responsabilité, atteste le désir de ne pas s'occuper de ce que cela éveille « en nous ». A savoir : une incoercible angoisse, contre laquelle l'état de sidération relative qui caractérise les opinions publiques européennes est une défense bien fragile.

Angoisse à propos de quoi ? Angoisse de voir qu'en Europe, aujourd'hui, sous nos yeux, dans notre monde politiquement unifié ou en voie de l'être, arc-bouté à une formidable puissance scientifique et

faire ici et qui ressemble tellement au but des extrêmes droites des années 30.

C'est peut-être le signe inquiétant, l'attestation possible, que les efforts considérables consentis à la mise en échec de cette idéologie et de cette action criminelle puis à la construction d'une Europe forte et cohérente, capable de rendre impossible la répétition du mal absolu, que tout cela, au fond, est peut-être un échec.

Reconnaître les crimes de Milosevic, ce serait à la fois avouer un échec historique et une sordide parenté avec eux. A titre de défense, les Européens ont opéré le refoulement et subissent la bêtise qui en résulte

technique, très organisé, déstrait manifestement la paix, dans notre monde hautement intégré, efficace, responsable et adulte, ce monde qui a su rompre de manière définitive avec les monstruosités du passé, ou du moins qui l'a désiré et a prétendu le faire, dans ce monde tourmenté, un désir de meurtre s'exprime et surtout s'assouvit de facto en toute impunité. Angoisse de voir que ces crimes font là réellement ce que d'autres, criminels seulement en parole, rêvent à voix haute de

Admettre les crimes de Milosevic et leur signification historique pour « nous », ce serait concéder une sorte de surplacé de l'histoire de l'humanité européenne ; cela entraînerait une désillusion telle que nous craignons de ne pas pouvoir la supporter. Car elle serait plus grave que nous l'imaginons. Depuis environ vingt ans, l'Europe prend conscience de la portée de la Shoah, certes orchestrée par les nazis, mais secondée par tant d'autres ; l'Europe commence de prendre

conscience de sa responsabilité dans les violences immenses subies par les peuples colonisés, exploités et réduits à l'état de marchandise. En même temps, les extrêmes droites se développent en Europe depuis précisément quinze ans ; le nationalisme assassin tue sans retenue depuis plusieurs années dans l'ancienne Yougoslavie. L'Europe glorieuse, toute-puissante, ouvrière patiente et compatissante de la civilisation, héritière héroïque de la grande culture, ne parvient plus à se cacher aussi aisément son autre visage : celui de la barbarie.

Reconnaître les crimes de Milosevic, ce serait à la fois avouer un échec historique et une sordide parenté avec eux. Accepter cela ne serait possible que si les Européens étaient capables de savoir ce qu'est leur « vrai » visage et ce qu'est le masque : la barbarie ou la culture ? A titre de défense, les Européens ont opéré le refoulement et subissent la bêtise qui en résulte. La fonction sumoïque assurée par les États-Unis sera-t-elle capable de permettre aux Européens de résister à leur tendance au refoulement de leur propre culpabilité ?

La désastreuse similitude de la prétendue ténacité américaine a en réalité, pour les Européens, une fonction défensive : ils ne peuvent pas assumer le beau rôle humaniste sans l'arrière-pensée que l'assassin à punir est un double horrible, mais spéculaire. Le symptôme le plus clair de

cette confusion psychique est la référence fréquente au fait que la Serbie, jadis, a été antinazie. Comme si cela la rendait pour toujours inapte au crime contre l'humanité ! Ce retournement devrait être impossible. Concéder qu'il a bien eu lieu, ce serait admettre que l'histoire peut régresser : la foi dans le dogme du progrès apparaîtrait alors comme l'avatâr d'une illusion narcissique.

C'est en ce sens qu'on peut interpréter l'appel pathétique à un de Gaulle : le rêve narcissique d'un Moi idéal ; mais on oublie que ce même de Gaulle a bécoté une unité nationale au moyen d'une réconciliation dont l'outil principal a été l'amnésie. Il est dès lors comique de voir reprocher à l'Amérique son manichéisme, comme si la représentation d'une France unie dans le combat contre l'envahisseur nazi avait été autre chose qu'un mythe précisément manichéen et chargé de faire croire que le barbare, c'est l'autre. Avec la Serbie de Milosevic, l'Europe, et particulièrement la France, a affaire à un double d'elle-même qui inverserait l'ordre historique optimiste : le barbare ne devient pas l'homme civilisé, mais l'ancien vainqueur de la barbarie devient lui-même, finalement et de manière incompréhensible, le barbare.

Jean-Jacques Delfour est agrégé de philosophie.

Fragile Roumanie

par Georges de Ménéil

TANDIS que l'Occident lance des frappes aériennes contre la Serbie, on ferait bien de prêter plus d'attention à la stabilité de la plus grande démocratie des Balkans, sur l'autre rive du Danube. La Roumanie, 23 millions d'habitants, risque d'être replongée dans la solitude socialiste dont elle vient à peine de s'arracher, si le Fonds monétaire, venu négocier un accord de programme, persiste dans son intransigeance.

La marche, en février vers Bucarest, de 3 000 hommes venus des mines de charbon de la vallée du Jiu avait pour objectif de renverser le gouvernement démocratique du pays. Les forces de l'ordre ont réussi à les disperser, par une glaciale aube d'hiver, et elles ont arrêté leur chef en fuite, Cozma, avec 500 de ses partisans.

Cet affrontement est révélateur des divisions et des tensions nées de l'effondrement du communisme dans un pays engagé plus tardivement que les autres sur la voie de la réforme démocratique. Le problème est économique, social et politique. Pourquoi ne surgit-il qu'aujourd'hui, alors que la plupart des anciens pays communistes ont déjà pris le chemin de la convergence avec l'Europe ? Pour une raison simple : en 1990, après la chute de Ceausescu, le président Ion Iliescu a très habilement manœuvré pour que son parti, le PDSR, conserve son pouvoir sur l'économie, et que tout changement structurel profond soit ajourné.

Une des premières décisions de la nouvelle coalition démocratique dirigée par le président Emil Constantinescu, après son succès électoral de novembre 1996, fut d'en finir avec la fixation administrative des prix pour amorcer une intégration du pays au marché mondial : le déficit des mines de charbon éclata alors au grand jour. Non seulement elles génèrent des pertes, mais elles créent de la valeur ajoutée négative : « Pour mille lei de charbon qu'un mineur extrait de ces mines, explique l'actuel ministre de l'Industrie, six mille lei de dépenses diverses sont englouties dans le sol. » D'un point de vue économique, fermer les mines est la seule option possible.

Mais un problème politique se pose aussi. Partout dans le monde, les mineurs de charbon forment un groupe très solide. En Roumanie, ils ont été maintes fois manipulés pour servir de force paramilitaire en appui de manœuvres politiques douteuses. Dans leur récente défaite, les forces de la réaction ont perdu leur dernière ligne de défense. Jamais il n'aura été aussi clair que les auteurs de la ré-

forme économique, dans le pays qui a connu la plus impitoyable dictature de l'Europe communiste, sont avant tout politiques.

Triste ironie du sort, ce qui vient d'être gagné par les forces démocratiques risque d'être emporté par une tempête financière. Le gouvernement de Radu Vasile est dans l'obligation de rembourser en 1999 une part importante des emprunts contractés par les précédents gouvernements Iliescu, et il n'a pas d'autre solution que de refinancer sa dette (au demeurant modérée : son endettement total, interne et externe, ne représente que 34 % du PIB). Comme toujours en pareil cas, les prêteurs étrangers ont exigé, au préalable, un certificat de bonne conduite : un accord de programme avec le FMI et la Banque mondiale.

C'est là que tout se complique. Les missions du FMI et de la Banque mondiale se succèdent à Bucarest et leurs exigences se durcissent : on ne fait pas confiance à la Roumanie, on tient l'actuel gouvernement pour responsable des errements d'Iliescu. Plus grave, on souhaite que la Roumanie soit le cobaye d'une nouvelle formule de négociation dans les affaires de dette souveraine : désormais, quand un Etat en difficulté négociera avec les institutions financières internationales, les détenteurs d'obligations publiques du pays en question devront eux aussi y laisser quelques plumes. On exige de la Roumanie qu'elle ait re-financé sa dette sur le marché avant que le FMI ne donne son accord, ce qui est une manière de faire pression sur ses créanciers en agitant la menace d'une insolvabilité roumaine s'ils ne font pas le premier pas.

Ce jeu dangereux peut mal tourner : la menace du FMI pèse lourdement sur le marché et sur la monnaie roumaine, et risque de déclencher la crise que tout le monde veut éviter. Autant la Roumanie trouvera aisément à se refinancer après signature d'un accord avec le FMI, autant un refinancement préalable risque, aux conditions actuelles du marché, de se révéler impossible ou de lui coûter fort cher. Si le pays est accusé à une crise financière majeure, celle-ci conduira inéluctablement à des élections anticipées et à un retour au pouvoir des forces anciennes ouverts, éventuellement, à une coalition avec des ultranationalistes.

Georges de Ménéil, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, est conseiller du gouvernement roumain.



Les serveurs sont les moteurs de l'e-business.

© 1999 Parabel Systems. Pour plus d'informations sur la compatibilité avec l'Europe et le passage à l'an 2000, rendez-vous vite sur www.ibm.com/eurpe et www.ibm.com/year2000. Microsoft, Windows et Windows NT sont des marques déposées de Microsoft Corporation. Les autres marques citées appartiennent à leurs entreprises respectives.

هكذا من الأصل

L'indispensable défaite de Milosevic

C'en est pas de l'ingénierie humanitaire que relève l'intervention militaire au Kosovo. Elle répond d'abord à un devoir moral et politique fondamental : combattre la purification ethnique et la criminalité d'Etat systématique, défendre la démocratie en Europe. C'est pourquoi la décision des dirigeants européens, difficile et courageuse, mérite un soutien massif.

Or, nombreux sont ceux qui, en France et ailleurs, pratiquent la désinformation. Laisser penser que l'OTAN serait responsable de la chasse des Kosovars par les forces serbes, c'est épouser le prétexte et le chantage de l'oppression. Ne pas situer l'intervention dans la réalité historique, c'est négliger d'éclairer les consciences. Toute la politique de Milosevic est axée sur la partition ethnique. Il supprime l'autonomie du Kosovo dès mars 1989 et y met en place un régime d'apartheid. Après quoi il engage la guerre qui aboutit à une quasi-partition de la Bosnie, puis reprend son ouvrage au Kosovo. S'il refuse de souscrire à l'accord de Rambouillet, c'est que ce dernier est fondé sur une logique d'autonomie du Kosovo, à l'opposé de la sienne.

Quant aux interrogations sur l'efficacité de l'intervention, elles sont légitimes et utiles, à condition de ne pas les utiliser pour occulter l'essentiel : on ne peut faire renoncer Milosevic à ses objectifs par la seule négociation.

Nous sommes inquiets de constater que, pour certains, la souveraineté des Etats prime sur les valeurs de la

démocratie. Nous constatons aussi que l'obsession anti-américanisme peut avoir les mêmes effets. La remontée des nationalismes est facilitée par ces dérives. Cela interroge sur les limites de la culture démocratique en France et en Europe en cette fin de siècle. Cela nous oblige aussi à reprendre la réflexion sur l'héritage des régimes communistes, que l'historien François Furet, entre autres, avait entreprise.

Milosevic prend prétexte des frappes pour accélérer la chasse des Kosovars, imposer la partition de fait et baliser ainsi la future négociation. Certains, comme Primakov, entendent déjà la partition. Grande Serbie, grande Albanie et déstabilisation de la Macédoine : quelle perspective ! Cette Realpolitik est pour nous inacceptable.

Mais, pour ne pas être conduits à négocier que les termes de la partition, il faut avancer rapidement une autre solution : une administration militaire et civile provisoire du Kosovo, sous la responsabilité des institutions internationales, garantissant le droit au retour des réfugiés. Cela permettrait de continuer à rechercher une entente entre les peuples de la région. Une chose est sûre : le Kosovo ne pourra vivre dans la Serbie sans que les criminels de guerre soient jugés et sans un changement démocratique.

Au-delà des frappes aériennes, l'élimination des Kosovars rend des opérations terrestres nécessaires. Certains parlent de force d'interposition. Si c'est pour accompagner la

partition, il faut le dire : on choisit de négocier sur le terrain de Milosevic. Sinon, quelle est la différence avec une force d'intervention terrestre contribuant à la défaite de Milosevic ?

Il manque une pièce majeure aux dispositifs des alliés, ne pouvant venir que de l'Europe : une offre poli-

Grande Serbie, grande Albanie et déstabilisation de la Macédoine : quelle perspective ! Cette Realpolitik est pour nous inacceptable

tique attractive, assez de moyens puissants, en faveur de la paix et du développement des peuples des Balkans, y compris les Serbes. La proposition d'une conférence de paix est sur la table. Elle peut réunir les Français, les Européens, à condition qu'on mesure l'effort de solidarité qu'elle exige.

L'aide d'urgence pour l'accueil des réfugiés s'amorce. Elle doit être massive et accompagnée d'engagements pour crédibiliser le droit au retour, avec les moyens de la reconstruction. Une perspective plus vaste de réconciliation appelle un lien fort à

l'Union européenne qui pourrait offrir aux pays des Balkans le choix d'accords d'association (accès au marché européen et coopération politique, sociale et économique). Dès maintenant cela peut répondre aux attentes de la Macédoine et de l'Albanie. Cela concerne ensuite la Bosnie, en contrepartie d'une consolidation démocratique et fédérale. Cette perspective doit être ouverte aussi à la Croatie et à la Serbie, étant entendu que l'association a pour contrepartie le choix de la démocratie.

Ce qui est suggéré ici ne correspond ni à la logique américaine, ni à la logique russe. Mais une Europe responsable, capable d'une politique extérieure autonome et d'une défense commune doit penser aussi ses relations avec les Etats-Unis et avec la Russie en termes de coopération.

Diaboliser l'OTAN, c'est facile, mais n'avance à rien, sauf à vouloir ignorer que nos partenaires européens sont dans l'OTAN et veulent y rester. Explorer la possibilité de promouvoir une organisation pan-européenne comme l'OSCE, c'est bien, mais à condition de ne pas oublier qu'elle inclut des Etats nationalistes dont le choix de politique extérieure est de voir avec la démocratie.

Personne ne construira la paix entre Européens au mépris des principes démocratiques fondamentaux.

André Ferron, Claude Fischer, Philippe Herzog, Claire Lévy, Bernard Marx, Alain Touraine.

Pourquoi cette rage anti-américaine ?

Suite de la première page

« Pour la paix et l'indépendance de l'Europe », réclament à la une du Monde, le 2 avril, Max Gallo et Charles Pasqua. Car nous sommes occupés : individuellement et collectivement.

C'est Régis Debray qui, dans un long article (*Le Monde* du 1^{er} avril) nous explique que l'Amérique, laquelle, par parenthèse, a pratiqué la purification ethnique avec les Indiens, siège désormais dans nos têtes et fait de nous des ventri- loques, des robots soumis malgré eux à la volonté de l'oncle Sam grâce à l'action conjuguée de CNN, de MacWorld et de Walt Disney. Avec Debray, nous quittons le thème de l'aliénation pour entrer dans le domaine de la sorcellerie : nous sommes littéralement tous possédés par l'Amérique sans le savoir, à l'exception sans doute d'un petit nombre d'élus, bons républicains, qui échappent au sortilège. Forme ultime de l'impérialisme : je crois parler librement mais c'est l'ordre yankee qui parle à travers moi et me dicte mes pensées. Quoi que je dise, je suis disqualifié puisque je ne reproduis que la voix de mon maître. Cela explique que la France ait, dans cette affaire, « perdu toute capacité d'initiative » (Gallo-Pasqua), ce que le bulletin *Balkans Infos* illustre par un dessin représentant Bill Clinton tenant en laisse un chien à tête de Chirac.

Et tous de déplorer l'absence de De Gaulle qui n'aurait jamais toléré, lui, cette confiscation de l'indépendance de la France par quelques militaires ivres de sang. Elle est curieuse cette référence constante au général par les gaullistes posthumes : elle sert souvent à justifier, non le sursaut, mais le reniement, non la résistance, mais l'esprit munichois. Oh l'homme du 18 juin disait « Levez-vous », ils répondent en l'invitant : « Couchez-vous ! »

Primaire comme Jean-François Kahn ou raffiné comme Régis Debray, tous ces anti-Américains disent la même chose : à travers l'expédition guerrière menée contre Belgrade, c'est à une mauvaise action contre l'Europe que se livre l'Amérique afin d'enfoncer cette dernière dans l'impuissance. En d'autres termes, à travers la petite Serbie, c'est au Vieux Monde tout entier que l'Amérique a déclaré la guerre. Et déjà Jean-François Kahn prévoit une Alsace réclamant son indépendance et occupée par 30 000 soldats de l'OTAN venus garantir son autonomie. Bref, Serbie-France : même combat, même ennemi.

Pour ces rancs de la guerre froide qui fustigent le manichéisme benêt de la Maison Blanche et son moralisme hypocrite, Satan parle anglais et paye en dollars ; et pour eux, le pire crime de Milosevic – et Dieu sait si le cher homme se surpasse en ce moment – ne pourra jamais égaler le crime fondamental des Américains : celui d'exister, tout simplement. Pour toute cette gauche qui n'a jamais pris la mesure du totalitarisme communiste, l'Amérique est coupable fondamentalement, non pour ce qu'elle fait mais pour ce qu'elle est. Elle cumule deux forfaits majeurs : le capitalisme et la suprématie. L'ignominie économique et l'horreur impériale, les pires traits de l'Occident. Progeniture déshonorante de l'Europe, et qui l'a trahie, elle représente le chancre lové dans nos têtes et dans nos coeurs et qu'il faut extirper à tout prix.

Ce fanatisme anti-yankee oblitère même, chez les plus lucides, les plus modérés, toute capacité de jugement. Et ils manifestent du même coup non pas de la sympathie à l'endroit du maître de Belgrade – seule l'extrême droite idole Milosevic qui a le courage de faire au Kosovo ce qu'elle rêve d'accomplir dans nos banlieues – mais une certaine indulgence. Qui- conque est attaqué par l'Amérique a droit à notre respect. Au fond, Milosevic, ça n'est pas si grave ! Ce que semblent dire les manifestants de la CGT qui arborent des badges ornés d'une cible en solidarité avec les Serbes bombardés. Il est vrai que s'identifier avec tous ces pouilleux de Pristina ou de Pec qui se pressent en haillons aux frontières de la Macédoine, de l'Albanie ou du Monténégro serait moins chic.

Ce que confirme encore Vidal-Naquet lorsqu'il compare très sé-

rieusement Milosevic à Nétanyahou : puisqu'on ne bombarde pas Israël pour sa politique coloniale en Palestine, pourquoi s'en prendre à la Serbie ? On croit rêver : si réactionnaires et chauvines que soient les positions de l'actuel gouvernement israélien, elles ne sont en rien semblables à la politique de terreur, de déportation et d'élimination menée par le régime serbe depuis Vukovar, en 1991.

Qu'importe que le grand frère yankee nous ait libérés, il y a 50 ans, du nazisme et nous ait, jusqu'en 1989, grâce à l'OTAN et son parapluie atomique, protégés de l'expansionnisme soviétique. On pardonne difficilement une assistance qui souligne de telles faiblesses. Cette dette est intolérable. La haine de l'Amérique, bouc émissaire idéal, tient tout entière du ressentiment, surtout de la part de vieilles nations impériales comme la France qui lui doivent tout simplement d'être encore debout. On déteste l'Allemagne de nous avoir occupés, on déteste l'Amérique de nous avoir libérés : nous aurions simplement changé de maître, d'assujettissement.

En définitive, la violence des réactions suscitées par l'intervention de l'OTAN (surtout de la part de personnalités qui par conformisme, lâcheté ou indifférence, n'ont jamais protesté depuis 10 ans contre les exactions du régime de Milosevic) vient peut-être d'une certitude qu'Alain de Benoist, dans un article paru il y a quelques années, avait exprimée : que la seule guerre qui compte, la seule à laquelle il faut se préparer est celle qui opposera l'Europe aux Etats-Unis, la civilisation à la barbarie mercantile et dégénérée... Ce que la propagande serbe exprime aujourd'hui à sa manière brutale en superposant une croix gammée à la bannière étoilée, en comparant Clinton à Hitler, Chirac à Mussolini. Le vaincu a dévoré son vainqueur, le chancelier du Reich s'est réincarné dans le Kid de l'Arkansas et les Serbes sont les nouveaux juifs, les nouvelles victimes de cette croisade d'extermination menée par l'Amérique contre l'Europe éternelle.

Face à ce déchaînement de sot-

Pour ces rancs de la guerre froide qui fustigent le manichéisme benêt de la Maison Blanche et son moralisme hypocrite, Satan parle anglais et paye en dollars

tises, il faut répondre très simplement que les Américains ne nous ont pas embarqués malgré nous dans cette aventure belliqueuse : nous étions consentants et même demandeurs. C'est nous qui les avons entraînés alors qu'ils n'ont d'autre intérêt dans cette région que de garantir la crédibilité de l'Alliance. On peut déplorer que les Européens ne disposent pas d'une structure de défense propre mais pour l'instant il n'existe que l'OTAN et c'est sur elle qu'il faut s'appuyer. Il est assez plaisant, d'ailleurs, d'entendre les farouches défenseurs de la souveraineté française réclamer depuis deux semaines plus d'Europe alors qu'ils la vouent régulièrement aux gémonies.

On peut avoir vis-à-vis de l'Amérique toutes sortes de divergences philosophiques et politiques, critiquer son cynisme, son arrogance, son appât de pouvoir (mais, sur ce plan, valons-nous mieux ?). Le Vieux et le Nouveau monde n'ont, à l'évidence, pas toujours les mêmes intérêts et il serait souhaitable que le premier puisse rééquilibrer sur le plan politique et militaire l'hégémonie de fait du second. Mais face à l'horreur perpétrée en ex-Yugoslavie par le dictateur serbe, il faut réaffirmer que nous partageons avec l'Amérique les mêmes valeurs, les mêmes idéaux même si l'on peut juger incohérente l'actuelle stratégie de l'OTAN. Oui, mille fois oui, l'ordre occidental plutôt que l'ordre serbe : la liberté, le droit, le pluralisme plutôt que la pureté ethnique, l'obsession du sang, la mémoire folle et le crime contre l'humanité.

Pascal Bruckner

Sur le Web,
le décor n'est rien.
C'est le serveur qui compte.



IBM propose toute une gamme de serveurs pour le business. Elle comprend les très abordables serveurs Windows NT, les serveurs UNIX, les serveurs intermédiaires et les grands serveurs d'entreprise. Tous les serveurs IBM sont prêts pour le passage à l'an 2000.



Lotus Domino tourne sur tous les serveurs IBM, des Netfinity aux S/390. Sur nos serveurs AS/400, iS/6000 et S/390, plus de 20 000 utilisateurs d'e-mail peuvent utiliser Lotus Domino simultanément.

Tout dépend du serveur. La facilité avec laquelle vos clients vous trouvent. La manière dont se déroule l'opération lorsqu'ils vous ont trouvé. La sécurité des transactions. L'intégrité de vos données. Tout le reste n'a que peu d'importance : vos bureaux, votre décor, votre implantation.

Dans le monde de l'e-business, vous valez ce que vaut votre serveur. C'est lui qui vous connecte à vos clients, vos collaborateurs, vos vendeurs et vos fournisseurs à travers des réseaux intranet, extranet et sur le Web. Personne ne construit ni n'installe autant de serveurs qu'IBM, toutes plates-formes confondues. Cette expérience et cette diversité sont précieuses quand il s'agit de vous aider à choisir le vôtre.

Sur le Web, si le serveur n'est pas sûr, c'est la confiance des clients qui en souffre. Les données concernant vos clients sont importantes. Surtout pour eux. Si vous traitez des affaires par e-business, protéger les données est une obligation. IBM a passé plus de trois décennies à sécuriser les réseaux d'entreprises du monde entier. Dès la conception de chaque serveur IBM, la sécurité est là. Ce n'est pas un élément auquel on pense après.

Sur le Web, si le serveur n'est pas évolutif, c'est l'activité qui stagne. Quand votre site Web devient la première source d'interaction entre vos clients et vous, la croissance de l'e-business et l'évolution des solutions mises en œuvre se révèlent cruciales. Tous les serveurs IBM sont conçus pour faire face aux croissance les plus spectaculaires. Le RS/6000, par exemple, a hébergé quelques-uns des sites Web les plus visités de l'histoire, comme celui des Jeux Olympiques d'hiver de Nagano. Et parce que toutes les entreprises n'abordent pas l'e-business avec les mêmes budgets, il y a des serveurs IBM à tous les prix.

Sur le Web, si le serveur lâche, c'est le niveau de service aux clients qui chute. Etre présent sur le Web, c'est traiter des affaires 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. C'est aussi disposer d'un serveur capable de suivre ce rythme. Notre tout nouveau serveur S/390[®] vous garantit aujourd'hui 99,999% de disponibilité, soit pas plus de 5 minutes de temps mort par an. Et nos autres serveurs sont déjà en train de le rattraper.

Pour avoir plus d'informations sur l'e-business et ses moteurs, les serveurs IBM, rendez-vous visite sur notre site www.ibm.com/servers/ebusiness



مكتبة من الأصول

INDUSTRIE PÉTROLIÈRE
Après la chimie, le raffinage-distribution et la pharmacie, c'est au tour de l'exploration-production, cœur du groupe Elf, d'être réorganisée.

L'objectif est de réduire de 20 % les effectifs mondiaux de la branche, à 8 000 salariés. ● LES ÉLUS D'AQUITAINE devaient se rendre à Paris, mardi 6 avril, pour évoquer avec le

PDG, Philippe Jaffré, ce plan de restructuration qui affecte principalement leur région. ● LA SUPPRESSION d'un millier d'emplois, redoutée à Pau, s'ajoutant au déclin

du gisement de Lacq dont la fermeture est prévue en 2006, constituerait une catastrophe pour le Béarn. ● LES SYNDICATS dénoncent la logique financière qui a pris le pas sur

le développement industriel depuis la privatisation du groupe. Les dirigeants, eux, plaident pour un recentrage qui permettrait le retour à une politique offensive.

La logique financière qui s'impose chez Elf inquiète les salariés

Un nouveau plan social concerne 2 000 personnes dans le monde, dont la moitié dans le sud-ouest de la France. Alors que le groupe a perdu sa place de premier pétrolier national au profit de Total, les interrogations sur son développement se multiplient

« LES DUCS d'Aquitaine montent à Paris », entendait-on au siège d'Elf à l'évocation de la rencontre, le 6 avril, entre les dirigeants politiques de cette région et le président du groupe pétrolier, Philippe Jaffré. Après la chimie, le raffinage-distribution, la pharmacie, c'est au tour du cœur du groupe, l'exploration-production, d'être réorganisée. L'objectif est de réduire de 20 % les effectifs mondiaux de la branche, à 8 000 salariés, pour économiser 500 millions d'euros d'ici à 2001.

Cette restructuration est d'autant plus mal perçue qu'elle intervient au moment où Elf n'est plus le premier groupe industriel français et où son image est ternie par les « affaires » passées. « Dans un dîner, quand je dis que je travaille chez Elf, on me demande toujours si je connais Christine Deviers-Jourcours », déplore un cadre. D'autres salariés reconnaissent avoir pris comme une « cloaque » le rachat par Total de Petrofina, l'allié histo-

rique d'Elf, qui a permis à l'éternel numéro deux français de lui ravir la première place. Cette accumulation contribue au mal-être des salariés qui se développent depuis la privatisation, voici cinq ans. L'entreprise a du mal à suivre la transition, conduite à marche forcée, en raison des répercussions du contre-choc pétrolier.

Seuls, jusqu'à présent, actionnaires et analystes financiers s'estiment satisfaits. La plupart des salariés, pourtant devenus premiers actionnaires du groupe, ne sont pas convaincus par la stratégie. « C'est dans l'action que l'on se met en valeur », ce message retenu pour inciter les salariés à souscrire à une augmentation de capital réservée illustre cette ambiguïté. Un dialogue de sourds s'est instauré entre les syndicats et les dirigeants. Les premiers dénoncent l'objectif de création de valeur pour l'actionnaire qui « pris le pas sur la politique industrielle » alors que les seconds insistent sur l'indispensable

recentrage du groupe, pour que le huitième pétrolier mondial puisse se développer à nouveau. De part et d'autre, l'argument brandi est la menace d'OPA. Selon les syndicats, l'affaiblissement du groupe « alimente les rumeurs » de rachat. Pour la direction, augmenter la valorisation du groupe permet de se protéger d'un tel risque.

DES TEMPS RÉVOLUS

Aux premiers jours de mars, la rumeur d'un raid de Shell s'est propagée comme une trainée de poudre chez Elf, gagnant les marchés financiers. Si en d'autres temps l'hypothèse aurait été qualifiée de « fantasme », aujourd'hui, tout semble possible. Qui aurait pu prévoir, voici encore un an, le rachat de Mobil par Exxon ou l'acquisition, par BP, des américains Amoco et Arco ?

« L'inquiétude concerne les salariés de l'exploration-production, elle ne touche pas l'ensemble des filiales », minimise Jean-Luc Vergne direc-

teur des ressources humaines. Ce secteur a vécu avec une culture de restructuration qui affecte principalement leur région. « Quand vous avez une telle sécurité, vous ne vous posez pas les problèmes de rentabilité ou de référence à d'autres groupes ».

Or « l'offre d'Elf Exploration Production (EPP) n'est plus adaptée à la demande mondiale », affirme André Thébaud, secrétaire général d'EPP, la société d'ingénierie de la branche exploration-production (3 000 personnes à Pau et à Paris). « Nos tarifs pour les études pétrolières sont 20 % supérieurs à ceux de BP, Total ou Shell ». En raison de la diminution du nombre d'acteurs, « si nous ne faisons rien, notre survie est menacée. Pour rester un grand opérateur pétrolier, nous devons disposer d'un pôle ingénierie très performant », explique-t-il pour justifier le plan social. Là où Elf emploie 3 000 salariés, Total, réorganisé depuis 1986, en emploie 1 000. Consti-

tué par les pouvoirs publics pour développer ses intérêts en France et en Afrique, Elf a longtemps garanti une sécurité d'emploi à son personnel. « Quand il y avait une grève à Lacq ou ailleurs, il suffisait parfois d'un coup de téléphone du ministre de l'Industrie au président d'Elf lui demandant de régler le problème, et c'était terminé. On payait », caricature M. Vergne, pour décrire ces temps révolus. Depuis la privatisation, l'Etat a quitté le groupe mais conserve une golden share, une action spécifique, pour protéger les activités stratégiques, comme l'Afrique. Une protection « aujourd'hui mise en cause », selon la CGT.

ATAQUE PERSONNALISÉE

Coordinateur de ce syndicat, Christian Albanese dénonce « la dictature du ROCE, le retour sur capitaux employés ». Ce seuil de rentabilité, fixé à 15 % pour 2002, renforce les pressions et les inquiétudes des salariés sur leur emploi. Ce responsable dénonce également la politique d'attribution des stocks options (actions attribuées aux cadres dirigeants) et son opacité. Guy Praxelle, pour la CFTD, demande « une réorientation de la politique du groupe vers les investissements » et regrette qu'Elf se soit désengagé partiellement de la pharmacie en fusionnant Sanofi avec Synthelabo. Il constate que les grands objectifs fixés par la direction n'ont pas été atteints, que ce soit la constitution d'un troisième pôle d'exploration-produc-

tion, aux côtés de l'Afrique et de la mer du Nord, ou la perspective d'une alliance dans le raffinage-distribution en Europe, sans parler de la grande acquisition envisagée depuis des années pour Atochem.

Seule à personnaliser ces critiques, la CFIC centre son attaque sur Philippe Jaffré, allant jusqu'à le qualifier de « mauvais chef d'entreprise » et demande le départ de cet « idéologue de l'ultra-libéralisme égaré dans un monde industriel ». Bien qu'installé depuis bientôt six ans à la tête du groupe, le patron d'Elf ne fait pas l'unanimité. « Il a chez Elf le même problème d'incompréhension qu'avait Alain Juppé avec l'opinion publique en 1995. Il l'amploie en se comportant comme Claude Allègre avec les enseignants », juge un camarade du groupe.

Pour les concurrents, la seule question est de savoir si Elf participera à la reconstitution du paysage pétrolier. Jusqu'à présent, le groupe est resté à l'écart des grandes manœuvres, privilégiant la compétitivité et la croissance interne, donnant même l'impression de ne pas être concerné par ces bouleversements. Est-ce le début d'un revirement ? En février, en présentant ses comptes, M. Jaffré a évoqué pour l'avenir « le temps d'une nouvelle forme de croissance ». Le retard pris par Elf s'est creusé en quelques mois. Il sera difficile à combler si le groupe ne réagit pas rapidement.

Dominique Gallois



BANCA COMMERCIALE ITALIANA

Société par actions - Siège Social à Milan - Piazza della Scala, 6 - Registre des Sociétés de Milan n°2774 - Tribunal de Milan - Capital Social Lires 1.794.759.365.000 - Réserve Légale Lires 420.000.000.000 - Banque inscrite au Registre des Banques et chef de groupe du Groupe Banca Commerciale Italiana inscrit au Registre des Groupes Bancaires Italiens. Adhérent au Fondo Interbancario di Tutela dei Depositi

Les actionnaires porteurs d'actions ordinaires de la Banca Commerciale Italiana sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le 26 avril 1999 à 10 heures à Milan, Piazza Belgioioso, n.1, et éventuellement en deuxième réunion le 28 avril 1999, même lieu et même heure. Ils sont, en outre, convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire - qui se tiendra à la même adresse - le 26 avril 1999, à 10h15 et éventuellement en deuxième réunion, le 27 avril 1999, à 10 heures et, le cas échéant, en troisième réunion le 28 avril 1999 à 13 heures ou, en tout cas, à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, à l'effet de délibérer sur les Ordres du Jour suivants :

Assemblée Générale Ordinaire

- 1) Rapports du Conseil d'Administration et du Collège Syndical : présentation du Bilan au 31 décembre 1998 et délibérations y afférentes.
- 2) Nomination d'un membre du Conseil d'Administration.
- 3) Remplacement au Collège Syndical.
- 4) Prise en charge de façon exclusive par la Banque, conformément à l'art.11, VI par. du D.L. n.472 du 18 décembre 1997, de la dette découlant des sanctions administratives qui seraient à la charge des membres de son Conseil d'Administration ou de ses représentants pour des violations de dispositions fiscales commises au cours de l'exercice de leurs fonctions, sans dol ou faute grave et des frais légaux y afférents, déléguations en conséquence.
- 5) Souscription - dans la limite d'un montant maximum de 45 milliards de Lires - d'une police d'assurance couvrant la responsabilité civile envers les tiers et de frais légaux et d'afférents, des composants des organes sociaux, découlant des violations non dolosives d'obligations légales à leur charge, commises dans l'exercice de leurs fonctions, à l'exclusion des violations sanctionnées pénalement et des sanctions administratives découlant de violations de normes émanant des organes de contrôle.

Assemblée Générale Extraordinaire

- 1) Proposition de renouvellement, pour une nouvelle durée de cinq ans, des déléguations au Conseil d'Administration prévues à l'art. 6, troisième paragraphe des Statuts ayant pour objet la faculté d'augmenter le capital social conformément aux art. 2443 et 2420 ter du Code Civil italien ; en conséquence modifications de l'art.6, troisième paragraphe des Statuts sociaux ; déléguations y afférentes et consécutives.
- 2) Proposition de délégation au Conseil d'Administration conformément à l'art.2443 du Code Civil italien, devant être exercée avant la cinquième année de la date de la résolution, de la faculté d'augmenter par paiement, en une ou plusieurs fois, le capital social d'un montant maximum de 17.000.000.000 Lires de nominal, au moyen de l'émission d'un nombre maximum de 17.000.000 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 1.000 Lires chacune dont la souscription est réservée au personnel de la Banca Commerciale Italiana, ou aussi au personnel des sociétés qu'elle contrôle, ayant adhéré au plan d'entreprise d'incitation correspondant ; en conséquence modification de l'art.6 des Statuts sociaux au moyen de l'insertion d'un nouveau paragraphe n.4. Déléguations y afférentes et consécutives.
- 3) Proposition de délégation au Conseil d'Administration conformément à l'art.2443 du Code Civil italien, devant être exercée avant la cinquième année de la date de la résolution, de la faculté d'augmenter à titre gratuit, en une ou plusieurs fois, le capital social même en utilisant la Réserve extraordinaire pour un montant maximum de 5.000.000.000 de Lires de nominal moyennant l'émission d'un nombre maximum de 5.000.000 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de Lires 1.000 chacune, grevées d'une obligation d'indisponibilité de trois ans à compter de la date d'émission, à être attribuées au personnel de la Banca Commerciale Italiana ou aussi au personnel des sociétés qu'elle contrôle, ayant adhéré au plan d'entreprise d'incitation correspondant ; modification en conséquence de l'art. 6 des Statuts sociaux moyennant l'insertion d'un nouveau paragraphe n.5. Déléguations y afférentes et consécutives.
- 4) Proposition de délégation au Conseil d'Administration, conformément à l'art. 2443 du Code Civil italien, devant être exercée avant le 31 décembre 2001, d'augmenter le capital social à titre gratuit - même par utilisation de la Réserve extraordinaire - et en conséquence d'augmenter la valeur nominale des actions ordinaires et d'épargne afin de convertir le capital social en euro, sur la base du taux de change irrévocable fixé à Lires 1.936,27 pour un euro et avec arrondi au centime d'euro supérieur, à savoir à euro 0,52 de la valeur nominale de Lires 1000 des actions ordinaires et d'épargne ; modification en conséquence de l'art. 6 des Statuts sociaux moyennant l'insertion d'un nouveau paragraphe n.6. Déléguations y afférentes et consécutives.
- 5) Proposition de modification des articles des Statuts sociaux suivants : 6 (actions d'épargne), 11 (convocation de l'Assemblée à l'initiative des membres du Collège Syndical ou d'Associés : abrogation du vote par correspondance), 12 (participation à l'Assemblée, demande et recueil des déléguations de vote), 21 (convocation du Conseil à l'initiative des membres du Collège Syndical : information au Collège Syndical), 23 (possibilité de réunion du Conseil au moyen de téléconférence et visioconférence), 26 (action de responsabilité), 27 (convocation du Comité Exécutif à l'initiative des membres du Collège Syndical), 32 (composition et nomination du Collège Syndical), 35 (actions d'épargne), 38 (actions d'épargne) ; proposition de modification des art. 2, 3 et 4 (abrogation du vote par correspondance) du Règlement de l'Assemblée annexé aux Statuts. Déléguations y afférentes et consécutives.

Sont habilités à participer à l'Assemblée Générale ordinaire et à l'Assemblée Générale extraordinaire les titulaires d'actions ayant droit de vote en possession d'une attestation octroyée conformément à l'art.85 par.4 du D.L. du 24 février 1998 n.58 et de l'art.34 de la résolution CONSOB n.11768 du 23 décembre 1998, émise par un intermédiaire adhérent au système de gestion centralisée Monte Titoli S.p.A.

Les actionnaires, titulaires d'actions non encore dématérialisées, devront, afin d'obtenir l'attestation sus-mentionnée, livrer ces actions à un intermédiaire afin de les inclure dans le système de gestion centralisée en régime de dématérialisation, conformément à l'art. 51 de la résolution CONSOB sus-citée, au moins cinq jours avant la date de l'assemblée.

A l'exception de ce qui est prévu par les normes en vigueur, l'Associé peut se faire représenter en observant les dispositions de l'art.12, par.2 des Statuts et de l'art. 2372 du Code Civil italien.

Alternativement le vote pourra être exercé - directement par le titulaire - par correspondance (art.11 des Statuts) selon les modalités établies par la résolution CONSOB n.11520 du 1er juillet 1998. La demande à la société du bulletin de vote ainsi que l'envoi successif de ce bulletin avec l'attestation devront être adressés à : Banca Commerciale Italiana - Segreteria del Consiglio - Ufficio Azionisti e Azioni Sociali, Piazza della Scala n.6, 20121 Milano ; les bulletins de vote avec les enveloppes pré-établies à cet effet pourront aussi être demandés par tout moyen aux guichets de la Banca Commerciale Italiana.

Les enveloppes contenant les bulletins de vote et les attestations devront parvenir à la Banca Commerciale Italiana - Segreteria del Consiglio - Ufficio Azionisti e Azioni Sociali, Piazza della Scala n.6, 20121 Milano au plus tard le 24 avril 1999 à 10 heures. Les bulletins parvenus après ce terme ou sans signature ou non accompagnés par l'attestation ne seront pris en considération ni pour la constitution des Assemblées ni pour les votes.

La documentation concernant les points à l'ordre du jour, prévue par les normes en vigueur, est mise à la disposition du public auprès du siège social et de la Borsa Italiana S.p.A. dans les délais et modalités prescrits. Les associés ont la faculté d'en obtenir copie.

Pour le Conseil d'Administration
Le Président Luigi Luchini

18 mars 1999

Mobilisation en Aquitaine contre les suppressions d'emplois

TOULOUSE

de notre correspondant régional
Au pays de Béarn, les éléments d'un affrontement social majeur sont en place autour de la volonté affichée par Elf Aquitaine de procéder à quelque 2 000 suppressions d'emplois, dont, sans doute, la moitié à Pau. Chez les élus, les salariés et la population dominent le souci du maintien en l'état de la poutre maîtresse de l'économie locale et le rappel des « devoirs » d'Elf envers ce territoire d'Aquitaine qui a fait son nom et sa fortune ; au quartier général du groupe s'impose le double impératif d'une réduction des coûts pour résister à la pression des autres grands pétroliers et d'une augmentation des marges pour satisfaire les investisseurs.

UN « PLAN DE PERFORMANCE »

Vendredi 2 avril, la plupart des conseils municipaux des Pyrénées-Atlantiques béarnaises se sont réunis. Séances exceptionnelles au cours desquelles les élus ont solennellement adopté la même résolution demandant à Elf de revenir sur sa décision. Les « ducs d'Aquitaine » - André Labarrière, maire (PS) de Pau, François Bayrou, président (UDF) du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, et Alain Rousset, président (PS) du conseil régional Aquitaine - font, mardi 6 avril, le voyage à Paris pour tenter une dernière négociation avec le PDG d'Elf. « Nous ne pouvons que nous lever avec la plus totale détermination contre une logique d'entreprise qui soit strictement financière », lui ont-ils écrit le 22 mars. Sur le terrain, syndicats et partis appellent à la « mobilisation générale ». Un « comité citoyen pour l'emploi » qui se veut « un front du refus républicain » est décrété sous l'impulsion conjointe et inhabituelle du Parti communiste et de la chambre de commerce et d'industrie.

Philippe Jaffré a donné le ton de ce qui, pour l'instant, reste une guerre de mots. Devant des analystes financiers et les actionnaires réunis à Paris, Londres, Francfort et New York, auxquels il a réservé la poutre du « plan de performance » de l'entreprise, le président d'Elf a

déclenché le tir : « A Pau, il y a des postes inutiles ou à trop faible valeur ajoutée (...). En 1996, on a eu deux mois de grève. On a tenu sans rien céder. Cela nous a coûté 200 millions de francs. Mais maintenant, j'ai la paix à Lacq ».

Une coupe claire d'un millier d'emplois, telle qu'on la craint à Pau, s'ajoutant au déclin du gisement de Lacq, dont la fermeture est prévue en 2006, constituerait évidemment une catastrophe pour le Béarn. La branche exploration-production d'Elf emploie 2 400 personnes dans la ville et encore 1 500 à Lacq. Le centre scientifique et technique Jean-Feger, outil de matière grise et d'expertise, serait principalement touché. Tous les échelons de l'économie régionale s'en trouveraient affectés.

Au sein du groupe, le directeur des ressources humaines, Jean-Luc Vergne, sur le départ pour « raisons personnelles » (il rejoint PSA), rappelle que « suppressions d'emplois ne signifient pas licenciements secs » et qu'Elf a toujours su traiter « avec avance » les mises à la retraite anticipée. « Elf ne laissera pas tomber le Béarn », affirme M. Vergne et le groupe continuera à aider les entreprises qui veulent s'implanter autour de Pau, comme il l'a déjà fait, contribuant à créer « un millier d'emplois directs en trois ans ».

Philippe Jaffré a donné un chiffre global - 2 000 suppressions d'emplois - dont plus de 1 000 à Pau, selon l'entourage de François Bayrou. Les syndicats fournissent leurs armes avant la réunion du comité d'entreprise mi-avril, à l'occasion de laquelle ils ont l'intention d'organiser une montée « monstre » sur Paris.

Jean-Paul Besset

■ IRAN : après la signature par Elf de son deuxième contrat en Iran, le porte-parole du département d'Etat américain, James Rubin, a affirmé, le 5 avril, que son pays est « sérieusement préoccupé ». La loi américaine D'Amato prévoit des sanctions pour des investissements en Iran, ce que conteste l'Europe.

هكذا من الأصل

Les banques françaises affichent des résultats records

La crise de l'été 1998 sur les marchés a fait craindre le pire pour les établissements financiers. Mais l'appétit retrouvé des particuliers pour la consommation et pour l'immobilier s'est révélé très profitable

L'année 1998 a été mouvementée pour les établissements bancaires. Le défaut de paiement de la Russie en août a provoqué une secousse violente sur les marchés financiers et a concrétisé la contagion aux pays émer-

gents de la crise asiatique. Mais si les banques françaises ont été touchées, comme leurs homologues étrangères, par ces soubresauts, elles ont bénéficié sur leur marché domestique de l'appétit retrouvé des parti-

culiers pour la consommation, l'épargne et l'investissement immobilier. En outre, les défaillances de clients sont tombées à leur plus bas niveau historique. Cette bonne combinaison conjoncturelle leur permet d'afficher

de nouveaux résultats records. Le trio de tête compte le Crédit agricole, indolégable tant que les fusions bancaires en France ne sont pas bouclées, suivi, dans un mouchoir de poche, par la BNP et par la Société générale.

GTE acquiert une partie de la téléphonie mobile d'Ameritech

APRÈS UNE VAGUE de fusions de grande ampleur dans le secteur des télécommunications aux États-Unis, on assiste aujourd'hui à quelques aménagements de contours. En mai 1998, le groupe SBC Communications avait annoncé son intention de racheter Ameritech pour un montant de 62 milliards de dollars (58 milliards d'euros). Deux mois plus tard, Bell Atlantic, l'opérateur de téléphonie locale, annonçait à son tour vouloir mettre la main sur GTE, un opérateur à la fois court et longue distance, pour quelque 53 milliards de dollars. Toutefois, la Justice américaine et l'autorité de régulation, la Federal Communications Commission, n'ont toujours pas approuvé ces opérations.

Afin de faciliter les choses, Ameritech a cédé, le 5 avril, la moitié de ses activités dans les communications mobiles à GTE pour 3,27 milliards de dollars. GTE récupère ainsi 1,7 million d'abonnés au téléphone mobile et étend ses activités dans la région de Chicago. Grâce à cette opération, GTE devrait se hisser au premier rang américain dans la téléphonie mobile avec 13 millions d'abonnés et une couverture de 60 % des cinquante plus importants marchés locaux aux États-Unis. GTE a reçu le soutien de son futur partenaire, Bell Atlantic. Ce dernier poursuivait ainsi son ambition de constituer un réseau national. Une ambition qui avait été contrecarrée par le britannique Vodafone, qui lui a ravi, il y a trois mois, Airtouch Communications au terme d'une bataille boursière.

Le marché américain des mobiles est toujours en forte croissance. Selon les chiffres définitifs publiés par l'Association de l'industrie du téléphone cellulaire (CTIA), le nombre d'abonnés a augmenté de 25 % en 1998 pour atteindre 69,2 millions. Tous les grands acteurs des télécommunications se livrent à des acquisitions afin d'asseoir leur position dans le secteur. Ainsi AT&T a acquis Vanguard Cellular Systems, un opérateur de taille moyenne, pour 1,5 milliard de dollars.

Enguérand Renault

Extrapole rachèterait Le Furet du Nord

EXTRAPOLE, un réseau de cinq librairies acheté par Hachette en 1998, serait sur le point de racheter Le Furet du Nord, selon *La Tribune* du 6 avril. Créé dans les années 30, Le Furet est une librairie illoise, qui possède une douzaine de magasins dans le Nord-Pas-de-Calais et totalise 25 % des ventes de livres dans la région. Son capital est détenu à 60 % par Christian le Blan. Extrapole multiplie les acquisitions et espère atteindre en 2005 un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs contre 300 millions actuellement. Peu à peu, Hachette concurrence la Fnac (*Le Monde* du 25 novembre 1998).

Rapport interne sur les Boeing 747

DES PROBLÈMES ÉLECTRIQUES, du même type que ceux qui ont pu causer la catastrophe du MD-11 de la Swissair en septembre 1998, persistaient toujours à bord de plus d'une centaine de Boeing 747 en juin 1998, huit ans après qu'une première note eût été adressée à ce sujet aux techniciens de Boeing, selon un rapport interne de la compagnie rendu public, lundi 5 avril, par l'Agence de presse canadienne. Depuis l'accident de la Swissair, qui a fait 229 victimes, l'agence américaine d'inspection périodique des fils électriques des systèmes de divertissement à bord d'avions.

Pascale Sauti

Des bénéfices records pour les banques en France

BANQUES	PRODUITS NETS BANCAIRES	RÉSULTAT NET D'EXPLOITATION	DOTATIONS AUX PROVISIONS	RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	RENDUEMENT SUR FOND PROPRES	ÉFFECTIFS
	en milliards de francs	en milliards de francs	en milliards de francs	en milliards de francs		
CRÉDIT AGRICOLE	83,2 + 2 %	29 + 0,5 %	9,2 - 10 %	12,3 + 25 %	10 %	85 000
BNP	49,3 + 10 %	15,4 + 15 %	7,9 + 16 %	7,3 + 23 %	12 %	53 000
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	60,6 + 12 %	16,1 + 12,5 %	8,7 + 27 %	7 + 15 %	11 %	57 000
PARIBAS	37,2 + 19 %	13,1 + 17 %	0,8 - 8 %	6,6 + 0 %	12 %	21 000
BANQUES POPULAIRES (*)	28,5 + 28 %	10 + 38 %	3,9 + 29 %	3,4 + 54 %	10 %	31 755
CRÉDIT MUTUEL (*)	22,7 + 4 %	8,2 + 2 %	1,3 - 18 %	3,3 + 1 %	8 %	24 200
CAISSES D'ÉPARGNE (*)	30,5 + 7 %	7 + 27 %	1,7 + 19 %	2,4 + 17 %	4 %	39 400
CCF	12,9 + 18 %	4,5 + 22 %	1,2 + 28 %	2,1 + 31 %	12 %	13 619 (*)
CRÉDIT LYONNAIS	43,9 - 5 %	11,1 + 4 %	6,5 + 8 %	1,1 + 205 %	- 5 %	46 371
CIC (groupe Crédit mutuel)	17,8 + 0,5 %	4,4 - 3,5 %	3,7 + 36 %	0,4 - 64 %	3 %	21 300

1 : Avec Natixis 2 : Ces chiffres n'intègrent pas le CIC 3 : Estimations 4 : Avec la Marseillaise de crédit

donc à solliciter leurs établissements financiers.

Séduits par la Bourse, de plus en plus familiarisés avec ses mécanismes et de plus en plus déçus par la maigre rémunération offerte sur les comptes sur livrets, les ménages français ont en outre commencé à transférer leur épargne sur des livrets, des fonds communs de placement ou des plans d'épargne en actions. Des produits qui génèrent de confortables commissions pour les banques. Parallèlement, ces dernières ont fait de gros efforts, qui pour vendre de nouveaux produits d'assurance-dommages, qui pour convaincre ses clients de souscrire à un ensemble de services bancaires, qui pour leur vendre une carte Premier ou une carte de fidélisation. Résultat, toutes les banques affichent une forte progression des commissions dans leur produit net bancaire (équivalent pour le secteur du chiffre d'affaires). Alors qu'il y a encore quelques années, les banques visaient péniblement

l'objectif de voir les commissions atteindre un tiers du produit net bancaire, la plupart ont désormais dépassé 35 %, voire 40 %. A la BNP, elles en représentent 42,5 %. Les patrons de banques commencent donc à raisonner avec un nouvel objectif : que les commissions couvrent les frais de personnel, comme c'est le cas dans certaines grandes banques étrangères.

TRÈS PEU DE DÉFAILLANCES

Ces bonnes nouvelles – pour les banques plus que pour leurs clients – expliquent la vigilance des associations de consommateurs face à l'évolution de la tarification, notamment avec l'arrivée de l'euro. Côté crédits, en revanche, les consommateurs français continuent d'être très favorisés par une concurrence bancaire effrénée. Dans toutes les banques, la marge d'intermédiation (la différence entre le coût de l'argent pour les banques et le prix auquel elles le prêtent) continue à baisser. C'est

notamment dû au fait que les taux des produits réglementés par l'Etat n'ont pas baissé aussi vite que les taux d'intérêt sur le marché. « Il y a toutefois une tendance à la stabilisation de la marge au cours des derniers mois », relève un banquier mutualiste. Parallèlement, le risque s'améliore pour les banques. En France, les défaillances de clients et donc le besoin de constituer des provisions pour se prémunir contre le non-remboursement de prêts est tombé à son plus bas niveau historique. Le début de l'exercice 1999 ne se présente pas mal en la matière, mais les analystes financiers les plus prudents soulignent que cette période très favorable du cycle économique ne durera pas toujours.

C'est cette bonne combinaison conjoncturelle qui a permis aux banques françaises d'afficher de nouveaux résultats records, avec, dans le trio de tête, le Crédit agricole, indolégable tant que les fusions d'autres groupes bancaires

français ne sont pas bouclées, suivi par la BNP, très fière d'arborer le meilleur résultat des banques non mutualistes, puis, dans un mouchoir de poche, par la Société générale. Toutes, à l'exception de la BNP un peu plus prudente, ont pourtant payé cher les risques pris sur les marchés financiers et à l'international. Le Crédit agricole a vu sa filiale Indosuez plonger dans le rouge (en perte de plus de 2 milliards de francs), la Société générale a avoué du bout des lèvres que son activité banque et finance internationale n'avait pas gagné d'argent en 1998, le Crédit lyonnais a reconnu pour sa part que sa banque de gros était largement déficitaire. Comme Paribas, la Société générale a sur ses deux concurrentes un grand avantage : celui d'être assise sur un portefeuille de participations très liquide recelant de solides plus-values, qu'elle a pu extérioriser au bon moment.

La banque de Daniel Bouton, forte de ces bénéfices, a pu solidement provisionner ses risques en Asie et en Russie et rassurer les marchés financiers, qui ont eu un moment d'inquiétude à son égard à l'automne, après une prestation décevante de M. Bouton devant les analystes financiers.

Le Crédit lyonnais a différé un peu le redressement spectaculaire de sa rentabilité qu'il aurait aimé présenter au marché l'année de sa privatisation pour, lui aussi, passer de sages provisions. Le Crédit agricole ou le Crédit mutuel-CIC, qui ont la chance de ne pas avoir d'actionnaires internationaux très exigeants, ont également été prudents. Aux yeux des analystes financiers, les banques françaises paraissent donc bien provisionnées.

Sophie Fay

Les établissements anglais restent les plus rentables

Dans le contexte européen, les banques françaises affichent en général une rentabilité plus faible que leurs concurrents européens. Ce sont toujours les britanniques qui tiennent le haut du pavé. Elles ont fortement réduit la volatilité sur les activités de banques de gros et de marché, qui se sont révélées peu rentables en 1998. Certaines, comme Lloyds TSB, ne s'y sont jamais aventurées. Malgré la crise asiatique, la Hong Kong and Shanghai Banking Corp. affiche toujours le résultat le plus élevé.

Les banques suisses ou néerlandaises, plus comparables aux françaises, restent plus rentables. Les établissements français commencent tout juste à s'engager dans le mouvement de concentration domestique terminé aux Pays-Bas et en Suisse. Ils sont surtout talonnés aujourd'hui par les banques espagnoles, très rentables, ainsi que par les italiennes, qui viennent elles aussi de s'engager dans de grandes manœuvres de rapprochement. Enfin, à l'exception de la Deutsche Bank, le secteur bancaire allemand, à la traîne en matière de concentration, est lui aussi en queue de peloton.

Les Français à la traîne

RÉSULTAT NET DES BANQUES EUROPÉENNES EN 1998

	en milliards d'euros
HSBC (Grande-Bretagne)	4,1
Lloyds TSB (Grande-Bretagne)	3,2
NatWest (Grande-Bretagne)	2,4
Barclays (Grande-Bretagne)	2
Crédit suisse (Suisse)	2
UBS/SBC (Suisse)	1,9
ABN Amro (Pays-Bas)	1,8
Deutsche Bank (Allemagne)	1,7
BSCH (Espagne)	1,3
San Paolo & Banca di Roma (Italie)	1,2
BNP (France)	1,1
BBVA (Espagne)	1,1
Société générale (France)	1,1
Paribas (France)	1
Unicredit & Comit (Italie)	0,7

Mediobanca perd de son influence sur la finance italienne

L'ARRIVÉE du printemps 1999 restera dans les calendriers de la finance italienne. Les offres de rachat d'Unicredit sur la Comit (Banca commerciale italiana) et de San Paolo-IMI sur Banca di Roma, lancées le dimanche 21 mars, respectivement de 15 milliards et 8,9 milliards d'euros, bouleverseront le paysage. Même si l'issue de ces deux opérations n'est pas certaine, elles sonnent le glas du secteur bancaire italien à l'ancienne. Les deux prédateurs sont eux-mêmes nés d'union entre IMI et San Paolo en février 1998, et entre le Credito Italiano et Unicredit en avril 1998. « Le système Mediobanca commence à se lézarder », commente Alfredo Piacentini, associé de la banque Spz. Pour la première fois, ces opérations ont été orchestrées sans l'aval de Mediobanca.

Le système italien était jusqu'alors fondé sur une sorte d'ordre établi, que personne n'osait mettre en doute, orchestré par la banque d'affaires milanaise et son maître Eucio Cuccia, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-deux ans. C'est lui qui a bâti, autour des grandes familles de la péninsule, la finance et l'industrie italiennes dans l'après-guerre. Tout se faisait dans le « *salotto buono* » (le salon) milanaise. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

L'entrée de l'Italie dans la zone euro a contribué à cette révolution, tout comme la privatisation de nombre de banques italiennes. Mais c'est surtout l'OPA hostile d'Olivetti, conseillée par Mediobanca, sur Telecom Italia, lancée le 21 février, qui a montré la fragilité du système. Pour l'heure, tout le monde affine ses armes. Banca di Roma considère l'offre de San Paolo-IMI comme non amicale, et tente avec la banque-conseil Schro-

ders de trouver une alternative. Elle a lutté pendant quatre mois pour contraindre une alliance avec la Comit, projet soutenu par Mediobanca. Elle ne veut pas aujourd'hui d'une offre non concertée. Pour l'heure, les deux parties n'ont toujours pas entamé de négociations. Pourtant, de l'avis de Rainer Masera, administrateur délégué de San Paolo, les synergies industrielles sont fortes. Et « les complémentarités géographiques sont grandes », souligne

Les principaux actionnaires

Voici les actionnaires principaux, nationaux et étrangers, des grands groupes bancaires italiens :	2,3 millions de clients :
● San Paolo IMI (176 milliards d'euros de total de bilan, 4,5 millions de clients) :	– Generali : 5 %
– Fondation San Paolo : 16 %	– Commerzbank (Allemagne) : 5 %
– Banco Santander (Espagne) : 6 %	– Deutsche Bank (Allemagne) : 4,5 %
– Real Mutua : 4 %	– Paribas (France) : 4 %
● Unicredit : (146 milliards d'euros, 5,4 millions de clients) :	● Banca di Roma (107 milliards d'euros, 2,3 millions de clients) :
– Fondations de Turin, Trévise et Vérone : 37 %	– Fondation Cassa Roma : 22 %
– Allianz (Allemagne) : 1 %	– ABN Amro (Pays-Bas) : 8,75 %
– Société générale (France) : 1 %	– Toro (groupe Fiat) : 8,5 %
– Deutsche Bank (Allemagne) : 0,75 %	● Mediobanca :
● Comit (112 milliards d'euros,	– Unicredit : 8,8 %
	– Comit : 8 %
	– Banca di Roma : 7,4 %
	– Generali : 2 %, dont Mediobanca détient 12 %.
	(Source Schroders.)

500 من الأصول

Les producteurs français recherchent des financements internationaux

La Bourse aux coproductions aide les auteurs d'émissions de télévision à monter des partenariats avec des diffuseurs étrangers, notamment européens. Cet exercice exige une adéquation avec les exigences des autres marchés

TROUVER de l'argent et confronter ses idées aux besoins des marchés étrangers : telles sont les deux lignes de conduite que les producteurs de télévision se mettent à tenir. Le coût des émissions et la prolifération des diffuseurs les y obligent. Depuis 1994, la Bourse aux coproductions, dont la dixième édition se tiendra pendant le MIP TV à Cannes entre le 11 et le 16 avril, prétend les y aider.

« Notre objectif est de favoriser les coproductions, qui représentent l'avenir. Celles-ci supposent un dialogue artistique, un accord sur la ligne éditoriale. Il s'agit donc d'encourager les entreprises audiovisuelles à bien intégrer les besoins des autres marchés », explique Pascal Joseph, président d'International Media Consultants Associés (IMCA), créateur de cette manifestation avec les responsables du Midem, du Festival de Banff au Canada et du Centre national du cinéma (CNC).

Deux fois par an – lors du Midem et du MIP TV –, quelques projets (fiction, documentaire, éducatif, film d'animation) sont sélectionnés par un comité composé des organisateurs. Ensuite, le système prend des allures d'examen de passage. Le producteur dispose de cinq minutes pour défendre son projet devant quatre experts internationaux et une salle d'une cinquantaine de responsables de chaîne et d'investisseurs

potentiels. Il doit répondre aux questions et entendre les remarques de cet aréopage avant d'espérer qu'un ou plusieurs participants viendront lui proposer de compléter son financement. Sur 109 projets retenus jusqu'ici par la Bourse aux coproductions, 44 sont français, 19 canadiens, 7 allemands et 6 britanniques. Et 18 ont déjà été diffusés, 9 sont réalisés, 20 ont été abandonnés.

Pour trouver les 7 millions de francs nécessaires aux deux émissions consacrées au pianiste Sviatoslav Richter, Idéale Audience a réuni seize partenaires venant de neuf pays

« C'est un vrai coup de pouce et un bon exercice pour apprendre à défendre nos projets », commente Esther Hoffenberg, responsable de Lapsus, une société de production spécialisée dans les documentaires. En 1997, elle y a trouvé le

complément de financement nécessaire à la fabrication d'un film sur les prostituées sacrées en Inde. Elle avait déjà obtenu le soutien de Canal Plus et de la BBC. Mais c'est à cette occasion que France 3 s'est décidée à lui apporter 200 000 francs (30 500 euros) supplémentaires. En revanche, elle n'est pas parvenue à convaincre quiconque de l'aider à produire un vingt-six minutes sur le peintre Claude Monet.

Car, pour attirer des financements internationaux, les projets doivent correspondre aux goûts et aux sensibilités de publics différents. « L'histoire doit être universelle, mais elle peut très bien se passer dans un terroir », note Renate Roginas, ancienne directrice des affaires internationales de Télé France, qui vient de créer Media Finances International. En exemple, elle cite *Une femme sur mesure*, une histoire interprétée par la comédienne bavaroise Marianne Sägebrecht, qui se passe dans un village de Normandie et qui a été regardée par douze millions de téléspectateurs. Elle espère un succès comparable avec *La Secrétaire du Père Noël*, un téléfilm programmé sur France 3 à la fin de l'année, ainsi qu'en Belgique et en Allemagne.

En matière culturelle, l'universalité du sujet peut faire des miracles. Pour trouver les 7 millions de francs (1,07 million d'euros)

qu'ont coûté les deux émissions consacrées au pianiste Sviatoslav Richter, Idéale Audience a réuni seize partenaires représentant neuf pays. « En revanche, il est quasi impossible de faire financer, par la BBC par exemple, une émission consacrée à un jeune artiste peu connu », regrette Pierre-Olivier Bardet, responsable de cette société de production spécialisée dans la musique.

Dans le secteur du dessin animé, particulièrement onéreux à produire, la Bourse aux coproductions sert aussi à tester des idées. « Cela peut permettre de recueillir un projet », reconnaît Gaspard de Chavagnac, responsable de Millésime Productions. Car trouver un coproducteur ne suffit pas, il faut

ensuite négocier avec lui. « La coproduction se situe entre le harcèlement et le suivi intensif », estime Renate Roginas.

« Il est nécessaire d'être innovant et en même temps de bien définir le concept. La coproduction internationale ne doit pas être un marché de dupes », estime Claude Cuisard, directeur des programmes de création et de recherche à l'Institut national de l'audiovisuel (INA). Pour sa série intitulée *La Piste du crime*, consacrée à la criminologie, il a trouvé des financements canadien, belge, australien et mexicain : en revanche, il n'est pas parvenu à convaincre que la série Paysages, qui, à partir d'un document photographique, tente une lecture économique, sociologique,

géographique d'un paysage, pouvait intéresser un public autre que français.

L'objectif de la Bourse aux coproductions est bien cette confrontation avec les goûts et les exigences des autres marchés. Certains déploient cette « dimension marketing » de la télévision, ce côté « marché aux bestiaux » pour les producteurs, contraints de venir vendre leurs projets comme n'importe quel produit. A l'inverse, d'autres estiment nécessaire de « regarder ce qui se fait ailleurs ».

Même si un des grands succès télévisés de l'année, *Le Comte de Monte-Cristo*, est le résultat d'une négociation privée entre TF1, GMT Productions, Mediaset de l'italien Silvio Berlusconi et les Allemands de Taurus Films (Kirch), les coproductions sont plutôt l'affaire des chaînes publiques.

De ce point de vue, les producteurs constatent un changement de comportement de ces diffuseurs. « Il y a quelques années, les coproductions étaient le résultat d'accords quasi politiques entre les patrons des chaînes », note Olivier Brémont, un responsable de Marathon, une des sociétés françaises de production exportatrices. Aujourd'hui, elles se décident plus en fonction du contenu et de l'intérêt des œuvres.

Françoise Chirot

Emap corrige le tir sur « Télé Star »

LE GROUPE britannique Emap avait réalisé en mars 1998 une nouvelle formule de *Télé Star* qui renforçait les programmes consacrés au câble et aux satellites, au détriment des chaînes hertziennes. Le résultat avait désorienté les lecteurs de l'hebdomadaire repris par Emap en 1996. Bilan : la vente en kiosques (1 746 270 exemplaires en 1997 sur une diffusion totale payée de 2 053 334) a chuté de 3 % en 1998. Le groupe a décidé de corriger le tir, en proposant un an après une nouvelle formule, lundi 5 avril.

Elle est réalisée sous l'impulsion

d'un nouveau responsable de la presse télévision, Gorune Aprikian – qui a succédé à Arnaud de Puyfontaine, promu directeur général de la filiale française – et d'une nouvelle rédactrice en chef, Marie de La Forest, transfuge d'un autre titre du groupe, *Modes et travaux*, qui vient de prendre ses fonctions en février.

PAGINATION AUGMENTÉE
Le titre, dont la diffusion chutait, n'avait pas de rédacteur en chef depuis le départ de Philippe Labi, en juillet 1998. Entre-temps, le magazine de Prisma Presse, *Télé Loisirs*, augmentait sa pagina-

tion et gagnait des parts de marché. Au début de l'année, c'est *Télé 7 Jours* qui a revu sa formule, sans augmenter le nombre de pages, pour enrayer son déclin (*Le Monde* du 28 janvier).

Cette fois, contrairement à sa première nouvelle formule, *Télé Star* augmente sa pagination de 16 pages et consacre un investissement de plus de 30 millions de francs pour regagner les parts de marché perdues. *Télé Star* comporte désormais dix pages de programmes par jour, au lieu de huit. Deux pages magazines supplémentaires ont également fait leur apparition. « Avec un prix in-

changé (6 francs), nous nous plaçons en situation très compétitive par rapport à nos concurrents, et notamment *Télé 7 Jours* », explique Gorune Aprikian.

L'année 1998 a été plutôt maussade pour Emap, avec l'échec de la première nouvelle formule de *Télé Star* et surtout le fiasco du lancement de *Télémax*. Lancé à grands renforts de publicité, en mars 1998, ce magazine TV, qui visait 300 000 exemplaires dans les trois ans, n'a pas franchi le cap des 70 000 exemplaires et a été suspendu en juillet 1998.

Pourtant, l'éditeur britannique repart à l'offensive. Il lance en juin un titre masculin, *FHM*, qui a obtenu un grand succès en Grande-Bretagne. Dans le secteur du cinéma et de la télévision, une nouvelle formule de *Studio Magazine* est prévue en septembre, et le groupe compte bien rénover, avant la fin de l'année, *Télé-Poché*, qui fait figure de grand rival du secteur, puisque le titre fondé par Cino Del Duca a perdu 500 000 exemplaires depuis 1990 (1,2 million d'exemplaires).

Alain Salles

Vivendi réorganise son pôle d'édition multimédia

REBAPTISÉ Havas Interactive Inc., le pôle d'édition multimédia de l'américain Cendant, racheté en début d'année par Vivendi, est en pleine restructuration. Trois dirigeants vont quitter le groupe : le président Chris McLeod, qui pensait pourtant en février rester aux commandes, mais aussi Jack Allewaert, vice-président chargé de l'international et Georges Lichter, chargé du développement. L'international et le développement seront désormais chapeautés par Emmanuel Schall. Luc Vanhal, qui vient de The Walt Disney Company, est nommé directeur financier. Havas Interactive Inc., pilotée à Paris par Agnès Touraine, se développera autour de la globalisation des technologies, le marché des consoles de jeux et les services de type Portail éducatif sur Internet.

DÉPÊCHES

■ **TELEVISION** : Téléshopping a réalisé un chiffre d'affaires de 503 millions de francs (76,6 millions d'euros) en 1998, en progression de 6 %. Téléshopping et Télévision, émission de Téléshopping, filiale à 100 % de TF1 ont attiré, l'an passé, plus de 600 000 téléspectateurs.
■ **AFRICA** : La société Dauphin OTA a réalisé en 1998 un bénéfice net de 86,3 millions de francs (13,2 millions d'euros) contre 66,8 millions de francs en 1997 (10,2 millions d'euros), selon un avis paru jeudi 1^{er} avril dans la presse économique. Le chiffre d'affaires consolidé progresse de 5,8 %, à 1,5 milliard de francs (0,23 milliard d'euros).
■ **FRESSE** : *Théâtre Magazine* est un nouveau trimestriel dont le premier numéro paraît le 7 avril. Cette publication des Éditions Millénaire met en scène l'actualité théâtrale sur 116 pages (critiques, reportages, entretiens, portraits, guide, etc.) et pour 35 francs.
■ **LES MESSAGERIES LYONNAISES DE PRESSE (MLP)** ont enregistré en 1998 un chiffre d'affaires en hausse de 6 %, à 2,65 milliards de francs (403 millions d'euros). Le résultat courant avant impôts est de 39,5 millions de francs (6 millions d'euros).

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE

OFFRES

L'UFOLEP-USEP nationale recherche le(s) journaliste(s) qui prendra en main son magazine mensuel (25 000 exemplaires).

Il (elle) aura :

- à mettre en place et faire vivre la nouvelle formule du journal,
- à assurer sa cohérence rédactionnelle,
- à rédiger et réviser des articles,
- à solliciter des collaborations,
- à assurer le suivi de fabrication avec maquette et imprimerie.

Cette mission s'inscrit dans le cadre d'une fédération sportive nationale qui cherche à promouvoir une autre idée du sport, basée sur des valeurs laïques et citoyennes.

Ce poste conviendrait bien à un(e) journaliste :

- de 25/30 ans,
- une première expérience dans la presse est nécessaire,
- formation et diplômes journalistiques reconnus,
- bonne connaissance du milieu sportif et associatif apprécié.

Gaît pour un challenge motivant et le travail d'équipe.

Adresser lettre de motivation manuscrite :
CV + photo et articles de presse déjà réalisés et prestations financières à :
M. le Président UFOLEP-USEP
3, rue Récamier - 75341 Paris cedex 07

L'Université Paul-Valéry de Montpellier recrute pour la rentrée universitaire 1999-2000 un

PROFESSEUR D'ARTS PLASTIQUES.

Poste de rang magistral. Rémun. : salaire de début, 18 000 F brut/15 300 F net ; salaire en fin de carrière : 30 600 F brut/25 900 F net. Pour tous renseignements, s'adresser à la Direction des ressources humaines/personnel enseignant, par courrier ou par tél. : 04-67-14-22-89 et 04-67-14-25-88. Pour les correspondances : Université Paul-Valéry, DRI-Versailles, route de Mende, F-34198, Montpellier, Cedex 5, France.

Le Magazine « Plein de France » recherche 1 directeur de publication et 1 rédacteur en chef de publication, les deux postes salaires 5 % à l'année. Env. CV + photo, Plein de France, BP 7, 34171 CASTELNAU-LEZ.

Les Editions francophones d'Amnesty International cherchent traducteurs/interprètes expérimentés (VF) anglais-français 30 heures/semaine, salaire 136 500 FF/an. Envoyer CV + lettre de motivation, 17, rue du Port-aux-Choux, 75003 Paris. Date limite de réception des candidatures : 29 avril 1999.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publique », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin que l'on puisse transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

QUELS SONT LES MEDIAS DE L'ANNEE

CB News organise pour la première fois en France le Premier Grand Prix des Médias. Le jury du concours sera présidé par le Centre d'Études et de Recherches sur les Médias de Paris (CERM). Les lauréats seront récompensés par un voyage d'étude à New York.

CB NEWS

هكذا من الأصل

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **OLIVETTI** : en réponse à la demande de la Commission nationale pour les sociétés et la Bourse, la Consob (l'équivalent de la COB en Italie), le groupe italien Olivetti s'est fixé un seuil minimum de 38 % d'adhésion à l'offre publique d'achat sur Telecom Italia, seul à partir duquel il considérera l'opération réussie, selon *La Repubblica* de mardi 6 avril.

● **ALCATEL** : le groupe d'électronique français a conclu avec succès son OPA sur l'américain Xylan, spécialisé dans les équipements de transmission de données pour les réseaux d'entreprises, pour environ 2 milliards de dollars (*Le Monde* du 3 mars).

● **SEMI-CONDUCTEURS** : les ventes mondiales de semi-conducteurs ont reculé de 2 % en février par rapport au mois de janvier, mais ont progressé de 3,5 % par rapport au mois de février de l'année précédente, selon l'Association de l'industrie des semi-conducteurs.

● **ÉLECTRONIQUE** : les groupes japonais Fujitsu et Hitachi ont confirmé, mardi 6 avril, qu'ils allaient regrouper leurs forces dans les écrans à plasma, ces écrans plats et de très grandes dimensions qui permettent le « cinéma à domicile », mais dont le démarrage commercial est difficile.

● **CARBONE LORRAINE** : le groupe français a annoncé avoir racheté l'activité allemande en ferrière de la société sud-coréenne Tongkook Synthetic Fibers Company. Le chiffre d'affaires de cette activité porte sur 7 millions de dollars (6,54 millions d'euros).

SERVICES

● **AUDIOVISUEL** : Liberty Media, filiale d'ART, est devenue, avec 18 %, le premier actionnaire de General Instrument, le leader mondial des décodeurs. Cette opération a coûté 280 millions de dollars à la firme présente dans le capital d'une centaine de chaînes de télévision américaines. Par ailleurs, Liberty Media pourrait devenir le deuxième actionnaire de News Corp, après la famille Murdoch.

● **KPMG CANADA** : le premier groupe canadien d'expertise comptable, KPMG Canada, a

annoncé, lundi 5 avril, qu'il renonçait au projet de fusion avec Arthur Andersen au Canada, qui avait été envisagé le 26 mars.

● **AUDIT** : les 300 consultants de SV&GM, partenaire du cabinet Salustro, septième cabinet d'audit français, seraient, selon *Les Echos* du 6 avril, sur le point d'être rachetés par la société PricewaterhouseCoopers.

● **IBERIA** : les pilotes de la compagnie aérienne espagnole ont mis un terme au mouvement de grève qui affectait la direction d'Iberia estime à plus de 1 milliard de pesetas (6 millions d'euros) les pertes provoquées par les huit jours de grève.

● **RESTAURATION** : des durées maximales de présence sur le lieu de travail, quotidien et hebdomadaire, ont été instaurées : la durée hebdomadaire maximale est fixée, pour une seule semaine, à 52 heures pour les cuisiniers, 57 heures pour les vendeurs de nuit et 53 heures pour les autres salariés (52 heures dans les établissements de plus de dix salariés).

FINANCES

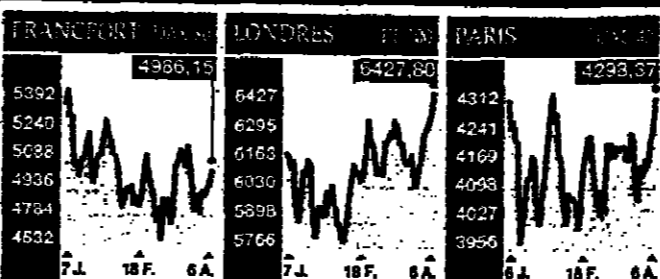
● **BNP-SG-PARIBAS** : le cabinet Deminor, spécialisé dans le conseil aux actionnaires minoritaires, s'inquiète devant « les possibles dérives » du « recours massif à l'augmentation publique » dans la bataille en cours entre les trois banques, a alerté la Commission des opérations de Bourse.

● **ASSURANCE** : la Chine a autorisé quatre nouvelles sociétés d'assurances étrangères à ouvrir des succursales en Chine, a annoncé, lundi 5 avril, le ministre chinois du commerce extérieur. Ce sont les américaines Chubb Group et John Hancock Mutual Life Insurance, ainsi que la canadienne Sun Life Assurance Company, et la britannique Prudential.

RÉSULTATS

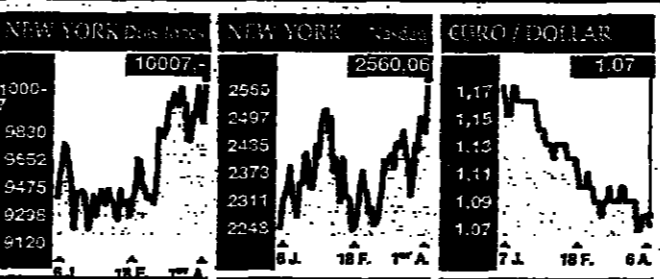
● **SOMMER ALLIBERT** : le groupe de plasturgie a enregistré en 1998 un chiffre d'affaires de 22,7 milliards de francs (3,46 milliards d'euros), en hausse de 34,1 % par rapport à 1997 et de 6,1 % à structure comparable. Son résultat net par du groupe, en baisse de 13 %, atteint 275 millions de francs (41,92 millions d'euros).

EUROPE



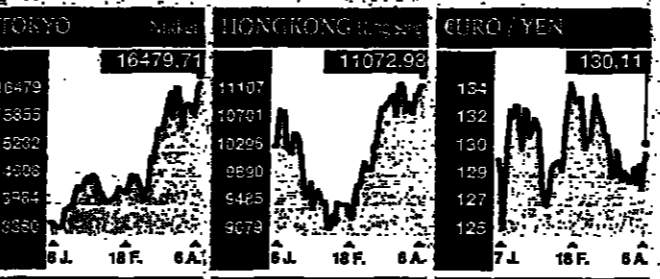
Indice	Var. %	Var. %
EUROPE (12h30)	0,04	0,04
EUROPE (12h30)	0,04	0,04
EUROPE (12h30)	0,04	0,04
EUROPE (12h30)	0,04	0,04
EUROPE (12h30)	0,04	0,04
EUROPE (12h30)	0,04	0,04
EUROPE (12h30)	0,04	0,04
EUROPE (12h30)	0,04	0,04
EUROPE (12h30)	0,04	0,04
EUROPE (12h30)	0,04	0,04

AMÉRIQUES



Indice	Var. %	Var. %
AMÉRIQUE (12h30)	0,04	0,04
AMÉRIQUE (12h30)	0,04	0,04
AMÉRIQUE (12h30)	0,04	0,04
AMÉRIQUE (12h30)	0,04	0,04
AMÉRIQUE (12h30)	0,04	0,04
AMÉRIQUE (12h30)	0,04	0,04
AMÉRIQUE (12h30)	0,04	0,04
AMÉRIQUE (12h30)	0,04	0,04
AMÉRIQUE (12h30)	0,04	0,04
AMÉRIQUE (12h30)	0,04	0,04

ASIE - PACIFIQUE



Indice	Var. %	Var. %
ASIE-PACIFIQUE (12h30)	0,04	0,04
ASIE-PACIFIQUE (12h30)	0,04	0,04
ASIE-PACIFIQUE (12h30)	0,04	0,04
ASIE-PACIFIQUE (12h30)	0,04	0,04
ASIE-PACIFIQUE (12h30)	0,04	0,04
ASIE-PACIFIQUE (12h30)	0,04	0,04
ASIE-PACIFIQUE (12h30)	0,04	0,04
ASIE-PACIFIQUE (12h30)	0,04	0,04
ASIE-PACIFIQUE (12h30)	0,04	0,04
ASIE-PACIFIQUE (12h30)	0,04	0,04

ÉCONOMIE

Ralentissement de la croissance en Espagne, selon le FMI

LA CROISSANCE de l'économie espagnole en 1999 oscillerait entre 3,25 % et 3,50 %, en raison des répercussions de la crise financière internationale, alors qu'elle avait atteint 3,8 % en 1998, selon le rapport annuel du FMI concernant l'Espagne rendu public lundi 5 avril à Madrid. Initialement, le gouvernement de José María Aznar avait tablé sur une augmentation du produit intérieur brut (PIB) de 3,8 % pour 1999. Mais, début mars, il a révisé à la baisse sa prévision à 3,5 %. Le FMI croit que la création d'emplois continuera d'être importante grâce à la persistance d'une forte croissance des secteurs du BTP et des services. Toutefois, il suggère une réduction des coûts de licenciement à l'origine, d'après lui, du grand nombre de contrats à durée déterminée. Le FMI recommande à l'Espagne de tirer profit des opportunités que représente son appartenance à la zone euro pour accentuer sa convergence en matière de revenu par habitant et d'emploi. Pour cela, le rapport insiste sur la nécessité d'une modification du système fiscal et des dépenses publiques ainsi que d'une profonde libéralisation des marchés de biens.

d'une reprise imminente, malgré la multiplication des signes de stabilisation économique.

● **CHINE** : la Chine et les États-Unis sont « très proches d'un accord » sur l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a affirmé lundi soir à Washington le principal négociateur chinois, Long Yongtu, tout en concédant que « plusieurs questions restent encore à régler ».

● **MALAYSIE** : le pays a enregistré en février un excédent de balance commerciale de 494 milliards de ringgits (1,21 milliard d'euros), en hausse de 88 % par rapport au même mois l'an dernier, selon des chiffres officiels annoncés lundi.

● **INDE** : le ministre indien des finances Vijay Kelkar a demandé lundi une baisse des taux d'intérêt et fait allusion à une possible dépréciation de la roupie pour contrer le ralentissement de la croissance industrielle.

● **ROYAUME-UNI** : le président désigné de la Commission européenne, Romano Prodi, estime que la Grande-Bretagne « ne pourra pas rester en dehors de l'euro », si la monnaie unique européenne est un succès, dans un entretien publié mardi par le *Financial Times*. « Ou l'euro échouera ou la Grande-Bretagne ne pourra pas rester en dehors », affirme M. Prodi.

● **FRANCE** : le produit intérieur brut de la France devrait croître de 0,5 % au premier trimestre 1999 et de 0,3 % au deuxième, selon l'indicateur avancé de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) publié mardi.

● **ISRAËL** : le chômage devrait augmenter et le PIB par habitant baisser en Israël en 1999, selon des prévisions de l'Association des industriels israéliens rendues publiques lundi.

● **RUSSIE** : l'inflation s'est ralentie en mars avec une hausse de 2,8 % des prix après 4,1 % en février et 8,5 % en janvier, a annoncé lundi le numéro deux du gouvernement russe, Iouri Maslounov, cité par Interfax.

● **KAZAKHSTAN** : la décision du Kazakhstan de dévaluer lundi sa devise, le tengge, en la laissant flotter, améliorerait la compétitivité du pays et lui permettrait de démanteler ses barrières commerciales protectionnistes, a estimé Paul Ross, représentant du FMI à Ahoaty.

SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 de la Bourse de Paris était en hausse de 1,10 % à 4276,33 points mardi 6 avril vers 12 heures. Le marché sautait notamment la publication par l'Insee de l'indice du moral économique des Français, qui reste à un niveau historiquement élevé, ce qui devrait continuer à soutenir le consommation, principal moteur de l'activité. Jeudi, l'indice CAC 40 avait terminé la semaine écoulée par les fêtes pascales sur une progression de 0,76 % à 4229,85 points.

NEW YORK

L'INDICE DOW JONES de la Bourse de New York a, lundi 5 avril, une nouvelle fois clôturé au-dessus du seuil des 10 000 points, à 10 007,33 points. En hausse de +1,78 %, le Dow Jones a salué la publication, vendredi 2 avril, alors que le marché était fermé, d'un taux de chômage au plus bas depuis février 1970. Ces données ont permis aux autres indices boursiers, le Nasdaq et le Standard and Poor's 500, d'établir de nouveaux records historiques en clôture à 2 560,06 points et à 1 321,12 points.

FRANCFORT

MARDI 6 AVRIL, la Bourse allemande était en progression à la mi-séance. Elle bénéficiait du record de Wall Street enregistré la veille et du rebond de la Bourse japonaise. Vers 12 heures, l'indice DAX gagnait 1,52 % à 4 976,07 points. Jeudi, l'indice DAX avait terminé en hausse de 0,75 % à 4 901,81 points. Le marché était fermé vendredi et lundi en raison des fêtes de Pâques.

TAUX

LES MARCHÉS OBLIGATAIRES européens étaient orientés à la hausse à l'ouverture mardi 6 avril. Le contrat à l'ouverture mardi 6 avril du Matif gagnait 22 centimes après quelques minutes de transactions. Le rendement de l'emprunt d'Etat français à 10 ans s'inscrivait à 4,08 %.

MONNAIES

LE DOLLAR se négociait, mardi 6 avril lors des premiers échanges, à 121,10 yens, se repliant légèrement après avoir atteint un pic à 122 yens en cours de séance la veille. La devise américaine s'était renchérie, lundi, après la publication de statistiques favorables sur le chômage aux États-Unis et de l'enquête industrielle au Japon, moins optimiste que prévu. Après avoir pû la veille de la vigueur du dollar, l'euro restait stable mardi matin à 1,0724 dollar.

Taux de change fixe zone Euro

Contre	Taux
FRANCE	1,6366
ALLEMAGNE	1,9364
ITALIE	1,9364
ESPAGNE	1,6664
PORTUGAL	204,836
GRÈCE	340,750
IRLANDE	7,87564
FINLANDE	5,94573
ROYAUME-UNI	1,93627

Hors zone Euro

Contre	Taux
CORÉE DU SUD	1,80000
TAÏWAN	1,80000
HONG KONG	7,75360
CHINA	8,27520
INDONÉSIE	1,55000
THAÏLANDE	1,80000
VIÊT NAM	2,00000
PHILIPPINES	1,80000
BRÉSIL	2,00000

Cours de change croisés

Cours	Contre	Taux
EURO	FRANCE	1,6366
EURO	ALLEMAGNE	1,9364
EURO	ITALIE	1,9364
EURO	ESPAGNE	1,6664
EURO	PORTUGAL	204,836

Taux d'intérêt (%)

Taux	Contre	Taux
FRANCE	3 mois	4,08
FRANCE	6 mois	4,08
FRANCE	12 mois	4,08
FRANCE	3 ans	4,08
FRANCE	5 ans	4,08

Matif

Cours	Contre	Taux
EURO	FRANCE	1,6366
EURO	ALLEMAGNE	1,9364
EURO	ITALIE	1,9364

Pétrole

Cours	Contre	Taux
EURO	FRANCE	1,6366
EURO	ALLEMAGNE	1,9364
EURO	ITALIE	1,9364

Matières premières

Cours	Contre	Taux
EURO	FRANCE	1,6366
EURO	ALLEMAGNE	1,9364
EURO	ITALIE	1,9364
EURO	ESPAGNE	1,6664
EURO	PORTUGAL	204,836

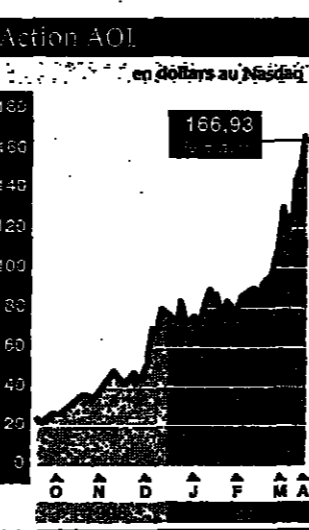
Or

Cours	Contre	Taux
EURO	FRANCE	1,6366
EURO	ALLEMAGNE	1,9364
EURO	ITALIE	1,9364
EURO	ESPAGNE	1,6664
EURO	PORTUGAL	204,836

Cotations graphiques et indices en temps réel sur le site Web du Monde : www.lemonde.fr/bourse

AOL, symbole de l'engouement pour Internet

L'ACTION d'American Online (AOL), le numéro 1 mondial des fournisseurs d'accès à Internet, a atteint un nouveau record, lundi 5 avril, sur le Nasdaq. Le titre a terminé la séance à 166,93 dollars, soit une hausse de 11 % et une capitalisation boursière de 168 milliards de dollars (157 milliards d'euros). La valeur a bénéficié de rumeurs sur des discussions de fusion avec le réseau de télévision CBS et de l'annonce du rachat de when.com, un service d'agenda virtuel disponible sur Internet. Le montant de la transaction, payé en actions AOL, n'a pas été dévoilé. Grâce à cette nouvelle acquisition, AOL sera en mesure d'offrir à ses abonnés un agenda en ligne, permettant de noter ses rendez-vous et d'être informés des événements culturels, sportifs ou commerciaux, en fonction de centres d'intérêt définis au préalable. Depuis le rachat de Netscape en novembre 1998, l'action AOL a été multipliée par près de quatre. L'enthousiasme des investisseurs a été entretenu par l'annonce d'un accord commercial avec Sun Microsystems, l'inventeur du langage universel Java, le 30 mars. L'alliance AOL-Netscape-Sun permettra aux trois partenaires d'offrir des solutions clés en main pour les fournisseurs d'accès Internet et les entreprises souhaitant être présentes sur le réseau mondial et développer leur commerce électro-



nique. Les analystes estiment qu'AOL devrait pouvoir ajouter 16 millions d'abonnés, qui se connectent essentiellement depuis leur domicile, et les 13 millions d'utilisateurs du Netcenter, principalement une clientèle de professionnels. AOL peut ainsi tabler sur environ 50 millions de connexions par mois sur ses sites, loin devant Yahoo (29 millions) et Microsoft MSN (20 millions). De son côté, Sun devrait intégrer les technologies du moteur de recherche Netscape et offrir des solutions intégrées face à son rival Microsoft. L'engouement des investisseurs pour les valeurs Internet semble sans limite. Lundi, Yahoo a progressé de plus de 20 %.

Christophe Jakubyszyn

سكوا من الأهل

VALEURS EUROPÉENNES

● Les valeurs pétrolières ont été pénalisées jeudi 1^{er} avril par le reflux du prix du pétrole, qui a perdu près de 4 % après avoir atteint la veille son niveau le plus haut depuis dix mois. Royal Dutch Petroleum a cédé 0,35 % à 48,9 euros, tandis que BP Amoco a perdu 3,72 % à 100,95 pence.

● DaimlerChrysler a gagné jeudi 2,21 %, à 83,2 euros. Son action a bénéficié de recommandations positives de la part de plusieurs maisons de titres anglo-saxonnes.

● Glaxo Wellcome a grimpé jeudi de 3,95 %, à 215,8 pence. Le troisième groupe pharmaceutique a continué de bénéficier de spéculations selon lesquelles il pourrait fusionner avec

Bristol Myers Squibb, formant ainsi le numéro un du secteur.

● Lloyd's TSB s'est apprécié jeudi de 1,6 % à 952 pence. La banque de droit suisse a vu ses services dans les bureaux de poste situés en campagne.

● Mannesmann a progressé jeudi de 2,25 %, à 127 euros. Le numéro un du téléphone cellulaire va lancer une émission d'obligations convertibles d'un montant de 200 millions d'euros pour l'aider à financer ses futures transactions.

● Telecom Italia a perdu jeudi 4,18 %, à 9,43 euros. L'opérateur a estimé qu'il valait plus que le prix offert par Olivetti et a incité ses actionnaires à rejeter cette offre.

06/04 12h45

Code pays	Cours en euros	% Var.
AUTOMOBILE		
AUTOLUX SDR	SE 38,01	+0,84
BASF AG	DE 35,2	+0,57
BORG	DE 613	+0,32
CONTINENTAL AG	DE 33,15	+2,39
DaimlerChrysler	DE 84,25	+1,81
FIAT	IT 3,99	+0,85
FIAT PR	IT 1,9	+1,27
LUXVAL RM	FR 188,1	+0,84
LUXUS VARTY	GB 4,28	+0,35
MAGNETI MARELLI	IT 1,31	+1,50
MICHELIN RM	FR 41,29	+0,60
PEUGEOT RM	FR 158,4	+1,21
PIRELLI	IT 2,82	+1,10
RENAULT	FR 33,7	+1,20
SOMMER ALLIANCE	FR 25,4	+3,42
VALIO RM	FR 74,88	+0,47
VOLKSWAGEN	DE 60,1	+0,50
VOLVO A	SE 23,78	+0,47
VOLVO B	SE 24,30	+0,48
INDEX STOKX AUTO	239,2	+0,59

BANQUES		
ABEY NATIONAL	GB	19,55 +1,08
ABN AMRO HOLDING	NL	19,25 +0,28
ALLIED IRISH BA	GB	18,19 +0,28
ALFA CREDIT BA	GB	81,80 ---
ARGENTARIA R	ES	25,45 +0,85
Banco de España	PT	18,45 ---
Banco de Portugal	PT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 +1,10
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,85 ---
Banco di Sicilia	IT	10,85 ---
Banco di Venezia	IT	10,85 ---
Banco di Napoli	IT	10,85 ---
Banco di Roma	IT	10,85 ---
Banco di Santo Spirito	IT	10,8

SCIENCES Causée par la fatigue, renforcée par l'absorption d'alcool ou de drogue, l'hypovigilance constitue une des principales causes des accidents mortels. ● AU CENTRE D'ÉTUDE

de physiologie appliquée de Strasbourg, des chercheurs ont mis au point des instruments perfectionnés afin d'en traquer les manifestations les plus intimes. ● CHAQUE INDIVIDU

semble, cependant, réagir différemment, compliquant la standardisation des systèmes que certains constructeurs tentent de mettre au point pour améliorer la sécurité des automobiles

et des poids lourds. ● LES RECHERCHES menées dans le cadre d'un programme européen s'efforcent donc de caractériser la façon de conduire de chaque individu. L'ordinateur de la

voiture comparera en permanence la conduite réelle avec celle qu'il a mémorisée, tout en intégrant les informations fournies également par l'infrastructure routière.

Physiologistes et ingénieurs s'allient pour rendre la voiture plus sûre

Au volant de simulateurs, des conducteurs bardés de capteurs et surveillés par des caméras vidéo sont mis dans les conditions d'un long trajet sur autoroute. Objectif de ces recherches : traquer les signes de l'hypovigilance, première cause d'accidents mortels

STRASBOURG
de notre envoyé spécial
Conduite de nuit. La Peugeot 605 est garée sur un parking autoroutier. Un tour de clé et le moteur ronfle. Pas de frein à main sur ce véhicule, il suffit d'enclencher les vitesses et d'accélérer pour s'engager sur la bretelle d'accès. Un coup d'œil réflexe au rétroviseur détruit alors l'illusion naissante : le reflet dévoile la salle de laboratoire climatisée dans laquelle est installé le simulateur. Nous sommes, en fait, au Centre d'étude de physiologie appliquée de Strasbourg, au volant du Pavcas, ou poste d'analyse de la vigilance en conduite automobile simulée.

L'engin sert à étudier les phénomènes d'endormissement. « C'est le seul simulateur mobile pour l'automobile, et l'un des rares au monde à avoir été utilisé pour étudier le comportement du conducteur », indique Alain Muzet, le directeur du centre. Ce prototype, construit par le Laboratoire d'analyse et d'architecture des systèmes (LAAS) de Toulouse, est constitué d'une demi-voiture posée sur trois plates-formes dotées d'actionneurs hydrauliques, qui transmettent au véhicule tous les mouvements correspondant à la trajectoire empruntée par le

conducteur. Le réalisme est poussé jusqu'à reproduire les « bruits aérodynamiques », le sifflement du vent sur l'habitacle. Les commandes – volant, accélérateur, vitesses – sont asservies à un ordinateur qui dessine en temps réel un décor virtuel. Projetée sur grand écran, la scène est extrêmement réaliste, qu'elle soit nocturne, diurne, ou qu'elle reproduise un temps de brouillard. « Nous disposons de deux circuits de 50 kilomètres de long, tous deux sur autoroute, précise Alain Muzet. L'un est très monotone et l'autre truffé de montées et descentes, de portions avec travaux, de véhicules à dépasser ou à éviter. »

ENREGISTREMENTS SPECTACULAIRES
Mais cet instrument étonnant – il est recommandé de ne pas piloter à jeun, pour éviter la nausée – ne serait qu'un jeu d'arcade amélioré (il a coûté 17 millions de francs, soit 2,6 millions d'euros) s'il n'était doté d'une série de caméras vidéo et de capteurs. Ceux-ci sont chargés de scruter le comportement du conducteur : regard, pression sur le volant et les pédales, y compris les paramètres physiologiques tels qu'électroencéphalogramme, fréquence cardiaque, voire température rectale. Le tout trente fois par seconde.

Ces enregistrements se révèlent spectaculaires. Une séquence montre une jeune femme une main sur le volant, l'autre jouant machinalement avec son collier, un signe que l'endormissement menace. « Il est 6 h 14 du matin et elle a été réveillée trois heures plus tôt », précise le chercheur. Son regard se met à divaguer, elle ferme les paupières pendant des périodes de plus en plus longues.

Soudain, elle écarquille les yeux et donne un grand coup de



BERNARD FLORENTIN

volant correctif, avant de s'es-suyer le front en signe de soulagement. Une autre conductrice a les yeux grand ouverts, tout paraît normal. Mais elle roule sur la bande d'arrêt d'urgence sur plusieurs centaines de mètres ! Il est 15 h 48, ce jeune conducteur trace sa route, les yeux clos pendant des « éclipse » de quelques secondes. « D'autres se réveillent carrément en rose campagne », précise Alain Muzet.

Ce phénomène d'hypovigilance, voire d'endormissement, est extrêmement répandu en situation de conduite. La fondation américaine pour la sécurité routière a montré qu'elle était la première cause des accidents mortels (25 % des cas aux États-Unis) et que la fatigue est responsable de près de 41 % des accidents de poids lourds, rapporte la revue *Travail et sécurité* (mars 1997).

En France, selon l'Association des sociétés françaises d'autoroutes, un accident mortel sur trois serait dû à l'hypovigilance. Le simulateur confirme ces données brutes. Le slogan « Toutes les deux heures, la pause s'impose » est donc bienvenu. « Mais elle peut s'imposer plus tôt, selon les circonstances et les personnes », prévient Alain Muzet, qui présente une série de mesures montrant clairement que, sur deux

heures de conduite, certains cumulent quelques minutes d'absence, par tranches de trois à cinq secondes, voire plus. Ces résultats concordent avec les observations en grandeur réelle effectuées par Alex Coblenz, du laboratoire d'anthropométrie de la faculté de médecine de Paris. Les sujets jeunes sont particulièrement exposés. « Bon nombre de ceux qui rentrent d'une boîte de nuit peuvent en être victimes », assure le chercheur. Evidemment, vitesse et alcool, mais aussi une musique assourdissante, renforcent le phénomène. Celui-ci survient aussi après une bonne nuit de sommeil, notamment après le repas de midi. Les

heures de conduite, certains cumulent quelques minutes d'absence, par tranches de trois à cinq secondes, voire plus. Ces résultats concordent avec les observations en grandeur réelle effectuées par Alex Coblenz, du laboratoire d'anthropométrie de la faculté de médecine de Paris. Les sujets jeunes sont particulièrement exposés. « Bon nombre de ceux qui rentrent d'une boîte de nuit peuvent en être victimes », assure le chercheur. Evidemment, vitesse et alcool, mais aussi une musique assourdissante, renforcent le phénomène. Celui-ci survient aussi après une bonne nuit de sommeil, notamment après le repas de midi. Les

Le poste d'analyse de la vigilance en conduite automobile simulée (Pavcas) du centre d'étude de physiologie appliquée du CNRS à Strasbourg permet d'étudier le comportement du conducteur durant des trajets autoroutiers. Le simulateur comprend une carcasse de Peugeot 605 dont les commandes sont asservies à un ordinateur capable de la fois de faire défiler sur écran un paysage de synthèse réaliste et d'imprimer au véhicule les mouvements correspondants, via des vérins hydrauliques.

mécanismes en jeu restent mal connus. Le simulateur Pavcas permet aussi de tester l'influence de certains médicaments sur la conduite. Récemment, il a été utilisé pour vérifier l'efficacité des traitements contre l'apnée du sommeil, une affection qui se traduit par une somnolence accrue durant la journée. L'objectif ultime est de prévenir l'hypovigilance ou, pour le moins, d'alerter le conducteur. « Nous avons travaillé sur la partie diagnostic, qui vise à déterminer le moment où la conduite se dégrade », explique Alain Muzet.

Mais chaque individu a sa propre « signature », ce qui complique la standardisation des systèmes d'avertissement. Certaines ondes électroencéphalographiques offrent un signal d'alerte indubitable, mais on imagine mal l'implantation d'un réseau d'électrodes sur le scalp de chaque père de famille partant en week-end. Une petite sieste sur l'aire de repos reste encore la solution la plus indiquée.

Hervé Morin

Mesurer la « qualité des ambiances »

Le Centre d'étude de physiologie appliquée de Strasbourg dispose également d'une installation destinée à l'étude des réactions de l'être humain placé dans différentes situations climatiques : une chambre dans laquelle la température du sol, du plafond et des parois (de 5 à 70 °C) ainsi que l'hygrométrie et la vitesse de l'air (0,2 à 1,2 m/s) sont strictement contrôlées. Des capteurs mesurent les réactions physiologiques (perte de masse, débit sanguin, sueur...) du sujet qui, de plus, doit décrire ses sensations. Le laboratoire fait également appel à un « mannequin calorimétrique » doté de 36 points de mesure, identique à ceux qu'utilisent les constructeurs automobiles. Il s'agit ainsi de créer un modèle informatique capable de traduire fidèlement les impressions subjectives en valeurs plus objectives et donc exploitables par les concepteurs de climatisation. Outre l'automobile, ces études intéressent tous les secteurs soucieux de « qualité des ambiances », du bâtiment à l'habillement.

L'automobiliste du futur pilotera sous haute surveillance électronique

Les systèmes de sécurité surveilleront à la fois les variations dans son style de conduite et l'infrastructure routière

LES ACCIDENTS de la route résultent souvent d'une défaillance des conducteurs. Plusieurs laboratoires de recherche développent des outils d'analyse du comportement de l'automobiliste visant à détecter les anomalies révélatrices d'une conduite dangereuse. La principale difficulté réside dans l'obtention d'un système à la fois économique et fiable à près de 100 %.

Deux voies de recherche se dessinent. L'une s'attache à l'analyse directe des conducteurs, l'autre à l'instrumentation des automo-

biles elles-mêmes. Dans le premier cas, il s'agit d'observer le comportement de l'automobiliste afin de détecter l'hypovigilance, les effets de la fatigue, de la peur, de la nervosité, de l'alcool ou du cannabis. « L'objectif est de rassembler un faisceau d'informations, de les analyser et de déclencher une alarme ou une réaction du véhicule qui peut aller jusqu'à l'arrêt automatique d'urgence », explique Alain Muzet, directeur du Centre d'étude de physiologie appliquée de Strasbourg, qui travaille sur le sujet.

L'endormissement au volant est la quatrième cause d'accident mortel pour les automobilistes et la seconde pour les chauffeurs de poids lourds. Renault s'est donc associé à l'équipe de Bruno Steux, du centre de robotique de l'École des mines de Paris, pour la mise au point d'un dispositif d'analyse du clignement des yeux destiné à la conduite de poids lourds. Après trois années de développement, le prototype donne aujourd'hui des résultats satisfaisants pour les ingénieurs. Il comporte une caméra qui scrute le visage du chauffeur. L'ordinateur auquel elle est reliée localise en permanence la tête du conducteur, suit chacun de ses mouvements et, en analysant l'image, détecte et mesure les clignements des deux yeux. 91 % des accidents dus à l'endormissement ayant lieu de nuit pour les poids lourds (67 % pour les voitures particulières), l'École des mines s'est orientée vers un dispositif capable de fonctionner de nuit grâce à l'utilisation d'un éclairage infrarouge.

Si la durée de fermeture des paupières augmente, l'ordinateur peut soupçonner que le conducteur risque d'être victime de somnolence. Toute la difficulté, pour une utilisation effective de ce système, réside dans l'établissement d'une corrélation précise entre la mesure des durées de clignement et l'état réel d'hypovigilance du conducteur. La durée « normale » de fermeture des paupières varie de 0,1 à 0,3 seconde. A partir de quel seuil d'augmentation de cette valeur peut-on estimer que l'individu entre dans un état d'endormissement dangereux ? « Le problème, c'est que, justement, on ne sait pas », répond Alain Muzet.

Tout rallongement est, bien entendu, suspect, et l'on pourrait considérer qu'une fermeture des paupières pendant une demi-seconde est anormale. Mais le problème se complique par le fait que les clignements plus longs se produisent de façon sporadique. L'évolution non linéaire du phénomène rend donc le diagnostic délicat. Les choses se compliquent encore quand on sait que l'absence d'un tel allongement « ne veut pas dire que l'individu n'est pas en état d'hypovigilance », souligne Alain Muzet.

« La réaction est favorable si les mesures restent extérieures au conducteur et si elles ne présentent aucune des caractéristiques des mouchards »

L'instrumentation du conducteur n'est peut-être donc pas la bonne solution. Les recherches menées dans le cadre du programme européen Save (system for effective assessment of driver state and vehicle control in emergency situations) tentent donc, plutôt, de caractériser la façon de conduire de chaque personne au volant. Ensuite, grâce aux différents capteurs installés dans la

voiture, l'ordinateur compare en permanence la conduite réelle avec celle qu'il a mémorisée. Le diagnostic s'appuie ainsi sur la combinaison des critères liés aux habitudes de conduite du chauffeur avec les règles, plus universelles, de la sécurité. Certains conducteurs freinent presque en même temps que le véhicule qui les précède. D'autres attendent avant de réduire leur vitesse. D'une part, l'ordinateur mémorise ce « style » de conduite ; de l'autre, il n'oublie jamais la sécurité : rouler à 130 km/h moins de 10 mètres derrière une autre voiture est, dans tous les cas, dangereux.

Lorsque ces recherches auront abouti, la conduite automobile risque de ne plus ressembler beaucoup à celle que nous connaissons aujourd'hui. D'autant que les informations collectées par l'ordinateur proviendront également de l'infrastructure. Chaque virage dangereux, par exemple, émettra un signal qui préviendra le conducteur, mais qui sera également pris en compte par l'ordinateur pour adapter les limites de comportement autorisées. Reste à savoir comment les conducteurs réagiront à cette surveillance de tous les instants. Accepteront-ils de sacrifier leur liberté sur l'autel de la sécurité ? Alain Muzet estime que « la réaction est favorable si les mesures restent extérieures au conducteur et si elles ne présentent aucune des caractéristiques des mouchards pouvant être interprétées comme un piégeage de la voiture ».

Michel Alberganti

L'Iliade et l'Odyssée

Par la guerre, l'amour chez les Grecs

Depuis nos premières BD jusqu'aux plus récents téléfilms, en passant par nos cours d'histoire à l'école ou au lycée, nous nous sentons de la famille d'Achille, d'Hélène, d'Ulysse, d'Andromaque... Culturellement, Homère est notre patriarche et les Grecs sont nos ancêtres.

Au sommaire

- Homère a-t-il existé ?
- La guerre de Troie est-elle due à l'appât de l'or ou à l'amour d'une femme ?
- Comment les Grecs ont-ils colonisé la Méditerranée ?
- Pourquoi les dieux se mêlent-ils tant des affaires des hommes ?
- Peut-on atteindre l'histoire derrière ces légendes ?...

En kiosque du 24 mars au 28 avril • 38 F

Grâce à ce numéro spécial, **notre HISTOIRE** réveille en vous une antique mémoire !



Bibliographie, glossaire, chronologie, cartes, 64 pages illustrées. Notre Histoire n°165 (numéro spécial) avril 1999

سكنا من الأصل

LES RE-
né le cadre d'un
planning d'ordre
de conduite de
direction de la

a voiture plus sûre

à dans les conditions d'un long trajet
d'accidents mortels

Le poste d'analyse
de la conduite en conduite
automatique, installé dans
le centre d'étude de
physiologie appliquée
du CNRS à Strasbourg,
permet d'analyser
le comportement
du conducteur durant
des trajets automatisés.
Le simulateur comprend
une voiture de 1900 kg
dont le comportement est
identique à celui d'une
véritable voiture. Les
données sont analysées
et d'imprimer des
résultats via
des écrans numériques.

illiance électronique

de la structure routière

Y&R

Y&R

Y&R

Y&R

Y&R

Y&R

Y&R

Y&R

Y&R

Y&R

Y&R

Y&R

Y&R

Y&R

Y&R

Y&R

La gestion et le manque de coordination freinent l'activité des chercheurs

Un rapport prône une déconcentration et une simplification de l'administration des organismes

Le ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie rend public un rapport sur la gestion de la recherche française. Le

constat est sévère. Les responsables de laboratoires sont accablés par les tâches administratives, les établissements cultivent leurs par-

cularismes. Les recommandations des auteurs de ce document seront discutées par les chercheurs pour servir de base à des réformes

COURTELINESQUE C'est un tableau sans concession que brosse, de l'administration de la recherche en France, un rapport établi par Marc Goujon, ingénieur de recherche au CNRS, directeur de l'établissement public du musée du quai Branly, et Gérard Chastagnaret, professeur d'histoire contemporaine, directeur de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme. Pour cette étude commandée par le ministère de la recherche, Claude Allègre, les deux auteurs ont interrogé un panel de représentants du milieu scientifique : présidents, directeurs et secrétaires généraux d'organismes, responsables syndicaux, directeurs de laboratoires, chercheurs de base.

Des situations contrastées

Le tableau d'une recherche gagnée par la bureaucratie est relativisé par les données fournies dans les annexes du rapport. La situation est très contrastée en fonction des organismes. Le principal d'entre eux, le CNRS, occupe à des tâches de gestion (direction générale, ressources humaines, finances, informatique, logistique, documentation, communication...) 8,5 % de ses effectifs et 7,6 % de ses crédits de fonctionnement, chiffres qui pourraient lui valoir certaines entreprises. A l'inverse, 35 % des effectifs et 18 % des moyens de l'Institut de la recherche en informatique et en automatique (Iria) sont affectés à la gestion, qui pèse également très lourd au Centre national d'information machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts (Cemagref), avec 29 % des effectifs et 20 % du budget de fonctionnement.

Leurs conclusions sont sévères. Premier constat : une dérive vers des tâches très éloignées de la recherche. « Les chercheurs pensent que le métier qu'ils ont choisi est de plus en plus la place à celui de gestionnaire, pour lequel ils n'ont d'autre formation que celle acquise sur le terrain. » Et cela se fait « sans que ce travail de gestion ait toujours une utilité bien définie ». Ils citent comme exemple les rapports de promotion de carrière : « Dans 90 % des cas, le temps consacré à la défense d'un candidat l'est en pure perte, du fait de l'écart entre la masse des données et les possibilités effectives de promotion ». Selon les auteurs, « le sentiment général est que la réponse ou l'absence de réponse à une circulaire administrative produite dans la plupart des cas le même effet, c'est-à-dire rien ».

Cette dérive est d'autant plus dommageable que les tâches administratives connaissent « un accroissement considérable ». Les chercheurs consacrent une part grandissante de leur temps à la recherche de crédits. A ce travail chronophage s'ajoute la complexité du dispositif juridique. « La responsabilité d'équipe », en général, cinq couches de réglementation au-dessus de sa tête : l'Europe, l'Etat, les régions, l'organisme, dont il relève et l'université qui l'accueille.

Second constat : le « particularisme » cultivé par les différents organismes de recherche pour affirmer, chacun dans son domaine, son identité et donc sa raison d'être, face à un CNRS à vocation généraliste. Il en résulte des « dysfonctionnements » parfois caricaturaux. Le mode d'attribution de primes, variable d'un établissement à l'autre, freine la mobilité des personnels. En matière de formation permanente, les organismes agissent « dans un isolement quasi complet, alors que les statuts des agents sont les mêmes ». Il en est de même des

systèmes informatiques : chaque établissement a adopté sa propre solution pour préparer le passage à l'an 2000 !

« DÉCONCENTRATION »

Les auteurs du rapport préconisent de « simplifier la gestion de la recherche » et d'instaurer « une coordination interorganismes ». Ils suggèrent que le ministère inscrive clairement, dans ses directives aux établissements, « une mission de coopération avec leurs homologues ». Ils prônent également une plus grande « déconcentration » des organismes. Poussant plus loin le modèle du CNRS, déjà bien organisé en délégations régionales, ils imaginent d'ouvrir pour les recrutements non plus des concours nationaux, mais « des concours régionaux interétablissements », et, pour les promotions de carrière, des « commissions administratives paritaires décentralisées ». Ils conseillent aussi, pour faciliter la mobilité des personnels, de réduire de onze à cinq le nombre de catégories d'ingénieurs, tech-

niciens et administratifs. « Des domaines entiers de gestion auraient intérêt à être mis en commun », dans un souci d'économie, et pour renforcer l'efficacité, estiment les rapporteurs, qui plaident pour une « mutualisation » de certaines fonctions, comme la gestion des crédits de laboratoires, la formation permanente, la gestion du patrimoine ou l'action sociale.

Il reste à savoir quelles suites le ministère donnera à ce rapport. Celui-ci, indique-t-il, « doit susciter un débat au sein des établissements », à l'issue duquel ils « proposeront des mesures », en vue de leur prochaine contractualisation avec l'Etat. Mais, si ce document apporte de l'eau au moulin de Claude Allègre, qui a fait de la « déconcentration » de la recherche l'une de ses priorités, la communauté scientifique verrait d'un mauvais œil que des réformes soient envisagées avant le débat national sur la recherche prévu pour le mois de juin.

Pierre Le Hir

Le mont Cameroun est entré en éruption

DEUX AGGLOMÉRATIONS ABITANT UN MILLIER DE personnes sont menacées par une coulée de lave qui s'écoule sur le versant ouest du mont Cameroun, entré en éruption dimanche 28 mars. La lave épaisse avance sur un front de quelques dizaines de mètres et pourrait atteindre les bourgs de Batoué et Bakelinge jeudi 8 avril si l'activité volcanique n'évolue pas, indiquait, lundi 5 avril, la radio nationale CRTV. Les autorités locales, qui ont mis en place un dispositif d'urgence depuis la ville voisine de Limbe, n'ont encore donné aucune consigne d'évacuation.

Le mont Cameroun (4 100 mètres) a connu 17 éruptions en deux cents ans, les deux dernières remontant à 1982 et 1977. Il constitue l'élément le plus actif d'une ligne partant des îles volcaniques de l'Atlantique (Annobon, Sao Tomé, Principe, Bioko) et s'étendant jusqu'au massif du Tibesti, au Tchad. Elle passe par le lac Nyos, à 250 km au nord du mont Cameroun, où le dégazage brutal de 100 millions de mètres cubes de dioxyde de carbone avait provoqué le mort de 1 746 personnes par asphyxie en 1986. Or, « une mission scientifique récente révèle que la limite des taux de saturation en gaz dissous est presque atteinte » dans les lacs Nyos et Mounoun (un autre lac volcanique de cette région), indique l'Agence France-Presse, sur la foi d'un rapport parvenu de son bureau de Yaoundé.

DÉPÊCHES

■ **PHYSIQUE** : des réactions de fusion thermonucléaire ont été obtenues au laboratoire américain de Livermore (Californie) par bombardement de clusters (paquets) de molécules de deutérium à l'aide d'impulsions laser très brèves (35 femtosecondes) de haute intensité (dix puissance dix-sept watts par centimètre carré). Selon Todd Ditmore, l'un des auteurs de cette expérience, ce dispositif de « fusion de table » ne donnera probablement pas naissance à une nouvelle technique de production commerciale d'énergie, mais pourrait, en revanche, constituer une source de neutrons économique.

■ **ESPACE** : un vaisseau cargo s'est arrimé à la station russe Mir, dimanche 4 avril, à 14 h 46 (heure française). Ce vaisseau Progress M-41 apporte plus de 2 400 kilos de carburant, d'oxygène, de vêtements, de nourriture et matériel scientifique et technique. Parmi ce « matériel », figurent notamment des pleurodèles (sorte de tritons) vivantes sur lesquelles le Français Jean-Pierre Haigneré, qui se trouve à bord depuis le 22 février, doit mener des expériences concernant le développement du système nerveux en absence de pesanteur.

France Télécom expérimente Internet par satellite

AUGMENTER le débit des connexions à la Toile du réseau mondial reste l'une des préoccupations majeures des opérateurs de télécommunications. Après les solutions terrestres (câble et ADSL ou Asymmetric digital subscriber line), France Télécom a commencé, jeudi 1^{er} avril, une expérimentation de l'accès à Internet par satellite. Une solution qui pourrait répondre aux besoins des internautes privés de liaisons terrestres rapides.

L'opération, qui doit durer dix mois, concerne 200 abonnés professionnels et 50 particuliers situés dans les villes de Beauvais, Compiègne, Quimper et Vannes ainsi que 70 écoles. L'ensemble du réseau mondial sera accessible par l'installation que France Télécom mettra en place chez chacun des participants et qui revient à installer une carte spécifique à l'intérieur de l'ordinateur et de la relier à une parabole classique. Cette dernière capte le satellite Télécom 2B, qui offre un débit total de 2 mégabits par seconde à l'ensemble des abonnés professionnels ; ou Hot Bird 3, qui dessert les particuliers à 500 kilobits par seconde. L'opérateur estime qu'en moyenne la vitesse de réception des données sera 10 fois supérieure à celle que fournissent les modems sur les lignes téléphoniques classiques.

En l'absence, pour l'instant, de la technologie nécessaire, l'expérience reste néanmoins limitée. Si les internautes recevront bien le contenu de la Toile via le satellite, ils devront continuer à utiliser les lignes téléphoniques pour envoyer leurs « requêtes », c'est-à-dire l'adresse des sites auxquels ils veulent accéder, le contenu de formulaires d'inscription et autres données nécessaires à la navigation ou au commerce électronique. Mais le débit nécessaire pour cette émission est très largement infé-

rieur à celui qu'impose la réception confortable du contenu de plus en plus multimédia (image, son, vidéo) de la Toile.

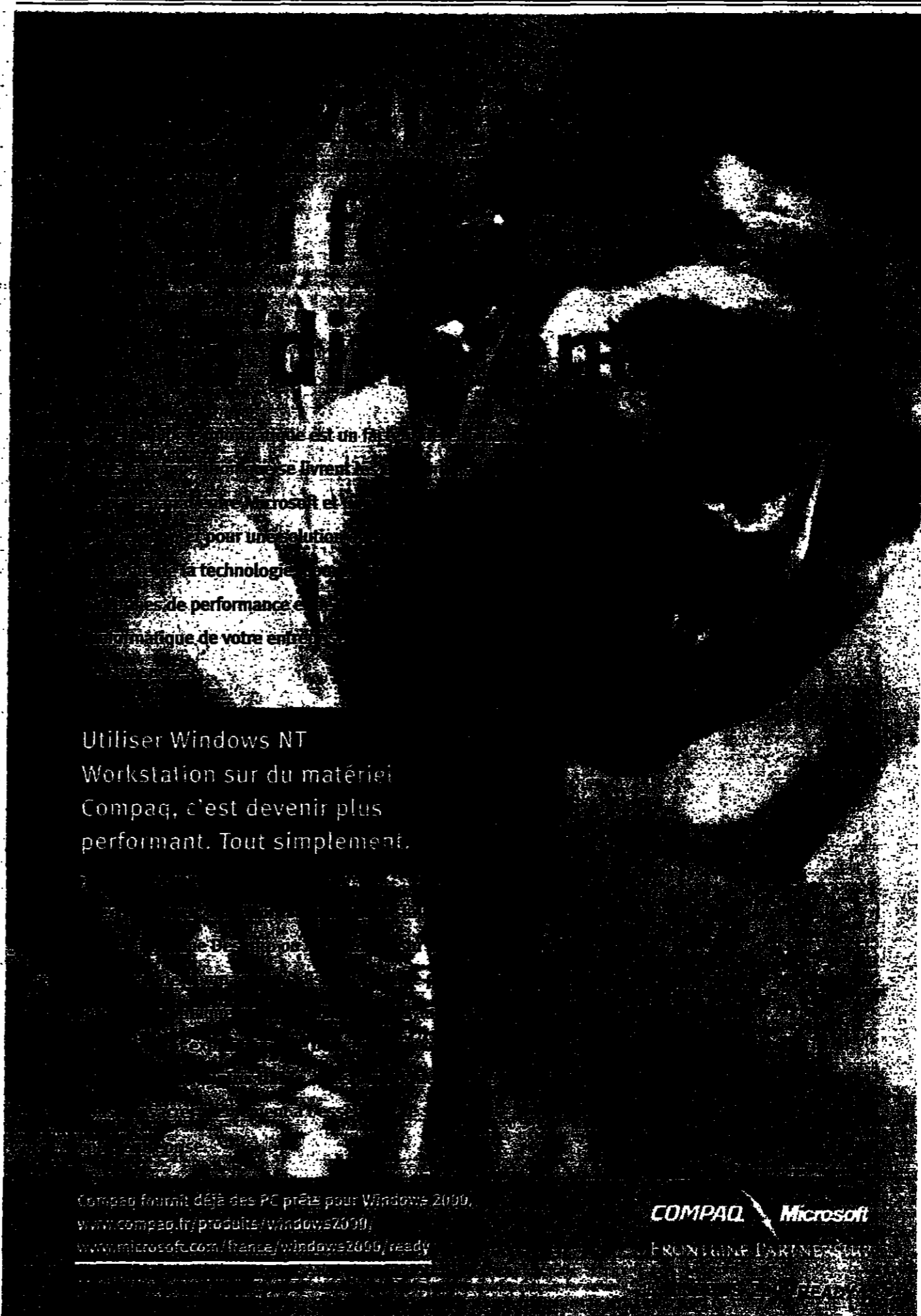
Les participants à ce test commercial devront acquitter un abonnement de 301,50 francs TTC (46 euros) par mois, auquel s'ajoute la facture des télécommunications locales. Intéressante à l'usage, la configuration proposée par France Télécom l'est moins sur le plan financier.

POUR UNE DURÉE ILLIMITÉE

En effet, l'abonnement Internet à son service Wanadoo classique revient à 95 francs (14,5 euros) par mois pour une durée illimitée, auxquels s'ajoute la facture des télécommunications locales. Intéressante à l'usage, la configuration proposée par France Télécom l'est moins sur le plan financier. Trois fois plus coûteux, l'abonnement par satellite ne supprime pas complètement cette facture. Il doit néanmoins la réduire, car la connexion avec le fournisseur d'accès terrestre (Wanadoo dans ce cas) ne sera établie que pendant la durée de la requête et non celle de toute la connexion à Internet. L'un des objectifs de l'expérimentation réside, précisément, dans l'évaluation de la facture téléphonique moyenne résultant d'un tel système.

Outre l'accès à Internet, France Télécom va expérimenter la diffusion de 6 canaux thématiques proposant des informations destinées aux entreprises, mais concernant aussi la santé ou la météo régionale, que les satellites émettront en permanence, comme une chaîne de télévision. Les participants devront en choisir deux, afin, précise-t-on à France Télécom, de ne pas trop habituer les abonnés à la réception d'informations gratuites.

M. AL



Utiliser Windows NT Workstation sur du matériel Compaq, c'est devenir plus performant. Tout simplement.

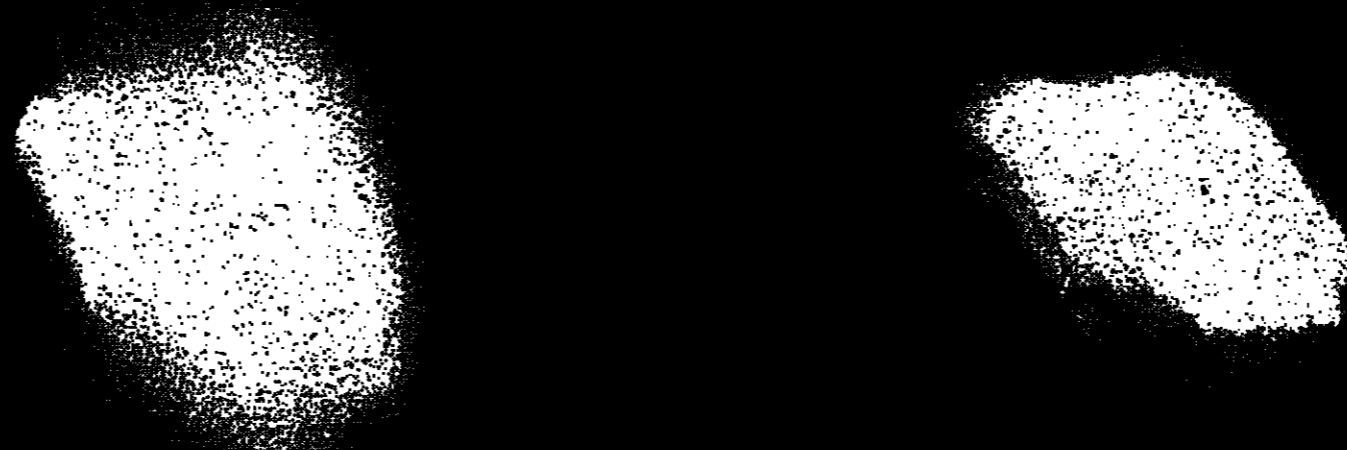
Compaq fournit déjà des PC prêts pour Windows 2000.
www.compaq.fr/produits/windows2000
www.microsoft.com/france/windows2000/ready

COMPAQ Microsoft
FRONTLINE PARTNER

هكذا من الأصل

© 1999 BNP Paribas

Le raid*



*** le 9 mars 1999,**
la BNP a déposé 2 projets distincts
d'offre publique d'échange inamicale,
l'un sur Société Générale,
l'autre sur Paribas.

هكذا من الأمل

SG

Clair po

Clair po

Clair po

N° Vert : 0 800 10 10 10

la réalité

SG PARIBAS, LA CLARTÉ

La clarté, c'est indispensable quand on veut construire une banque mondiale de premier plan.

Le rapprochement de Paribas et de Société Générale est un projet clair, précis et cohérent.

Clair pour les actionnaires. L'offre publique d'échange proposée aux actionnaires de Paribas par Société Générale débouchera sur un seul et unique projet, créateur de valeur : SG Paribas.

Clair pour les clients. Ensemble, Paribas et Société Générale vont construire la banque de détail de demain. Ensemble, elles vont construire le leader européen de la gestion d'actifs. Ensemble, elles vont construire la grande banque d'investissement française d'envergure internationale.

Clair pour les collaborateurs. Les équipes de Société Générale et de Paribas travaillent ensemble et définissent les plans d'action et l'organisation pour mettre en œuvre une nouvelle conception de la banque.

Paribas et Société Générale sont résolues à mettre en marche une vraie dynamique de croissance.

SG Paribas est une réalité.



N° Vert : 0 800 850 820



N° Vert : 0 800 051 788

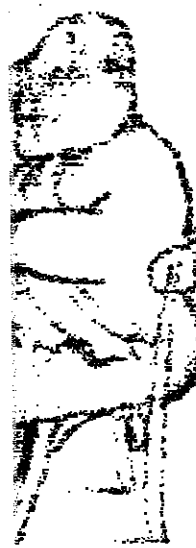
Une note d'information visée par la COB relative à l'offre publique d'échange de Société Générale sur Paribas ayant reçu le visa de la Commission des Opérations de Bourse n° 99-116 en date du 11 février 1999 est à la disposition du public, sans frais, auprès de la Société Générale et de Paribas.

مكتبة من الأصل

BOUTEILLE

Vin blanc
de Pays d'Oc

Domaine Perraudin



Net rafraîchissement

MERCREDI, après le passage d'une perturbation pluvieuse, les vents vont s'orienter au nord-ouest, véhiculant des masses d'air rafraîchies sur la France.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Ciel parsemé de cumulus autorisant de belles périodes ensoleillées. L'après-midi, nuages sur la Bretagne, signe d'une dégradation pour la soirée. Températures en baisse, de 12 à 14 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Alternance d'éclaircies et de nuages porteurs d'averses. Celles-ci se limitent l'après-midi au massif ardennais, les autres régions bénéficiant d'embellies. Températures fraîches de 11 à 13 degrés.

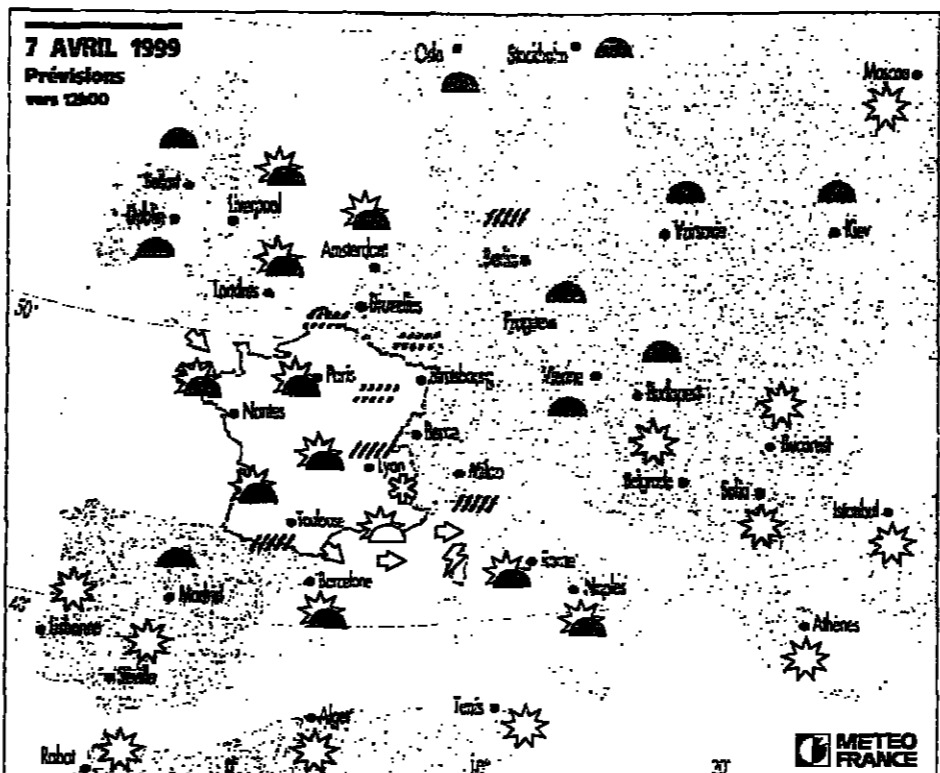
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Chute brutale des températures, qui ne dépassent plus 13 degrés. Ondées localement orageuses en troupes de futures éclaircies. La neige peut même s'infiltrer sur les crêtes.

Poitou-Charentes, Aquitaine,

Midi-Pyrénées. - En Poitou-Charentes, nuages et éclaircies se partagent le ciel. Dans le Bassin aquitain et les Pyrénées, nuages et ondées éparpillées, donnant quelques flocons au-dessus de 1500 mètres. Les températures accusent une nette baisse et ne dépassent plus 15 à 17 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Retour en force des nuages et de la fraîcheur. Peu d'améliorations à prévoir en cours de journée des monts Dore à la Savoie, où la neige apparaît dès 1000 mètres. En revanche, le Limousin et le sud de l'Auvergne voient le soleil s'immiscer entre les nuages. Il ne fait pas plus de 12 degrés.

Langue-d'Oc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Temps menaçant, venteux et parfois orageux en Corse. Sur le continent, les nuages se disloquent l'après-midi, mais le fort vent de nord-ouest donne une impression de fraîcheur malgré un mercure voisin de 17 à 19 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ AÉRIEN. United Airlines inaugure une cinquième fréquence quotidienne Paris-Chicago, en fin de journée, à partir du 6 mai. En partenariat avec la SNCF, la compagnie américaine propose aux voyageurs partant de Lyon un billet unique associant le trajet en TGV et les vols vers les États-Unis au même prix qu'au départ de Paris.

■ NEW YORK. Du 23 juin au 4 septembre, Nouvelles Frontières proposera, au départ d'Orly Ouest, 3 vols Corsair par semaine en Boeing 747, à destination de New York (aéroport de Newark). De 1 700 à 3 500 F (259 € à 533 €) A/R sans les taxes, selon les dates. Sur place, l'agence du voyageur propose toute une gamme de prestations à New York (séjours à partir de 2 550 F, 389 €, pour 3 nuits, et de 4 835 F, 737 €, pour 6 nuits), sur la côte Est et en Floride. Corsair dessert déjà San Francisco le vendredi et Los Angeles le dimanche. Renseignements au 0803-33-33.

PRÉVISIONS POUR LE 7 AVRIL 1999

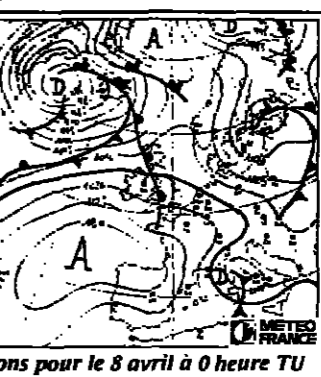
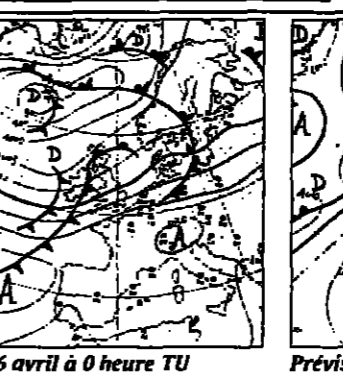
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.

FRANCE métropole	NANCY	8/11 P	ATHÈNES	10/20 S
AJACCIO	NANTES	8/14 N	BARCELONE	11/17 N
BIARRITZ	NICE	10/17 N	BELGRADE	9/23 S
BORDEAUX	PARIS	9/13 N	BERLIN	6/12 P
BOURGES	PAU	9/14 P	BERNE	6/9 P
BREST	PERPIGNAN	14/18 S	BRUXELLES	9/13 N
CAEN	RENNES	8/11 N	BUCAREST	7/21 S
CHERBOURG	ST-ETIENNE	8/11 N	BUDAPEST	11/22 C
CLERMONT-F.	STRASBOURG	8/12 P	COPENHAGUE	6/11 C
DUJON	TOULOUSE	8/11 P	DUBLIN	7/11 C
GRENOBLE	TOURS	7/12 P	FRANCFORT	7/11 C
LILLE	FRANCE centre-est	7/12 P	GENEVE	24/28 P
LIORGES	CAYENNE	24/28 P	HELSINKI	4/8 P
LYON	FORT-DE-FR.	22/28 P	ISTANBUL	6/15 S
MARSEILLE	NOUMEA	25/29 S		

25/30 P	KIEV	9/16 C	VENISE	10/16 P	LE CAIRE	12/21 S
23/29 P	LISBONNE	12/24 S	VIENNE	11/19 C	MARRAKESH	16/29 S
23/29 S	LIVERPOOL	6/12 N	AMSTERDAM	19/25 S	MAIROBI	16/27 N
	LONDRES	5/9 P	BRASILIA	9/20 S	PRETORIA	16/27 S
	LUXEMBOURG	7/22 C	BUENOS AIR.	23/26 P	RABAT	12/24 S
	MADRID	8/15 P	CARACAS	4/19 S	TUNIS	11/23 S
	MILAN	8/15 P	CHICAGO	18/24 N		
	MOSCOW	5/11 P	LOS ANGELES	9/14 C	ASIE-OCEANIE	
	MUNICH	11/16 N	MEXICO	14/30 S	BANGKOK	24/33 C
	NAPLES	1/6 C	MONTREAL	4/9 N	BOMBAY	25/32 S
	OSLO	6/21 N	NEW YORK	13/17 S	DIARAKA	27/36 P
	PALMA DE M.	5/13 C	SAN FRANCISCO	8/12 S	DUBAI	27/29 S
	PRAGUE	10/17 N	SANTIAGO	7/24 S	HONGKONG	19/25 C
	ROME	15/32 S	TORONTO	5/12 S	JERUSALEM	14/19 N
	SEVILLE	6/18 S	WASHINGTON	13/25 S	NEW DEHLI	22/40 S
	SOFIA	4/10 C	AFRIQUE		PEKIN	18/20 C
	ST-PETERSB.	4/11 C	ALGER	10/26 S	SEOUL	3/10 S
	STOCKHOLM	7/12 P	DAKAR	17/23 S	SINGAPOUR	28/30 P
	TENERIFE	12/19 S	KINSHASA	22/32 N	SYDNEY	14/19 N
	VARSOVIE	10/15 C			TOKYO	9/15 S

10/16 P	LE CAIRE	12/21 S
11/19 C	MARRAKESH	16/29 S
19/25 S	MAIROBI	16/27 N
9/20 S	PRETORIA	16/27 S
23/26 P	RABAT	12/24 S
4/19 S	TUNIS	11/23 S

18/24 N	BANGKOK	24/33 C
9/14 C	BOMBAY	25/32 S
14/30 S	DIARAKA	27/36 P
4/9 N	DUBAI	27/29 S
13/17 S	HONGKONG	19/25 C
8/12 S	JERUSALEM	14/19 N
7/24 S	NEW DEHLI	22/40 S
5/12 S	PEKIN	18/20 C
13/25 S	SEOUL	3/10 S
	SINGAPOUR	28/30 P
	SYDNEY	14/19 N
	TOKYO	9/15 S



PRATIQUE

Abonnements par téléphone, fraudes et droit de la preuve

QUELLE ne fut pas la surprise de Florence Martin de recevoir à son adresse, et au nom de Florent Martin, deux factures de téléphone portable d'un montant de 590 francs, alors qu'elle ne possédait pas de téléphone mobile ! De toute évidence, un inconnu avait acheté deux packs de téléphone mobile et souscrit des abonnements en utilisant ses noms et adresse. Avec le système du coffret prêt à emporter (« cash and carry »), ces pratiques tendent à se généraliser, puisque l'acheteur peut s'abonner à distance, sur simple appel téléphonique et obtenir l'ouverture immédiate de la ligne.

Il dispose ensuite d'un délai de deux à huit jours pour renvoyer le contrat signé, avec un relevé d'identité bancaire et la photocopie de sa carte d'identité : deux jours chez Vidélec, huit chez SFR, Itinéris, France Télécom Mobiles services (FTMS), Carrefour et Communication de mobiles cellulaires (CMC). Chez Itinéris, on demande également un chèque annulé pour s'assurer que le souscripteur est bien en possession d'un chéquier. Il est facile à

un client indolent de s'abonner sous un faux nom et de profiter du délai de grâce pour téléphoner gratuitement. Chez Itinéris, il ne pourra cependant consommer que 100 francs de communications (15,24 €) : la ligne sera bloquée dans les huit jours si l'opérateur ne reçoit aucun document. En revanche, chez SFR, il pourra consommer la totalité du forfait mensuel en communications locales et nationales, l'option internationale n'étant ouverte qu'à réception des justificatifs.

Le faux nom peut être inventé de toutes pièces, ou correspondre à celui d'une personne existant réellement, dont l'escroc aura réperé préalablement l'adresse sur une boîte à lettres ou dans l'annuaire téléphonique. La malheureuse victime aura du mal à faire reconnaître sa bonne foi. Heureusement, dans la mesure où il n'y a pas de contrat écrit, d'après la loi, la charge de la preuve incombe au professionnel qui envoie la facture (article 1315 du code de commerce). Les difficultés s'aggravent lorsque l'escroc s'est procuré le numéro apparent de la carte ban-

caire ou le relevé d'identité bancaire de sa victime et l'a communiqué à l'opérateur de téléphonie mobile ou à la société de gestion de l'abonnement. M^{me} L., qui avait été démarchée sur son lieu de travail, avait donné son accord pour l'achat d'un téléphone et la souscription d'un forfait à SFR. Elle avait remis au commercial son relevé d'identité bancaire ainsi qu'une photocopie de sa carte d'identité et devait recevoir un téléphone à domicile. Elle n'a rien reçu, sauf, un mois plus tard, une facture émanant de l'opérateur

Où s'adresser ?

- A la société émettrice de la facture, à laquelle il faut signaler l'erreur par lettre recommandée avec avis de réception.
- A la DDCRF (direction départementale de la concurrence et de la répression des fraudes) du lieu où se trouve le siège social de la société qui gère l'abonnement : envoyer le double du dossier en recommandé avec avis de réception.

concurrent, Itinéris, via sa société de commercialisation de services FTMS.

Dans un premier temps, la FTMS n'a pas pris en considération la réclamation de M^{me} L. Lorsqu'elle a pu se faire communiquer son dossier avec l'aide d'une association de consommateurs, le conseil départemental des Associations familiales laïques de Paris (AFL), M^{me} L. s'est aperçue que la signature qui figurait sur le contrat était celle... du sous-préfet qui lui avait délivré sa carte d'identité ! L'affaire fut

réglée à l'amiable : la FTMS renonça à poursuivre M^{me} L., lui remboursa les sommes indûment perçues, résilia l'abonnement et décida d'entamer une procédure conjointement avec l'association de consommateurs.

Les opérateurs de téléphonie mobile reconnaissent que ces escroqueries sont de plus en plus fréquentes. Leur seul recours est de couper la ligne et de porter plainte contre X... Mais ils ne le font généralement pas. En effet, dans leur hâte à occuper le marché, les opérateurs préfèrent mi-

nimer ces incidents et en assumer le coût. Françoise Thiébaud, de l'AFL de Paris, dénonce « la multiplication de sous-traitants, revendeurs, démarcheurs à domicile dont les opérateurs ne prennent pas la peine de vérifier la fiabilité ». Les abonnements par téléphone, par Minitel ou Internet ont le mérite d'accélérer les transactions et d'alléger les charges de gestion. Mais « cette dématérialisation des échanges est la porte ouverte à tous les abus », prédit Bruno Bizeul, auteur d'un ouvrage intitulé *Le Téléachat et le droit des contrats* (éditions CNRS-Droit).

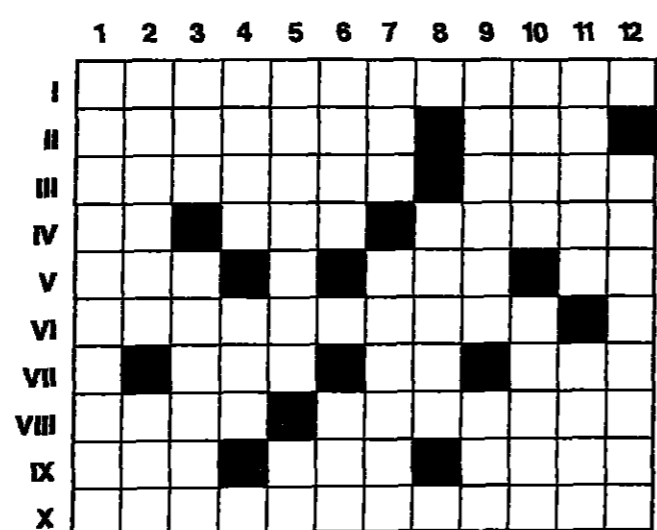
Heureusement, il existe un garde-fou : sans validation par le code confidentiel ou la signature du titulaire de la carte bancaire, si celui-ci conteste la réalité de l'achat, le compte doit être recréé. Pour l'avenir, il faudra trouver des solutions techniques afin de doubler systématiquement la commande téléphonique ou informatique par l'envoi d'un support écrit, et de mieux identifier l'acheteur.

Michaëla Bobasch

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99082

505 Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 f/min).



HORIZONTELEMENT

- Pertes difficiles à surmonter.
- Agitation passagère. Richesse céréalière.
- Levier de commande. Aven dans le Quercy.
- Affirmation au Sud. Au cœur des mîches. Boules bataves.
- Mét les forces en commun. Demi-glossine. Préposition.
- L'évolution plutôt que la révolution.
- Super-nana de notre enfance. Demi-tour. Plaisir pour les oreilles, désagrément pour les pieds.
- Qui devra être relevé

avant de passer à table. Causa un certain étonnement.

IX. Pose problème. Coup par-dessus. Un peu de talent.

X. Expulsions difficiles à contrôler.

VERTICALEMENT

- Refait ses comptes encore une fois avant la fin du siècle.
- Bien maigre. Fond de cours.
- Fait tâche au soleil. En retrait.
- Fait partie de l'ensemble. Oté dans le désordre.
- Toilettes félines. Lettres d'Hélène.
- Baudroie en

met. A résisté au franc, résistera-t-il à l'euro ? - 7. Vitrine du Monde. A du mal à rester debout. - 8. Pris en partant. - 9. Au même endroit dans le texte. Réservoir de main-d'œuvre. - 10. Prénom féminin. Protection des objets précieux. - 11. Signe musical. Passe à l'huile. - 12. Préparés pour être cultivés.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99081

HORIZONTELEMENT

- Antédurien.
- Larvicide.
- Na.
- Etiar.
- Argent.
- IV. Xi. Iasi.
- Roua.
- V. Aval.
- Aspe.
- VI. Néfes.
- Est.
- VII. Fâcher.
- Ras.
- VIII. Roi.
- Oindrait.
- IX. Inné.
- Edile.
- X. Nuancier.
- Tes.

VERTICALEMENT

- Alexandrin.
- Native.
- ONU.
- Tri.
- Affina.
4. Evella.
- En.
5. Dira.
- Eco.
6. Ic.
- (cl).
- Sashimi.
7. Lia.
- En.
- (ne).
8. UDR.
- Perdez.
9. Vêpres.
- Rd.
10. EO.
- Trait.
11. Ennu.
- Aile.
12. Natalistes.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

ISSN 0244-4744

Imprimé par le Monde 12, rue M. Gumbourg 94052 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

SCRABBLE

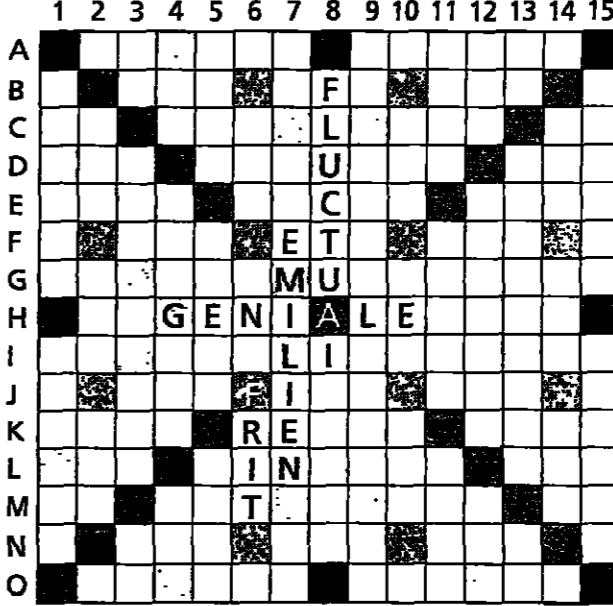
ZZZZ, onomatopée sifflante

- Tirage : A E M O T Z
- a) En complétant ce tirage avec 4 lettres différents appartenant à l'un des mots placés sur la grille, trouvez 4 huit-lettres.
- b) Placez un six-lettres pour plus de 100 points
- N.B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.
2. Préparation de la grille de la semaine prochaine
- a) A E H N R T X. Trouvez un sept-lettres. A D E I O U V. Trouvez un sept-lettres.

Solutions dans Le Monde du 14 avril

Solutions du problème paru dans Le Monde du 31 mars

Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rap-



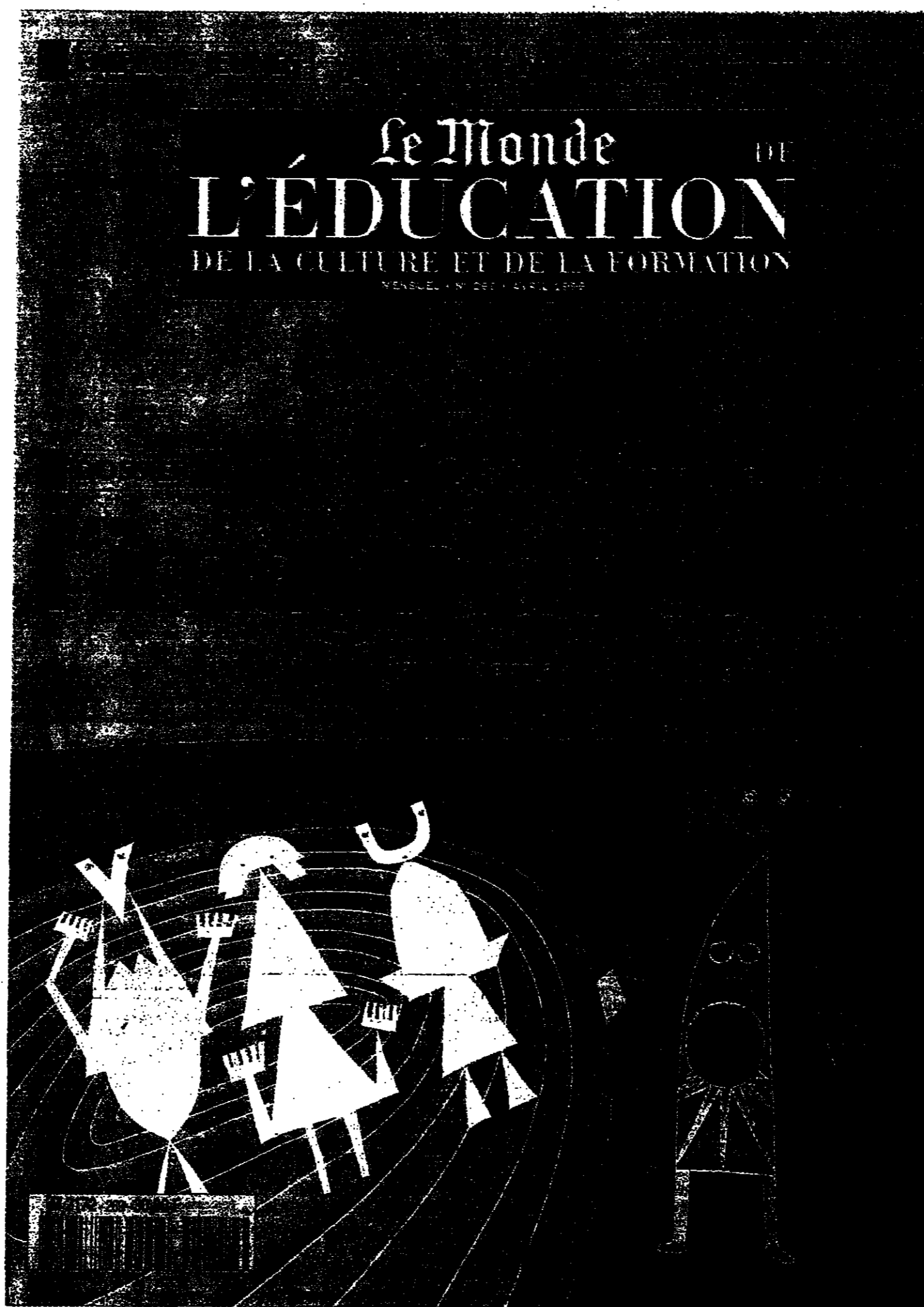
portant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

- EMBERTONS, 7 G, 66 - BETONNES, 9 C, 65.
- NATREMI, 5 D, ou les anagrammes AI-

MERENT et MENERAIT. c) PIONNERA, vi, échangera des pions, D1, 78 (OPINERA, G9, 64). d) HUILIERE, 2 B, 76, ou l'anagramme HUILIERE. e) EMIEN, de l'Emilie (Italie), ou EMIEN.

Michel Charlemagne

هكذا من الأصل



LE MENSUEL DES ENSEIGNANTS ENTIÈREMENT CONSACRÉ AUX DÉFIS ÉDUCATIFS ET CULTURELS DE NOTRE SOCIÉTÉ

Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la Fnac le jeudi 15 avril à 17 h 30
à la Fnac de Rennes sur le thème : « L'école est-elle contre l'imagination ? »



PROFITEZ DE NOTRE OFFRE D'ABONNEMENT !

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à : *Le Monde de l'éducation* - Service abonnements, 24, avenue du Général-Lederc, 60646 Chantilly Cedex
Offre valable jusqu'au 31 décembre 1999 et réservée à la France métropolitaine. Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter au (33) 1-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures

1 AN, 11 NUMÉROS
249 F
au lieu de 330 F
**SOIT 24 %
DE RÉDUCTION**

- ☐ **OUI**, je souhaite bénéficier de votre offre
d'abonnement au *Monde de l'éducation* pour
- ☐ 1 an (11 numéros) pour 249 F (37,96 €) seulement au lieu
de 330 F,
soit une économie de 81 F.
- ☐ 6 mois (6 numéros) pour 150 F (22,87 €) seulement au lieu
de 180 F, soit une économie de 30 F.

- ☐ Je joins mon règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre du *Monde de l'éducation*.
- ☐ Je préfère régler par carte bancaire :

N° :

Date d'expiration :

Date et signature obligatoires :

901 ME002

Prénom :

Nom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Vous vous abonnez au *Monde de l'éducation* : vos nom, prénom et adresse sont communiqués à nos services internes et, le cas échéant, plus tard à quelques sociétés partenaires. Vous vous abonnez et ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces sociétés, merci de cocher la case ci-contre ☐

50 من الأول

CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 7 AVRIL 1999

MUSIQUE L'Orient Express Moving Shnorers, groupe formé en 1995 à l'occasion d'une fête yiddish, donne une série de concerts à Paris, à L'Européen, du 7 au 11 avril. Tous

les musiciens de ce groupe ne sont pas de culture juive, mais tous ont été séduits par le klezmer, ce répertoire millénaire transmis par la tradition orale et sur des disques de dre

et des rouleaux du début du siècle. ● LE KLEZMER, né dans les ghettos d'Europe de l'Est, était joué à l'occasion des fêtes par des musiciens non professionnels, qui étaient parfois

gitanes, tchèques ou russes. ● CHEZ LES DISQUAIRES, on trouve de plus en plus de klezmer, des clarinettes Giora Feldman ou Don Byron au saxophoniste John Zorn et au

compositeur Frank London. ● POUR L'ÉCRIVAIN Cyrille Fleischman, le klezmer peut renaitre, mais « il faut arriver à s'éloigner du pathos et de la Shoah ».

Le klezmer, un répertoire ancien qui renaît du côté du jazz

Aux États-Unis dès les années 70, et maintenant en Europe, des musiciens interprètent, arrangent, composent, en s'inspirant des mélodies yiddish traditionnelles. En France, les Orient Express Moving Shnorers sont « passés du folklore à une musique de concert »

LE KLEZMER vient des shetits, ces villages où vivaient les juifs d'Europe de l'Est, pratiquement coupés du monde extérieur, puisqu'il leur était presque impossible de sortir des vingt-cinq provinces où les avait confinés Catherine II de Russie (1791). Et cela jusqu'à la première guerre mondiale. A l'intérieur des shetits de Galice, de Pologne, de Hongrie, de Roumanie, d'Ukraine, de Bessarabie, de Bohême... les juifs ont forgé une culture, une langue, des coutumes et peut-être même un tempérament, sur fond de peur et d'humour, de dévotion et de larmes, de rage et de résignation.

Les musiciens jouaient principalement lors des fêtes et surtout des mariages et, comme ils étaient fort mal payés, ils exerçaient une autre profession, cocher, barbier, tailleur... ou bien devenaient des musiciens ambulants et allaient d'un endroit à un autre, empruntant au passage des thèmes aux folklores régionaux.

Certains des musiciens eux-mêmes n'étaient pas juifs. On retrouve donc à l'intérieur du répertoire des mélodies gitanes, russes, tchèques, mais aussi grecques ou arabes. Si le klezmer est avant tout une musique séculière, musique de danse mais aussi de banquets, elle a également intégré des mélodies venues de la liturgie et subi aussi l'influence hassidique. Tous ces airs se transmettaient de bouche à oreille : personne ne savait lire la musique.

On aurait pu croire cette musique disparue, assassinée avec la Shoah, mais elle n'avait jamais vraiment cessé de se transmettre, en parti-

culier aux États-Unis, grâce aux premiers immigrants, dès le début du XIX^e siècle, mais aussi en Europe où elle restait toutefois réservée à la communauté pour accompagner les fêtes familiales et religieuses.

A côté du klezmer, le théâtre et la chanson yiddish plus liés aux juifs du reste de l'Europe et en particulier aux juifs allemands ont suivi le même chemin, le même exode. En France, deux noms sont indissociables de cet héritage, ceux des chanteurs Talila et Ben Zimet.

« On veut conserver les airs, les rythmes, qui sont très forts et trouver un public le plus large possible »

Depuis les années 70, le klezmer a connu une explosion spectaculaire aux États-Unis par l'intermédiaire des musiciens de jazz, mais rien de semblable en Europe, même si, en France, le pianiste Denis Cuiot et le clarinettiste Nana Peytel, les Polonais du groupe Kroke, les Belges de Die Muzikant, les Anglais de The Burning Bush ou les Hongrois du Budapest Klezmer Band ont commencé à aller voir de ce côté.

Le groupe des Orient Express Moving Shnorers s'est formé, lui, à la



Le groupe Orient Express Moving Shnorers, formé à la Cartoucherie de Vincennes en 1995.

Cartoucherie de Vincennes, le 25 juin 1995, à l'occasion de la fête du yiddish organisée par l'Association pour l'étude et la diffusion de la culture yiddish (AEDCY). Au 1^{er} janvier 1999, ils avaient donné cent cinquante concerts et, après avoir joué en mars à la Chapelle des Lombards, à Paris, ils seront à l'Européen, à Paris en-

core, du 7 au 11 avril. C'est donc un jeune groupe, aujourd'hui constitué de huit musiciens : Pierre Wekstein, au saxo et aux flûtes, assure la direction musicale et les arrangements ; Claude Brisset à la guitare basse, Philippe Dailis à la batterie, Guillaume Humery à la clarinette, Olivier Hutman au piano, Yann Martin

à la trompette et au bugle, Michael Nick au violon, et Marc Styer au trombone. Pour la plupart, ils viennent du jazz, même si le violoniste est plus proche des musiques improvisées et si le clarinettiste vient à peine de sortir du conservatoire.

Et si, au début, ils avaient simplement l'intention de « faire un peu de musique de façon ponctuelle », ils ont peu à peu travaillé de façon plus soutenue et, après avoir écouté le clarinettiste Don Byron, le groupe Klezmatiks, le saxophoniste John Zorn, le New Orleans Klezmer All Stars ou le violoniste Michael Alpert avec Brave Old World, il leur a semblé qu'il fallait se bouger, faire leurs propres arrangements à partir des disques de cire et des rouleaux du début du siècle archivés au Yiddish Institute (Yivo) de New York. « Si l'on a dans le groupe des gens qui ont pratiqué cette musique dans les mariages, pour la communauté, d'autres ne sont pas de cette culture. Il est nécessaire

que l'ensemble du groupe connaisse les standards avant d'aller plus loin, explique Pierre Wekstein. Donc on a d'abord joué de façon très arrangée, on nous a même parfois reproché que cela soit trop liché, mais cela ne me dérange pas. Nous allons de plus en plus vers des parts d'improvisation, mais la mélodie et les arrangements gardent une place très importante. »

Pour l'instant, ils ne se lancent pas dans la composition, préférant arranger ce qui existe, « sans plagier », poursuit-il : « Nous sommes des gamins face à un répertoire immense et il y a tout un travail à faire pour aller vers des directions plus personnelles. Cette musique redémarre et, quand une musique reviv, elle revit avec le bagage culturel des gens qui la font vivre. Nous, on ne va pas forcément vers le jazz, qui est une musique ternaire, où la mélodie est un prétexte d'improvisation. On veut conserver les airs, les rythmes, qui sont très forts et trouver un public le plus large possible. On est passé d'une musique folklorique à une musique de concert. »

Contrairement à certains musiciens, les Orient Express Moving Shnorers ne chantent pas, leur accent yiddish serait trop ridicule et il serait tout aussi stupide de traduire les textes en français. Mais pour donner une respiration, pour ne pas enchaîner un morceau après l'autre, ils racontent des histoires, ils plaisantent, ils font rire. Avec l'humour des Shnorers, ces musiciens soucieux de la dignité de leur profession et de leur rôle social jusqu'à l'arrogance, car sans eux un bon juif ne pourrait pratiquer les *mitzvoth*, les bonnes actions. Et ce qu'ils communiquent entre le rire et la nostalgie, c'est aussi l'insolence du bonheur d'être ensemble.

M. Si.

Entre jazz et new age, les klezmerim chez les disquaires

IL N'EST PAS toujours facile de repérer des disques de klezmer chez les disquaires : certains les rangent en jazz, d'autres en musiques du monde, d'autres encore en new age mais, signe des temps, on en trouve de plus en plus.

Si le clarinettiste d'origine argentine Giora Feldman est toujours présent côté musiques du monde, côté jazz, ce sont les groupes américains qui se taillent logiquement la part du lion, ne serait-ce que parce qu'ils sont indiscutablement à l'origine de ce *revival* qui date d'une vingtaine d'années. Ces *Klezmerim* d'aujourd'hui - pas tous juifs puisqu'on y retrouve, par exemple, le clarinettiste Don Byron (*Plays the Music of Mickey Katz*, Elektra 79313-2) - tous formés au classique et au jazz, exploitent dans des directions très personnelles un fonds commun qui va des danses des jours de fêtes aux complaintes nostalgiques en passant par le mysticisme des *niggunim*, mélodies hassidiques lancinantes et sans paroles.

Deux compilations récentes permettent une première approche et ont l'avantage de rendre hommage aux pionniers et de faire découvrir les modernes : *Klezmer Music, A Marriage of Heaven and Earth* (Elipses arts 4090, un CD et un livret, en français, très détaillé) et *Rêve et passion, The Soul of Klezmer* (2 CD et un livret en français, allemand, anglais. Network 30853).

Giora Feldman, né à Buenos Aires, a été au klezmer ce que son compatriote Astor Piazzolla a été au tango, celui qui a permis de sortir la musique d'un passé figé pour lui ouvrir

toutes les portes de l'avenir et de la liberté. Ce musicien exceptionnel a énormément enregistré (parmi ses disques : Giora Feldman and Ensemble, *Yiddish Soul* [World Network WDR 55836] ; *The Incredible Clarinet* [Pläne 88725] ; *Klezmer Celebration* [Pläne 88809] ; *Gershwin and the Klezmer* [Pläne 88717] ; et, plus inattendu, *Clarinetango* [Pläne 88706]).

« RHYTHM AND JEW »

Parmi les Américains, il faut écouter le compositeur et saxophoniste John Zorn et en particulier la série de « Massada » (dix titres pour l'instant, numérotés en hébreu de 1 à 10 et édités par DWW/Harmonia Mundi) avec les mêmes quatre musiciens : John Zorn au saxo, Dave Douglas à la trompette, Greg Cohen à la basse et Joey Baron à la batterie. Sur un autre disque, le bouleversant *Kristallnacht* (EVVA 33005 TZ 7301), on le retrouve avec d'autres complices, presque tous également impliqués par ailleurs dans cette musique : Mark Feldman au violon, Marc Ribot à la guitare, Anthony Coleman aux claviers, Mark Dresser à la basse, William Winant aux percussions, David Krakauer aux clarinettes et Frank London à la trompette.

John Zorn a créé son propre label, Tzadik, avec une série « Radical Jewish Music » dont les approches sont extrêmement variées : certains titres très *free* ne plairont pas à tout le monde et on peut aussi éviter (sauf à titre de curiosité) l'hommage à Serge Gainsbourg. Parmi les plus récents : *Klezmer, NY* par David

Karakauer's Klezmer Madness (TZ 7127) en hommage à Sydney Bechet, le magnifique disque empreint de spiritualité de Frank London, Lori Sklamberg et Uri Caine *Nigunim* (TZ 7129) et le deuxième disque d'un groupe intitulé *Natfule's Dream* (en hommage à l'un des grands ancêtres, Natfule Brandwein) *Smash, Clap* (TZ 7125). A ne pas négliger non plus le double CD de Zorn, qui s'intitule *Zevulun* d'un côté et *Issachar* de l'autre (TZ 71122).

Frank London est l'un des autres grands compositeurs et interprètes, en particulier avec les Klezmatiks, provocateurs et rebelles... avec humour. Il suffit de voir les titres des albums : *Shvaygn = Toyt* (Pir 20-2), *Rhythm and Jews* (Pir 25-2), *Jews with Horns* (Pir 35-2), *Possessed* (Pir 1148). On le retrouve avec Greg Wall et les Hassidic New Wave, dans des compositions plus d'avant-garde, dans *Jews and the Abstract Truth* (KFW 192) et *Psycho Semitic* (KFW 203).

Du côté des Européens, ne pas rater le duo de Denis Cuiot et Nana Peytel, *Musique des Klezmerim et de leurs descendants* (92567-2), ni Kroke avec *Eden* (Oriente RIEN CD 09).

La plupart des musiciens actuels et d'autres encore (sauf Zorn) se retrouvent dans une compilation éditée par le club de jazz new-yorkais The Knitting Factory regroupés sous le titre *The Jewish Alternative Movement* avec un disque intitulé *A Guide For the Perplexed* (KFR 216).

M. Si.

Cyrille Fleischman, écrivain

« Il ne suffit pas de dire "Humour humour humour", il faut faire vibrer »

CYRILLE FLEISCHMAN situe ses nouvelles dans les quartiers juifs de Paris des années 50 (*Rendez-vous au métro Saint-Paul, Nouveaux rendez-vous au métro Saint-Paul, Dernier rendez-vous au métro Saint-Paul*, aux éditions du Dilettante, ou *Tango pour le cinquième acte*, chez Flammarion).

« Il y a de nombreux personnages qui sont des chanteurs ou des musiciens dans vos histoires, en quoi vous ont-ils inspiré ? »

« On s'inspire toujours de la musique juive s'était transplantée à New York, mais il existait aussi à Paris. Quand j'étais enfant, mes parents m'emmenaient dans les cabarets de la rue de l'Entrepreneur ou de la rue de Lancry, le dimanche soir, et ça m'empoisonnait. Mais, comme personnages, j'adore les

musiciens. Parce qu'ils sont humains, donc sous forme de fiction il y a plein de choses à en dire, parce que c'est drôle et pathétique. C'est ce qu'aimait Kafka dans les troupes de théâtre yiddish itinérantes, ils étaient mauvais mais sincères... Ceux que j'aime vraiment, ce sont Talila et Ben Zimet, elle surtout devrait être célèbre, elle devrait passer à la télé, jouer dans des films. Ce qu'ils font est "facile" mais ça fait vibrer, c'est comme de l'opérette. Mais c'est plus de la chanson yiddish que du klezmer, ça vient du théâtre... »

« Que pensez-vous du renouveau de la musique klezmer aujourd'hui ? »

« C'est une mode, mais il ne suffit pas, pour paraphraser le général de Gaulle, de dire "yiddish yiddish

yiddish" ou "klezmer klezmer klezmer" ou "humour humour humour" pour que cela devienne une réalité... Ni d'aller apprendre le yiddish et de se plonger dans les archives. Parce qu'on n'y retrouve pas la vie qui existait à cette époque et qui a disparu, et c'est comme cela qu'on finit par faire du Spielberg... Mais ce que font Denis Cuiot et les Orient Express Moving Shnorers (mais il y en a d'autres...) c'est bien, et ça devrait prendre. Quand le groupe est bon, il y a une jubilation... »

« Vous ne croyez pas à une renaissance ? »

« C'est surtout qu'il faut arriver à s'éloigner du pathos et de la Shoah. Aujourd'hui, on rit et on pleure pour d'autres raisons. On ne peut pas se préoccuper unique-

ment de ce qui s'est passé. Si le quartier Saint-Paul n'est plus le même, ce n'est pas seulement à cause des déportations, c'est aussi parce que les gens se sont assimilés et qu'ils ont quitté des immeubles insalubres pour aller dans des HLM où ils avaient des salles de bains au lieu d'avoir les toilettes sur le palier. Il y a eu aussi l'arrivée des Sépharades, qui n'ont ni le même mode de vie. Pour que l'art progresse, il faut arrêter de ressasser les mêmes histoires. Et, si cela commence à se faire en musique, on peut dire en revanche qu'il y a une littérature qui devrait être et qui ne se fait pas. »

Propos recueillis par Martine Silber

0,58F
USA

0,68F
CANADA

0,45F
ROYAUME-UNI

APPELEZ LE MONDE ENTIER À DES PRIX INCROYABLES !

Avec One.Tel, économisez sur tous vos appels : internationaux, nationaux et d'un téléphone fixe vers un téléphone portable. Aucun abonnement, aucune installation, aucune consommation minimum, aucun paiement anticipé. Vous avez juste besoin de composer le 01 53 53 7000* devant le numéro de votre correspondant.

AUCUN ABONNEMENT

AUCUN PAIEMENT ANTICIPÉ

AUCUNE CONSO MINIMUM

DES TARIFS INCROYABLES !

Algérie	2,10 F (17C/min)
Australie	0,98 F
Belgique	1,00 F
Espagne	1,35 F
Grèce	1,95 F
Irlande	0,88 F
Israël	1,95 F
Italie	1,25 F
Portugal	1,49 F

COMMENT TELEPHONER AVEC One.Tel®

COMPOSEZ LE 01 53 53 7000* CODE PAYS NUMÉRO D'APPEL

One.Tel®

100% Télécoms.

RENSEIGNEZ-VOUS AU

01 53 53 75 18*

*Valeurs moyennes de vos appels téléphonés. *Coté d'un appel vers Paris. Les tarifs sont valables le jour de la publication.

مكتبة من التراث

Wilco et Westerberg, entre les Grands Lacs et Liverpool

Deux nouveaux albums d'artistes américains hantés par les fantômes de la pop anglaise

EN cette fin de siècle rythmée par la « magie » de l'électronique, des disques comme ceux de Wilco - *Summer Teeth* - et de Paul Westerberg - *Suicaine Gratification* - redonnent foi dans ce qui paraissait obsolète : le rock, les guitares, le plaisir de se raconter en chanson, cet art que les Anglo-Saxons désignent sous le nom de *songwriting*. Le hasard de l'actualité fait sortir au même moment ces albums d'artistes profondément américains, de par leur attachement à un patrimoine terrien, leur célébration des musiques fondatrices - country, folk, blues -, et ce regard rêveur jeté aux cousins d'Angleterre. Entre l'ainé, Westerberg, et Wilco, grands espoirs du rock outre-Atlantique, on sent plus de correspondances, une filiation.

On se hasarde donc à demander à Jeff Tweedy, trente ans, leader de la (plus) jeune bande en visite parisienne, s'il assume ces liens de parenté. Le chanteur, guitariste et principal auteur-compositeur de Wilco, ne cache pas son admiration pour Westerberg : « Je ne peux nier que Paul Westerberg a été l'un des songwriters les plus importants de ma génération. Les premiers disques des Replacements ont été essentiels pour moi. Dans les années 80, nous sommes allés très souvent les voir en concert. Leurs performances dégageaient une énergie proche du chaos, mais, dès le départ, Westerberg composait de vraies chansons. » Dans certains titres de Wilco, on perçoit le même timbre, à la fois

tendre et rêche, qui a toujours été l'atout de l'ex-vocaliste des Replacements. « Paul Westerberg chantait d'une façon incroyablement directe et personnelle. Il a donné une voix à des émotions qu'on ne s'attendait pas à trouver chez un groupe punk. » La formation, en 1979, des Replacements dans la ville de Minneapolis (Minnesota) constituait un événement notable dans une Amérique restée quasi insensible à l'explosion punk. Avid de retrouver l'urgence primitive du rock, le groupe trempait dans tous les excès jusqu'à façonner un genre d'esthétique du désordre. Sous les turbulences pourtant perçait le talent d'un auteur sensible aux mélodies pop, folk et blues. A l'anarchie de *Sorry Ma Forgot To Take Out The Trash* succéderont des albums de plus en plus concernés par l'écriture. Jamais récompensés d'un succès grand public, les Replacements se séparèrent en 1990, non sans avoir posé les jalons du rock alternatif américain. En solo (les albums *14 Songs and Eventually*), Paul Westerberg confirma son désir de sobriété et de classicisme. Jusqu'à devenir, pour ses fans comme Tweedy, un artisan trop soigneux.

Paul Westerberg n'a jamais rencontré le leader de Wilco, son cadet de dix ans. On lui rapporte sa remarque, il développe son autocritique. « L'amour du songwriting peut avoir des effets pervers. On finit par consacrer trop de temps à la forme. Comme Elvis Costello, j'ai pu tomber dans ce piège. Avec Suicaine

JAY BLANKENBERG

Gratification, j'ai essayé de retrouver l'essentiel : des émotions à nu. Avec Don Was, mon réalisateur artistique, nous avons privilégié les premières prises. » Chef-d'œuvre de douceur, ce nouvel album pare la finesse mélodique de touchantes aspérités.

« L'ESPRIT DES PIONNIERS »

Le cheminement de Tweedy recoupe en partie celui de son modèle. Un premier groupe fougueux, Uncle Tupelo, formé dans l'Illinois, défoula les tensions adolescentes avant d'atteindre, sous le nom de Wilco, la maturité. Après un premier disque en 1995, *A.M.*, un peu approximatif, Jeff Tweedy, Jay Bennett, John Stirratt et Ken Coomer ont réussi, deux ans après, avec *Being There*, un double album proposant une relecture somptueuse des racines blues, folk et country.

Après une collaboration avec Billy Bragg, pour l'album *Marmalade Avenue* consacré à des chansons inédites de Woody Guthrie, Wilco aspire avec *Summer Teeth* à une ex-

centricité plus pop. Plus proche, cette fois, des Beatles et de Brian Wilson que du Band et des Rolling Stones. Aux conflits de l'héritage américain et des influences britanniques. « Ma génération, celle de l'après-Vietnam, explique Jeff Tweedy, a grandi dans une Amérique qui avait la queue entre les jambes. Notre seule fierté, c'était le rock'n'roll. Difficile pourtant de faire une distinction entre ce qui était né chez nous et ce qui venait de Grande-Bretagne. » Il perçoit pourtant des particularismes dans ce grand brassage. « Le rock britannique est plus ouvertement conduit par la mode et l'obsession du style. Quand j'étais jeune, appartenir à un groupe de rock américain signifiait parcourir dans un van ce pays immense, dormir à même le sol, vendre ses disques aux concerts... Retrouver en quelque sorte l'esprit des pionniers. »

Les obsessions de Paul Westerberg sont nées de ce même mélange. « Paul McCartney reste pour moi le plus grand auteur-composi-

teur vivant, confie l'ex-Replacements. Mais je me sens sans doute plus proche de quelqu'un comme Alex Chilton. » Westerberg avait d'ailleurs composé une chanson en l'honneur de l'ancien leader de Big Star, figure culte de Memphis, éternelle cause perdue d'un rock essayant de retravailler les fantasmes pop anglais à travers le prisme fêlé et la rudesse du terroir américain. S'identifiant peut-être à ce modèle, Westerberg affirme : « Je n'échangerais pas l'influence que j'ai pu avoir contre quinze minutes de célébrité. » Respecté par Wilco et beaucoup d'autres, l'ex-punk n'a pas quitté Minneapolis. Les déceptions n'ont pas entamé sa foi dans le *songwriting*. « Les modes passent, les chansons restent. »

Stéphane Davet

★ The Replacements, *All For Nothing*, 2 CD Reprise/Wea. Paul Westerberg, *Suicaine Gratification*, 1 CD Chrysalis/EMI. Wilco, *Summer Teeth*, 1 CD Reprise/Wea.



Jeff Tweedy, Jay Bennett, John Stirratt et Ken Coomer, les musiciens de Wilco.

DÉPÊCHES

■ **MUSIQUE** : Le Salon de la musique, consacré aux métiers de la musique, regroupe désormais deux manifestations, Musicora, plus spécialement ouvert au classique et au jazz, et Musicmania, pour le rock et la chanson. Le Salon est organisé du 10 au 13 avril dans le Parc de la Villette, à Paris (19^e), à la Grande Halle et à la Cité de la musique. Près de six cents exposants, dont des facteurs d'instruments, des éditeurs et des associations, seront présents. De nombreux concerts, conférences et débats sont aussi prévus. Un billet d'entrée groupé donne droit à l'accès aux deux Salons (60 F, 9,16 €) ouverts du 10 au 12 avril, de 10 heures à 19 h 30, et mardi 13 avril jusqu'à 18 heures. Le Salon devrait être inauguré, vendredi 9 avril, par Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, à l'issue d'une journée professionnelle.

■ **PATRIMOINE** : À Marseille, l'ouverture de quatre salles de cinéma d'art et d'essai sur la Canebière, le 7 avril, participe de la lente renaissance de l'artère mythique de la ville. Située près d'une galerie marchande désertée où ne vivotent plus qu'un armurier et un vidéo-sé-club, la façade très kitsch des nouvelles Variétés, où se trouvait le célèbre « caf'conc' » des années 30, est surprenante. « Nous n'avions pas vraiment choisi La Canebière au départ, mais, à voir le regard des gens auxquels nous parlions du projet, c'est devenu un défi », explique le directeur des Variétés, François Da Silva, déjà directeur du César, l'une des deux salles d'art et d'essai marseillaises, dont les entrées ont triplé en cinq ans (180 000 fin 1998). - (AFP)

■ **OPÉRA** : la première mondiale du premier opéra en yiddish doit avoir lieu en Israël, le 28 avril, avec la présentation de *Dybuk* à l'université Ben-Gourion de Beersheba. Le spectacle fera ensuite le tour d'Israël, puis de différents festivals à travers le monde, a annoncé lundi 5 avril sa productrice, Rachel Michaëli. - (AFP)

Délicate succession à la tête des théâtres de Chaillot et de Villeurbanne

L'AVENIR du Théâtre national populaire de Villeurbanne (TNP) et du Théâtre national de Chaillot est en discussion. Dans les deux cas, le mandat des directeurs, Jérôme Savary pour Chaillot et Roger Planchon pour Villeurbanne, se termine le 31 juillet 2000. Il s'agit d'assurer la succession aux deux postes, et, d'une manière plus large, de redéfinir la fonction des deux salles.

Jérôme Savary (né en 1937) dirige Chaillot depuis 1988. Il achève son troisième mandat, qui ne sera pas renouvelé. Il ne le souhaite d'ailleurs pas : il désire poursuivre sa carrière de directeur-metteur en scène dans un autre théâtre - ce qu'il négocie en ce moment avec le ministère de la culture. En revanche, Savary verrait d'un mauvais oeil que le Théâtre national de

Chaillot soit transformé en théâtre national de la danse, comme une rumeur le propage. Hormis le Théâtre de la Ville, subventionné par la Ville de Paris, aucune scène parisienne ne consacre la majeure partie de sa programmation à la danse. Pour pallier ce manque, le ministère de la culture a confié une mission à Anne Schiffrer, qui étudie (avec un comité de sages) les possibilités d'aménager ou de créer une salle.

Dominique Wallon, directeur de la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles au ministère de la culture, met en avant une question préalable qui se pose à Chaillot : celle des travaux. « Il faut faire de nouveaux accès pour les décors, réaménager la cage de scène et la salle. Cette nécessité nous

a incités à réfléchir à l'avenir de Chaillot. Quel est le meilleur projet pour cette salle ? Elle pourrait devenir une grande salle symphonique - elle l'a été -, une salle pour la danse, ou une salle de théâtre, avec une mission renouvelée qui accorderait une plus large place au public familial et jeune. La question sera tranchée soit en juillet, soit en septembre. »

Roger Planchon (né en 1931) dirige le TNP depuis que, en 1972, le ministre de la culture, Jacques Duhamel, a transféré le siège de TNP du Théâtre de Chaillot au Théâtre de la cité de Villeurbanne, où Planchon s'était installé en 1957. En 2002, le trentième anniversaire du transfert du siège fera l'objet de manifestations (avec, probablement, des reprises de spectacles majeurs du TNP, signées de Roger Planchon,

Patrice Chéreau et Georges Lavaudant - ces deux derniers furent codirecteurs du TNP). Selon Dominique Wallon, ces manifestations seront assurées par Roger Planchon. Mais, entre-temps, celui-ci aura très probablement quitté la direction du TNP. Son contrat est déjà prolongé jusqu'au 31 décembre 2000 : « Jusqu'à quand est-il souhaitable de prolonger le mandat de Roger Planchon ? », dit Dominique Wallon. Nous avons eu beaucoup de discussions sur ce sujet avec lui. Comme pour Chaillot, nous nous posons la question de l'avenir du TNP : quel projet, quel directeur ? Nous travaillons avec la municipalité de Villeurbanne pour examiner comment il serait possible de faire du TNP un vrai grand théâtre national en région. »

UN STUDIO DE CINÉMA

À la mairie de Villeurbanne, on se dit « extrêmement attentif à la question du statut du TNP ». Raymond Terracher, adjoint au maire chargé de l'action culturelle et des grands projets - insiste : « Le ministère fait état de projets de structures nouvelles en région, avec des contrats de trois ans. Cela nous paraît court. Nous voulons que le TNP bénéficie d'une structure de type national, avec des subventions qui ne soient pas en baisse. Pour la succession (...) nous nous donnons un an pour décider. »

D'ici là, le TNP va aménager, à la demande de Roger Planchon, un local de mille mètres carrés, près du théâtre, qui servira à la fois de salle de répétition et de studio de cinéma. Dominique Wallon reconnaît que le ministère a « beaucoup hésité » avant de donner son accord pour le studio de cinéma, dont il estime qu'il doit servir de « studio d'appoint ». Ce n'est pas la ligne de Planchon - qui réclame depuis des années les moyens de mettre en place un centre de création pluridisciplinaire - ni celle de la mairie de Villeurbanne, qui constate que « beaucoup de films tournés dans la région ont recours aux studios parisiens, faute d'endroit adéquat ». Les travaux commenceront au plus tôt à la fin de l'année. Le budget est de 17,7 millions de francs (2,7 millions d'euros) - dont 5 millions de l'Etat, 3 millions de la communauté urbaine, 2,7 millions de la région et 6,3 millions de la ville. Le nouvel espace devrait être opérationnel courant 2001.

Brigitte Salino

Mathilde Monnier à l'affût des étincelles de vie

À LA TÊTE du Centre chorégraphique national de Montpellier, Mathilde Monnier a voulu initier un travail artistique avec des artistes. Commencée dans la plus grande discrétion il y a cinq ans à l'hôpital psychiatrique de La Colombière, cette expérience, échappant à toutes mesures, tous modèles, irrigue aujourd'hui d'une sève inattendue l'ensemble de son œuvre. C'est dire la nécessité qu'avait, qu'a toujours la jeune femme - les ateliers continuent - à aller chercher dans l'opacité de consciences emmurées quelque chose d'enfoui au plus profond d'elle-même. Une résonance de ce qui la pousse à danser.

Rencontrer l'Autre. Cet acte prend ici une dimension avec laquelle on ne peut tîcher : l'autisme est incarnation de la différence ultime. Mathilde Monnier a pourtant réussi à nouer avec Marie-France Canaguier, vingt-six ans, un lien surprenant, au point qu'elles ont, ensemble, préparé un duo, *Bruit blanc*, qui a été joué le 7 avril 1998. La réalisatrice Valérie Urrea a filmé cette collision d'amour, ainsi que les répétitions préparatoires. C'est sec, c'est doux. Le pail d'aimer.

■ **INFIMES ENTREBAILEMENTS** ■ Mis à part le jargon de concepts déjà bien élimés, comme ceux de « l'entre-deux », de « l'entre-deux-cœurs », etc. (dont le commentaire ne fait pas l'économie), ce *Bruit blanc* se regarde le souffle court. Tout s'invente sous nos yeux. Le duo ouvre le film. De lourdes branches gisent au sol. Le long d'une paroi avance Mathilde Monnier. Marie-France Canaguier, attachée à ses épaules, la suit. Lumière blanche, ombres noires dessinent ce cortège, comme surgi de *La Voie lactée* de Buñuel.

On comprend, peu à peu, que toutes les figures naissent du balancement d'avant en arrière auquel la jeune fille se livre dès qu'elle retourne en elle-même. Dans ce balancement, il y a tous les états possibles, tous les reflets aussi. Marie-France tire Mathilde allongée au sol, comme un paquet. Ou comme une branche morte. La chorégraphie appuie sa tête sur l'épaule de sa partenaire qui la repousse, à chaque fois, mais sans hâte. Juste gênante. Équilibres dans l'air, au sol, effets de bascule, accompagnés

de ce geste, très beau, répétitif, de la jeune apprentie-danseuse : la main qui se secoue, puis qui se tourne en direction des yeux.

Mystère. Etre là, être ailleurs. La mystique de Louis Sclavis (clarinette, percussions) murmure cet inconnu. « Est-ce que ce duo existe ? », s'interroge Mathilde Monnier. Il est dans la tentative, rendu possible par les infimes entrelacements que Marie-France autorisait. C'est elle la maîtresse de ce jeu. Elle n'a emporté dans ce balbutiement d'un dialogue archaïque. Ce à quoi répond Brigitte Challaide, une des soignantes : « Je ne sais pas qui est Mathilde Monnier. Elle n'est pas seulement une danseuse. Il y a l'énigme Mathilde Monnier, comme il existe l'énigme Marie-France Canaguier. Dans cet univers des autistes, elle a trouvé un passage en dehors de la parole, fondé un langage. »

Démarche artistique soutenue par le désir. Aucune prétention à une quelconque psychothérapie. Ce *Bruit blanc* fait suite à *L'Atelier en pièces*, créé en 1996, une première chorégraphie inspirée du travail mené à La Colombière, dans laquelle le jeune autiste Benjamin Massé-Lassagne avait apporté son goût incandescent du jeu. Aliénés, malades du sida, alcooliques... Certains des danseurs de Mathilde Monnier ont choisi de partager leur savoir artistique avec ceux qui souffrent. Ils connaissent aussi le désir de rejeter, de laisser tomber. Cette ambivalence constitue la matière des nouvelles recherches de la compagnie. Voyage au bout de soi-même, dénommé *Les Lieux de là*. L'humanité du groupe, mais aussi ses aveuglements. Le premier volet de ce cheminement s'appuyait sur l'originalité esthétique des danses chorales de l'expressionnisme allemand, mais aussi sur les dérivés qu'elles ont engendrés, conscientes ou non, avec les idées totalitaires. Loin du divertissement, on l'aura compris, Mathilde Monnier vérifie dans sa création la légitimité de sa pratique d'ateliers. Et inversement. Avec elle, la vie jaillit là où on la croit éteinte.

Dominique Frérot

★ *Les Lieux de là*, au Théâtre de la Ville, du 6 au 10 avril. Le 14 avril, *Bruit blanc*. Arts, 21 h 40.

Toute l'actualité un ton plus haut.

BFM

TOUTES LES ÉMISSIONS

• 12H00-13H00 : MATHILDE MONNIER • 13H00-14H00 : DOMINIQUE FRÉROT • 14H00-15H00 : BRIGITTE SALINO • 15H00-16H00 : VALÉRIE URREA • 16H00-17H00 : JÉRÔME SAVARY • 17H00-18H00 : ROGER PLANCHON • 18H00-19H00 : PATRICE CHÉREAU • 19H00-20H00 : GEORGES LAVAUDANT • 20H00-21H00 : JEAN-PIERRE LÉON • 21H00-22H00 : JEAN-PIERRE LÉON • 22H00-23H00 : JEAN-PIERRE LÉON • 23H00-24H00 : JEAN-PIERRE LÉON

هكذا من الأصل

primitif pour

théâtre des champs-élysées
nouveau théâtre
nouveau théâtre

Un primitif pour l'avant-garde

Nantes expose quarante œuvres du peintre autodidacte géorgien Niko Pirosmani, le Douanier Rousseau des artistes russes du début du siècle

PIROSMANI. Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000 Nantes. Tél. : 02-40-41-65-65. Du mercredi au lundi de 10 heures à 18 heures, le vendredi jusqu'à 21 heures, le dimanche à partir de 11 heures. Entrée : 20 F (3,05 euros). Jusqu'au 7 juin.

NANTES

de notre envoyé spécial
Un métier d'avenir vers 1890 : employé de chemin de fer en Transcaucasie. Salaires modestes, mais paysages admirables. Une situation parfaite pour jeunes gens avec d'autres idées en tête. Les chemins de fer de Transcaucasie comptèrent donc plusieurs salariés promus à la notoriété. Celles de l'acteur Tsagarell et de l'aviateur Kébourian n'ont guère dépassé les frontières de la Géorgie. Mais la gloire musicale de Fedor Chaliapine est universelle et celle, picturale, de Niko Pirosmani est en train de s'étendre.

Pirosmani - en vérité Pirosmachvili - tient dans l'histoire des avant-gardes russes une place très comparable à celle du Douanier Rousseau en France : celle de l'autodidacte qui ignore les conventions artistiques et fait triompher une pureté naïve. Pour le Douanier Rousseau, on connaît l'histoire : un discret amateur est découvert par Picasso, Apollinaire, Delaunay. Ils le fêtent, ils achètent ses tableaux, ils font de lui un primitif miraculeusement préservé.

Pour Pirosmani, c'est, à peu près, un processus identique. Jusqu'en 1912, nul ne le connaît en dehors de Tiflis. Né en 1862, employé des chemins de fer de 1889 à 1894, marchand de beurre et de fromages ensuite, Pirosmani préfère bientôt à son commerce la confection d'enseignes et l'écriture de portraits. Il en vit, mal semble-t-il, logeant dans des arrière-cours, sous des escaliers.

Sur ces derniers détails, la légende pirosmachvilienne est prolixe - trop. Elle l'est moins sur la technique du peintre, le choix de ses sujets, les influences. L'étude des œuvres permet seule de tirer quelques conclusions : Pirosmani peint à l'huile et de préférence sur une toile crée noire, parfois sur métal - pour des enseignes - ou sur carton ; il ne craint pas les formats assez grands et ne s'enferme dans aucun genre ; il travaille tantôt à la commande, tantôt selon son envie ; il peut se montrer réaliste ou allégorique selon les sujets.

« LE GLOTTO GÉORGIEN »

Dans tous les cas, il respecte la réalité autant qu'il y parvient et énumère scrupuleusement les éléments de la représentation. Le dessin est simple et détermine des silhouettes de face ou de profil. Les touches produisent parfois une légère vibration qui anime les aplats et suggère des volumes, les plis d'une jupe, la forme d'une botte, le galbe d'une poitrine.

La perspective est à peu près absente, du moins jusqu'aux années 1910, et un ciel vertical, un

mur ou le noir de la toile crée réduisent la profondeur à un espace étroit, une sorte d'avant-scène sur laquelle se produit le modèle. Les couleurs sont peu nuancées et contrastent durement avec le noir omniprésent. La frontalité des compositions, la dureté des contours, la schématisation des visages créent des tableaux immuables. On y voit des paysans, des buveurs et des animaux aux gestes arrêtés et aux poses fixes.

Cette extrême simplicité séduisait sans doute les clients de Pirosmani. On peut supposer qu'ils y retrouvaient la netteté statique des icônes. Elle a séduit plus encore l'avant-garde russe quand elle a voulu échapper à l'emprise du cubo-futurisme importé de France et d'Italie pour fonder une esthétique autochtone nouvelle. En 1912, Mikhaïl Le Dentu vient en Géorgie en quête d'une telle révélation. Membre de l'association La Queue d'âne avec Malevitch et Tatline, il se fait le théoricien du refus de l'illusionnisme perspectif et de la régénération de la peinture par le primitivisme, doctrine qu'il appelle « toutisme ». A Tiflis, il comprend à l'instant que Pirosmani est la preuve qu'il faut à sa théorie. Il s'en saisit et lance un slogan : Pirosmani, ce serait « le Glotto géorgien ».

Suivent les premiers contacts, des achats - les Pirosmani ne coûtent pas cher - une exposition cautionnée par Larionov, lequel fait connaître la bonne nouvelle à Paris. Apollinaire commente, le 24 juillet 1914 : « Le grand et légi-



« Beauté d'Ortatchala à l'éventail » (1905), huile sur toile crée (109 x 49 cm), de Niko Pirosmani.

time succès du Douanier Rousseau pousse maintenant les chercheurs de tous pays à rechercher les peintures populaires, les peintures paysannes. (...) En Russie, on se met à ramasser aussi les témoignages de l'art paysan et en particulier les peintures populaires du Caucase. Le peintre Larionov en a déjà beaucoup. (...) Quinze jours plus tard, c'est la guerre. Plus question de contacts internationaux. Après avoir été célébré un court moment, Pirosmani est mort au printemps de 1918 dans le dénuement et la solitude.

Philippe Dagen

Le Festival Exit de Créteil brasse sans complexe arts nobles et gestes de la rue

LA SIXIÈME ÉDITION du Festival international Exit, qui s'est achevée dimanche 4 avril, a confirmé en un printemps de dix jours la place originale de Créteil dans un paysage festivalier parisien assoupi. Ouvert par le classique Bob Wilson (*Le Monde* du 27 mars), le marathon, qui mêle théâtre, expositions, musique et danse (*live ci-dessous le compte-rendu des spectacles de Vincent Mantsoe et Ron Brown*), s'est conclu par une party sous le signe du Spirit of the Asian London Underground qui a fait vibrer le béton de la maison des arts tard dans la nuit. Exit se plaît à varier les approches dans le brassage sans complexe d'arts nobles et de gestes de la rue, la pratique du tricolage haute et basse technologie, le refus de trancher entre bon et mauvais goût et l'appel constant à la prise de risque sans laquelle il n'est de renouvellement.

Cette année, les benjamins étaient les très jeunes Gamtois de Kung Fu. Ils sont plus de vingt, entre lycée et premier emploi, qui alternaient entre dans la vie par la scène, les poings serrés, prêts à ouvrir les portes du coup de pied de

Bruce Lee. Une image qui manifeste un besoin de protection plus qu'un désir d'agression. Filles et garçons ne se privent pourtant pas de se cogner les uns aux autres. Ils le chuchotent et le crient au terme d'une piste d'entraînement dans le public, encadrée par deux DJ - leurs seuls véritables héros. Ils affrontent ce tremplin du déhanchement des défilés de mode, dans les corps et les costumes inadaptés du quotidien. Un hiatus qui les fait vaciller, et ce vacillement, épié de la salle par des caméras, est transmis sur un écran géant.

AVEUX DE JEUNES ORDINAIRES. Leur « collection » est faite de témoignages taillés à cru dans leurs espoirs, dans leurs sentiments. C'est leur peur qu'ils donnent à voir. Les Kung Fu font une revue de fin-toute, tout juste jouée, où s'expose en éclats ce qui resterait de lui. Ils ont choisi d'être eux-mêmes sur scène, ou de faire comme si. Ils ne revendiquent rien d'autre que de trouver une place (un rôle) en l'état. Ils sont venus livrer ce qu'ils ont de plus précieux, les aveux de jeunes gens très ordinaires, dont les

confessions pourraient faire le quotidien du voyageur télévisuel. Ils en déportent les codes à la scène, avec plus de cran que d'art, et une impression troublante de vérité. Les Kung Fu hésitent entre l'appel à témoins et le besoin de spectateurs avant de trancher en exhortant le public à devenir supporteur, et proclamer jeu et match.

Plus classique, Exit proposait, en bon anglais d'Angleterre, *Blue Heart*, drôle et théâtrale en deux temps et deux mouvements de Caryl Churchill, mise en scène par Max Stafford-Clark, qui présida longtemps aux destinées du Royal Court, avant de créer la compagnie Out of Joint, l'une des plus inventives du moment outre-Manche. *Blue Heart* est plongé dans l'essence du théâtre - la répétition - et minuté par Max Stafford-Clark avec la précision de l'œuf mollet au breakfast. Près d'un demi-siècle après Jean Tardieu, Caryl Churchill découvre les vertus d'un mot pour un autre, d'un mot pour beaucoup d'autres, d'un mot pour tous les autres, dans des situations à faire pleurer les princesses d'Angleterre. La mise à la torture (répétitions, ac-

clérations, condensations, coupures) de dialogues effrayants de banalité moque par l'absurde les trivialités de la comédie anglaise sociale-psychologisante contemporaine.

Mais la principale réussite d'Exit 99 aura été celle des marionnettistes (pour adultes) britanniques de Faulty Optic. Avec *Tunnelvision*, Liz Walker et Gavin Glover projettent leur humanité de trois pouces dans l'existence des taupes. L'égoïsme, la bêtise, l'envie, la haine sont attisés par une solitude sans fond, qui renvoie chacun sur son île hostile. Leurs créatures guettent le train qui les sortira du tunnel de la médiocrité, et ne s'arrêtera jamais pour eux. Leur ciel, imitoyable, n'est rien à côté de leur nez, sur lequel ils procurent une animalité (une apparence de vie) débordante. *Tunnelvision* aborde au grand art par la rive du désespoir. Faulty Optic est à Châtillon jusqu'au 17 avril (tél. : 01-46-57-22-11) avec *Snuffhouse* Dussouze, un de ses précédents spectacles. Il n'y a pas de bonne raison de le manquer.

Jean-Louis Perrier

La grande parade du sexe et du désir de vivre

IL AGACE, il énerve. Tant de désinvolture, voire de platitude. Le travail du chorégraphe Ron Brown n'est pas conçu, il est vrai, pour être bien-ouï, mais pour provoquer. Tant de santé pour parler de sexe, de drague, du sida. Il taille dans ces délicats sujets avec la distance sophistiquée, pseudo-naïve, qu'on retrouve dans la communauté noire américaine-homosexuelle-urbaine-new-yorkaise. C'est le goût de la parade qui l'emporte. Parade du défilé de mode de *Ebony Magazine*, qui emprunte au *vogueing* mis à la mode dans les night-clubs de Manhattan, en imitation du style « inimitable » des mannequins de *Vogue* des années 50. Tout est posé, joué, débanché à se tordre la colonne. Parade plus crue du sexe dans *Better Days*, des hommes qui se matent, se soupènt. Langage des yeux, de la main baladeuse. Les hommes entre eux, beaux, triviaux. Jours meilleurs d'avant le sida, jours à venir après l'espoir des nouvelles thérapies. Cette danse divisée en douze séquences, comme les stations d'un chemin de croix iconoclaste, si elle comprend le deuil, la poésie dite pour celui qui est mort, n'en reste pas moins une forte démonstration d'énergie à vouloir vivre. Cette pièce souligne, comme le fait aussi le travail d'un Bill T. Jones, la différence de traitement de ces thèmes (maladie, mort, sexe) entre les États-Unis et l'Europe (à l'exception de l'australien Lloyd Newson). Là, exhibi-

tion, vérité nue, dérision du coup d'œil ; ici, pudeur, requiem, perspective morale, et sociale. Ron Brown choisit le ras de la réalité. Certains diraient le ras du slip. Parade pour esquiver, échapper, mettre à mal les bien-pensants. Banal ? Phutôt simpliste comme le sexe pour le sexe.

Autre parade amoureuse, celle de l'oiseau gula qu'incarne, magnifique, le Sud-Africain Vincent Mantsoe, qu'on avait découvert aux Rencontres de Luanda (Angola) en 1996. Dans *A Spiritual Journey into the self*, le danseur continue en solo sa quête d'identité entre tradition, racines et ouverture au monde. Manquent ici ses danseuses barolées, qui accompagnaient sa danse pleine d'humour, de vivacité. Plus sérieux, Vincent Mantsoe est aussi devenu plus convenu. Hommage à l'Afrique, aux parents. *Good boy!* Un bon garçon auprès duquel Ron Brown et sa bande d'« obsédés sexuels » jouent sans peine les *bad boys* de service.

Didier Ruscier, directeur artistique d'Exit, lance ses filets, et ramène de l'excellent, du bon et du moins bon. Du multimédia, du non-identifié, du en train de se faire. Au spectateur de juger. Le travail n'est pas maché. N'est pas signalisé : « Attention, chefs-d'œuvre ». Donc on s'amuse.

Dominique Fréret



DIMANCHE 11 AVRIL 17H
MUZYKÁS/MÁRTA SEBESTYÉN
faire revivre la musique paysanne, la faire rentrer dans la modernité
LOCATION 01 42 74 22 77 • 2 PL. DU CHÂTELET PARIS 4

SORTIR

PARIS

Loué soit le progrès
Soit le titre d'une pièce, *Loué soit le progrès*. Soit un résumé rapide de ladite pièce : des hommes pêchent. Le poisson qu'ils attendent est un homme qu'on a poussé dans l'eau. Entre le titre et la pièce, il y a un monde, celui de Gregory Motton, auteur britannique de trente-huit ans, lancé en France par Claude Régy (*Chutes, La Terrible voix de Satan*), et mis en scène ce printemps par l'Allemand Lukas Henleib, dont les précédentes productions (en particulier *Les Nouveaux contes de fées*) ont été saluées par le public. D'un ton réconfortant pour la mise à jour de la cruauté, *La Cabane de l'Odéon*, 36-38, quai de la Loire, Paris 19^e. M. Jaurès. Du 6 avril au 8 mai. Du mardi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-44-41-36-36. De 60 F à 110 F.

Amants ; Vieux ménage
« Le théâtre ne meurt ni du billet de faveur, ni de la cherté des places, ni de la censure ; le théâtre meurt du théâtre. Depuis plus de trente ans, tous les soirs, sur tous les théâtres, on joue la même pièce. Que ce soit une comédie, un drame, un vaudeville, une opérette, c'est toujours la même chose ; un mariage contrarié pendant quatre actes, accompli au cinquième. »

Voilà ce qu'écrivait Octave Mirbeau au début de siècle. Pour lutter contre l'ennui de l'ennui et du mariage - mais, nuance - du mariage « contrarié » plutôt que contrarié. La Comédie-Française donne l'occasion d'entendre deux de ses textes. Mise en scène de Jean

Bouchaud, avec Alain Pralon, Martine Chevallier et Florence Viala.
Comédie-Française
Studio-Théâtre, 99, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. M. Palais-Royal. Du 6 avril au 22 mai. Du lundi au samedi, à 18 h 30. Relâche jeudi et dimanche. Tél. : 01-44-58-98-58. De 45 F à 80 F.

Sciavis/Frith/Drouet
Roscoe Mitchell Note Factory l'une des soirées les plus intéressantes, sur le papier, du festival de jazz Banlieues bleues. En première partie, la musique improvisée telle que s'y confronte le trio Louis Sciavis (clarinette), Fred Frith (guitare) et Jean-Pierre Drouet (percussions), entendus lors d'une édition de Sons d'hiver ; ensuite le Note Factory du saxophoniste de l'Art Ensemble of Chicago, Roscoe Mitchell. Une formation à neuf, qui comprend d'excellents solistes (Hugh Ragin, Matthew Shipp...) pour une musique concertante et improvisée avec une double rythmique. *Bobigny (93). Maison de la culture, 1, boulevard Léonine, 20 h 30, le 6 avril. Tél. : 01-49-22-10-10. De 75 F à 95 F.*

Moutin Réunion
Les frères Moutin, François à la contrebasse et Louis à la batterie, forment l'une des rythmiques les plus excitantes du jazz en France, et très demandée. Du coup, leur groupe, avec Sylvain Beuf (saxophone) et Baptiste Trotignon (piano) ne joue pas assez souvent. Séance découverte ou de rattrapage au Duc bienvenue.
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M. Châtelet, 20 heures, le 6 avril. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

(Publicité)
Le Théâtre du Rond-Point Cie Marcel Maréchal
« Le CAPO Centre National de Création Orléans - Loiret - Région Centre »
présentant au Théâtre du Rond-Point
Pierre Arditi, Michel Aumont, Marcel Maréchal, Chantal Neuwirth
réver peut-être
Jean-Claude Grumberg et Jean-Michel Ribes
durée 10 avr
supplémentaire
samedi 10 avr à 17h
6 nominations
aux « Molières » 99
Réservation 01 44 95 98 10

GUIDE

REPRISES CINÉMA

La Chambre des tortures de Roger Corman. Américain, 1961 (1 h 20).
Reflex Médias II, 5^e (01-43-54-42-34).
Fermeture de l'usine Renault à Vittevoorde de Jan Bucquoy. Belge, 1998 (1 h 25).
Studio Galand, 5^e (01-43-26-94-08).
Spartacus de Stanley Kubrick. Américain, 1960 (3 h 15).
Grand Action, 5^e (01-43-29-44-00).

FESTIVALS

Festival du film de Paris
Pour sa 14^e édition, le Festival, présidé cette année par Jean-Pierre Jeunet, programme sept longs métrages inédits et sept autres films qui n'ont pas encore trouvé de distributeur. L'ouverture du festival sera marquée par la projection du nouveau film de James Ivory, *La Fille d'un soldat* ne pleure jamais et la clôture par celle de *The Hi-Lo Country*, réalisé par Stephen Frears et dont la sortie à Paris est prévue pour le 23 avril.
Gaumont Marignan, 27, avenue des Champs-Élysées, Paris 8^e. M. Franklin-Roosevelt. Tél. : 01-40-30-30-31. Du 6 au 13 avril.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 06-36-68-03-78 (2,23 F/min).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Paris de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Gallo Cesare
de Haendel : version de concert. Sara Mingardo (Giulio Cesare), Sandrine Piau (Cleopatra), Laura Polverelli (Cornelia), Brigitte Baileys (Sesto), Hilary Summers (Tolomeo), Roberto Scatriti (Achilla). Les Talents lyriques, Christophe Rousset (direction).
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M. Alina-Marcus. Le 6, à 19 h 30. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F à 450 F.

Comerata Academica de Salzbourg
Mozart : *Divertissement KV 247*, *Marche KV 248*, *Symphonie concertante pour violon, alto et orchestre KV 364*, *Symphonie n° 41 « Jupiter »*, *Isabelle Faust* (violin), *Tabea Zimmermann* (alto).
Cré de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M. Porte-de-Pantin. Le 6, à 20 heures. Tél. : 01-44-84-44-94. De 100 F à 160 F.

Abdel Rahman el-Bacha (piano)
Beethoven : *Sonates pour piano op. 109 et op. 110*, *Chopin : Nocturnes, Mazurkas, Berceuse, Sonate pour piano op. 35*.
Centre des bords de Marne, 2, rue de la Prairie, 94 Le Perreux-sur-Marne. Le 6, à 20 h 30. Tél. : 01-43-24-54-28. 105 F.
Stéphane Hubard Quintet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M. Châtelet. Les 6, 7 et 8, à 22 h 30. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.
Sin
Le Diver du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 8^e. M. Pigalle. Le 6, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-77-66. De 80 F à 90 F.
Vibronics
Le Batofar, 11, quai François-Mauriac, Paris 13^e. M. Quai-de-la-Gare. Le 6, à 21 heures. Tél. : 01-56-29-10-00. 40 F.
Jacques Berthel
La Marquetterie, 22, rue Boyer, Paris 20^e. M. Gambetta. Le 6, à 20 h 30. Tél. : 01-40-33-30-60. 140 F. Jusqu'au 18 avril.
Rat Kum
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M. Châtelet-d'Eau. Le 6, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

DERNIERS JOURS

10 avril :
Miroirs noirs
d'Arno Schmidt, mise en scène de Patrick Sommer, avec Yann Collette et Marie Carles.
Maison de la culture, 1, boulevard Léonine, 93 Bobigny. Du mardi au samedi, le lundi, à 20 h 45. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F.
Guy Bedos
Théâtre de la Renaissance, 20, boulevard Saint-Martin, Paris 10^e. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-42-08-18-50. De 60 F à 180 F.
Philippe Cognée : prolifération
Galerie Laage-Solomon, 57, rue du Temple, Paris 4^e. Tél. : 01-42-78-11-71. De 14 heures à 19 heures. Entrée libre.

سكزا من الأصل

EN VUE

■ La police a interpellé Ding Zilin, en résidence surveillée, porte-parole des mères des victimes de la place Tiananmen, qui s'appropriait à tort le jour de Qing Ming, la fête des défunts, pour acheter des crevettes fraîches à la mémoire de son fils qui les aimait tant.

■ Après avoir construit de leurs mains un petit abri en bois au-dessus de l'autel où Poi Pot a été incinéré, les soldats cambodgiens de la province d'Anlong Veng font payer environ 30 francs la visite.

■ Vincent Habineaza, Tutsi soupçonné d'avoir massacré ceux de son ethnicité, enfermé dans la prison centrale de Kigali avec 7 000 Hutus, mange son brouet de maïs sans pouvoir améliorer son ordinaire : « Moi, je n'ai personne dehors. Ma famille a été tuée. »

■ Les admirateurs de la bégum Khaleda Zia, leader de l'opposition bangladaise, sont autorisés à lui offrir une seule fleur, tulipe ou rose ; Rajiv Gandhi, ancien premier ministre indien, ayant été tué, en 1991, par l'explosion d'un bouquet.

■ « Tout bien pesé, nous avons décidé que le public russe a plus que jamais besoin de prendre connaissance de ce livre », a déclaré, lundi 5 avril, Galina Zinkovitch, directrice du marketing d'Info-M, la maison d'édition russe qui, au début des frappes de l'OTAN, avait renoncé à la publication de l'autobiographie de Monica Lewinsky.

■ Les Parris, un couple de l'Utah, militants anti-tabac, poursuivent en justice les MacFarlane leurs voisins qui, chez eux, fument sans tirer leurs rideaux.

■ Devant l'ardeur des couples à concevoir des bébés de l'an 2000, le Planning familial britannique lance, à l'instar de l'association de protection des animaux opposée aux cadeaux de chiots ou de chatons souvent abandonnés après les fêtes, le slogan : « Un bébé, c'est pour la vie. »

■ Un Palestinien, marié, sans enfant, incarcéré à la prison de l'Ucciarone pour vol aggravé, demande le parloir pour son chien, déprimé depuis l'arrestation de son maître.

■ Les carabiniers qui avaient empêché Carmine Forestiero, trente-cinq ans, de sauter d'un pont sur l'autoroute près d'Ostie, l'ont arrêté, vingt jours plus tard à Rome, mourant de faim, tapant à coups de poings sur un distributeur automatique de confiseries.

■ Quarante porcs ont suffi à la commune allemande de Laasdorf pour fabriquer, dimanche 4 avril, une saucisse de 5 kilomètres de long.

Christian Colombani

Pékin dénonce l'intervention de l'OTAN au Kosovo

La presse chinoise, c'est-à-dire les autorités, vole au secours des Serbes, oublie quasiment les réfugiés, et s'inquiète pour la paix mondiale

« ARRÊTEZ la barbarie ! », a clamé l'éditorial du *China Daily*, l'organe officiel anglophone destiné au public étranger, dès l'éclatement de la crise au Kosovo. La « barbarie » n'est évidemment pas l'épuration des villages kosovars par les unités serbes. Il s'agit des frappes aériennes de l'OTAN. Depuis une semaine, la propagande de Pékin se déchaîne pour fustiger l'offensive de l'Alliance atlantique – « une agression flagrante », « un acte de vandalisme », « des atrocités », toujours selon le *China Daily* – et voler au secours de la Serbie dont « la souveraineté a été violée ». « Il faut arrêter ce crime », écrit le *Quotidien de l'Armée*.

Rien ne saurait justifier aux yeux de la presse chinoise – c'est-à-dire des autorités – une telle intervention. Non seulement le « fort » attaque le « faible », mais il bafoue la loi internationale en passant par-dessus l'ONU. Épargnant plutôt les Européens, les éditorialistes concentrent leur colère sur les Américains. « En tant qu'unique superpuissance de l'après-guerre froide, les États-Unis considèrent de plus en plus l'ONU comme un obstacle à leurs ambitions hégémoniques », dénonce le *China Daily*. « Aussi utilisent-ils l'OTAN comme un instrument au service de leur politique de puissance. » Et le même journal de se faire complaisamment l'écho de la



montée des « sentiments anti-américains », notamment en Russie. La présentation des événements par les médias chinois est d'un manichéisme abrupt. Les Serbes, qui ne cessent de « vouloir la paix », sont les seules victimes. Au journal télévisé du soir, l'en-

voyé spécial à Belgrade de la chaîne CCTV se répand avec malice sur les destructions causées par les frappes – une usine, un pont. Les images ne montrent qu'éclats de métal, façades éventrées, toitures calcinées, visages serbes abattus. Tandis que les avions de l'OTAN bombardent leurs « églises médiévales », le *Quotidien de la jeunesse de Chine* trouve « étonnante » l'inflexibilité des Serbes qui vont « tenir jusqu'au bout ». Entretenant ce climat de sympathie proserbe, la télévision centrale vient de décider de rediffuser de vieux films yougoslaves exaltant l'héroïsme durant la deuxième guerre mondiale. Et les dizaines de milliers de

Kosovars chassés de leurs villages ? Il en est à peine question. La télévision n'en montre aucune image. Le *Quotidien des ouvriers* publie bien un cliché de réfugiés entassés sur un tracteur sans préciser qu'ils fuient les exactions serbes – dont l'opinion chinoise ignore tout. Quand la presse évoque – rarement – les vagues de personnes déplacées, c'est pour expliquer que l'OTAN en porte seul la responsabilité. La crise des réfugiés, y lit-on, a commencé après et non avant les raids aériens. « L'OTAN accuse les Serbes d'"épuration ethnique" ou de "génocide" contre les Albanais, écrit le *China Daily*, mais ce sont ses avions qui commettent un meurtre indiscipliné contre la population de Yougoslavie. »

A en juger par la nervosité du ton de sa presse, la Chine prend l'affaire très au sérieux. « Cette détestable invasion » constitue à ses yeux « un abominable précédent », selon la formule d'« experts » cités par l'agence *Chine nouvelle*. Pékin songe bien sûr au scénario d'un conflit avec Taiwan où les États-Unis pourraient se trouver impliqués, comme cela faillit être le cas lors de la « crise des missiles » de mars 1996. Le parallèle qui n'est jamais explicitement formulé relève du non-dit. Mais il est suffisamment présent dans les esprits pour que la propagande vole dans la crise du Kosovo l'esquisse d'une menace pour la paix mondiale.

Frédéric Bobin

DANS LA PRESSE

LCI
Pierre-Luc Séguillon

■ La décision prise par le gouvernement de Lionel Jospin de ne pas accueillir des milliers de réfugiés albanais sur le sol français est cohérente. Mais elle n'est pas réaliste. Si l'objectif des frappes de l'OTAN est bien de faire plier Slobodan Milosevic et de l'empêcher de poursuivre sa politique d'épuration ethnique au Kosovo, il est juste, en effet, d'affirmer le droit à un prompt retour des populations qui ont été chassées du Kosovo ; et il est logique de ne pas transférer celles-ci dans des pays éloignés d'où beaucoup ne repartiront plus. Refuser de donner raison à Milosevic, c'est mainte-

nir par principe les déportés aux frontières du Kosovo ! Cette position de principe n'est cependant tenable que si cet exode est bref et si l'OTAN parvient rapidement à ses fins, c'est-à-dire oblige Milosevic à rendre les armes d'ici quelques jours et le contraint à mettre un terme aux déportations massives de Kosovars. Tout démontre aujourd'hui, cependant, qu'il n'en sera probablement rien.

LE FIGARO

Pierre Rousselin

■ Dix-neuf nations démocratiques ne font pas la guerre sans donner une très forte impression de cacophonie et d'improvisation. Beaucoup d'erreurs ont déjà été commises, comme celle qui a consisté à exclure, dès le début,

toute offensive terrestre au Kosovo. Il fallait alors rassurer les Américains, traumatisés, depuis le Vietnam, à l'idée qu'une guerre peut faire des morts. Mais c'était surtout un premier signal de faiblesse adressé à Milosevic. Cette fois, ce sont les Allemands qui ont voulu se montrer généreux, en prenant l'initiative de cet accueil massif des réfugiés. La corde humanitaire des pays nordiques et anglo-saxons a tout de suite vibré. Mais la France et l'Italie ont pris leurs distances.

LIBÉRATION

Jacques Amarlic

■ L'exception française peut parfois constituer un bien lourd fardeau. Ainsi en va-t-il de la décision du gouvernement, bénie par

l'Élysée, de refuser l'installation provisoire en France de quelques milliers de réfugiés du Kosovo. L'explication avancée officiellement à quelque chose de martial (« Nous n'acceptons pas le fait accompli des déportations perpétrées par les Serbes », a dit Lionel Jospin), mais c'est la filiosité et de vieilles craintes qui se profilent derrière ce mouvement de menton. Comme si le gouvernement, dans cette affaire, avait été plus animé par le désir de ne pas réveiller la question du droit d'asile et de ne pas raviver le délicat problème des sans-papiers non régularisés que de signifier à Milosevic sa volonté d'assurer par tous les moyens un retour rapide des réfugiés sur la terre dont ils ont été et sont encore déportés.

www.africultures.com
Actualité artistique et critique-culturelle africaine



de sélectionner une discipline, une période, un pays et un type de manifestation (festival, foire, colloque, concert, prix). Ainsi, en cliquant sur les festivals de cinéma, on découvre onze rendez-vous, de Paris à Montréal, Ouagadougou ou Le Cap. L'agenda contient égale-

ment tous les programmes des centres culturels français en Afrique et des liens directs vers leurs sites.

Une base de données consacrée à l'actualité culturelle, baptisée Murrums, sélectionne dépêches, brèves et communiqués classés

par rubrique et par période. On y découvre pêle-mêle – et en musique – des informations sur le groupe de rap Public Enemy en guerre avec sa maison de disques new-yorkaise, sur les Victoires de la musique de Yaoundé et sur les labels producteurs de disques africains.

La rubrique Articles est dotée d'une belle page de garde où une statuette de femme de profil, en bois, porte les dix-sept numéros de la revue *Africultures*. Cliquer sur une jaquette permet d'accéder au sommaire de l'ouvrage et aux articles, disponibles en français et en anglais. Un index thématique et un moteur de recherche couvrent tous les articles parus depuis la naissance de la revue. On découvre ainsi l'hommage rendu au cinéaste sénégalais Djibril Diop Mambéty après son décès, accompagné d'un manuscrit inédit du réalisateur, ou le portrait du comédien et metteur en scène burkinabé Sotigui Kouyaté.

Valérie Osouf

SUR LA TOILE

ÉTATS-UNIS

■ Le gouvernement des États-Unis a décidé de faire appel du jugement d'un tribunal fédéral annulant le Child Online Protection Act (loi de protection des mineurs en ligne). Le juge avait estimé que cette loi était contraire au premier amendement de la Constitution.

SERBIE

■ La radio indépendante de Belgrade B92, qui continuait à émettre sur Internet après que son matériel d'émission eut été confisqué (*Le Monde* du 30 mars), est revenue au silence depuis le 2 avril. Un groupe de policiers et de magistrats a fait évacuer le personnel. M. Mirkovic, directeur de la station, a été démis de ses fonctions, mais annonce son intention de reprendre la diffusion d'informations indépendantes dès que possible.

www.b92.net

INTERNET GRATUIT

■ World Online France (filiale de World Online International, Bouygues Telecom et TFI) offrira à partir du 1^{er} mai un accès Internet gratuit et illimité, sans bannière publicitaire obligatoire ni surtaxe téléphonique, aux 200 000 premiers internautes français qui en feront la demande.

www.worldonline.fr ou 08-03-31-30-00.

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 90446 Chantilly Cedex.

Cette valable jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

OUI, je souhaite recevoir Le Monde pour 173F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

Q.M. M. Prénom : Nom : Adresse : Code postal : Localité : Citez votre journal ou 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde.

Je resterais libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : Signature :

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc. : Téléphonez au 01-42-17-32-50 de 9h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension temporaire, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99€/min).

Le Monde (ISSN 0000-0000) is published daily for 5 000 francs par semaine. L'abonnement est de 173F par mois. Pour les abonnements étrangers, le tarif est de 200F par mois. Pour les abonnements étrangers, le tarif est de 200F par mois.

For the subscription service, please contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3850 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23462-5985 USA - TEL: 800-438-3000

Intelligence avec l'ennemi

par Alain Rollat

CHER PROFESSEUR Constantinovic ! Merci, tout d'abord, d'avoir mis la littérature française à l'abri des imbéciles de chez vous qui voulaient la brûler. Dites notre gratitude à vos étudiants du département de français de la faculté des lettres de Belgrade qui vous ont aidé à protéger ces milliers de livres au milieu desquels une caméra de TF1, déjouant la censure militaire, vous filmait lundi soir. Merci, ensuite, pour vos deux messages codés. J'ai décrypté le gros plan furtif sur l'œuvre poétique de Louis Aragon qui renvoyait, n'est-ce pas, à son *Canigou* et à Elsa. Message reçu : « Il est plus facile de mourir que d'aimer... » Surtout par temps de guerre.

J'ai bien compris que, sous ce cri de désespoir, se camouflait une leçon destinée à ceux de vos élèves qui s'exaltent encore au spectacle de la guerre parce qu'ils prennent du plaisir à faire la

nique aux bombes en participant au concert quotidien mis en scène par la propagande milosévicienne puis en faisant la chaîne, main dans la main, sur les ponts de votre ville. Ne vous inquiétez pas. S'ils ont lu Aragon, ils ne confondront jamais Belgrade et Guernica. Ils apprendront vite que, loin d'être moderne, ce rite musical est, au contraire, l'un des plus archaïques. On recourt au rock dans toutes les armées, depuis l'Antiquité, pour galvaniser les jeunes combattants voués au sacrifice. L'historien arabe Ibn Khaldoun l'écrivait déjà au XIV^e siècle : « Il n'est que de faire bien chanter les hommes en choc, ils sont prêts à tout subir et à tout commettre... » Pourquoi ces jeunes gens n'invitent-ils pas leurs soldats à faire l'amour plutôt que la guerre à leurs compatriotes humains ? Pourquoi leurs chaînes humaines réduisent-elles la fraternité au châtiment serbe ?

Est-il donc si difficile, quand on est serbe, de donner la main à un Albanais ? J'ai un peu hésité, en revanche, cher professeur Constantinovic, sur la signification exacte de votre second message, celui dont la clé était donnée par le gros plan sur l'œuvre de Victor Hugo. Selon mon service de renseignement, il y avait trois décryptages possibles : « Je n'ai plus d'ennemis quand ils sont malheureux » ; « L'œil, c'est la nudité du droit » ; « Ah ! Insuper qui écrit que je ne suis pas toi ! » Ressentant votre blessure, j'en ai conclu que ces trois références se combinaient pour exprimer votre compassion à l'égard de vos frères albanais déportés dont les mains désespérées vous fuient et se tendent vers moi, dans un autre concert poétique, pour réclamer du pain. Je vous ferai une réponse tirée de la même source : « Quand la liberté rentrera, je rentrerai » au Kosovo.

50 من الأول

HORIZONS ANALYTIQUES
RADIO-TELEVISION

MARDI 6 AVRIL

GUIDE TELEVISION

DEBATS

21.20 L'Enfer du Goulag. Forum Planète
23.25 Séville, les galiciens de la foi. Forum Planète

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Invités : John Waters, Fonky family ; Christine Deschamps-Holbein ; Christine Ziegler. Canal +
19.00 Archimède. Dominique Yoyne. LCI
20.00 20 h Paris Première. Invité : Jean Yanne. Paris Première
20.30 Les Moments de vérité. M 6
21.00 Le Gai Savoir. La chanson française d'hier à aujourd'hui. Avec Charles Aznavour ; Faudel ; Richard Cannavo. Paris Première
23.30 Place de la République. La sécurité sociale l'affaire de tous ? France 2
23.30 Nimbis. Médicaments : de la dépendance à la délivrance. Invités : Michel Bernaud ; Jean-Marie Hatzbard ; Serge Karsenty ; Philippe Jean Parquet. France 3

DOCUMENTAIRES

19.00 Conversation avec Michael Tippett. Odysée
19.55 Inde, naissance d'une nation. Les Femmes. Odysée

20.05 Les Tribus indiennes. (15/20). Les Puellos. Planète
20.15 360°, le reportage GEO. D'après nature [24]. Arte
20.35 Le Train des orphelins. D'après nature [24]. Arte
20.40 Thema. Mais qu'est-ce qu'elles veulent maintenant ? Arte
20.45 Les Descendants. [24]. Histoire
21.45 Voyage au pays des dieux. (19/13). Jussieu. Odysée
21.50 Un siècle d'aviation. [14]. Histoire
22.10 Vatican. Pie XII et l'Holocauste. Odysée
23.00 Les Celtes. [56]. Histoire
23.20 L'Épopée des fusées. [13/13]. Au-delà du système solaire. Planète
23.35 Sur la piste du crime. [13]. Les cadavres qui parlent. TSR
0.55 Tibet, la route de l'espoir. France 3

SPORTS EN DIRECT

20.30 Basket-ball. Pro A. Play-off. Quart de finale. match d'appui éventuel. Eurosport
20.35 Football. Coupe de l'UEFA. Demi-finale aller : Marseille - Bologne. TF 1

MUSIQUE

19.00 Bach. Concerto brandebourgeois n° 2. Par le Scottish Chamber Orchestra, dir. Raymond Leppard. Muzik
21.00 Beethoven. Symphonie n° 7. 8 et 9. Londres, 1970. Par le New Philharmonia Orchestra, dir. Otto Klemperer. Muzik

22.45 Les Noces de Fauré. Opéra de Metz. Par l'Orchestre philharmonique de Metz, dir. Karl Schumacher. Mezzo
23.55 Sadio. Opéra de Rimma-Korsakov. Par l'Orchestre et les Chœurs du Kirov, dir. Valeri Gergiev. Muzik
23.55 Les Noces de Fauré. Opéra de Metz. Par l'Orchestre philharmonique de Metz, dir. Karl Schumacher. Mezzo
23.55 Sadio. Opéra de Rimma-Korsakov. Par l'Orchestre et les Chœurs du Kirov, dir. Valeri Gergiev. Muzik

COULEURS MARSEILLES

23.05 L'interview. Kater Glavin. France 2

SERIES

20.55 La Vie à cinq. Séparations. Téva
21.45 Ally McBeal. Les Loups (v.o.). Téva
23.00 Star Trek, la nouvelle génération. [12]. La Pierre de Col. Canal Jimmy
23.50 Star Trek, Deep Space Nine. Les Cardassiens (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

16.25 Les Granges brûlées. ■■■
16.50 Sallor et Lula. ■■■
17.25 Out of the Fog. ■■■
18.30 Napoléon. ■■■
18.45 Marion. ■■■
18.50 Les Deux Orphelines. ■■■
20.30 Los Olvidados. ■■■
20.30 Intermède. ■■■
21.15 Assurance sur la mort. ■■■
21.55 Forever and a Day. ■■■
22.10 Underground. ■■■



22.55 Quelle heure est-il ? ■■■
23.00 Sallor et Lula. ■■■
23.00 Sallor et Lula. ■■■
0.40 Un homme parmi les loups. ■■■

PROGRAMMES

TELEVISION

18.25 Exclurif. 19.05 Le Bigd. 20.00 Journal, Boom, Météo. 20.35 Football. Marseille - Bologne. 22.40 High Secret City. Nostalgie. 0.15 Le docteur mène l'enquête. 1.05 TFI nuit, Météo.

FRANCE 2

17.15 et 23.00 Un livre, des livres. 17.20 Cap des Pins. 17.50 Hartley, cœurs à vif. 18.45 Et un, et deux, et trois. 19.15 1000 enfants vers l'an 2000. 19.25 Qui est qui ? 20.00 Journal, Météo. 20.55 Bauman Forever. 21.05 Songe à l'oreille. 23.05 L'interview. Court-métrage. 23.30 Place de la République. La sécurité sociale l'affaire de tous ?

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.05 Cosby. 20.35 Tout le sport. 20.55 Les meilleurs passent à la télé. 23.00 Météo, Soir 3. 23.30 Nimbis. Médicaments : de la dépendance à la délivrance. 0.25 Magazine olympique. 0.45 Tibet, la route de l'espoir. 1.45 Saga-Cités. Louvain en octobre.

CANAL +

En clair jusqu'à 20.40. 18.25 Flash infos. 18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.40 Tremblement de terre à New York. 22.10 Greve Party. 23.28 Les Sales Blagues de l'Écho. 23.30 Par amour pour Gillian.

ARTE

19.00 Archimède. 19.45 Météo, Arte info. 20.15 360°, le reportage GEO. [24]. 20.40 Thema. Mais qu'est-ce qu'elles veulent maintenant ? 20.45 Voyant, au risque du pouvoir. 21.50 Vivement lundi ! 23.00 L'Homme de ma famille. 23.05 Les Femmes font la manchette.

M 6

19.20 Mariés, deux enfants. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Notre belle famille. 20.40 Décrochage info. 20.55 Les Moments de vérité. 22.40 Double enquête à Hamelin. 0.20 Capital. La France à vendre ?

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.02 Les Chemins de la musique. André Boucourechliev [27]. 20.30 Agora. 21.00 Poésie studio. 22.10 Mauvais genres. 23.00 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Evgeni Svetlanov, portrait d'un maître russe. 22.30 Musique pluriel. 23.07 Le Dialogue des muses.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. 21.50 L'Allée des compositrices. Film chorégraphique. C. 22.50 L'autre Vie d'Alban Berg. 23.45 Profil. Victor Klemperer. 1.15 La Lucarne. Pivovos [1/2].

TELEVISION

PLANETE

12.10 Monsieur Patel tourne à Bollywood. Bollywood, c'est Bombay, capitale du cinéma indien. Le documentaire de Roger Mitchell accompagne un comédien, Harish Patel, sur ses trois tournages quotidiens. La contrepartie de ce personnage plutôt antipathique témoigne de la fécondité d'une industrie cinématographique dont les productions sont avalées avec ferveur par les spectateurs.

ARTE

20.45 Thema : Mais qu'est-ce qu'elles veulent maintenant ? Est-il possible de « gouverner autrement » ? « Oui », répond Dominique Yoyne. Et peut-on, comme l'assure le ministre Vert français, exercer un métier d'homme sans imiter les hommes ? Le documentaire que Philippe Baron et Murielle Szac ont consacré à Dominique Yoyne et Marie-Christine Blandin devrait permettre aux téléspectateurs de trancher.

PARIS PREMIERE

22.35 Quelle heure est-il ? ■■■ Un avocat romain sexagénaire vient passer une journée à Civitavecchia, où son fils termine son service militaire. Retrouvailles embarrassées. La mise en scène d'Ettore Scola, constamment sur le fil du rasoir de l'émotion, est, malgré l'abondance de dialogues, un modèle de non-dits et, partant, de tendresse frustrée. Marcello Mastroianni et Massimo Troisi sont tous deux admirables. En v.o.

GUIDE TELEVISION

MAGAZINES

16.00 Saga-Cités. Stop à la violence : le Manifeste des jeunes contre la violence. France 3
16.10 et 20.10 Le Talk Show. LCI
17.00 Les Lumières du music-hall. Les Quatre Barbis. Bobby Lapointe. Paris Première
17.10 Le Club. Sidney Lumet. Ciné Classics
17.15 Le Débat de Pierre-Luc Séguillon. LCI
18.00 Stars en stock. Jacqueline Bisset. Paul Newman. Paris Première
18.30 Nulle part ailleurs. Invité : Y. Malmis Shorika, Didier Eribon. Canal +
19.00 Rive droite, rive gauche. Paris Première
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. LCI
20.00 20h Paris Première. Invité : Kent. Paris Première
20.05 Vins. Fête des vigneron : vin d'Est, vin d'Ouest. Avec Jacques Hainard. TSR
20.15 Droit de cité. Le plus beau métier du monde ? RTBF 1
20.40 Quelle paix pour les Balkans ? Invités : Hans Koschik, Alexandre Adler. Arte
20.50 Des racines et des ailes. Illettrisme : des mots contre l'exclusion. Vaincre l'anorexie. Les nouveaux grands-parents. France 3
21.05 Strip-tease. Mennace fait du bien. Perdu de vue. Les nourritures terrestres. TV 5
22.45 Ça se discute. Homosexualité féminine : la fin de la clandestinité ? France 2
23.25 Un siècle d'écrivains. Carlos Fuentes, un voyage dans le temps. France 3
0.10 Génération Albatros. Queen Emeraldas. Ulysse 31 : le royaume d'Hades. Jozet et les conquérants de la lumière : l'évasion. France 3
0.50 Le Canal du savoir. Ousmane Sow, sculptures. Paris Première

DOCUMENTAIRES

17.10 Les Armes de la victoire. [19/2]. Le 7-34. Planète
17.30 Etat des lieux : le Yémen. Odysée
18.15 Gouverner, c'est choisir ? Odysée
18.30 Les Celtes. [56]. Le dernier conflit. Histoire
18.30 Picasso. Planète
18.40 Cinq colonnes à la une. Arte
19.00 Feu sur la glace. [24]. Arte

19.30 La Chine, dragon millénaire. Shanghai la mystérieuse. Odysée
19.45 Ces montagnes qui soudain disparaissent. Planète
20.10 360°, le reportage GEO. D'après nature [24]. Arte
20.35 Vivre dangereusement. Planète
20.55 Lorsque l'enfant paraît. Téva
20.55 Le Pays des bouddhas d'or. Odysée
21.15 Point de départ. Histoire
21.35 Les Tribus indiennes. [15/20]. Les Puellos. Planète
21.45 Voyage au pays des dieux. (19/13). Jussieu. Odysée
22.05 Le Train des orphelins. D'après nature [24]. Arte
22.15 Les Derniers Sanctuaires. Ecab : la province du vent. Odysée
22.50 Musica. L'autre Vie d'Alban Berg. Arte
22.55 Deux Papous plus un. Planète
23.00 Des ours et des hommes. Odysée
23.45 Profil. Victor Klemperer, un chroniqueur du siècle, ma vie, si indécemment longue. Arte
23.55 Cinéma de notre temps. David Lynch. Ciné Cinémas
0.50 L'Épopée des fusées. [13/13]. Au-delà du système solaire. Planète
1.10 La Lucarne. Povnost, confession d'un capitaine [1/2]. Arte

SPORTS EN DIRECT

15.00 Cyclisme. Gand - Wevelgem. Eurosport
17.00 Football. Championnat du monde des moins de 20 ans. Nigeria - Allemagne. Eurosport
20.45 Football. Ligue des champions. Demi-finale : Manchester - Juventus. TF 1

DANSE

19.55 Mercutio. Chorégraphie. Léonide Massine. Musique. Eric Satie. Avec Lucia Massine (Apollon), Paola Catalani (Venus), Lucien Bruchon (Mercure). Décor et costumes. Pablo Picasso. Mezzo
21.50 Musica. L'Allée des compositrices. Sasha Waltz et Elliot Caplan. Arte
22.45 Symphonie de Psalms. Chorégraphie. Jiri Kylian. Musique. Stravinsky. Par le Nederland Dans Theater, avec Shane Carroll, Aldo Chae, Marly Knoben et l'Orchestre symphonique de Londres, dir. Leonard Bernstein. Mezzo

23.15 La Légende de Joseph. Chorégraphie. John Neumeier. Musique. R. Strauss. Par le Wiener Staatsoperballet, avec Kevin Halgen, Judith Jamison, Karl Müssel et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Heinrich Hollreiser. Mezzo
17.35 Cœur Carabes. [24]. M 6
18.15 Les Alscadiens ou les Deux Mathilde. Michel Favart [34]. TV 5
18.30 La Lettre inachevée. Valérie Lumbroso et Chantal Picault. Téva
20.30 Le Tueur du dimanche. José Giovanni. Festival
20.40 Un amour qui tue. Simon Langton. RTL 9
20.50 La Vie en face. Laurent Dussaux. M 6
20.55 Charlotte, dite Charlie. France 2
21.15 La Monnaie de la pièce. Ken Cameron. RTBF 1

SERIES

17.00 Au nom de la loi. Le Chinois. La Cinquième
19.30 Voltaire, ce diable d'homme. [46]. Festival
20.00 Larry et Baldi. Le ballet de Jozet. TMC
20.05 Cosby. France 3
20.10 Campus Show. Orgueil et préjugé. Série Club
20.13 Alfred Hitchcock présente. Eddyette dans le défilé. 13ème Rue
20.15 Ellen. The Parent Trap. RTL 9
20.30 Star Trek, la nouvelle génération. [12]. La Pierre de Col. Canal Jimmy
20.40 Homicide. La fameuse d'Agnès. Série Club
20.40 Nestor Burma. L'homme au sang bleu. 13ème Rue
21.25 Le Caméleon. Berzay (v.o.). Série Club
21.55 Presque parfaite. La prédisction (v.o.). Canal Jimmy
22.13 Brooklyn South. La vie sous Castro (v.o.). Série Club
22.25 Friends. The One with Joey's Bag (v.o.). Canal Jimmy
22.35 La Rédac. Retour en enfance. Disney Channel
22.50 Absolutely Fabulous. La naissance (v.o.). Canal Jimmy
23.25 The New Statesman. Mémoires d'outre-tombe (v.o.). Canal Jimmy
23.30 The Close. Episode pilote (v.o.). Série Club
0.25 New York Police Blues. Cœurs et âmes (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

13.50 Les Aristochats. ■■■ Wolfgang Reitherman. États-Unis, 1970, animation. Disney Channel
13.50 Sallor et Lula. ■■■ David Lynch (États-Unis, 1989, 120 min). Ciné Cinéma 2
14.00 Sleepers. ■■■ Barry Levinson (États-Unis, 1996, 145 min). Ciné Cinéma 1
14.50 Dick Tracy. ■■■ Warren Beatty (États-Unis, 1990, 105 min). Cinéstar 1
16.30 Napoléon. ■■■ Abel Gance [13] France, 1926, N. muet, 120 min). Histoire
18.50 Les Granges brûlées. ■■■ Jean Chapel (France, 1979, 100 min). Ciné Cinéma 1
20.30 Out of the Fog. ■■■ Anatole Litvak (États-Unis, 1941, N. muet, 90 min). Ciné Classics



20.30 Sallor et Lula. ■■■ David Lynch. Avec Nicolas Cage, Laura Dern (États-Unis, 1989, N. muet, 120 min). Ciné Cinéma 3
21.00 The Hit. ■■■ Stephen Frears (Grande-Bretagne, 1984, 100 min). Cinéstar 2
22.40 Marion. ■■■ Manuel Poirier (France, 1996, 105 min). Cinéstar 2
23.20 Ma sœur est du tonnerre. ■■■ Richard Quire (États-Unis, 1955, 110 min). Cinétoile

0.45 Les Deux Orphelines. ■■■ Maurice Tourneur. Avec Rosine Deréan, Ramon Saint-Cyr (France, 1951, N. muet, 100 min). Ciné Classics
1.00 Sallor et Lula. ■■■ David Lynch (États-Unis, 1989, N. muet, 120 min). Ciné Cinéma 1
1.10 Rallies sur la ville. ■■■ Pierre Chenail (France, 1957, N. muet, 80 min). Cinétoile
2.05 Huit et demi. ■■■ Federico Fellini (Italie, 1963, N. muet, 130 min). Canal +
2.05 Un homme parmi les loups. ■■■ Carroll Ballard (États-Unis, 1983, N. muet, 105 min). Ciné Cinéma 3

PROGRAMMES

TELEVISION

15.40 Cinq sur 5. 16.45 Au cœur des flammes. 17.35 Beverly Hills. 18.25 Exclurif. 19.05 Le Bigd. 20.00 Journal. 20.35 Le résultat des courses. 20.38 Boom, Météo, Météo des neiges. 20.35 Football. En direct. La Ligue des champions : 20.38 Manchester United - Juventus. 22.40 Dystonia Nies - Bayern Munich. 1.15 TFI nuit, Météo.

FRANCE 2

15.30 La Chance aux chansons. 16.35 Des chiffres et des lettres. 17.05 Un livre, des livres. 17.10 Cap des Pins. 17.45 Rince la baignoire. 18.10 Friends. 18.45 Et un, et deux, et trois. 19.15 1000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Qui est qui ? 19.25 et 20.45 Tirage du Loto. 20.00 Journal, l'image du jour, Météo. 20.55 Charlotte, dite Charlie. Téléfilm. Caroline Huppert. 22.45 Ça se discute. Homosexualité féminine : la fin de la clandestinité ? 0.50 Journal, Météo. 1.10 Le Cercle. Dans la tête d'un ado.

FRANCE 3

14.58 Questions au gouvernement. 16.00 Saga-Cités. Stop à la violence : le Manifeste des jeunes contre la violence. 16.40 Les Méliheuses. 17.45 C'est pas sorcier. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.05 Cosby. 20.35 Tout le sport. 20.50 Des racines et des ailes. 22.50 Météo, Soir 3. 23.25 Un siècle d'écrivains. Carlos Fuentes, un voyage dans le temps. 0.10 Génération Albatros. 0.25 Nocturnales. Pacífico Domingo.

CANAL +

14.45 Evamag. 15.10 Spin City. 15.30 A la une. 15.55 Décade pas Bunny. 16.25 Toonsylvania. 16.45 C+ Céo. 17.00 En clair jusqu'à 21.00. 18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 21.00 Pour une nuit. Film. Mike Figgis. 22.38 Les Sales Blagues de l'Écho. 23.30 South Park. 0.30 Spin City.

LA CINÉMA/ARTE

14.40 T.A.F. T.A.F. dans la psycho. 15.10 En juin, ça sera bien. 17.00 Au nom de la loi. 17.30 100 % question. 18.00 Le Cinéma des effets spéciaux. 18.30 Le Monde des animaux. 19.00 Connaissance. Feu sur la glace [24]. 19.45 Météo, Arte info. 20.10 360°, le reportage GEO. D'après nature [24]. 20.40 Quelle paix pour les Balkans ? 21.40 Les Cent Photos du siècle. 21.49 Musica. 21.50 L'Allée des compositrices. Film chorégraphique. C. 22.50 L'autre Vie d'Alban Berg. 23.45 Profil. Victor Klemperer. 1.15 La Lucarne. Pivovos [1/2].

M 6

13.30 M6 Kid. Boule et bille. 17.00 et 0.55 Des clips et des bulles. 17.35 Cœur Carabes. Téléfilm. [24]. 18.25 Lois et Clark. 19.20 Mariés, deux enfants. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Notre belle famille. 20.40 Décrochage info. Une journée avec... 20.50 La Vie en face. Téléfilm. Laurent Dussaux. C. 22.30 Fausse ressemblance. Téléfilm. Jack Sholder. C. 0.05 Booklet. Jackie Booklet. C.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.02 Les Chemins de la musique. André Boucourechliev [27]. 20.30 Agora. 21.00 Philambule. 22.10 Fiction. 23.00 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Pages baroques. Donnée en direct de l'église Saint-Etienne-du-Mont, à Paris, par la Maîtrise du Centre de musique baroque de Versailles, la Maîtrise de Radio France et les Pages et les Chœurs de la chapelle, dir. Olivier Schneebeli. 22.30 Musique pluriel. 23.07 Les Greniers de la mémoire. Bruno Campanella, chef d'orchestre.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Les Nations, quatrième ordre : La Prométhée de Couperin, par la Musica Antiqua de Bonn, dir. Reinhard Goebel. 20.40 Ariane à Naxos. Opéra de R. Strauss. Par la Philharmonie, dir. Herbert von Karajan. Avec Elisabeth Schwarzkopf, Rita Streich. 22.52 Les Soirées... (suite). Elisabeth Schwarzkopf, soprano.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
○ Tout public
○ Accord parental souhaitable
○ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
○ Public adulte
○ Interdit aux moins de 16 ans
○ Interdit aux moins de 18 ans

Les codes des films
■ Ne peut voir
■ A ne pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classique
Les symboles spéciaux de Canal +
● Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

هكذا من الأصل

Le débat

par Pierre Georges

UN GÉNÉRAL britannique, David Wilby, a utilisé, lundi à Bruxelles, une formule-choc pour dire ce que restait l'objectif de l'OTAN : « Notre intention est de mettre fin à la violence avant que le dernier Albanais du Kosovo ne soit parti en éteignant la lumière. » La formule est un peu facile, un peu osée aussi, mais combien parlante. « En éteignant la lumière », en effet, au pays des téné-

Maintenant que le week-end pascal est fini en France, que les bouchons et les interruptions d'indignation se sont résorbés, que les choses de la vie et de la guerre ont repris leur cours, le débat fait rage. Alors, ces réfugiés kosovars, faut-il les accueillir, de gré ou de force ? Ajouter pour eux l'exil-salut à l'exode forcé ? Accepter, voire entériner ainsi, « le fait accompli des déportations perpétrées par les Serbes », selon la phrase de Lionel Jospin.

Ce débat n'est pas simple. Les bonnes fois, comme les bonnes intentions ou les arguments raisonnables et raisonnables, s'affrontent. Car chacun sent par trop que la solution choisie, ou imposée par les faits, ne sera en définitive non pas la meilleure, mais la moins pire : disperser un peuple, y compris contre sa volonté, aux quatre coins de l'exil, loin du Kosovo, loin du retour ? Ou le maintenir dans l'abominable sort concret, le malheur, la souffrance quotidienne des camps improvisés, à un jet de pierre, de cœur, du pays perdu ? Le débat fait rage. Et même rage parfois de façon totalement outrancière, à lire certaines déclarations de personnalités, qui mettent plus de fureur et font plus de bruit à dénoncer l'égoïsme, la frilosité de la France,

qu'elles n'en ont manifesté à condamner les pratiques du régime de Belgrade. C'est le monde et la pensée à l'envers que de prendre ainsi les conséquences pour la cause, et l'exode forcé d'un peuple pour un refus politique de l'immigration par l'autre. C'est même assez indigne !

Les faits, les simples urgences et nécessités humanitaires feront sans aucun doute que tout le malheur kosovar ne pourra être contenu, résorbé aux frontières du Kosovo. Et qu'il faudra bien, ne serait-ce que pour sauver la vie des réfugiés et sauver les pays limitrophes, prendre effectivement des mesures d'accueil qui sont aussi d'éloignement.

Mais, hélas, pendant le débat, la purification ethnique continue. Autrement dit, déciderait-on d'accueillir à titre provisoire, les 390 000 réfugiés-déportés des dix premiers jours de guerre, que le régime serbe se chargerait, si l'on ose dire, de reconstituer les stocks. Dans son entreprise de nettoyage ethnique par le vide, confirmée par tous les témoignages, Belgrade n'en a pas fini avec le Kosovo et les Kosovars. Au rythme où cela va, 40 000 ou 45 000 réfugiés par jour, des centaines de milliers de personnes sont encore à venir, dans la seule logique des chiffres, d'une population à 90 % de souche albanaise.

La purification ethnique continue. Et le vrai, l'unique débat est là, chaque jour plus aigu, et le même depuis le départ, quoi qu'on en dise : l'intervention au sol des troupes de l'OTAN ou non, pour mettre un terme ou non à cette abomination. En une phrase, la capacité militaire, la volonté politique, le risque humain de faire la guerre, aussi, pour la gagner.

Le RU 486, « pilule du lendemain », commercialisé dans plusieurs pays de l'UE

LES LABORATOIRES Erelgyn ont annoncé mardi 6 avril le démarrage de la procédure d'enregistrement permettant au RU 486 (ou Mifégyne) de disposer d'une autorisation de mise sur le marché au niveau européen. Au centre de nombreuses controverses, cette molécule a, aujourd'hui, été utilisée par près d'un demi-million de femmes dans des procédures non chirurgicales d'interruption de grossesse. Elle est actuellement commercialisée en France (depuis 1988), en Grande-Bretagne (depuis 1990) et en Suède (depuis 1991). Parmi les pays concernés par cette demande d'enregistrement figurent l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la Grèce et les Pays-Bas. « Les experts des différents pays ont 90 jours pour donner leur avis », a expliqué au Monde le docteur Edouard Sakiz, directeur d'Erelgyn. En juillet prochain, nous devrions pouvoir entrer en discussion avec chacun des pays concernés, notamment l'Allemagne, pour préciser les conditions de distribution du RU 486. »

M. Richard évoque un « partage des rôles » dans l'aide aux réfugiés kosovars

LE MINISTRE de la défense, Alain Richard, a indiqué mardi matin, sur RTL, que les pays de l'Alliance engagés dans les actions sur la Yougoslavie se « partageraient les rôles » dans l'aide à apporter aux réfugiés kosovars. « Ces personnes ont vocation à revenir dans un Kosovo plurietnique et sécurisé », a-t-il expliqué. (...) Pendant la période où on a à les soutenir, il faut que leurs conditions de vie soient correctes et qu'on fasse correctement face à l'urgence humanitaire. Nous pensons, nous, qu'en apportant l'aide massive (...) en Albanie et en Macédoine (...) nous avons la meilleure solution. L'Italie et la Grande-Bretagne partagent notre approche. D'autres partenaires pensent qu'il faut, pour aider les pays d'accueil, emmener les personnes déplacées hors de la zone. Nous ne préférons pas cette solution. » « Je crois qu'on se partagera les rôles », a-t-il conclu.

DÉPÊCHES

■ **TURQUIE** : un attentat-suicide contre le gouverneur de la province de Bingöl (est) a fait 2 morts et 20 blessés, lundi 5 avril. L'auteur de l'attaque, un homme âgé d'une vingtaine d'années, a été décapité et une fille de 16 ans est morte sur le coup, a été précisée sur la chaîne de télévision NTV le gouverneur, Süleyman Kamci, qui est sorti indemne de l'attentat. Selon une source hospitalière, l'attentat a fait 20 blessés, dont 5 policiers. Une vague d'attentats frappe la Turquie depuis l'arrestation mi-février du chef du PKK, Abdullah Öcalan, détenu sur l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara (ouest), qui est dans l'attente de son jugement. - (AFP)

■ **PHILIPPINES** : le président Joseph Estrada a reporté, mardi 6 avril, de 90 jours l'exécution de trois condamnés à mort par injection mortelle qui était prévue pour mercredi, afin de permettre une possible révision de leurs sentences. Un condamné à mort, Léo Echegaray, avait été exécuté le 5 février pour le viol en 1994 de sa fille âgée de 11 ans. Cette exécution était la première aux Philippines depuis vingt-trois ans après la réintroduction en 1994 de la peine de mort, abolie en 1987. Plus de 900 condamnés à mort se trouvent dans les prisons philippines. - (AFP)

Tirage du Monde daté mardi 6 avril 1999 : 442 363 exemplaires.

Le procès des deux suspects libyens de l'attentat de Lockerbie ne commencera pas avant plusieurs mois

Les sanctions de l'ONU ont été suspendues dès l'arrivée des deux hommes aux Pays-Bas

LA HAYE

Quand commencera le procès à proprement parler d'Abdelbaset Ali Mohamad Al Megrahi et d'Amine Khalifa Fhimah ? Lundi 5 avril, personne ne pouvait répondre avec certitude à cette question, alors même que les deux suspects libyens venaient d'atterrir aux Pays-Bas pour y être jugés, dix ans après l'attentat à la bombe contre un avion de la PanAm qui fit 270 morts au-dessus du village écossais de Lockerbie.

Une chose est certaine : cette remise ouvre la porte à la levée des sanctions de l'ONU contre la Libye, ainsi que l'a confirmé Robin Cook, secrétaire au Foreign Office à Londres. Parmi les mesures imposées par deux résolutions de l'ONU, en 1992 et 1993, figurent un embargo aérien, un

embargo militaire, le gel d'avoirs financiers à l'étranger, la réduction du personnel diplomatique libyen, et des restrictions pour l'importation de certains équipements pétroliers. Ces mesures ont été officiellement suspendues dès l'arrivée des suspects aux Pays-Bas.

L'incertitude à propos du début des audiences s'explique si l'on prend en compte le fait que ce procès ne connaît aucun précédent en droit. C'est pour trouver une issue à une impasse diplomatique que Washington, Londres et La Haye ont innové en matière de justice pénale. Alors que Tripoli refusait de livrer ses ressortissants pour un procès aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, les dirigeants de ces deux États ont demandé à leur homologue néerlandais de céder une partie de leur territoire, le temps d'un procès. Le 24 août 1998, le gouvernement néerlandais donna son feu vert. Jusqu'à ce jour, insiste-t-on au ministère de la Justice, jamais aucun pays n'a abdicqué sa juridiction sur

une portion de terre pour y abriter un procès sous une législation autre que la sienne.

C'est pourtant ce qu'a fait le Parlement néerlandais. Depuis la fin de l'an dernier, Camp Zeist, une ancienne caserne qui abritait des militaires américains, près d'Utrecht, est transformé en tribunal sous haute sécurité. Une centaine de policiers écossais surveillent les travaux en cours. Une salle d'audience, des facilités administratives, une salle de presse, et, bien sûr, des cellules : rien ne doit manquer pour le procès, dont l'accusation sera menée par deux procureurs écossais, Norman MacPadyen et Jim Brisbane, arrivés dimanche aux Pays-Bas.

POSSIBILITÉ D'APPEL

Avant de rencontrer leurs accusateurs, les deux suspects, arrêtés par les Néerlandais, devront être juridiquement extradés vers l'Ecosse. Selon la loi aux Pays-Bas, Al Megrahi et Fhimah ont une possibilité d'appel auprès de la Cour de cassation. « Une belle pro-

cedure peut prendre trois mois ou plus », estime Victor Holtus, porte-parole au ministère de la Justice. Les suspects se contenteront-ils d'une décision en première instance ? Côté écossais, on disait lundi avoir reçu des signaux en ce sens « de la part des avocats ».

Même dans ce cas, le procès ne commencera pourtant pas aussitôt. La législation écossaise prévoit en effet la comparution initiale des suspects devant un juge, qui lira les charges retenues contre eux et devra fixer une date pour le début du procès à proprement parler, dans une période de cent dix jours au maximum. Mais les avocats ont la possibilité de demander un délai supplémentaire, pour prendre connaissance de toutes les pièces du dossier. « Tout porte à croire que les audiences ne commenceront pas avant plusieurs mois », indique Paul Geoghan, porte-parole de la Cour.

Alain Franco

Guerre des boutons (de porte) à Jérusalem

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Au moment où des milliers de fidèles s'étaient rassemblés à Jérusalem pour célébrer la mise en croix et la résurrection du Christ, une bataille surréaliste a opposé les responsables de l'Eglise, incapables de s'entendre sur l'emplacement d'une porte comme sur la garde de la clé qui l'accompagne. La discorde s'est installée lorsqu'en prévision de l'afflux des pèlerins attendus à l'occasion du prochain millénaire les autorités israéliennes ont demandé qu'une issue de secours soit percée dans les murs du Saint-Sépulcre qui, selon la tradition, abrite le tombeau du Christ. Une seule entrée (qui sert également de sortie) permet aujourd'hui d'accéder au sanctuaire, ce qui est déjà insuffisant pour le flux des milliers de pèlerins.

Tout le monde s'accorde sur la nécessité d'une nouvelle porte, mais personne ne s'entend lorsqu'il s'agit d'en désigner l'emplacement. C'est que le Saint-Sépulcre dépend juridiquement de plusieurs communautés religieuses qui, au fil des siècles, s'y sont taillé un territoire qu'aucune n'accepte de voir amputé, même si la partie à céder ne devait avoir que l'épaisseur d'une porte. Ici, chaque dalle, chaque pilier, chaque niche dans le mur fait l'objet d'une surveillance jalouse, et aucune procession ne peut traverser le territoire du voisin sans un accord préalable sur le trajet comme sur l'horaire. Guerre étonnante, dans ces conditions, qu'il ait fallu plus de quarante ans pour mener à bien la réfection du dôme.

Quant aux travaux d'éclairage prévus pour accompagner les cérémonies du millénaire, ils n'ont toujours pas pu commencer, personne n'étant d'ac-

cord sur le trajet des câbles électriques... La « bataille de la porte » n'est donc qu'un nouvel épisode de cette très ancienne querelle. Depuis trois mois, Grecs orthodoxes, Arméniens, franciscains, Coptes égyptiens et éthiopiens ont multiplié les réunions, sans parvenir à dégager un compromis.

ESPOIR INAVOUBLE

Les Grecs, qui sont les plus anciens et les plus puissants à l'intérieur du bâtiment, gardent un prudent silence tandis que leurs frères franciscains et arméniens ont tendance à désigner le territoire éthiopien comme étant le « lieu naturel » où devrait être installée la porte. Les vingt-cinq prêtres éthiopiens qui, depuis des lustres, campent dans de modestes cellules adossées au bâtiment, répliquent qu'ils n'ont déjà pas assez de place pour pouvoir en offrir à la communauté.

On en est là, chacun espérant, sans publiquement l'avouer, que les Israéliens imposent une solution qui mettrait tout le monde d'accord. Ne resterait plus ensuite qu'à régler les conséquences de cet acte d'autorité : la garde de la clé de la porte. Pour ce qui est de la porte d'entrée, il a fallu des années d'affrontements pour trouver la solution : confier la clé à une famille musulmane qui, moyennant rétribution, ouvre et ferme chaque jour la basilique. Le gardien de la porte de sortie sera-t-il plus facile à trouver ? « L'Histoire, le passé, le présent et tous les responsables sont responsables de la situation », a philosophiquement commenté dimanche le patriarche latin de Jérusalem, M^r Sabbah, en délivrant son message pascal.

Georges Marion

Évadez-vous,
volez vers l'Irlande:
1.534F* pour deux.



*TAXES COMPRIS. TARIF AIR POUR DEUX ET VOLS DÉPART PARIS AUX CONDITIONS PARTICULIÈRES ET SOUS RÉSERVE D'APPROBATION GOUVERNEMENTALE.

هكذا من الأصل